CONFESSION D'UN ÉMIR DU GIA

Patrick Forestier
en collaboration
avec
Ahmed Salam

L'Algérie du cauchemar

Grasset

Table des Matières

978-2-246-56869-8

DE PATRICK FORESTIER

LES MYSTÈRES D'OUVÉA, Éditions Filipacchi, 1988.

LE TRAIN DU NÉGUS, *sur les pas de Rimbaud,* Grasset, 1994.

COLLABORATION

Avec Roger Auque : UN OTAGE À BEYROUTH, Éditions Filipacchi, 1988 (Prix Vérité).

Le peuple reçoit la religion, les lois, comme la monnaie,
sans l'examiner.
VOLTAIRE.

Préface

A chacun de mes voyages en Algérie, je me suis posé les mêmes questions : qui sont ces hommes qui assassinent avec une sauvagerie inouïe? Quelles motivations profondes les poussent à commettre ces massacres inacceptables? Mais surtout, dans quel état psychologique, dans quel univers évoluent ces tueurs de l'ombre qui exécutent à la hache des femmes et des enfants?

Vue de l'extérieur, la barbarie qui se déroule en Algérie reste incompréhensible. Mais ces questions, et bien d'autres encore, des millions d'Algériens se les posent eux aussi. La majorité ne sait pas pourquoi ceux qui se qualifient de moudjahidine, de combattants de la foi, agissent avec autant de cruauté en pratiquant un terrorisme aveugle.

Chacun, en Algérie, vit sous la menace d'une bombe, d'un faux barrage, d'une attaque nocturne. A tel point que la méfiance s'est immiscée partout : dans la rue, dans l'autobus, sur le lieu de travail, entre voisins et parfois au sein d'une même famille. Personne ne fait plus confiance à personne.

Dans plusieurs régions, celles, en tout cas, les plus touchées par la violence, les Algériens n'osent pas parler de peur qu'une oreille hostile ne les entende. Placés sous la coupe, durant trois décennies, d'un pouvoir despotique et d'un parti unique, ils avaient l'habitude de se taire. Aujourd'hui, malgré un début de démocratisation, l'homme de la rue n'ose toujours pas s'exprimer à haute voix. Trop souvent, le doute persiste pour savoir qui tue qui.

L'opacité du régime qui refuse, sous prétexte d'ingérence, toute commission d'enquête internationale et délivre au compte-gouttes des visas aux journalistes étrangers, concourt à jeter le doute dans les esprits. Le discours stéréotypé des autorités au nationalisme exacerbé accentue la confusion.

Mais si la population vit dans l'angoisse, c'est surtout parce qu'elle n'arrive pas à mettre un visage sur ces tueurs qui affirment agir au nom de Dieu. Ce sont pourtant des Algériens, métamorphosés en monstres depuis

qu'ils ont embrassé la cause islamiste la plus extrême. Beaucoup de citadins n'arrivent pas à imaginer quelle dérive ces « fous d'Allah » ont suivie pour en arriver à couper des têtes ou crucifier des bébés sans aucun remords.

Les rares témoignages, partiels, de repentis, diffusés à la télévision sont trop sujets à caution pour être crédibles. La radio-télévision est tellement assimilée au pouvoir que, lorsque les Algériens désirent obtenir des informations sur leur propre pays, ils regardent les programmes étrangers grâce aux centaines de milliers d'antennes paraboliques qui peuplent les toits, d'Alger à Tamanrasset. Aucune confession d'un ex-membre du GIA ne peut y être présentée sans qu'elle soit suspectée de propagande du gouvernement, même si est réelle l'authenticité du témoignage. Les Algériens sont trop habitués aux manipulations pour prendre pour argent comptant l'information présentée par le pouvoir.

Pour toutes ces raisons, jamais la face cachée de l'horreur n'a été réellement décrite. Les enquêtes au sein du GIA demeurent inexistantes. Pour avoir effectué plusieurs reportages en Algérie, je connais les difficultés que rencontrent les journalistes pour travailler en toute indépendance. Sous prétexte de garantir leur sécurité, les représentants de la presse sont solidement encadrés par des policiers gardes du corps. Idem pour les écrivains, les cinéastes, les philosophes, les hommes politiques étrangers qui rencontrent souvent les mêmes interlocuteurs et dont l'itinéraire reste soigneusement balisé. Impossible dans ce cas de nouer des contacts avec une opposition armée qui, d'ailleurs, ne le souhaite vraisemblablement pas.

Le GIA, en effet, ressemble à une secte qui n'accepte pas en son sein d'élément étranger, à moins qu'il ne soit un adepte. Aussi, aucun témoignage crédible de membre des Groupes Islamistes Armés n'a jamais vu le jour jusqu'ici.

Le hasard a voulu que mon chemin croise celui d'un moudjahidine du GIA en rupture de ban. J'ai eu la possibilité de le rencontrer plusieurs fois hors d'Algérie pour de longs entretiens, sans contrainte ni pression policière ou politique. A condition que son anonymat soit préservé, il a accepté de relater les événements auxquels il a participé pendant plusieurs années.

Kakar n'est pas un grand chef de l'organisation clandestine mais l'émir d'un groupe qui a commis de nombreux assassinats dans Oran et sa région.

Souvent, les envoyés spéciaux, moi y compris, rendent compte de l'actualité algérienne à partir de la capitale. Les reportages dans les autres départements sont plus rares et toujours, de toute manière, encadrés de très près par les autorités.

Oran a longtemps gardé la réputation d'être une ville à part, préservée du terrorisme. On oublie trop souvent que la seconde ville du pays avait voté majoritairement FIS aux élections municipales et législatives avant qu'elles ne soient annulées. On peut remarquer que c'est dans l'antique cité de l'ouest qu'ont été assassinés pour la première fois un homme de théâtre, Abdelkader Alloula, un chanteur de raï, Cheb Hasni, et un évêque français, Monseigneur Claverie. Entre chacun de ces attentats, des policiers, des gendarmes, des hommes de loi, des fonctionnaires, des militants et beaucoup d'anonymes ont été exécutés au nom de l'Islam sans que l'information ne transpire. «Le terrorisme résiduel est en voie d'éradication », répètent en effet les caciques du pouvoir.

Depuis seulement 1998, les communiqués du gouvernement nous indiquent que des opérations se déroulent dans les montagnes de l'Oranais contre des maquis du GIA. Ce qui prouve que la région n'était pas épargnée par les actions des intégristes. Le témoignage de Kakar, l'un d'eux, m'apparaît d'autant plus important que ce militant de l'ex-Front Islamique du Salut est passé à la lutte armée au cours du même processus suivi par une génération d'islamistes privés de leur victoire par l'annulation des élections en 1992.

Ses propos, parfois naïfs, correspondent à ce qu'il a vécu. La description au jour le jour de son engagement nous éclaire sur la face cachée de cette guerre civile. Notre homme a agi d'abord dans Oran puis dans un maquis proche de la capitale régionale. Jamais je n'ai entendu autant de précisions sur le quotidien de ces combattants de Dieu qui sèment la terreur depuis six ans. Ses descriptions détaillées font froid dans le dos, tant l'horreur le dispute à la cruauté. J'ai essayé de conserver la psychologie et le cheminement, parfois critique, de Kakar et de ceux qui l'entourent, tout au long de ce récit. Chez ces hommes illuminés qui semblent vivre sur une autre planète, le cynisme se mélange au

surnaturel, le courage à la lâcheté. La fascination de la mort, le culte du martyre, nous plongent dans un monde étrange où apparaissent un état mental et des réflexions qui dépassent l'entendement. Sans cette approche mystique, religieuse, cruelle, qui approche la folie, il est difficile de comprendre comment ces mercenaires de la guerre sainte peuvent commettre les pires atrocités. C'est en tout cas cette « pensée unique » qui leur permet d'agir comme des monstres et non comme des créatures de Dieu.

Kakar et ses frères d'armes sont tellement habités par cette philosophie qu'ils croient juste, qu'ils estiment ne pas commettre de crimes en égorgeant leurs semblables au nom du Tout-Puissant.

Soyons clairs. Je suis totalement opposé, je condamne ces meurtres et je ne renvoie pas dos à dos le pouvoir et le GIA qui est à l'origine de la majorité des massacres d'innocents. Mais le respect des droits élémentaires du citoyen qui devraient être garantis par l'Etat n'est pas toujours appliqué par les forces de sécurité et la justice algériennes.

La mission d'information de l'ONU dirigée par Mario Soares conclut dans son rapport que « l'Algérie mérite le soutien de la communauté internationale dans les efforts qu'elle déploie pour combattre ce phénomène ». Accusée de ménager le régime, la mission souligne toutefois que les «efforts déployés pour combattre le terrorisme doivent s'inscrire dans le cadre de la légalité, de la proportionnalité et du respect des droits fondamentaux de la population algérienne ». La fin ne justifie donc pas les moyens. Mais c'est d'abord du côté du GIA que ce principe fait défaut. Rien ne peut en effet cautionner les crimes et les atrocités commises par les terroristes algériens.

En écoutant Kakar, je me suis demandé si ses compagnons ne prenaient pas du plaisir à tuer. A partir du moment où ces assassinats sont « couverts » par un décret religieux, ils ne ressentent en tout cas aucune compassion sous prétexte que, dans la guerre sainte, il est légitime que le mécréant périsse par l'épée.

J'ai rencontré Kakar au cours d'une bonne quinzaine de rendez-vous en Europe où il mène l'existence de ce qu'on appelle désormais en France un « sans-papier ». Au début, je restais méfiant sur la véracité de son passé et de ses dires. Il pouvait s'agir d'une manipulation d'une faction du régime algérien ou, bien entendu, d'un groupe islamiste, passés maîtres

l'un comme l'autre, dans la désinformation. Les détails et la densité du témoignage, recoupés autant que j'ai pu, m'ont amené à penser que cet homme parlait vrai. Je ne vois d'ailleurs pas quel but il aurait pu poursuivre en dénonçant à la fois le GIA et le gouvernement.

Kakar ne s'est pas livré tout de suite. Il a fallu qu'un minimum de confiance s'instaure entre nous avant qu'il ne fasse l'effort de fouiller dans sa mémoire pour revenir sur son passé. Nos premières rencontres coïncidaient avec la période du ramadan que Kakar suivait scrupuleusement. A l'heure du ftour, la rupture du jeûne, il buvait de l'eau et mangeait en général du poisson. Il ne commandait jamais de viande car elle n'avait pas été abattue selon le rite musulman. Ensuite, il pouvait parler jusqu'à une heure avancée de la nuit car il avait repris des forces.

Kakar était curieux d'en savoir plus sur mes reportages à l'étranger, en particulier dans les pays musulmans. Le Liban et le Hezbollah, la guerre du Golfe, le régime islamique au Soudan, le bras de fer entre les militaires et l'opposition islamique en Turquie où il estimait que la victoire de ses frères turcs est inéluctable; tout l'intéressait. Il avait eu des propositions pour rejoindre des réseaux à Istanbul et à Beyrouth. Mais c'était l'Afghanistan qui le fascinait le plus. Il avait failli rejoindre les moudjahidine qui se battaient contre les Soviétiques. Il savait qui était Gulbudin Ekmatiar, le chef du Parti Hezb-i-Islami ou le commandant Massoud, opposé aujourd'hui aux Talibans. Je lui livrai quelques anecdotes survenues, comme beaucoup de mes confrères, lors de mes précédents voyages dans les montagnes afghanes. Je lui racontai comment j'ai été pris à côté de Kaboul sous les tirs de roquettes des hélicoptères MI 24 et des bombes à fragmentation larguées par des Migs soviétiques. Nous avons échangé quelques précisions sur les armes. Les connaissances, primaires, que je possède dans ce domaine me permettaient également de vérifier si Kakar savait de quoi il parlait. Ces brefs échanges sur des généralités «hors sujet» ont certainement contribué à établir un meilleur climat entre nous.

De taille moyenne, Kakar a conservé une bonne forme physique. Il n'affiche pas une gueule de tueur. Son visage est plutôt avenant et il sourit facilement. Ses yeux voient tout. Il « pèse » de suite à qui il a affaire. « Lorsqu'on a vécu dans la clandestinité et fait ce que j'ai fait, je devine vite qui se cache derrière mon interlocuteur et le contexte de chaque situation.

Dans la rue, lorsque je pénètre dans un lieu public, je vois d'un seul coup d'œil qui est qui. Sinon, je ne serais plus en vie depuis longtemps », m'a-t-il dit à plusieurs reprises.

Kakar a été, au moins à Oran, une sorte de tueur à gages. Il en a gardé le sang-froid en laissant apparaître une nature calme et posée. Ce n'est qu'une apparence. Kakar est un félin qui, d'un coup, peut bondir sur sa proie en ne lui laissant aucune chance. Kakar n'est pas seulement malin. Il possède la force d'une intelligence intuitive. Il reste parfois maladroit dans ses explications car il a du mal à trouver les mots justes en français. Mais je crois n'avoir pas déformé ses propos ni ses pensées en écrivant ce livre.

Je suis conscient qu'il ne m'a pas tout dit. D'abord parce que sa mémoire lui faisait défaut sur des précisions et des situations qui remontent à plusieurs années. Il y a eu aussi des passages qui ont eu du mal à « sortir ». Surtout lorsque c'était lui qui tenait le pistolet ou le couteau. Hors de leur contexte, ses actes apparaissaient encore plus cruels, hors de proportion, inutiles, même si on essaie de comprendre la psychologie délirante des maquisards islamistes.

En écoutant Kakar, je découvrais avec effarement la face cachée d'une guerre sans témoin ni image. C'est comme s'il avait ouvert la porte secrète d'un labyrinthe plongé jusqu'ici dans l'obscurité. Ce témoignage n'est qu'un coup de projecteur sur une petite partie de ce nouveau conflit algérien. Il permet toutefois de se faire une idée des motivations, des prétextes, de la vie au quotidien de ces hommes de l'ombre qui terrorisent tout un peuple.

Cet ouvrage n'est pas un livre d'histoire, mais le témoignage d'un des acteurs des événements contemporains. Pour réaliser un travail scientifique, il faudrait que les autorités laissent les observateurs extérieurs travailler sans entrave. Le récit de Kakar lève cependant un coin du voile qui obscurcit l'Algérie et concourt à la manifestation de la vérité sur des événements dramatiques qui se résument à des décomptes macabres aux chiffres contestés. L'annonce d'élections anticipées par le président Zeroual qui ne terminera pas son mandat, reflète les rivalités qui s'affrontent dans les coulisses du pouvoir. Si l'un de ses acteurs, un officier supérieur par exemple, se « confessait » lui aussi, on

comprendrait mieux pourquoi et comment l'Algérie est plongée dans cette tragédie.

Si Kakar a parlé, c'est aussi parce qu'il ressent de l'amertume, où se mêlent le gâchis de sa vie et celui de la cause qu'il croyait défendre. Il désirait une République islamique mais il a été déçu par ceux qui veulent l'instaurer. L'inconscience, le manque de pragmatisme, l'absence de projet politique et économique chez les émirs qu'il a côtoyés, l'ont poussé à se détacher de cette forme de lutte. Kakar, islamiste sur le tard comme beaucoup, est venu au GIA pour, d'abord, abattre le pouvoir. Ce croyant a été choqué en constatant la superficialité de la culture religieuse chez ses frères d'armes. La majorité rentre dans les GIA plus pour venger un frère, un père, que par foi en Dieu. La passion du couteau et du fusil les anime davantage que la réflexion spirituelle qui devrait pourtant être nécessaire à la construction de l'Etat théocratique qu'ils appellent de leurs vœux.

Par omission involontaire, ou pour préserver d'anciens compagnons d'armes qui sont encore actifs, je suis conscient, je le répète, que Kakar n'a pas tout révélé. Les événements qui se bousculent dans sa mémoire entraînent parfois des confusions dans son récit. Il a certainement minimisé ses actes afin de ne pas apparaître comme un monstre à part entière. Il a même pu « embellir » plusieurs situations et se donner, parfois, le beau rôle.

Mais ce livre n'est pas une contre-enquête, ni un point de vue ni, bien entendu, un plaidoyer, mais une partie de l'histoire contemporaine, et complexe, d'un groupe à travers un individu. Ces lignes retracent le destin d'un homme et l'évolution d'une crise, peut-être la plus grave qu'ait connue l'Algérie. La Guerre d'indépendance contre la France y apparaît encore en filigrane aujourd'hui. Elle était finalement plus simple à comprendre que les événements actuels. Après la décolonisation, c'est la confiscation du pouvoir depuis 1962 par le FLN, « satanisé » par le prisme islamique, qui demeure en effet le grief récurrent au sein des groupes armés.

Ce témoignage reste évidemment partiel par rapport à l'ampleur des événements qui ensanglantent de vastes zones géographiques. Mais l'itinéraire de Kakar apporte un éclairage précieux pour la compréhension de la guerre civile qui se déroule sous nos yeux, dans un Maghreb qui s'étend à quelques encablures de nos côtes méditerranéennes.

Depuis que Kakar a abandonné la lutte, la situation s'est modifiée sur le terrain. Les effectifs des groupes d'auto-défense ont augmenté de façon considérable. On compterait 200 000 miliciens armés par le régime, répartis dans l'Algérie « utile ». Cette nouvelle masse d'hommes en armes brouille davantage les pistes lorsqu'il s'agit de déterminer les responsables des tueries. Plusieurs organisations des droits de l'homme dénoncent les exactions commises, dans certains cas, par les « patriotes ». Les vengeances et les règlements de comptes personnels ne sont pas absents dans cette « sale guerre ». Ils restent cependant sans commune mesure par rapport aux massacres collectifs perpétrés par les Groupes Islamistes Armés.

Depuis plusieurs mois, les maquis du GIA ont pris des coups et la population rejette aujourd'hui ces fous de Dieu qui sacrifient leurs propres enfants. Pas partout, sinon les moudjahidine ne pourraient pas survivre sans renseignement ni ravitaillement. Dans les douars reculés, les paysans sont pris en otages. Terrorisés, ils doivent collaborer avec les combattants islamistes pour rester en vie. Le pire, c'est qu'ils sont souvent pris entre deux feux : ils subissent, la nuit, le GIA et, le jour, l'armée. Au bout du compte, les deux camps les soupçonnent de soutenir l'adversaire. Aussi sont-ils les premiers à être sauvagement massacrés, surtout par les GIA, qui, en premier lieu, leur reprochent de ne pas rejoindre leurs rangs.

Je n'oublierai jamais l'après-midi passé à l'hôpital de Zmirli, dans la banlieue d'Alger, à écouter les témoignages des rescapés de Bougara, l'ancienne Rovigo, l'un des grands centres agricoles de la plaine de la Mitidja. Je m'étais rendu la veille sur place, dans l'ancienne ferme d'un colon français où avait eu lieu le massacre. Je revois encore Farida, cette jeune institutrice allongée sur son lit d'hôpital, me raconter sa nuit d'horreur en me serrant la main afin que j'écoute mieux. Elle avait vu perpétrer l'assassinat de sa famille par des moudjahidine « sales et repoussants ». Ils avaient éventré une voisine enceinte de huit mois et demi. « Regardez le sang des agneaux. Ils sont tendres », disaient les tueurs en égorgeant les adolescents. J'entends encore les mots de Farida : « Ce sont des loups, des animaux. Dites bien que ce sont des monstres. » Les assassins avaient défoncé la porte de la maison, enlevé des tuiles pour pénétrer par le toit. Ses parents, ses frères et sa sœur avaient été abattus à coups de fusil de chasse ou égorgés comme des moutons. Blessée, l'institutrice baignait dans son sang mais réalisait ce qui se

passait autour d'elle. Elle avait fait la morte, n'osant plus respirer, en récitant dans sa tête son témoignage de foi.

En écoutant Kakar, j'ai pensé plusieurs fois à Farida. J'étais dégoûté. C'est toutefois grâce au récit de ce repenti que j'ai réalisé comment ces horreurs étaient commises. Ne pas écouter Kakar, c'était se priver d'une part de la réalité. Même si ses mots donnent parfois la nausée.

P.F.

Prologue

Je suis musulman mais je n'étais pas plus religieux que la majorité des Algériens. J'ai choisi d'épouser une cause qui, a priori, n'aurait pas dû être la mienne. Ce sont les événements qui ont décidé que je serais un combattant du GIA.

J'ai exécuté de mes mains beaucoup de mécréants et jusqu'ici la moitié de mon existence n'a été que combats, assassinats et tueries dans une guerre clandestine. Au nom de Dieu le Tout-Puissant, j'ai fait couler le sang pour une cause qui m'apparaissait juste.

Lorsque je regarde ma vie, je la vois comme un film que j'aurais voulu tourner mais dont je n'aurais pas maîtrisé le scénario. S'y côtoient des regrets, de l'amertume et un profond sentiment d'inachevé.

La fin reste à écrire. Ce sera probablement sans moi. Je suis un homme en sursis car la mort attend au rendez-vous qu'elle m'aura fixé. J'ai voulu m'éloigner de la scène algérienne. Mais on n'abandonne pas la guerre sainte. Je reste lié, je le sais, jusqu'à la fin de mes jours par mon acte de soumission à mon grand émir. En tant que moudjahidine, j'ai commis au nom de Dieu des actes graves qui me lient à la communauté des hommes tant que je ne serai pas monté au Paradis. Pour n'être pas allé jusqu'au bout de mon choix, le camp pour lequel je me suis battu ne me pardonnera jamais. Je sais aussi que mon repentir restera toujours suspect chez tous ceux qui refusent la République islamique. Je suis marqué à jamais par cette double incompréhension. Je suis devenu paria par ma faute et par la force des choses.

CHAPITRE PREMIER

Je garde peu de souvenirs de l'école primaire Taleb el Ibrahimi à Oran. Parce que je lui tenais tête, le directeur m'expulsa l'année du certificat d'études. J'étais un élève indiscipliné et, à l'époque, les anciens combattants du FLN avaient tous les droits.

Mon père n'était pas un ancien moudjahidine. Il n'avait pas combattu les Français pendant la Guerre de libération. Il avait travaillé dans une ferme avant de s'installer en ville après l'indépendance pour vivre d'un petit commerce. Je suis le benjamin d'une famille nombreuse. Après l'école, j'ai travaillé dans un salon de coiffure, jusqu'au service militaire que j'ai terminé fin 1984. A l'armée, j'étais chauffeur car j'avais réussi mon permis poids lourd et semi-remorque. J'ai passé mon temps à faire de la piste au volant d'un bahut entre Tindouf et la frontière marocaine. Je n'allais guère à la mosquée à cette époque. Celle de la caserne était, de toute manière, trop sale. Parce que des officiers y avaient découvert des cassettes de prêches de l'imam égyptien El Kechk, apprécié chez les islamistes, elle fut carrément fermée.

De retour à la vie civile, je suis devenu « taxieur », comme l'un de mes frères. Ce métier était difficile. Les chauffeurs restaient à la merci des policiers. Si on ne les transportait pas gratuitement, ils nous menaient la vie dure. Ils se passaient le « morse », le message, entre eux, et nous harcelaient pour un oui ou pour un non. Sous prétexte qu'ils portent l'uniforme, les flics algériens se croient tout permis.

En juillet 1985 éclata un incident banal qui allait être lourd de conséquences pour moi. C'est à ce moment-là que mon destin bascula. Sur Emir-Abd-el-Kader, l'ancien boulevard Clemenceau, un flic m'arrêta tout près de la place du 1er-Novembre. Il voulait que je le raccompagne chez lui, du côté de la Maison de la Radio, à l'autre bout de la ville. Je le reconnus immédiatement et lui aussi. Il m'avait déjà fait le coup la semaine précédente. Il ne le disait pas mais il était entendu, bien sûr, que le prix de la course serait pour moi. J'essayai de me dérober mais ce salaud s'énerva. Il ne pouvait souffrir que son autorité fût mise en cause. Le ton monta, et là, mon sang ne fit qu'un tour.

Avant l'armée, j'avais fait de la boxe en amateur dans un club du centre-ville. J'étais plutôt bon mais j'avais toujours refusé d'être engagé dans des combats professionnels. On y prenait des coups et les boxeurs ne voyaient jamais la couleur de l'argent. Il filait dans les poches de managers véreux.

J'avais d'ordinaire suffisamment de contrôle sur moi-même pour garder mon calme en toutes circonstances. Mais cet après-midi-là, je ne sais pas ce qui me prit. Le flic menaçait de faire sauter ma licence parce que je n'étais pas, soi-disant, en règle. Il se mit à gueuler et mon bras partit tout seul. Je lui assenai une droite qui le sonna à moitié. Il ferma son clapet mais dès le lendemain, mon « carnet » m'était retiré pour trois mois. Je me retrouvais au chômage.

Je n'étais pas le seul. Les boulevards d'Oran sont remplis de jeunes qui traînent entre cafés et bancs publics à la recherche d'une combine. A l'époque, le meilleur moyen de gagner facilement des dinars, c'était de se lancer dans le trabendo. Le principe était simple : il fallait aller à Marseille acheter des produits que l'on ne trouve pas en Algérie et les revendre au noir en en tirant des bénéfices. Beaucoup survivaient de ce trafic semi-officiel qui existait grâce à la complicité des autorités. Policiers et douaniers touchaient leur pourcentage au passage. Les gros « trabendistes » ramassaient, eux, beaucoup d'argent, en important, sans taxe, d'énormes quantités de marchandises.

Moi, j'avais, au départ, une autre idée en tête. Je voulais voir du pays, connaître autre chose. Alors j'ai vendu ma voiture et je suis parti à Marseille, puis à Aubagne. Je voulais m'engager dans la Légion étrangère. Au centre de recrutement, j'ai été reçu par un lieutenant polonais. Je semblais l'intéresser. «Reviens en janvier », m'a dit l'officier. On était en septembre. En attendant, je me suis lancé dans les affaires.

Avec trois aller et retour à Marseille par mois, je m'en sortais bien. Il me restait de quoi mener la belle vie, même après avoir arrosé douaniers et agents d'Air Algérie. Je sortais, je buvais de la bière, et je passais mes journées à draguer. Surtout l'été, à la terrasse des glaciers et sur les plages. On partait le matin en voiture jusqu'à Aïn El Turk, l'ancienne Clairefontaine, la plage de Bou Sfer pour finir à la station balnéaire des Andalouses. J'étais libre et, grâce à mes petits trafics, j'avais de l'argent.

En janvier, je ne suis pas retourné à la Légion. Tout allait trop bien pour moi.

Je commençai simplement à fréquenter la mosquée. Au début, c'était pour faire plaisir à quelques amis et à mon frère cadet, qui était plus religieux que moi. A force de les côtoyer, je me sentais obligé de suivre leur façon de vivre. Cet univers ne m'était pas totalement inconnu. En 1982, un de mes cousins avait été arrêté pour ses activités islamistes. J'avais collecté de l'argent pour lui et pour les familles des militants emprisonnés qui soutenaient Bouyali, le chef du premier maquis islamique. Il gagnait du terrain et attirait vers lui de plus en plus de fidèles. Des jeunes surtout, qui trouvaient dans la religion un cadre d'opposition au régime de Chadli.

Je ne passais pas tout mon temps avec eux mais les idées qu'ils développaient me plaisaient. La corruption, l'abus d'autorité, les passe-droits du FLN, le parti unique omniprésent sans lequel rien n'était possible, étaient dénoncés par des prêcheurs qui prônaient une société islamique plus juste, plus humaine, où le croyant retrouverait sa place. Si j'avais d'ailleurs abandonné l'idée de m'engager dans la Légion, c'est surtout parce qu'un imam me l'avait déconseillé. «Les Français t'enverront tuer d'autres musulmans et défendre la croix en terre d'islam », me disait-il.

Survinrent les émeutes de 1988 et la répression qui coûta la vie à des centaines d'Algériens. Le 5 octobre, j'étais en France. Les vols étaient suspendus et je n'ai pu retourner à Oran que le 29. En arrivant, je vis des blindés dans les rues et des flics partout. Un de mes amis avait été tué. Un autre, un médecin, était blessé. J'avais la haine. Les milieux islamistes étaient en ébullition. Des moudjahidine qui avaient combattu les Soviétiques en Afghanistan revenaient chez eux, attirés par l'odeur de la poudre. Le Front Islamique du Salut prenait de l'importance. Mon cousin étant l'un de ceux qui l'ont créé, j'y étais d'autant mieux accueilli. J'organisais la vente *d'El Mounquid,* le journal du mouvement créé par Saïd Mekhloufi, l'un des quinze membres fondateurs du FIS. Je transportais des paquets d'exemplaires à Marseille car je continuais, en parallèle à mes activités de militant, à gagner de l'argent avec le trabendo. Ce n'était pas incompatible. Nous, les sympathisants du FIS, on travaillait.

Je donnais même de l'argent de ma poche pour soutenir la cause. Nous ne ressemblions pas aux militants du FLN qui vivaient grâce aux prébendes du parti honni.

Le jour où je suis sorti du ventre de ma mère, j'ai été contre le FLN et j'ai grandi avec la haine du FLN au fond de moi. Le ressentiment et l'ambiance dans lesquels je baignais à l'époque, me transformaient peu à peu, sans que je m'en rende compte. Je ne buvais plus, même pas une bière de temps en temps et le militantisme occupait la plupart de mes journées. En 1989, je désirais rejoindre en Afghanistan les combattants de la liberté qui luttaient contre les communistes athées. Le billet Alger-Paris-Karachi-Peshawar, la ville frontière pakistanaise, coûtait environ 4 000 francs. La filière commençait dans les mosquées et se terminait dans les camps d'entraînement près de Kyber Pass. Les aller-retour des Algériens entre les deux pays étaient suffisamment fréquents pour que les voyages se déroulent sans anicroche. Le chemin était bien balisé.

Lorsque le FIS obtint l'autorisation officielle d'exercer des activités politiques, je changeai d'avis : « Le prochain Afghanistan sera ici. Je reste ! » Nous savions tous que, dès qu'un parti islamiste émerge dans un pays musulman, l'Etat l'empêche de se développer. En Turquie, en Egypte, c'était le cas. Nous avions compris que la guerre contre le régime était inévitable. Les militaires ne nous laisseraient pas instaurer un Etat islamique.

Mon père, très âgé, n'était pas au courant de mes activités. Il ne voulait pas comprendre ce qui se passait. C'était un peureux. Il craignait l'Etat et me mettait souvent en garde. Sa grande phrase était : « La vie ne fait pas de cadeaux. Méfie-toi. Tu risques de le regretter.» Je me moquais de ce qu'il pouvait me raconter. La plupart de mes frères et moi étions entrés dans les rangs du FIS. Nous nous retrouvions pour la grande prière du vendredi à la mosquée Salmane-El-Farissi, unis dans le même désir de f... en l'air le système et ses suppôts.

Pour les élections communales de 1989, le FIS me prêta une voiture pour surveiller le vote avec d'autres militants. Nos responsables nous avaient raconté que le FLN recrutait des filles habillées dans des pantalons moulants pour inciter les jeunes à se prononcer en faveur de l'ex-parti unique. En fait, notre présence maintenait une pression devant les bureaux afin que les électeurs mettent le bulletin du FIS dans l'urne.

Si quelqu'un contestait, nous traitait de « barbus », ou bien nous accusait d'être contre la démocratie, on lui donnait une bonne raclée. Il était rare, cependant, que nous en venions aux mains. Notre présence suffisait, et, de toute manière, même le dernier des crétins était contre le FLN. La population ne supportait plus l'Etat et la tyrannie de ce parti qui monopolisait la vie publique depuis l'indépendance. Le recours, c'était nous. On a gagné sans difficulté majeure. Un mois après, les délégués du FIS prenaient leurs fonctions. Officiellement, j'étais engagé comme chauffeur. En fait, ma mission était d'espionner la nouvelle équipe, y compris le maire, en tant qu'agent anticorruption qui rendait compte directement aux instances régionales du mouvement où siégeait mon cousin.

Au bout de trois mois, je faisais emprisonner un chef de service qui avait réclamé à une vieille femme handicapée une commission de plusieurs milliers de dinars pour régler, en sa faveur, un litige de voisinage.

La municipalité se livrait à des expériences qui n'étaient pas toujours concluantes. Le FIS avait instauré des marchés où les produits étaient censés être proposés à prix coûtant sur les Aswaq islamiya, les souks islamiques. Les nécessiteux pouvaient consulter gratuitement un médecin, et les instituteurs s'étaient lancés dans la bataille contre l'illettrisme. J'ai assisté une fois à un soi-disant cours d'économie donné par une prof dans une ancienne église abandonnée depuis belle lurette. Au bout d'un moment, l'enseignant, que je soupçonnais d'être communiste, a joué pour les élèves du bendir, une espèce de tambour traditionnel.

« Ce n'est pas de l'instruction. Les jeunes ont besoin d'apprendre autre chose.

–Le bendir, c'est de la culture, me répondit le professeur.

– Et ta mère! Tu n'as pas eu assez de bendir depuis 1962? » ai-je dit avant de claquer la porte. C'était tout et n'importe quoi. Ce n'était pas en jouant du tambour qu'on allait abattre le tyran.

Nous essayions de nous implanter dans tous les secteurs d'activité. Le Syndicat Islamique des Travailleurs, le SIT, était un bon moyen d'y parvenir. A Oran, on avait nommé à sa tête un judoka, Aït Menguelet, un homme pieux, frère d'un chanteur kabyle. Il ne connaissait rien au

combat syndical mais il était entouré par des anciens de l'Union Générale des Travailleurs Algériens, l'UGTA, passés au FIS, et donc au SIT, qui tenait ses bureaux dans un ancien cinéma de la rue d'Arzew. Entre les deux syndicats, c'était la guerre. Il suffisait que les chauffeurs de bus affiliés à l'UGTA décrètent une grève pour que nous intervenions.

J'étais l'homme à tout faire du parti, surtout lorsqu'il s'agissait de mener à bien une opération délicate et discrète. A peine arrivé au dépôt à la tête d'un petit commando, la situation dégénéra. Un syndicaliste insulta Tahar, l'ami qui m'accompagnait. On en vint aux mains. Je sortis mon couteau et blessai deux grévistes. Trois jours plus tard, on menaçait le directeur de recourir aux armes et de les massacrer tous. Le lendemain, il démissionnait. C'était un FLN, riche à millions, qui avait bâti sa fortune en revendant des moteurs et des pièces détachées du parc roulant. Si la grève n'avait pas cessé, on serait allés jusqu'au bout. C'étaient les ordres. On en avait les moyens.

Je m'étais procuré un 7.65 au marché, chez un marchand de montres. « Mokhtar m'a prêté sa moto » était le mot de passe. En entendant cette phrase, le vieux ouvrit une vieille caisse pourvue d'un double fond et me glissa dans les mains le pistolet automatique et son chargeur. Au printemps 1991, la section syndicale UGTA des éboueurs se mettait à son tour en grève en occupant la mairie. Je négociai longtemps avec le meneur. Les quatre autres qui étaient avec moi tenaient en respect les grévistes. Ils n'avaient pas besoin d'être menaçants. Notre réputation de ne pas être des tendres jouait en notre faveur. La majorité des mairies étaient passées aux mains du FIS après les élections et on considérait que ce type d'action était du sabotage. Le pouvoir nous mettait des bâtons dans les roues en provoquant des grèves à répétition.

Malgré ces arguments, le délégué ne voulait toujours rien entendre. On l'isola dans un coin en le braquant avec nos armes. Il fallait que la ville soit nettoyée au lever du jour, sinon... L'argument porta. Les éboueurs d'Oran se remirent au travail. « Cinq loups ont menacé les syndicalistes », titrait le lendemain le journal El *Joumhouria.*

A la direction du journal *El Mounquid,* puis à la tête du SIT, il y avait Saïd Mekhloufi, un ancien lieutenant qui avait suivi des études de sciences politiques. A cause de son engagement islamique, il avait été radié des cadres de l'armée en 1987. C'est un radical qui, en 1991,

pendant la guerre du Golfe, organisa le départ de plusieurs centaines d'Algériens pour l'Irak à partir d'Amman, la capitale jordanienne. J'avais lu son *Traité sur la désobéissance civile* distribué sous le manteau dans les mosquées. Même s'il estimait que le recours à la lutte armée était prématuré, il nous avait fait dire qu'il fallait s'y préparer.

Malgré la victoire aux municipales, nous étions conscients que le FIS n'allait pas être en mesure d'accéder au sommet du pouvoir de manière démocratique. Nous nous retrouvions confrontés à des problèmes inextricables. Le FLN avait régné sans partage pendant trente-cinq ans et nous ne pouvions pas effacer, en un seul jour, les erreurs qui s'étaient accumulées. Lorsqu'un appartement est resté inhabité pendant plus de trente ans, il est impossible de le restaurer en vingt-quatre heures. Les mairies, de toute manière, ne représentaient pas notre objectif final. Ce qu'on voulait, c'était le Parlement et la présidence. Mekhloufi représentait l'aile dure du FIS. Le chef de guerre, c'était lui. Il nous avait avertis que le combat était proche.

Fin mai 1991, je me rendis à Alger pour savoir où on en était. Le FIS avait proclamé la grève générale illimitée. A Oran, on avait reçu un fax qui nous demandait d'attaquer la police. La situation était confuse. Dans la capitale, les marches de nos militants avaient dégénéré en affrontements avec les forces de l'ordre. Les rivalités au sein du groupe fondateur accentuaient les divisions dans le parti. Mon cousin s'opposait à Abassi Madani et Ali Benhadj, les deux leaders charismatiques du FIS.

En quarante-huit heures, j'avais tout compris. En coulisse, le mouvement était sur le point d'éclater. A peine venais-je de retourner à Oran que j'apprenais que la police avait investi les places publiques que le FIS occupait dans Alger. Les affrontements causèrent la mort de plusieurs de nos frères. L'état de siège était proclamé pour quatre mois et le maintien de l'ordre et de la sécurité publique était confié à l'armée. Pour nous, c'était une déclaration de guerre. On s'y était déjà préparés depuis 1989. Abdelkader Mekki aussi.

Je savais qui il était, mais la première fois que j'ai parlé avec lui, c'était dans l'agence de la Sécurité sociale de Gambetta. J'étais venu pour repérer la Zastava blanche qui repartait avec des sacs remplis d'argent

tous les matins, à 10 heures. On voulait faire ce coup pour se constituer un trésor de guerre car déjà on sentait qu'un jour ou l'autre la poudre allait parler. Faute de moyens, l'opération a finalement été annulée.

Mekki, lui, me dit qu'il attendait un remboursement de frais médicaux qui tardait à venir. Je le crus.

D'abord sergent dans l'armée, né à Relizane, il était devenu couvreur de métier. La cinquantaine passée, il portait une balafre sur le visage suite à une rixe où il avait perdu un œil. Il s'était fait remarquer en 1982 en mettant le feu à un bar de sa ville natale et en blessant un adjudant de la gendarmerie d'un coup de fusil. Mekki était un vétéran de la mouvance islamique car il avait rejoint Mustafa Bouyali, à l'origine du premier maquis dans les années quatre-vingt.

Ancien maquisard de l'ex-Wilaya, la région IV pendant la guerre de libération, déçu par le triomphe de l'armée des frontières, il fut choqué par le coup d'Etat de Boumediene en 1965. Quinze ans plus tard, Bouyali revendiquait l'application de la charia et la fondation d'un Etat islamique, alors qu'il était toujours responsable local du FLN!

Contraint de démissionner, cet idéaliste forma alors les premiers Jama'a, des groupes répartis dans le Centre et l'Ouest, qui prônaient le djihad, la guerre sainte. Leurs premières cibles furent les débits de boisson. Dès 1982, il entra dans la clandestinité et devint une sorte de Robin des Bois, version algérienne. Il tua un gendarme, mais réussit à échapper, avec ses partisans, aux traques de l'armée. Bouyali devint émir et ses hommes « volontaires de la cause de Dieu ». Ils n'étaient qu'une poignée mais réussissaient des coups fumants qui ridiculisaient l'Etat. On en souriait jusque dans les douars les plus reculés. A tel point que le ministre des Affaires religieuses, les chefs de la police et de la gendarmerie tentèrent des négociations avec ce brigand devenu populaire. N'avait-il pas eu le culot d'attaquer une école de police où il récupéra 120 armes, et de voler une entreprise publique?

Le 3 février 1987, il fut abattu. Mais ses compagnons gardaient au fond de leur cœur la nostalgie de son combat. Mekki était de ceux-là. Il était persuadé que la lutte armée était le seul moyen pour abattre le régime.

Quelques mois après notre rencontre dans les locaux de la Sécurité sociale, Mekki me contacta. Il m'avouait qu'il ne se trouvait pas dans

l'agence par hasard. Lui aussi projetait de commettre un hold-up pour alimenter une caisse noire, dans un même but : préparer l'affrontement inévitable contre l'Etat.

Mekki fut l'artisan, le créateur, du premier groupe clandestin, encore informel, d'Oran. On se surnomma « les mercenaires de Dieu ». Nos actions se cantonnaient à une série de braquages et de rackets. La police croyait avoir affaire à une bande de voyous. Ce n'est que plusieurs mois après qu'elle apprit qui était derrière ces vols à répétition. C'était trop tard. Avec l'argent récupéré, Mekki acheta plusieurs appartements dans Oran qui allaient servir de planques dès l'annulation des élections au début 1992.

Le jour où l'état d'urgence fut décrété, le 9 février, je ne travaillais plus à la mairie. J'étais passé dans une semi-clandestinité avec Mekki, et d'autres, pour échapper aux rafles. Mon frère, membre du SIT, était arrêté et envoyé dans un camp du Sahara, comme des milliers d'autres militants. Le 4 mars, le FIS était officiellement dissous après vingt-neuf mois d'existence légale. J'empruntai alors un chemin où tout retour en arrière m'était interdit. J'entrai dans le djihad.

Rien, en apparence, n'avait changé dans mon comportement si ce n'est que je me faisais oublier, et, comme tous mes frères islamistes, je n'affichais plus mes convictions religieuses et politiques.

Avant de passer à l'action, il fallait s'organiser davantage. Au début, j'étais chargé de la logistique et du renseignement. A l'époque, la frontière avec le Maroc n'était pas fermée. Je partais avec des commerçants que je connaissais du temps où j'étais dans le trabendo. On passait la frontière au poste de Maghnia. Une fois de l'autre côté, je les abandonnais pour me consacrer discrètement à mes achats. J'avais noué des contacts avec des Marocains sympathisants. Ils me préparaient des treillis, des « Adidas » et des couteaux de combat. Je donnais le sac à un passeur qui franchissait la frontière clandestinement par « la route de deux heures », moyennant 1500 dinars. Sinon, j'achetais des bricoles pour donner le change et je glissais un gros billet dans mon passeport au poste de douane. Il m'arrivait d'aller jusqu'à Nador pour acheter des armes. C'était rare, mais j'ai réussi à passer quelques pistolets automatiques grâce à l'aide de Berbères de la montagne. Moi-même j'ai pu rentrer

plusieurs armes de poing démontées. Ce matériel servait en priorité à alimenter les maquis de l'Armée Islamique du Salut, le bras armé du FIS.

Ce trafic était risqué. Heureusement que certains douaniers marocains sont corrompus et que, de toute façon, il est impossible pour eux de contrôler toute la frontière. Grâce à des complices dans les deux pays, j'avais mis en place un réseau de fournitures de munitions à partir d'Oran, qui faisait rentrer jusqu'à deux mille cartouches par mois. Il n'y avait pas de Marocain dans ces réseaux ou au maquis. C'est chez eux, de l'autre côté de la frontière, qu'ils nous apportaient de l'aide. Quelques Tunisiens, en revanche, nous avaient rejoints. A un moment donné, un groupe d'Oran fut même dirigé par un Tunisien qui avait vendu quatre kilos de drogue pour acheter des armes. Son manège n'a pas duré. Le type ressemblait plus à un voyou qu'à un combattant de l'islam. Il a disparu de la circulation dès qu'il sut qu'on avait reçu l'ordre de le liquider. Acheter des armes avec l'argent de la drogue est « haram », c'est péché. La guerre sainte doit être menée avec des armes « propres ». Un moudjahidine a le droit de les voler sur des policiers ou des gendarmes qu'il a tués, mais pas de se les procurer avec de l'argent sale.

Des armes de l'étranger rentraient également par le Maroc. En mars 1993, près d'un millier d'Uzi qui portaient des inscriptions en hébreu sont arrivées. Elles ont été réparties entre les groupes d'Oran et d'Alger. Elles étaient probablement d'origine israélienne, et vendues, m'a-t-on dit, à Téhéran pendant la guerre Iran-Irak. Elles nous revenaient plusieurs années après, au nom de l'internationale islamiste. C'est un dénommé Tajouri qui s'est occupé de la distribution. Il est mort par la suite dans la prison d'El Harrach avec un autre émir. Mon groupe, lui, en avait perçu quatre, plus un Scorpio avec un silencieux, et quatre scanners. En général, les armes passaient par les montagnes, entre l'Algérie et le Maroc, et non par les ports, qui restaient étroitement surveillés.

Abdelkader Mekki, devenu l'émir d'Oran, supervisait le trafic entre deux voyages à Alger et dans les maquis. Il entretenait des contacts avec Mekhloufi qui, avec ses « Fidèles du serment », avait proclamé dans les Aurès, dès février 1992, le djihad sur tout le territoire. Mekki restait aussi très proche d'Abdelkader Chebouti, un adjoint de Bouyali condamné à mort en 1987 et libéré trois ans plus tard.

Tous deux n'avaient jamais cru à la négociation avec le pouvoir comme le prônait Abassi Madani. Notre groupe a augmenté en nombre quand Chebouti a affecté sur Oran Omar Djiyada, qui deviendra le coordinateur, et trois jeunes fous qui étaient grillés à El Harrach, la banlieue chaude d'Alger où ils avaient commis de multiples attentats.

Haji, Abou Hamza et Requin Blanc, un surnom donné par la police car il ne ratait jamais sa cible, habitait dans un même appartement. Moi, j'étais émir d'un autre groupe. Personne ne connaissait en détail le passé de chacun. On s'appelait par des noms de guerre car, en cas d'arrestation, il était nécessaire d'en savoir le moins possible. La ville était divisée en deux. Moi, j'opérais sur Oran Ouest où Mekki avait acheté plusieurs maisons dans le quartier populaire « Les Planteurs », traversé par des ruelles étroites qui nous permettaient de nous échapper en cas de pépin.

De petites bâtisses, en général de deux ou trois pièces pas tout à fait achevées, servaient de caches. Dans l'une d'elles, on avait creusé et aménagé un sous-sol de soixante mètres carrés, dissimulé par un système secret que personne ne pouvait percer. A l'intérieur étaient stockés des armes, du matériel pour fabriquer des bombes, des provisions et de quoi dormir. La maison était habitée par un couple et des enfants, en fait des terroristes, non recherchés par la police. Qui pouvait se douter que cette famille nombreuse était l'alibi d'un repaire de tueurs islamistes?

Pour échanger des informations, on se donnait rendez-vous au Royal ou au Timgad, dans des cafés de « luxe », pour ne pas éveiller les soupçons des flics qui n'imaginaient pas que des terroristes puissent se retrouver dans des lieux pareils. L'été, on se voyait sur les plages, dans tous les endroits fréquentés en fait par les « mounafiqounes », les mécréants. J'étais toujours bronzé, je portais un t-shirt, je conduisais de belles voitures et je draguais les filles. Ce sont de riches commerçants sympathisants qui nous offraient ces véhicules. Je pouvais me montrer partout sauf à la mosquée où je ne mettais plus les pieds. La barbe, le look islamiste m'étaient interdits, comme de parler politique en public. Il fallait effacer le passé et afficher un comportement opposé aux principes de l'Islam afin que, si je croisais un policier ou un FLN qui m'avait connu lorsque j'étais militant du FIS, ils puissent dire : « Kakar a changé. Il est retourné à son trabendo. » Avec l'interdiction du parti et les arrestations en masse, beaucoup s'étaient éloignés de notre combat. L'enthousiasme

de la parenthèse islamique dans la vie publique ayant disparu, ils étaient revenus à la vie normale. Il leur restait la nostalgie d'une période riche en espoirs déçus, qui ne les avait cependant pas amenés à rejoindre la lutte armée. Ils avaient peur, et, de toute manière, la majorité ne n'en sentait pas le courage. Seuls les plus convaincus, ou les plus désespérés, franchissaient cette ligne rouge qui conduisait souvent à la mort. Ceux qui n'avaient rien à perdre, et ils étaient nombreux, trouvaient dans la lutte contre l'Etat à l'origine de leur malheur, un but dans leur vie monotone.

L'existence d'un jeune Oranais est vide. Le matin, il sort prendre un café puis il monte à « Medina Jdida », la ville nouvelle, pour retrouver ses copains sur le grand marché du trabendo qui s'étend sur plusieurs centaines de mètres. On y vend de tout, même de l'or. Les gens achètent en discutant les prix. Chacun se débrouille pour gagner un peu. La marchandise peut changer de mains plusieurs fois dans la journée. On peut y trouver une chaîne stéréo volée à 1500 ou 2000 dinars, et la revendre le triple. C'est la vie à Oran qui a vu grandir en périphérie de véritables bidonvilles peuplés, dit-on, par 200000 habitants.

Sur le marché du trabendo, la moitié des vendeurs soutenaient les réseaux clandestins. Les bijoutiers surtout mettaient la main à la poche. C'était aussi une manière de se placer sous notre protection pour ne pas être racketté par des voyous. Avec la crise, les jeunes n'ont pas d'autre issue que de voler pour améliorer leur sort : vol de voitures, vol à la tire et petits larcins agrémentent leur quotidien.

Les plus déterminés se procuraient des armes et se livraient à des braquages. Quatre hommes cagoulés, armés de fusils de chasse, étaient entrés chez un entrepreneur. Ils étaient repartis avec une petite fortune et deux filles qui travaillaient là. Ils les ont violées pendant deux jours avant de les libérer. Ils croyaient pouvoir vivre dans l'impunité parce qu'ils possédaient des pistolets. Rien ne comptait à leurs yeux. Même pas la personne humaine.

En Algérie, un jeune n'a aucun espoir de s'en sortir. Il vit avec la haine au cœur et peut verser rapidement dans la délinquance ou la lutte armée. Dans ce pays n'existent que les riches et les pauvres. La classe intermédiaire n'a jamais émergé. En fait, la joie de vivre en Algérie est morte en 1962, lorsque le FLN a pris le pouvoir.

Maintenant que nous étions mieux organisés, la nomenklatura et les obligés de l'ex-parti unique allaient payer.

CHAPITRE II

Ma première mission consista à assassiner deux commissaires de police qui avaient torturé en 1982 des militants de Mustafa Bouyali. Monsieur Max était le plus « célèbre » des deux. Ali Benhadj, le leader emprisonné du FIS, l'avait condamné à mort dans une cassette qui circulait entre nous. Max était un ami de Chadli, l'ex-Président de la République. On racontait même qu'il avait été tueur à gages pour le compte de Boumediene. Originaire d'Annaba, il était arrivé comme lieutenant de police à Oran en 1974. Trois ans plus tard, il rencontrait une femme, propriétaire du bordel Camélia à Sidi-el-Haouari. Max était affecté à Château-Neuf, la caserne où se pratiquait la torture, rue Philippe, dans le même quartier que le bordel. Grâce à la protection de son amant, la mère maquerelle avait acheté un salon de coiffure dans lequel j'avais travaillé en 1978. C'est là que j'avais croisé Max, un pourri qui rackettait les bars et les bordels de la ville. Il était mouillé dans des affaires louches : proxénétisme, fausse monnaie... Rien ne lui échappait. Il était vite monté en grade et avait terminé sa carrière comme commissaire, bourré aux as.

L'Etat algérien l'avait appelé en 1992 pour qu'il reprenne du service. Son savoir-faire était à nouveau indispensable. Les autorités manquaient de renseignements pour frapper les réseaux clandestins. Infiltrer la mouvance islamiste ne suffisait pas. Max avait la réputation d'être un professionnel de la torture. Tomber entre ses pattes, c'était tomber en enfer. Avec lui, les prisonniers parlaient. Max était d'autant plus efficace qu'il haïssait les « barbus ». En tant que membre du FLN, il avait profité du système. Il savait qu'il perdrait ses avantages dans celui qui risquait de se mettre en place si un jour nous l'emportions.

Pour nous, sa condamnation était naturelle car il était contre le djihad. Pour les ennemis de son genre, une fatwa particulière, un décret religieux autorisant tout musulman à l'abattre, n'était pas nécessaire. Il rentrait dans la large catégorie des hommes qui méritent la mort. Avec lui, aucune erreur n'était possible.

La fatwa qui ordonne l'assassinat des représentants de l'Etat est justifiée. Dans une sourate, Dieu dit que, jadis, en Egypte, le pharaon et son Premier ministre, Hamel, ayant commis des erreurs, devaient être punis, de même que leurs soldats. Liamine Zeroual, « le pharaon d'Algérie », son Premier ministre et ses soldats, c'est-à-dire les policiers, les militaires et tous les fonctionnaires, formaient un tout que nous étions en droit de frapper et décimer. C'était même notre devoir et une priorité.

Mekki avait mis sur le coup une équipe chargée de repérer les habitudes du commissaire. C'était facile. Max ne se méfiait pas. Il estimait peut-être que personne n'oserait le toucher. Il avait des appuis, inspirait la crainte, et croyait qu'il pourrait continuer à vivre en toute impunité. Au bout de quinze jours, le travail préparatoire était terminé. Le jeudi, il avait l'habitude d'aller au hammam. On s'est pointés ce jour-là avec une Zastava blanche. Je conduisais et servais de « bouclier », de protection, au cas où cela tournerait mal. Ouaznia était avec moi. C'est lui qui devait tirer car il n'en était pas à sa première exécution. Sa spécialité, c'était les officiers. Il en avait supprimé pas mal dans la région. Ouaznia avait épousé ma cousine. A trente-huit ans, c'était un homme posé, calme mais très décidé, qui vouait une haine sans limite au taghout, au satan, c'est-à-dire à tous ceux qui représentaient l'Etat. Avec lui, j'étais en confiance.

Il avait déjà tué un dénommé Mesbah, commissaire de la Brigade financière, ancien de la bande à Max qui avait torturé lui aussi des islamistes du groupe de Bouyali. Mon cousin a abattu Mesbah devant la porte de son immeuble, dans la cité Jeanne d'Arc. L'opération se serait parfaitement déroulée si Redouane, un jeune de dix-huit ans, n'avait pas craint que le commissaire soit encore vivant. Au lieu de dégager, comme prévu, il est resté pour lui planter sept coups de couteau dans la gorge. Pendant qu'il s'acharnait inutilement, est arrivé, par hasard, un flic en civil qui l'a abattu par surprise au moment où il allait s'enfuir. Ils étaient plusieurs à participer à cette opération : mon cousin, Requin Blanc, Massikh et Abou Hamza. Tous s'étaient déjà éloignés et n'ont rien pu faire. Eux non plus n'avaient pas vu venir le policier qui a tué Redouane.

Quant au fils de Mesbah, on s'est rendu compte, après le meurtre, qu'il était un sympathisant islamique. Au lieu d'incriminer les « terroristes », il avait fait croire dans le quartier que c'étaient des Iraniens qui avaient tué

son père dans un règlement de compte, sous prétexte qu'il était en relation avec des voisins chiites, du Hezbollah libanais, soutenus par Téhéran. Pourquoi racontait-il des sornettes?

Je crois qu'il avait honte, et peur, qu'on sache que son père avait été abattu par des moudjahidine. Ce meurtre aurait signifié que toute sa famille, lui compris, était contre l'islam. Craignait-il d'être assassiné à son tour ou bien était-il sincère? Croyait-il à un avenir islamique en Algérie ou, tout simplement, ne supportait-il pas que son père ait torturé des musulmans? Peut-être était-ce les deux. Il adopta, en tout cas, une attitude qui nous était favorable. On n'a jamais su exactement pourquoi. Mais après Mesbah, c'était au tour de Max d'être expédié en enfer.

Il figurait sur la liste des gens à abattre, authentifiée par le cachet de l'Armée Islamique du Salut qui avait été distribuée dans le pays. Je l'ai lue. Elle commençait par le nom du Président Boudiaf, des généraux Lamari et Nezzar. Suivaient ceux de journalistes et d'écrivains que je ne connaissais pas. On ne savait pas exactement pourquoi ils étaient désignés, sinon qu'ils dénigraient notre cause. On nous a simplement dit qu'ils étaient des ennemis de Dieu. Max le commissaire évoluait dans notre secteur. C'était donc à nous de le punir de ses méfaits.

Il est sorti tranquillement du hammam, détendu et propre. Sans se méfier, il a remonté la rue d'un pas lent. Ouaznia s'est approché par-derrière à une allure à peine plus rapide que lui. « Monsieur Max? » a-t-il demandé pour vérifier qu'il ne se trompait pas d'objectif. L'autre s'est retourné, étonné de voir cet inconnu qui l'interpellait. Ouaznia a relevé en même temps son bras droit recouvert d'un manteau qui couvrait un Scorpio muni d'un silencieux. La balle déchiqueta la tête du commissaire qui s'écroula en silence. Il était inutile de perdre du temps à doubler le tir. J'ai lâché la crosse de mon pistolet que je serrais dans une poche de ma veste, et nous sommes repartis vers la voiture. Les passants n'ont pas compris. Personne n'avait entendu le bruit atténué de la détonation, couvert par les klaxons, ni même vu le geste d'Ouaznia, tellement il avait été rapide.

Le lendemain, on recommençait avec le deuxième commissaire. Celui-là je le connaissais. Il était assis sur un tabouret, devant chez lui. Dès qu'on s'est arrêtés à sa hauteur, il s'est méfié. « Qui êtes-vous? » a-t-il lancé en esquissant un pas pour rentrer dans l'immeuble et aller chercher

probablement une arme. C'était mon tour. Je sentais la « mehchoucha » bien en place qui pendait sur ma hanche, sous mon manteau. Avant même que je ne me trouve face à lui, j'avais saisi la crosse et mis le doigt sur la gâchette. D'un geste brusque, j'ai relevé le fusil à canon scié en appuyant sur la détente. A bout portant, je ne pouvais pas le rater. La première cartouche a pulvérisé sa poitrine. J'ai tiré la seconde en plein dans sa tête, qui était appuyée contre le mur. Elle fut déchiquetée et un magma sanglant éclaboussa le béton.

On se sauva en courant dans des directions différentes. Des gens criaient, d'autres se jetaient par terre. La plupart s'enfuyait dans tous les sens. Dès qu'on eut tourné, au coin de la rue, nous reprîmes une allure normale, mais rapide. Pour ma première mission, je n'avais pas failli. Même si j'avais tremblé, je n'avais pas échoué. C'est pour cela qu'on donnait la première fois un fusil de chasse au tueur novice. Avec cette arme, nul besoin d'être un as. Il suffit de braquer le canon dans la bonne direction.

J'avais franchi le point de non-retour. Pris par l'envie d'en découdre, assoiffé de vengeance après la victoire qui nous avait été volée, je ne m'en rendais pas compte. J'étais seulement heureux et fier d'avoir expédié un ennemi en enfer.

Je me doutais que le premier meurtre, de toute façon, restait le plus difficile à accomplir. Mais une fois cette barrière psychologique franchie, j'étais passé dans un autre monde. Recommencer semblait facile. Pour nous, ces crimes étaient politiques. Tuer un ennemi de Dieu n'était pas condamnable, surtout lorsqu'il s'agissait d'un policier.

Voir une tenue de flic algérien me rendait malade. Aussi je ne regrette pas d'en avoir tué plusieurs. Je les ai éliminés pour venger le peuple à qui ils ont fait beaucoup de mal. Lorsqu'un flic entrait dans une boutique, il choisissait dans les rayons et repartait sans payer. Personne ne pouvait rien lui dire. Il portait l'uniforme et représentait l'Etat corrompu. Sinon, il se servait sur les étalages des vendeurs de cigarettes ou bien rackettait les voleurs. Pour un simple contrôle à la sortie d'un cinéma, les suspects, c'est-à-dire les jeunes, étaient emmenés au commissariat où ils attendaient pendant des heures, pour rien. Aucune preuve n'était retenue contre eux mais ils subissaient des insultes, étaient humiliés, parfois bousculés, sans pouvoir répondre. Si beaucoup sont montés au maquis,

c'est en grande partie à cause des flics. Abattre un policier ne nous plongeait pas dans le remords. Au contraire. Ces disparitions, de toute manière, ne provoquaient pas de remous au sein de la population. Que des policiers soient abattus laissait les gens indifférents.

Je connaissais un voisin à Oran qui était entré dans la police pour un seul motif: voler. En uniforme, il se sentait couvert car porter plainte contre un flic était impensable. Ce type avait agressé un couple. Il avait volé au garçon sa chaîne en or et embarqué la fille qu'il avait violée. Je n'aurais pas été étonné si ce jeune garçon avait rejoint un groupe clandestin, non pas pour l'avènement de la République islamique mais pour se venger de la police.

Les flics algériens sont sans foi ni loi. Ils sont pires que la mafia locale qui obéissait, elle au moins, à certaines règles. La faute incombe à l'Etat algérien qui reste un Etat policier et se moque de la démocratie. La police était chargée de protéger la dictature afin que puisse régner la loi du tyran, dans un système où elle trouvait son compte.

Mon frère, chauffeur de taxi, travaillait dur pour gagner sa vie. Un soir, à minuit, il a pris un client saoul. Arrivé à destination, le type a sorti sa carte de flic et a refusé de payer la course. Mon frère a négocié, en prenant des gants pour ne pas irriter le policier qui était devenu odieux. De guerre lasse, le flic a fini par lui jeter à la figure une poignée de dinars en proférant des menaces. Deux jours plus tard, mon frère était embarqué et passait la nuit au commissariat sous prétexte qu'il n'était pas en règle. Il fallait, en fait, qu'il comprenne qui était le plus fort. Le « ripoux » s'était vengé.

Lui et tous ses collègues ne perdaient rien pour attendre. Nous avions décidé de nous en prendre d'abord aux soldats du « pharaon », c'est-à-dire aux forces de l'ordre. Ma « spécialité » devint très vite les policiers. Lorsque la mission coïncidait avec un règlement de compte personnel, c'était encore mieux. Mekki avait accepté de programmer l'élimination d'un inspecteur du commissariat du 6e que je lui avais signalé. L'émir s'était d'abord renseigné puis l'avait fait suivre.

L'enquête de voisinage confirmait que cet inspecteur était mauvais. Il insultait l'Islam en public, se vantait d'avoir arrêté un grand nombre d'islamistes qu'il traitait de tous les noms. C'était une « grande gueule », imbue de sa personne, qui se mettait en colère pour un oui ou pour un

non. Ali, l'un de mes frères, le connaissait. Ils s'étaient violemment disputés en parlant politique. Alors que je marchais avec mon frère dans la rue, ce même flic s'en était pris à moi. « Un de ces quatre matins, je massacrerai toute votre famille ! » avait menacé cet ennemi de Dieu. Lorsque Mekki me donna le feu vert, je fus ravi.

On l'a surveillé pendant une semaine. Ce vicieux changeait de chemin en permanence. Il se méfiait car les attentats contre les policiers étaient nombreux. D'un commun accord, on décida de l'abattre à un croisement de Maraval où il passait souvent. Je m'étais évidemment porté volontaire pour effectuer la besogne. Ce salopard allait payer pour le mal qu'il nous avait causé. Seul problème : le Scorpio avec silencieux n'était pas disponible. Au début, nous ne possédions qu'un PM de ce type, et il circulait entre les groupes. Tirer avec un pistolet n'était pas possible. Trop dangereux. Les détonations allaient ameuter le quartier et compromettre notre fuite. Restait l'arme blanche. Je ne craignais pas de l'utiliser. Au contraire. La boxe m'avait donné beaucoup de force dans les bras et la détente nécessaire pour porter des coups secs et rapides.

Mon couteau à cran d'arrêt mesurait quarante centimètres de long une fois déplié. Je l'avais acheté à Marseille, chez un Gitan, à l'époque où j'effectuais des aller et retour pour le trabendo. J'ai toujours aimé les armes blanches. Je l'avais payé cent francs alors qu'il était affiché à quatre cents en vitrine. Il était d'occasion mais c'était une bonne affaire, et j'en étais très fier.

On intervint tôt le matin, au moment où l'inspecteur sortait de chez lui pour se rendre au commissariat. Lorsqu'il se pointa au croisement, je m'approchai. Il me salua, étonné, et me demanda ce que je faisais là. «Je suis tombé en panne de voiture », répondis-je. Soudain, je tirai mon couteau de ma veste. La lame sortit dans un bruit sec. Il ne comprit pas ce qui arrivait. Il me regarda pendant une fraction de seconde, l'air hagard, puis il réagit.

Je le frappai en plein cœur, au moment où il cherchait à dégainer son arme. Il n'en eut pas le temps. J'avais planté ma lame dans sa poitrine. Il s'écroula en criant à trois reprises. « Alors, c'est toi qui voulais massacrer ma famille ? » lui lançai-je. Il me regardait, bouche grande ouverte, en tenant son torse plein de sang. « Prends mon arme, mais laisse-moi vivre », suppliait-il.

A ce moment-là, un inconnu sortit pour demander ce qui se passait. «On est de la police. Ne vous inquiétez pas. » Le type rentra précipitamment chez lui sans demander son reste. Il n'avait même pas remarqué le couteau que j'avais dans la main.

L'inspecteur avait les yeux qui se plissaient. Non seulement il souffrait mais il sentait que la vie l'abandonnait au moment où le jour se levait. Je frappai encore de toutes mes forces, à deux reprises : une fois dans les reins et une seconde dans le cœur pour m'assurer qu'il ne s'en sortirait pas. Il poussa un gémissement, une sorte de râle, puis il mourut.

On repartit tranquillement, sans courir, afin de ne pas attirer l'attention. C'était la première fois que je tuais un homme avec un couteau. Mon bras n'avait pas tremblé. Je n'avais aucun regret. Le djihad autorise l'arme blanche. Egorger ses ennemis pendant la guerre sainte n'est pas non plus considéré comme un péché.

Un jour, le Prophète livra bataille contre une tribu païenne. Les musulmans étaient peu nombreux par rapport à leurs adversaires. Mais le Prophète l'emporta car, avant même de frapper un homme, celui-ci tombait, la tête tranchée. Il n'y avait là aucun mystère. C'était Dieu qui tuait en réalité. En levant son sabre, le calife Omar, lui, crut voir un ange qui tranchait la gorge de ses ennemis à sa place. Le bras d'Omar était en fait guidé par Dieu. Et lorsqu'un verset du Coran affirme : « Frappez entre les nuques », c'est, à mon avis, pour tuer son adversaire à coup sûr.

Au fil des mois, d'autres groupes clandestins avaient vu le jour dans Oran et ses environs. En 1993, le pouvoir annonçait que l'Ouest était calme alors que c'était faux. La ville conservait son allure libérale mais ce n'était qu'une apparence. La tension pouvait seulement y apparaître moins vive qu'à Alger, et dans la plaine de la Mitidja, où les coups portés par les nôtres contre les ennemis de Dieu étaient de plus en plus forts.

Ancienne colonie espagnole alanguie au fond d'une magnifique baie dominée par la montagne de l'Aïdour, Oran a conservé son architecture européenne dans le centre. La cathédrale, la gare, la place du 1er-Novembre, l'ancienne place Foch avec ses palmiers, l'hôtel de ville, le théâtre rappellent que 200 000 pieds-noirs habitaient ici avant l'indépendance. Cette ambiance particulière était trompeuse. Nul ne pouvait ignorer la guerre que nous menions contre le taghout et ses sbires. Nos coups de main apparaissaient rarement dans la presse, mais la

population savait, et ceux qui portaient un uniforme encore plus que les autres. Ils restaient nos cibles premières. Les gendarmes n'étaient pas épargnés.

Grâce à un complice, Abdelkader Mekki avait préparé une opération contre une petite gendarmerie proche de Mers el-Kébir, l'ancienne base française transformée en chantier naval. Son contact était un homme de ménage, un pauvre type qui balayait les locaux et servait d'homme à tout faire. L'occasion était trop belle. Notre groupe prenait de l'assurance mais manquait cruellement d'armes. Attaquer ce poste, c'était à coup sûr récupérer les Kalachnikovs des sept gendarmes présents.

La veille du jour J, nous avons quitté Oran dans une camionnette pour aller dormir chez un militant qui habitait à côté du village. Il fallait que nous soyons devant l'entrée peu avant 9 heures, pour être les premiers au moment de l'ouverture au public. Notre indic devait se pointer un peu plus tard, feignant d'ignorer ce qui s'était passé.

Dès que la porte s'entrouvrit, on arriva l'air penaud et craintif, pour soi-disant déposer une plainte. Nous étions cinq, habillés comme des paysans. Chacun avait un pistolet balle au canon caché sous nos frusques. Les gendarmes ne se doutaient de rien. Ils venaient de prendre leur service et vaquaient à leurs occupations sans se soucier de nous. Je dégainai le premier. Les deux qui étaient dans le bureau tombèrent raides morts. Le reste du commando se précipita dans la pièce d'à côté. Les trois militaires qui s'y trouvaient ne comprirent pas ce qui leur arrivait. Ils n'eurent même pas le temps de saisir leur pistolet qu'ils furent transpercés de plomb. L'un de nous avait emmené une mehchoucha, un fusil à canon scié. En deux coups, il avait balayé l'espace étroit. En entendant le vacarme, les deux derniers se pointèrent arme au poing, prêts à se défendre. Ils furent accueillis par une volée de balles. Un était encore en vie. Il gémissait à côté d'une table en baignant dans son sang. On l'acheva au couteau avant de l'égorger.

L'opération avait duré moins de cinq minutes. On se précipita sur les armes mais le butin était moins important que ce qu'on pensait. Malgré nos recherches, on ne trouva pas d'autres armes que celles des gendarmes. C'était inestimable mais elles ne nous étaient pas d'une grande utilité. Difficile d'agir en ville avec des pistolets-mitrailleurs aussi

volumineux. Mekki déciderait. Mais ils étaient, a priori, destinés au maquis.

Notre tactique pour réussir nos opérations s'appuyait toujours sur les mêmes paramètres. L'effet de surprise, évidemment, et une complicité chez l'adversaire qui nous permettait de connaître les habitudes des gens que nous frappions. Un voisin, un parent, un employé, plus rarement un policier, nous donnaient les renseignements nécessaires. Personne ne pouvait imaginer que ces anonymes qui menaient une vie sans histoire jouaient un double jeu. Nous pouvions compter sur des sympathisants dans toutes les couches de la population. Ces gens n'étaient pas à proprement parler des militants : ils nous rendaient service, parfois une seule fois, mais leur aide nous était d'un grand secours. Des quartiers nous étaient acquis dans leur ensemble. Maraval, les Amandiers, Saint-Hubert, les Planteurs, représentaient des zones où nous nous sentions en lieu sûr. Au minimum, les habitants savaient, mais ne disaient rien. Sinon, ils collaboraient carrément avec nous. Un immigré qui travaillait en France nous prêtait sa maison. Elle servait de garage pour maquiller les voitures volées, avant les attentats. Nous les démontions ensuite pour les revendre en pièces détachées. L'action clandestine demandait beaucoup d'argent. Heureusement, Mekki était le roi pour s'en procurer.

Grâce encore à un complice, il avait choisi d'attaquer un magasin de l'Etat. Cet employé lui avait dessiné le plan des lieux et détaillé combien de personnes travaillaient à l'intérieur. On déboula à cinq, à l'heure de la fermeture des caisses. Le chauffeur resta dans la voiture, un canon scié sur les genoux.

Têtes cagoulées, on surgit dans le supermarché en criant : « Que personne ne bouge.» Il restait trois hommes et une femme, tétanisés par la peur. En cinq minutes, on avait raflé 100000 francs sans tirer un seul coup de feu. Lorsque la police arriva, elle les embarqua tous les quatre. Les inspecteurs frappèrent le comptable car ils croyaient qu'il était complice. Nous n'étions pas les seuls à effectuer des hold-up, que la police mettait sur le compte de truands. Dans la région, d'autres groupes sévissaient de la même manière. Chacun agissait de sa propre initiative, sans aucune concertation. Un après-midi où nous étions en chemin pour braquer les bureaux d'une raffinerie d'huile dans la banlieue, on entendit crépiter des rafales. Le chauffeur arrêta net la voiture et nous fîmes demi-

tour illico presto. Le lendemain, on apprenait qu'un autre réseau avait choisi le même objectif, et nous avait devancés. Manque de chance pour eux, un camion chargé de militaires était arrivé au moment où ils étaient encore dans la cour de l'usine.

Le racket était notre autre source de financement. Une fois que nous avions jeté notre dévolu sur une victime, elle devenait un otage. Lorsqu'il fallait agir à visage découvert, on confiait la mission à un des nôtres qui était déjà recherché. S'il était arrêté, ce n'était pas une tentative d'extorsion de fonds qui allait aggraver son cas. Il était en général déjà condamné à mort pour terrorisme. « Si tu veux prévenir la police, tu peux ! Cela ne changera rien pour toi. On peut mettre une voiture piégée devant ta villa ou carrément te tuer. Paye ! Tu n'as pas le choix. » Le type s'exécutait dans presque tous les cas car il savait que la police était impuissante dans ce genre d'affaire. Une personne rackettée a cru nous échapper en quittant Oran pour Alger, après avoir mis sa maison en vente. On a placé la demeure sous « embargo » et on a joué du « morse » auprès des voisins. Personne ne voulait l'acheter. Si quelqu'un l'avait acquise, le nouveau propriétaire aurait dû s'acquitter de l'impôt à la place de l'ancien.

Une mésaventure d'un autre genre était arrivée à un marchand de bétail que nous avions racketté. Il nous avait tiré dessus alors que nous pénétrions dans son jardin. Surpris, nous avons préféré nous retirer en promettant qu'il ne perdait rien pour attendre.

La semaine suivante, il recevait une lettre dans laquelle était écrit qu'il pouvait se considérer comme un homme mort. Paniqué, il réussit à nous contacter en lançant plusieurs messages grâce à des intermédiaires. Il s'excusait et affirmait que s'il avait tiré, c'était parce qu'il nous avait pris pour des voleurs. On le crut car il jura sur Allah qu'il disait vrai. Il conclut un marché avec nous : chaque mois, il nous donnait de l'argent. Cette rente dura plusieurs années. En contrepartie, nous avions promis de ne pas toucher à son fils qui effectuait son service militaire.

Personne ne mettait en doute notre appartenance au mouvement islamiste. Notre «client» recevait en général une lettre qui servait de reçu. Il possédait ainsi la preuve qu'il avait bien participé à l'effort de guerre. Que des voyous procèdent de la sorte en se faisant passer pour des

moudjahidine n'est jamais arrivé : si cela avait été le cas, on aurait mené une enquête et exécuté les responsables de cette « escroquerie ».

Peu à peu, j'étais naturellement devenu l'émir d'un petit groupe informel placé sous les ordres d'Abdelkader Mekki. Nous jouissions d'une autonomie assez large, en ce qui concernait en tout cas les actions à mener contre les « objectifs mineurs ». Mohamed le maçon me proposa un beau matin de rançonner une fabrique de parpaings. A l'entendre, le coup était facile. Je me méfiais de son enthousiasme. Sur quatre associés, patrons de l'entreprise, un était en effet officier de la Sécurité militaire. Je savais aussi qu'y travaillait comme contremaître un ex-gendarme qui était armé. Seul problème : on ne savait pas à quoi il ressemblait. J'ai exigé qu'on repérât les lieux avant de passer à l'action. Je m'y rendis avec Mohamed sous prétexte de demander un devis pour une future commande. Je repérai facilement l'homme armé : c'était le seul qui avait sa chemise par-dessus le pantalon. Vu la grosseur de la crosse qui collait au tissu lorsqu'il se tournait, j'en déduisis qu'il portait un pistolet automatique 7.65 mm. On décida qu'on l'abattrait tout de suite pour ne pas prendre de risques. Le lendemain, Mohamed et deux autres effectuaient un faux contrôle à côté de l'entreprise et abattaient le patron. C'étaient des «malades»! Ils n'avaient rien à faire ce soir-là. Alors que personne n'en avait donné l'ordre, ils avaient décidé de monter un faux barrage. Le patron avait dû chercher à s'enfuir. Ils l'avaient abattu.

Nous n'attirions pas toujours dans nos rangs des combattants qui affichaient une grande conscience politique et religieuse. Les jeunes en particulier venaient chez nous plus par envie d'en découdre que pour contribuer à l'édification de la société islamique. La bonne application de la charia faisait partie de nos attributions. Nous n'étions pas à proprement parler, comme en Iran ou en Arabie Saoudite, une véritable police islamiste chargée du respect des bonnes mœurs mais nous intervenions lorsque les principes de l'Islam étaient ouvertement bafoués.

Près de l'entrée de l'université, un marchand, que nous avions surnommé « Negro », parce qu'il était basané, vendait clandestinement du vin et de l'alcool à l'arrière de sa deux-chevaux camionnette. On l'avait prévenu à trois reprises qu'il fallait qu'il arrête ce commerce illicite contraire à l'enseignement du Prophète. Il n'avait pas tenu compte de l'avertissement. La décision de le punir fut prise.

La mission était facile. Ce n'était pas un pauvre type comme lui qui allait nous impressionner. On se pointa à quatre au cul de sa guimbarde chargée de caisses de vin en bois. Personne ne s'aperçut de notre arrivée. Les clochards et les ratés qui étaient présents cuvaient leur vin en racontant n'importe quoi. C'est le «Negro» qui nous vit le premier. Les clients déployés en arc de cercle autour du véhicule nous tournaient le dos. On avait tous descendu nos bonnets sur le visage, sauf un, un paysan du maquis qui était recherché. « Alors, " Negro " ? On t'a averti plusieurs fois qu'il fallait arrêter ton petit manège, mais tu continues toujours ! » ai-je lancé en pointant un canon scié. En l'espace d'une seconde, j'ai eu l'impression qu'il avait dessoûlé. « A genoux tout le monde! » Ils ne se le firent pas dire deux fois. Le marchand de vin se mit à pleurer. «C'est la dernière fois. Je vous le jure. Je ne recommencerai plus! » pleurnichait-il.

Mais on n'était pas venus jusqu'ici pour discuter avec lui et ses poivrots. Il pensait peut-être que nous étions des demeurés qui allions être attendris par ses suppliques. On lui attacha les mains avec du fil de fer. Il se laissait faire en gémissant comme un gosse pris en faute. S'il avait su ce qui l'attendait, il aurait peut-être réagi autrement. Le paysan était un taciturne. Il ne disait rien. C'était la première fois que je le voyais, mais je n'avais pas réussi à lui faire desserrer les dents. Mekki m'avait simplement demandé de l'emmener car il avait la réputation d'être un bon égorgeur, qui possédait du sang-froid et de la technique.

Il poussa « Negro » un peu plus loin et le mit à genoux. Il lui releva la tête en tirant sur ses cheveux pour dégager la gorge. Il passa le couteau dans la foulée, d'un mouvement si rapide que je vis à peine la lame tailler la chair. Le sang jaillit dans un gargouillis brunâtre et la victime s'effondra comme un pantin. L'égorgeur revint vers nous en disant : « Ça y est, l'affaire est classée. » Les saoulards, terrorisés, avaient les yeux qui sortaient des orbites. « Epargnez-nous, suppliaient-ils en bégayant. On arrête de boire et on se met à la prière dès aujourd'hui. Nous allons devenir des bons musulmans. C'est promis ! »

« Inch Allah ! » a-t-on répondu en tournant les talons. La leçon était bien comprise. Avant de toucher une bouteille, ils allaient y réfléchir à deux fois.

C'était la première fois que je voyais un égorgeur à l'œuvre. Je n'étais pas choqué car «Negro» méritait la mort, ne serait-ce qu'à titre d'exemple.

Notre bras étant guidé par Dieu, je ne voyais pas le mal dans l'exécution de ce mécréant. Au contraire. C'était un bien de le voir expédié en enfer. Après le marchand de vin, nous décidâmes de frapper plus fort afin que la population sache que désormais ce qui était haram, péché, comme la consommation d'alcool, pouvait être gravement sanctionné. Le nouvel objectif fut un bar du quartier des Hauts-Plateaux qui s'étend non loin de l'hôpital. Des clochards y draguaient les femmes qui se mettaient aux balcons des maisons voisines. Dès qu'ils avaient bu, les ivrognes troublaient l'ordre public tellement ils étaient bruyants. Le commissaire fermait les yeux. Il touchait une enveloppe en contrepartie de son silence alors que les citoyens se plaignaient de la présence de ce débit de boisson. Quelques-uns étaient venus nous voir. C'est la raison pour laquelle on se décida à agir. Seul problème : le bar se situait en pleine ville. Nous y allâmes à huit, avec deux voitures : une 205 et une Golf. Je restai dehors en protection avec les chauffeurs. Les autres rentrèrent dans l'établissement, mains nues, et demandèrent à parler au patron. Seul son fils était présent. Parce qu'il était judoka, il voulut jouer au malin. « Allez vous faire voir », gueula-t-il en roulant des mécaniques. Il nous prenait pour des voyous qui étaient venus le racketter.

«Répète ce que tu as dit! » a lancé l'un des nôtres. Le barman s'est approché, sûr de lui. Le moudjahidine a sorti son arme et lui a tiré une balle dans la jambe. Ce n'est qu'à ce moment que le judoka a compris qu'il n'avait pas à faire à des gens du milieu. Peu d'entre eux possédaient des armes à feu. Nous ne pouvions donc être qu'un commando islamiste. Le fils du patron n'était pas le seul à se rendre compte de son erreur.

Nous ne le savions pas, mais il y avait un officier en civil dans la salle. Le type s'est dit que nous allions vérifier les identités des consommateurs. Il a paniqué et a sorti son pistolet. Celui qui, chez nous, avait le PM n'a pas cherché à comprendre : il a balayé toute la pièce en tirant une longue rafale. Bilan : cinq morts dont l'officier. C'était la panique. On s'est tous engouffrés dans les voitures. Chacune a démarré sur les chapeaux de roue.

Un imprévu avait provoqué ce massacre. Ce n'était pas notre faute. Nous avions voulu simplement que soit respecté un interdit. En Islam, n'est-il pas licite de tuer les musulmans qui vendent et boivent de

l'alcool? Si le commerce du vin et de la charcuterie est prohibé pour les musulmans, les chrétiens sont libres d'exercer ce négoce car leur religion les y autorise. Un Espagnol à Aïn-el-Turk vendait d'ailleurs du porc et on ne l'a jamais menacé. Il en fut autrement pour un épicier qui, malgré nos avertissements, continuait à proposer du vin. Il avait même refusé carrément de s'arrêter. Pour cette troisième opération contre les débits de boisson, l'affaire a été rondement menée. Il y a eu d'abord repérage du type et le jour J, deux moudjahidine ont pénétré dans l'alimentation générale au moment où elle était déserte. Devant la caisse, ils ont sorti leur automatique et ont abattu l'épicier à bout portant. Sans bavure.

D'ordinaire, on évitait de s'attaquer aux fêtards dans les bars et les boîtes de nuit. Si la cible était le patron de l'un de ces établissements, un flic ou bien un indic, on tâchait de l'attirer dehors pour éviter une tuerie inutile. Abattre un seul type suffisait pour changer les comportements. On était sûr que les clients ne remettraient pas de sitôt les pieds dans un lieu que nous avions frappé. D'autres groupes clandestins étaient encore plus sévères que le nôtre.

Ceux qui se faisaient appeler « El ahyi 'ala el mounkar », « combattre le mal », empêchaient les gens de fumer. Lorsqu'ils tombaient sur quelqu'un avec une cigarette à la bouche, les moudjahidine prenaient le paquet, le détruisaient et sermonnaient le fumeur. «Fumer c'est péché! Mais sais-tu surtout que tu soutiens l'économie du satan en achetant des cigarettes? » disaient-ils. Si le pauvre type était pris une seconde fois, il avait droit à des insultes. A la troisième, il risquait la mort. Le groupe se faisait un devoir de détruire le matériel des orchestres qui animaient les mariages. Sonos, haut-parleurs, instruments. Ils cassaient tout. Ils pénétraient à l'improviste au beau milieu de la noce, armes au poing. S'ils entendaient du raï, ils brisaient les cassettes en invoquant le droit divin devant les invités médusés. Ils patrouillaient essentiellement la nuit. Tous obéissaient à leur chef, un imam peu enclin aux concessions qui délivrait des fatwas sans équivoque. Le religieux avait la main lourde : ses condamnations, sans appel, étaient souvent synonymes de mort.

Ses hommes sont rentrés un soir dans un restaurant d'Arzew, la ville du terminal gazier, où un orchestre accompagnait une chanteuse. Ils la traitèrent de « khamja », de saleté. Elle eut droit à quarante coups de fouet devant les clients. Le guitariste eut tellement peur qu'il se sauva en

sautant par la fenêtre. Comme le restaurant donnait sur la mer, il se tua en tombant sur les rochers.

Une autre fois, une équipe du même groupe procéda à une descente à « La Guinguette », une boîte de nuit. Ils brûlèrent plusieurs voitures sur le parking. Ils faisaient aussi des rondes sur la côte pour traquer les campeurs qui écoutaient de la musique. Ce groupe diminua ses activités lorsque son imam fut arrêté. Il était recherché, et vu le nombre d'opérations qu'il menait dans les établissements publics, il ne pouvait pas rester en liberté bien longtemps. Plutôt que de tomber entre les mains des flics, il préféra se tirer une balle dans la bouche.

Lui qui pourchassait les gens de mauvaises mœurs, il ne s'était pas attaqué, à ma connaissance, aux travestis. Il fut une époque, pourtant, où ils étaient légion en ville. Ils étaient si nombreux qu'on pouvait penser qu'ils venaient de toute l'Algérie. Comme les islamistes en avaient abattu un à Alger sous prétexte qu'il travaillait avec les flics, les travestis ont déboulé à Oran, réputée plus libérale. Beaucoup arpentaient le trottoir sur le boulevard du front de mer.

On n'a jamais menacé les travestis car nous considérions que c'étaient des gens malades. On avait décidé qu'on s'occuperait d'eux plus tard, lorsque la République islamique serait instaurée. En attendant, ils pouvaient travailler librement, tout comme les homosexuels. Je les rencontrais souvent le soir, vêtus d'une mini-jupe ou d'un pantalon serré. Aucune fatwa n'a été délivrée contre eux.

Plus tard, on promulguerait des lois les concernant. Ils n'étaient pas contre nous d'ailleurs. J'en connaissais qui étaient favorables à un Etat islamique algérien. Mais peut-être craignaient-ils d'affirmer le contraire?

CHAPITRE III

Il n'avait fallu que quelques mois pour que le militant que j'avais été devienne un soldat de l'ombre, capable de porter des coups de plus en plus audacieux. Les opérations d'envergure étaient rares mais le harcèlement contre le satan demeurait notre préoccupation quotidienne. Nous ne constituions pas une armée. Nos effectifs étaient fluctuants et le cloisonnement qui existait entre les groupes nous empêchait d'avoir une vision générale des réseaux clandestins.

Depuis l'interdiction du FIS, plusieurs groupes avaient émergé. Ils exerçaient leur influence dans les quartiers et les bidonvilles de la périphérie. En fonction des liens qu'ils entretenaient avec les grands émirs de l'Ouest, eux-mêmes affiliés aux différents courants qui traversaient l'AIS, ces groupes choisissaient leurs cibles.

On bénéficiait d'une liberté d'action importante. C'était à nous de déterminer nos objectifs, de choisir le moment et l'endroit de la frappe. Oran n'était pas à feu et à sang. Mais l'insécurité régnait partout, dans le centre comme sur les routes qui menaient à l'arrière-pays. Là s'arrêtait notre influence. Les maquis, avec lesquels nous restions en contact permanent, prenaient la relève.

Pour nous, la ville était en gros scindée en deux parties. Oran-Est, qui englobait Gambetta, Castor, Dar el Beïda, et Oran-Ouest, où mon groupe sévissait, qui représentait la zone la plus grande avec Maraval, Petit Lac, le centre-ville et une grande partie dé la périphérie. Rien n'était formalisé entre les groupes qui menaient d'ailleurs des opérations en fonction des opportunités, ou des ordres reçus, aussi bien d'un côté que de l'autre.

N'étant pas recherché, je pouvais évoluer un peu partout au grand jour. Le centre-ville restait toutefois ma zone de prédilection. J'agissais aussi bien à Protin, qu'à Château-Neuf où se dresse un ancien fort qui accueillit les gouverneurs espagnols et les beys d'Oran. C'est là que Max torturait les nôtres avant qu'on ne l'éliminât. Même la grande mosquée bâtie par les Turcs ne m'était pas interdite a priori, mais je préférais ne pas y être vu. Nous nous retrouvions souvent rue Djaddour-Brahim à Boutlilis, près

de Magenta où se trouve le bâtiment de la Sécurité militaire. Si un jour je devais y entrer, je savais que je n'en sortirais pas vivant.

Nous étions confiants car, en règle générale, les forces de l'ordre restaient sur la défensive. La nuit, surtout, c'est nous qui conservions l'avantage. A partir de 22 heures, la police ne «répondait» plus. Ceux qui craignaient des représailles de notre part, et ils étaient nombreux, se barricadaient chez eux le soir venu. Les systèmes d'alarme et les caméras vidéo fleurissaient dans les villas des apparatchiks. La vente des chiens de garde avait considérablement augmenté. Le prix des bergers allemands et des dobermans aussi. Les éleveurs de pitbulls gagnaient beaucoup d'argent en les vendant très cher.

Dans cette ambiance où la menace était toujours présente, les flics demeuraient en permanence sur le qui-vive. Ils représentaient des cibles vivantes mais ne savaient jamais quand la foudre allait leur tomber dessus. Tous les coups étaient permis, même les plus vicieux.

On avait remarqué, un hiver, que vers 1 heure du matin, une Toyota de policier empruntait chaque nuit la rue d'Arzew. L'embuscade était difficile à monter. Comme leur passage ne se faisait pas à une heure précise, on ne pouvait pas attendre indéfiniment leur arrivée dans la rue. Alors, on se transforma en vendeurs de cigarettes. A quatre, nous étalâmes des paquets sur deux petites tables en gardant nos armes dissimulées sous nos manteaux. Au moment où la voiture passa à notre hauteur, je baissai mon bonnet et tirai un chargeur sur le véhicule. Personne n'alla constater le résultat. Il fallait décamper très vite. Mais cinq cents mètres plus loin, nous tombâmes face à face avec une 505 break. On fit feu sans attendre de savoir exactement qui était au volant, car les Peugeot banalisées étaient fréquemment utilisées par la police. On entendit crier à l'intérieur, mais là aussi je ne vis pas combien il y avait de victimes. Le lendemain, le commissaire affirma que les terroristes s'étaient réfugiés dans la mosquée El Ansar et jura de la démolir. Des fidèles furent interrogés et tabassés, mais les enquêteurs n'apprirent rien. Et pour cause : personne ne nous connaissait. Six mois plus tard, la mosquée fut rasée au bulldozer pendant qu'un officier de la brigade de l'urbanisme fumait une cigarette dans le minbar, l'endroit où l'imam dispense ses prêches.

Sur cette opération, on avait eu chaud. D'habitude, elles se déroulaient mieux, à condition de garder son sang-froid. Grâce à un renseignement d'un voisin, on avait su qu'un commandant de la SM d'Alger était arrivé chez ses parents dans le quartier d'El Hamza. J'étais chauffeur et deux autres avaient en charge l'exécution proprement dite. L'officier est sorti de chez lui vêtu d'un survêtement, avec, dans la main, une petite sacoche contenant probablement une arme. Les deux moudjahidine qui m'accompagnaient l'ont suivi une petite centaine de mètres. Ils ne portaient pas de jeans, ni de palladiums, une tenue qui aurait pu alerter le flic. Ils étaient habillés comme des paysans, d'une vieille veste et d'un manteau gris. Le premier a tiré avec son fusil de chasse. Le second a vidé la moitié du chargeur de son Uzi et a ramassé la sacoche. Au même moment, j'ai passé la première de la 205 pour venir à leur rencontre. Ils se sont engouffrés dans le véhicule et j'ai pris la direction de la forêt des Planteurs qui s'étend sur sept cents hectares au-dessus de la ville. J'ai abandonné la voiture chez un complice et nous sommes repartis. A 21 heures, j'étais de retour à Oran. Dans la sacoche, nous avions trouvé de l'argent, une carte de police et un pistolet 6.35 mm. La journée avait été bonne. Grâce au voisinage, nous arrivions à savoir où habitaient les flics même s'ils prenaient soin de dissimuler la nature de leur travail en quittant, par exemple, leur uniforme pour rentrer chez eux. Dès que nous avons appris qu'un ninja habitait chez sa mère depuis quelques jours, nous avons décidé d'agir immédiatement. Les ninjas opéraient cagoulés et vêtus d'une combinaison sombre. Equivalents des policiers du RAID en France, personne ne connaît leur identité. Ce sont des durs qui touchent, paraît-il, une prime à chaque opération dangereuse. Assassiner un ninja, c'était monter en grade, ou du moins obtenir une reconnaissance supplémentaire dans le réseau.

On attendit dans une voiture qu'il quittât le domicile familial. En l'accompagnant sur le pas de la porte, je compris que sa mère le suppliait de rester prudent. Le type marchait tranquillement sur le trottoir quand le chauffeur est arrivé à sa hauteur, vitre baissée. J'ai visé la tête avec mon Scorpio. Coup sur coup, j'ai tiré trois balles, un nombre impair selon la tradition de la sunna. Lorsque le Prophète mangeait des dattes, il en avalait une ou trois, jamais deux.

Les actions de ce type étaient fréquentes. Les mener à bien nécessitait de pouvoir compter sur des hommes sûrs. Le seul moyen de savoir si une

nouvelle recrue était à la hauteur était de la mettre sur une exécution. Il arrivait que des jeunes sans expérience paniquent. Ce fut le cas d'un ancien étudiant de vingt ans lors de sa première mission. Sa cible était un nouveau policier dans le quartier des Planteurs. Le jeune était armé d'une Kalach « prête à l'emploi ». Je le suivais à quelques mètres, au cas où. Il s'approcha du flic qui discutait avec deux copains. Mais au moment de tirer, il paniqua. Il n'arrivait pas à sortir son arme de dessous son manteau. Le policier repéra son manège. L'affaire allait mal tourner. Je fus obligé d'achever le boulot en tirant dans le tas une bonne dizaine de balles. Un guide, resté en arrière, nous aida à sortir du quartier à travers un dédale de ruelles. Plus tard, je sus que le flic était mort. Je n'avais pas de détails pour les autres.

Malgré son échec la recrue avait appris quelque chose. Le bruit des détonations, le sang qui coule, étaient une bonne leçon. Avant de le plonger dans l'action, on lui avait enseigné comment démonter et nettoyer un PM mais il ne s'était pas beaucoup entraîné au tir, mis à part une ou deux séances dans la montagne. Seule comptait de toute façon la maîtrise de ses nerfs. On lui avait également expliqué quelle attitude adopter dès la fin de la fusillade afin de conserver le maximum de chances de s'en sortir. Après un attentat, il faut agir comme la foule. Si les gens se mettent à crier et à courir, il faut faire comme eux. S'ils restent calmes et se demandent uniquement ce qui se passe, il faut les imiter. C'est une technique qui nous avait été enseignée par Ahmed Zeghda, un ancien.

Cette théorie avait cependant ses limites. Les situations extrêmes entraînaient plusieurs types de réactions, même les plus cocasses.

Après qu'on eut, un matin, abattu un membre du FLN en plein boulevard, la panique générale s'empara de la foule. Un citoyen, affolé, nous voyant nous engouffrer dans un fourgon, monta avec nous à l'arrière au moment où le chauffeur démarrait en trombe. Lorsque l'inconnu réalisa, une centaine de mètres plus loin, qu'on était des terroristes, il se jeta du véhicule qui roulait à soixante kilomètres à l'heure! Le hasard nous jouait aussi des tours. Nous avions « programmé un brigadier» grâce à un voisin qui nous avait signalé son adresse. Ce que nous ne savions pas, c'est que le flic avait un frère jumeau! Nous sommes passés une première fois devant chez lui. On l'a vu assis tranquillement sur un tabouret devant sa porte. Lorsqu'on est repassé un moment après, son

jumeau avait pris sa place. En plus il portait les mêmes vêtements. Comment deviner? On l'a abattu avec un canon scié. Ce n'est que trois jours plus tard que notre informateur nous a annoncé notre erreur. Quand on a raconté à un imam notre faute, il nous a dit qu'on devait offrir à la famille l'équivalent, en or, du poids de la victime. Ce qu'on n'a jamais fait, bien entendu.

Ce mauvais coup du sort ne souleva aucun débat au sein du groupe. On déplorait plutôt que le brigadier soit toujours vivant, et qu'il le resterait vraisemblablement. Après l'attentat, il avait changé d'affectation et restait en permanence sur ses gardes. Frapper des hommes en uniforme ne me gênait pas mais je ne voyais pas l'utilité de semer la mort au hasard. C'est pourtant ce qu'une partie du groupe se proposait de faire en déposant une bombe au siège d'Air Algérie. Je n'étais pas d'accord, mais je ne pouvais pas m'y opposer. Ils préparèrent l'opération dans leur coin.

Les groupuscules clandestins qui s'étaient multipliés dans la ville prenaient de plus en plus d'autonomie et obéissaient à des émirs que je ne connaissais pas.

La bombe était fabriquée à base de clous, de boulons, de TNT, d'engrais, couplés à une bouteille de camping-gaz et à un réveil. Elle devait sauter à 17 heures mais la police la découvrit une demi-heure avant. Les artificiers la firent exploser sans prendre le risque de la désamorcer. Une bombe artisanale est en effet «hors-la-loi ». Elle n'obéit à aucune règle de fabrication et peut camoufler des pièges difficiles à déjouer.

Les deux femmes qui l'avaient déposée étaient déçues. El Hadja surtout, une vieille maquisarde qui hébergeait plusieurs membres de ce réseau. Cette ancienne moudjahida croyait en la République islamique depuis 1954. Son mari était mort au djebel en 1956 et lorsque la guerre sainte a été déclarée en 1992, elle avait été la première femme à rallier le mouvement.

J'avais déjà dormi dans son appartement à plusieurs reprises. Les deux femmes partageaient une chambre et les hommes une autre. Aucun de nous n'a jamais cherché à tourner autour de Djihade, la plus jeune. C'était une jolie fille de vingt-deux ans, blonde avec des yeux verts. Elle était très active et toujours volontaire. Elle posait des bombes, transportait des armes, collectait des renseignements. Comme elle était fille de martyrs,

morts pendant l'indépendance, El Hadja veillait sur elle comme une mère. El Hadja était tout pour Djihade. Sans son accord, elle ne se serait jamais mariée avec Naji, un moudjahidine un peu trop agité à mon goût.

Je savais peu de chose sur elle. Dans l'appartement, on ne parlait pas de notre vie antérieure mais seulement de la guerre sainte qui revenait comme un leitmotiv dans nos propos. C'était la règle. Djihade et Naji avaient été mariés dans un appartement de Cavaignac par l'imam du groupe «Combattre la mort », qui s'est suicidé lors de son arrestation.

Après la tentative d'attentat contre Air Algérie, la police a su que des femmes étaient dans le coup. Les enquêteurs ont pu remonter jusqu'à elles. J'avais essayé de les persuader de quitter cet appartement. Elles y vivaient depuis trop longtemps. Leurs aller-retour étaient devenus suspects. J'avais un mauvais pressentiment en ce qui concernait cette planque. A 4 heures du matin, les flics investissaient les lieux. Elles ont été cueillies dans leur lit, ainsi qu'un des fils d'El Hadja. L'autre a réussi à s'échapper avec deux moudjahidine qui dormaient là. Elle a été condamnée à cinq ans de prison. Djihade, elle, a écopé du double.

J'étais réticent à la présence de femmes parmi nous. Elles étaient courageuses mais pouvaient aussi, sans qu'elles en soient responsables, entraîner des problèmes au sein d'un groupe. Les relations entre hommes et femmes étaient d'ailleurs sanctionnées. Un jeune avait voulu coucher avec une fille qui ne vivait pas, en plus, dans la clandestinité. Abdelkader Mekki a mis en garde plusieurs fois le moudjahidine impétueux. Rien n'y fit. Il croyait aimer cette fille qui n'était même pas une sympathisante islamiste. Cette relation pouvait mettre en danger le réseau. Elle pouvait s'apercevoir de quelque chose. Le jeune n'avait guère d'expérience. Pratiquer la dissimulation est un art lorsque les enjeux sont essentiels. Un oubli, une mauvaise réponse, une confidence, pouvaient éveiller des soupçons. Mekki a fini par trancher. Il a obligé le jeune à quitter Oran pour rejoindre un maquis de l'AIS dans la région de Tlemcen.

J'étais aussi contre le mariage de plaisir sous prétexte qu'en djihad, le moudjahidine peut prendre femme l'espace de quelques jours. C'est une tradition iranienne de se marier le temps d'un accouplement et d'abandonner ensuite sa compagne. En Islam, c'est péché. Chez nous, l'homme et la femme étaient unis en présence d'un imam clandestin.

Je connaissais cependant un de ces couples dont la femme était tombée enceinte. Le père de la terroriste craignait que sa fille ne soit soupçonnée car c'était surtout son gendre qui était recherché. Il avait voulu obliger sa fille à avorter mais le mari s'y était opposé car l'avortement est haram en Islam. Elle a accouché en secret et c'est la grand-mère qui s'est chargée de l'enfant. Un musulman a le droit d'épouser quatre femmes à condition d'être suffisamment riche pour subvenir à leurs besoins. J'estimais impensable le mariage d'un moudjahidine parce que la guerre ne le permet pas. Il faut rester libre pour mener le djihad.

Lorsqu'Abdelkader Mekki m'avait proposé sa fille en mariage, j'avais évidemment refusé. Elle était professeur d'anglais. «Une vraie beauté », m'avait-on soufflé. Mais je me considérais comme un homme mort et je ne voulais pas laisser une veuve derrière moi. « Je t'estime autant qu'un fils. Epouse-la. Tu ne le regretteras pas. Elle est préparée à suivre un moudjahidine », avait insisté l'émir. Je répondis que je ne pouvais pas étant donné que j'étais engagé dans la guerre sainte.

Toutes les filles ne sont pas prêtes à supporter de devenir la femme d'un combattant de la foi. Elle doit vivre avec la mort qui plane sur son mari. Si elle devient veuve, elle reste cependant libre d'épouser un autre moudjahidine, si celui-ci décide de la recueillir. Le Coran, a contrario, autorise le mari à divorcer s'il s'engage dans la guerre.

La raison profonde de mon refus portait toutefois sur le fond. La fille de Mekki avait étudié l'Islam. Elle aurait été parfaite pour moi mais je la trouvais trop dure. Je ne l'ai jamais dit à l'émir mais je ne me voyais pas devenir le mari d'une femme encore plus religieuse que moi. Elle devait respecter à la lettre tous les interdits, et même si elle m'aimait, ce dont je n'étais pas certain, la vie avec elle ne devait pas être une sinécure. Les rares fois où je l'ai entrevue chez Mekki, elle portait le niqab, un voile noir qui recouvrait son corps de la tête aux pieds. Cette fille était intelligente, plus instruite que moi, mais je ne m'imaginais pas finir mes jours avec elle dans le reproche, entre deux non-dits, signifiant autant de rappels à l'ordre islamique. Ce que je désirais, c'était une femme attentive et modérée pour mener une vie normale en rentrant le soir à la maison.

Je n'appréciais pas pour autant les femmes soi-disant « libérées », les intellectuelles engagées en politique, qui nous détestent et seraient prêtes à tout pour que les islamistes disparaissent de la surface de la terre.

Nous ne sommes pas contre les femmes. On désire seulement leur donner de vrais droits : celui qui permet d'obtenir un logement, un travail et de s'occuper de sa famille. Ce qu'on ne veut pas, c'est que la femme ressemble à une putain en portant des mini-jupes. Le FLN a bafoué la femme. Lorsqu'il était au pouvoir, Ben Bella a œuvré pour qu'elle ôte son voile. Celles qui l'ont fait sont devenues des moins-que-rien. Moi, je ne pourrais pas vivre avec une femme qui ne porterait pas le voile. Entre la tenue de la fille de Mekki et le foulard, il reste un juste milieu à trouver.

Khalida Messaoudi, la professeur kabyle devenue député du RCD, le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie, mène, elle, ouvertement un combat contre les musulmans. Lorsqu'elle évoque la polygamie pour les femmes, elle s'oppose carrément à l'Islam. Si une femme épouse quatre hommes, qui sera le père de son enfant? Khalida Messaoudi ne comprend rien à l'Islam. C'est pour cela que Mekhloufi, l'un des fondateurs de l'AIS, l'a condamnée. Elle n'est pas la seule dans ce cas. D'autres courent le risque d'être abattues par des inconnus qu'elles côtoient pourtant tous les jours. Nous étions nombreux, en effet, dont la tête n'était pas mise à prix, à mener une apparence de vie normale.

Depuis l'interdiction du **FIS,** j'évoluais, moi, dans une semi-clandestinité. Personne à Oran ne pouvait imaginer que j'étais un fou de Dieu. Je menais une double existence. Le matin, je pouvais abattre un homme et à 13 heures retrouver Nadia pour aller à la plage.

Pendant trois ans, Nadia ne s'est doutée de rien. Elle détestait les terroristes, ces « fous sanguinaires qui étaient contre la liberté des femmes ». Avec elle, j'étais un « toutou ». Je n'étais pas Kakar le tueur, l'exécuteur des infidèles, mais un jeune homme doux et gentil qui «ne comprenait rien à ce qui se passait autour de lui ». J'évitais de parler politique. Je n'avais jamais eu affaire à la police. Je n'étais même pas fiché et personne n'était au courant de mes activités. Seule ma mère m'a surpris un jour en train de nettoyer un pistolet. Je lui ai fait croire que c'était un faux. Elle m'a cru. «Fais attention avec ça. C'est dangereux. La police pourrait croire que c'est un vrai », m'a-t-elle averti.

Après avoir commis un attentat contre un brigadier, je rentrais à pied quand un ami m'a rejoint par surprise. D'habitude je ne conservais pas d'arme sur moi après une opération. Mais ce jour-là, j'avais gardé un 9 mm sous ma veste pour le changer de planque. En me tapant sur le côté

pour me dire bonjour, il a senti le pistolet. Mon ami est tombé des nues. Je ne lui ai pas fourni d'explication. « Je devrais te tuer. Alors oublie et n'en parle jamais! » lui ai-je soufflé brutalement. Mon visage a dû changer d'expression car j'ai remarqué une angoisse terrible dans son regard. « Je n'ai rien vu. Je ne sais rien. Je te le jure. » Il est parti et ne m'a pas trahi.

J'avais rencontré Nadia pour la première fois en 1991. Elle avait l'habitude de venir photocopier des documents dans une librairie que je fréquentais de temps en temps. Je l'ai observée pendant deux jours avant d'oser lui parler. Puis je l'ai abordée. C'était une très jolie blonde, bien faite et très sympathique. Elle avait vingt-six ans, et moi près de trente. Elle travaillait comme secrétaire chez un avocat du centre-ville. Elle a accepté un rendez-vous. On s'est revus.

Elle habitait chez ses parents. Je n'allais jamais chez elle. En Algérie, cela ne se fait pas. Ses parents n'étaient pas au courant de notre liaison. Je lui avais raconté que j'étais commerçant, que je vivais du trabendo. Elle me voyait toujours bien habillé, au volant de voitures différentes. Elle ne posait pas de questions. Devant elle, je jouais les peureux. Si une bagarre éclatait dans un café, je la prenais par la main et nous déguerpissions sur-le-champ. Je lui montrais que je n'étais pas violent. Elle portait des jupes et à la plage, elle se mettait en maillot de bain une pièce. Je ne disais rien. Ma couverture, c'était la normalité. Elle détestait les islamistes. Je me devais, à ses yeux, de ressembler aux jeunes insouciants d'Oran, aux enfants de la tchi-tchi, les fils de la bourgeoisie.

Alors qu'un après-midi je venais la chercher, elle m'a annoncé que le président du tribunal venait d'être assassiné. Il avait refusé à des prisonniers islamistes le droit de prier avant leur exécution. Je savais parfaitement comment cela s'était passé. C'était Ouaznia qui l'avait abattu. Il l'avait d'abord frappé au visage. Le président était tombé par terre en pleurnichant. Ouaznia lui avait rappelé son attitude, face à nos frères condamnés à mort, avant de l'abattre avec un Scorpio muni d'un silencieux. Nadia déplorait ce meurtre. «C'est affreux. Il était très gentil, m'avait-elle dit. Je suis jeune. Moi, j'ai envie de vivre », avait-elle ajouté.

Personne ne pouvait se considérer à l'écart de cette guerre civile. La mort rôdait partout et les Oranais, comme les Algérois, en étaient conscients. Son père était épicier aux Planteurs, le quartier que je

contrôlais. C'était un type bien. Il n'était pas contre nous. S'il avait été flic, ou contre les islamistes, je ne l'aurais pas protégé. Nadia ne se doutait de rien. Elle me rejoignait dans le deux-pièces que je louais. Elle pouvait fouiller : je n'avais jamais d'armes chez moi.

Au bout de quelques mois, elle a abordé le thème du mariage. Jamais franchement. Elle invoquait l'avenir, la vie de couple. Elle tournait autour du sujet sans vraiment poser la question: «Aimerais-tu m'épouser? » Les femmes algériennes sont hypocrites. Elles ne vont jamais droit au but, comme les Européennes. Elles avancent en douceur mais ne lâchent jamais le but qu'elles veulent atteindre. Moi, je prônais la patience et retardais les choses.

En étant engagé dans le djihad, je ne pouvais pas être épris d'elle. Mon cœur n'était pas prêt à aimer une femme. Rester très doux en sa compagnie ne me gênait pas car je libérais mon agressivité dans le combat clandestin. Elle avait d'ailleurs remarqué que j'étais différent des autres garçons. Dans le «bon» sens. J'étais même, selon ses propres mots, « facile à vivre » !

Je ne me suis énervé qu'une seule fois contre elle : le jour où elle portait une mini-jupe vraiment très courte. Je lui ai ordonné d'aller se changer car je ne voulais pas qu'elle attirât les regards. Jamais, cependant, je ne me suis servi de Nadia pour organiser des attentats ou effectuer des repérages. Je ne voulais pas avoir sa mort sur la conscience. Même si je la voyais tous les jours, je ne me suis jamais vraiment attaché à elle. Mekki connaissait son existence. Il ne m'a pas interdit cette liaison, pas plus qu'il ne m'a reproché d'avoir refusé sa fille. Il. savait que ma foi était intacte et que j'étais capable de donner ma vie pour la cause. J'étais son bras droit. Il me considérait comme son fils. On s'était même promis de mourir ensemble.

En fait, les femmes n'occupaient pas une grande place dans ma vie. Je pouvais être abattu d'un jour à l'autre. J'étais un condamné à mort en sursis qui brûlait son existence. Alors, en même temps que Nadia, je sortais avec Nora.

Nora était plus libre que Nadia. Elle savait que j'en fréquentais une autre mais n'avait pas de preuves. Les deux me soupçonnaient d'être infidèle, mais elles n'ont jamais réussi à me coincer. Je bougeais beaucoup. J'étais en perpétuel mouvement. C'était une sécurité et un alibi

face à la police. Qui pouvait me soupçonner d'être un terroriste alors que je m'amusais à la plage avec des copains qui menaient une existence normale, à cent lieues de la mienne ?

Je menais deux vies parallèles. Ma propre famille n'était pas au courant de mon engagement dans la guerre sainte. J'avais conservé mes amis, tel Youcef, un ex-officier de la Sécurité militaire. Un groupe avait conclu un contrat contre lui et son frère, qui était flic. Je suis intervenu pour le sauver, mais pour son frère, je n'ai rien pu faire. C'était impossible. Il n'a pas été tué parce qu'il a été muté à Alger. Sans le savoir, il a échappé de peu à la mort.

Avec l'ex-officier, on se retrouvait souvent au café. C'était le meilleur ami d'Alloula, le directeur du théâtre national, que nous allions assassiner bientôt. Mon ami était communiste comme lui. Il critiquait l'Islam mais jamais devant moi. Il savait que j'étais profondément croyant. Nadia l'était beaucoup moins.

Elle a été intriguée une seule fois à mon sujet. « Pourquoi achètes-tu autant de journaux? » Sa question m'a glacé le sang. Sans m'en être rendu compte, je m'étais arrêté devant un kiosque à plusieurs reprises dans la même journée. Depuis, je n'ai plus lu un seul quotidien devant elle.

Je parcourais en effet tous les journaux qui me tombaient sous la main. Surveiller ce qui se disait sur les chaînes françaises était aussi riche d'enseignements. On y voyait s'exprimer des immigrés sur la situation en Algérie, qui la plupart du temps restaient très prudents. Ce n'était pas toujours le cas. Des militants m'avaient prévenu qu'une dénommée Zahira nous avait violemment critiqués à propos de l'attentat à la bombe qui fit neuf morts et cent vingt-trois blessés le 26 août 1992 à l'aéroport d'Alger. Je n'ai pas tardé à savoir qui elle était. Agée d'une quarantaine d'années, elle habitait cours Belzunce à Marseille. Lorsqu'elle arriva à Oran, en vacances chez sa mère, elle ne se doutait pas que nous l'attendions de pied ferme. « Tu ne connais rien à l'Islam et tu te permets de nous critiquer à la télévision française?» Elle tombait des nues. Elle était d'autant plus affolée qu'elle se rendait compte qu'on savait tout sur elle : ses habitudes à Marseille, son travail, et surtout, l'adresse de sa famille, quartier Dar el Beïda à Oran ! « Non, non, je n'ai pas voulu dire ça, balbutiait-elle.

– Tu mens. C'est le premier et le dernier avertissement. Si tu recommences... »

Depuis, elle n'a plus fait parler d'elle.

La revue de presse faisait partie de mon « travail ». Pour nous tenir au courant des manquements à l'Islam, des prises de position des représentants de l'Etat contre nous, je surveillais attentivement les programmes étrangers. On interdisait aux Algériens les paraboles, mais moi, je regardais TF1, France 2 et France 3. En fait, toutes les chaînes françaises, y compris Canal +. J'essayais de ne pas rater les journaux, et les longs métrages qui me plaisaient. J'évitais les films pornos mais j'écoutais facilement MCM. Rien ne nous échappait. On allait même au cinéma vérifier si les films qui étaient projetés correspondaient bien à notre éthique. J'espionnais la société. Le moindre renseignement pouvait nous servir un jour ou l'autre. Nadia, sans le savoir, participa une fois à cette entreprise.

J'avais pris l'habitude de monter l'attendre dans son bureau à la fin de sa journée. Son patron était inscrit au Syndicat des avocats. Sur le mur du secrétariat, les coordonnées de tous ses confrères du barreau étaient écrites sur un panneau. Quand Nadia était occupée avec un client, je profitais de l'occasion pour apprendre par cœur les numéros de téléphone et les adresses des avocats qui figuraient sur notre liste noire. C'était plus facile pour les menacer ensuite. C'est comme cela que j'ai trouvé les coordonnées du cabinet d'un avocat qui nous intéressait.

On l'avait programmé. L'attentat devait s'effectuer en moto pour fuir plus rapidement. C'était moi qui devais assurer cette mission avec un autre. Je me faisais un plaisir à l'idée de l'abattre. S'il était prévu que l'on braque la secrétaire, têtes cagoulées, on serait rentrés dans son bureau à visage découvert puisque l'avocat était un homme mort, c'est-à-dire condamné d'avance. Si j'avais trouvé un plaignant en face de lui, je l'aurais flingué aussi. L'avocat était un franc-maçon. Il était donc contre l'Islam. Il fallait le supprimer. Il n'était pas le seul sur la liste noire.

CHAPITRE IV

Entre tueurs, on n'abordait pas d'autres sujets que les attentats. Les membres du réseau ne possédaient aucune réflexion politique. Ils étaient obsédés par la mort et attendaient le Paradis. Ils pensaient aux soixante-douze femmes qui, là-haut, allaient leur tendre les bras, car chaque combattant de l'Islam tué pendant la guerre sainte est censé les retrouver. Ils rêvaient tous d'un paradis sans président, sans **FLN,** sans militaires, où ils posséderaient des châteaux et des terrains immenses, où ils ne seraient soumis à aucune loi, où ils seraient enfin libres. Plus on semblait se rapprocher de l'Etat islamique ou du califat et moins ils se sentaient concernés par les problèmes concrets de la gestion du futur Etat. Même Abdelkader Mekki que je considérais pourtant comme mon père n'aspirait qu'à mourir en martyr.

Nous opérions surtout le matin et le soir. Quand je n'avais pas de mission à assurer, je passais mon temps dans les cafés à discuter avec des amis. En apparence, je menais l'existence de milliers de jeunes Algériens. Je déjeunais à la maison, je sortais avec ma copine deux ou trois heures dans l'après-midi, puis je retournais dans les bars pour échanger des informations.

Derrière Mekki et Abou Oumayr le coordinateur, il y avait Benchiha, le grand émir de la zone 5, qui englobait Oran, Sidi-Bel-Abbès et Tlemcen. Le courage et la férocité de Benchiha étaient légendaires. Il terrorisait les mécréants, d'Arzew à la frontière marocaine. Peu le connaissaient. On disait qu'il avait soixante ans alors qu'il est né en 1961, un an avant moi. Dans un mariage, j'ai même entendu un convive qui affirmait que l'émir montait un cheval blanc pour attaquer l'ennemi, comme à l'époque du Prophète.

Benchiha est né à Tlegh, entre Sidi-Bel-Abbès et Saïda, mais sa famille trouve ses origines à Béchar, comme celle de Mekhloufi. Tous deux sont parents et partagent la même vision sur la tactique à suivre pour combattre l'Etat. A l'époque où le parti n'était pas interdit, il a été le premier à s'opposer au FIS à Bel-Abbès. Il a même insulté les permanents du bureau. « Pourquoi voulez-vous dialoguer avec l'Etat? s'indignait-il.

C'est haram de constituer un parti. Les partis politiques n'existent pas en Islam. La démocratie est une hérésie. »

Son premier haut fait d'armes remonte à début 1993. Au cours d'une embuscade contre un convoi, il avait abattu dix-huit gendarmes. Dix-sept ont été massacrés sur le coup ; le corps du dernier a été retrouvé deux mois plus tard, un peu plus loin dans les fourrés. Il a récupéré toutes les armes et la gendarmerie de Sig a été fermée pendant plusieurs mois à la suite de cette attaque.

Benchiha ne faisait pas de cadeau. Sur un faux barrage, il avait arrêté une voiture suspecte qui avait tenté de faire marche arrière. A bord, se trouvaient un père et sa fille. « Va annoncer la mort de ton père », a dit Benchiha à la fille en la renvoyant au volant du véhicule. Il a ensuite ligoté le père et ses hommes l'ont torturé pour qu'il avoue sa profession.

Pendant quatre jours, le prisonnier est resté attaché à un arbre, sans boire ni manger. Chaque matin, un moudjahidine lui coupait un doigt. Au quatrième, il a parlé. Il était adjudant chef dans l'armée. Benchiha a conclu qu'il n'était pas intéressant et il l'a achevé avec une scie à métaux.

Quelques semaines plus tard, alors que l'émir était descendu en ville, il a vu à la télévision un reportage sur la promotion d'une école de police. Le commentateur a annoncé qu'elle porterait le nom d'un colonel, mort en service commandé. Comme il avait gardé les papiers du type qu'il avait torturé, Benchiha découvrit que c'était bien le même homme. L'adjudant était en réalité colonel, un grade très élevé dans l'armée algérienne. Benchiha s'en est voulu de ne pas avoir pu lui extorquer de précieux renseignements. Il aurait même pu le garder en otage pour l'échanger contre plusieurs de nos frères emprisonnés. Il n'avait pas été assez dur et s'était juré de ne plus commettre la même erreur.

Plus tard, il avait récupéré un moudjahidine soupçonné d'être un indicateur infiltré dans un maquis. Ce type avait été démasqué par un clandestin d'Oran qui avait été son voisin pendant vingt ans. L'accusé niait. Il maintenait qu'il était professeur. L'émir de ce maquis continua de l'interroger pendant trois jours. Sans résultat. Le moudjahidine apparaissait de bonne foi. Dans le doute, l'émir décida de le relâcher. Le clandestin d'Oran n'était pas d'accord : « S'il est libre et qu'il retourne chez lui, il va se venger sur toute ma famille. »

Benchiha arriva, par hasard, sur ces entrefaites. Le clandestin lui raconta l'histoire. « On va voir », rétorqua le grand émir. Ses hommes embarquèrent le suspect et le torturèrent au couteau. Le «professeur» voyait ses doigts tomber un à un. Il hurlait de douleur en clamant son innocence.

Ce fut ensuite le tour des oreilles. Lorsque la lame coupa la première, il s'effondra. Il savait que, s'il ne parlait pas, les Afghans de Benchiha allaient le découper en petits morceaux. Il avoua qu'il était lieutenant dans la SM. Croyant sauver sa peau, il répondit à quelques questions sur son travail. Puis un moudjahidine l'égorgea.

Benchiha n'avait pas failli à sa réputation. Il était à la tête d'une véritable armée qui alignait du matériel lourd. L'émir Hocine, qui commandait la zone 4 incluant Mostaganem au nord, Mascara au centre, Saïda et Tiaret au sud, n'osait pas s'opposer à lui lorsqu'il décidait une opération sur son territoire.

Une nouvelle donne s'installait peu à peu dans l'Ouest. L'AIS perdait de l'influence, et du terrain, au profit du GIA. Les moudjahidine de l'Armée Islamique du Salut rejoignaient les Groupes Islamistes Armés, jugés plus combatifs. Dans la montagne éclataient des accrochages entre moudjahidine des deux factions. Peu à peu, l'AIS n'eut plus droit de cité à Oran. Mostaganem et Arzew restaient encore sous influence des deux mouvements mais la capitale régionale était passée naturellement sous contrôle du GIA car Benchiha en était devenu l'un des principaux émirs, au même titre que Djaajar El Afghani dans l'Algérois. Les réseaux urbains avaient glissé à leur tour dans la mouvance du GIA, tout en conservant leur indépendance par rapport à Alger.

Les actions redoublaient de violence car, désormais, c'était la guerre totale. Les groupes proliféraient, alimentés par des individus réfugiés dans le maquis, qui descendaient de la montagne pour perpétrer des attentats dans le grand Oran. Nos rangs grossissaient avec de nouveaux venus qui provenaient d'horizons disparates.

Restaient seulement quelques anciens comme Mohamed Benbouali, qui se déplaçait toujours avec un attaché-case contenant un Scorpio, balle engagée dans le canon. Entré dans le mouvement dès 1982 avec Bouyali, cet ancien bijoutier d'un mètre quatre-vingts portait toujours de beaux costumes et ressemblait à un homme d'affaires plutôt qu'à un terroriste. Il

était connu pour avoir abattu beaucoup de gendarmes. C'était, en quelque sorte, sa spécialité. Il opérait avec un culot monstre, n'hésitant pas à monter des faux barrages dans Oran, vêtu d'un gilet d'El-Amn-El-Wattani, la protection civile qui donnait confiance aux automobilistes. Personne ne pouvait imaginer que ce sauveteur était en fait un tueur. Un chef de Daïra, une sous-préfecture, eut le malheur de le prendre un jour en stop. En le voyant vêtu comme un agent de la protection civile, le fonctionnaire pensait qu'il avait affaire à un officiel, comme lui. Sur le trajet, il insulta « ces terroristes barbus qui ressemblent à des animaux... » Le type était en confiance. Benbouali présentait bien et semblait acquiescer de la tête. Arrivé à destination, il a simplement dit : « Les terroristes, c'est nous» en même temps qu'il ouvrait sa mallette. Le fonctionnaire a été retrouvé mort deux jours plus tard, dans le coffre de sa voiture.

J'ai effectué une seule mission avec Benbouali. Des particuliers qui arrondissaient leur fin de mois en faisant le taxi clandestin avec leur voiture se plaignaient d'être rackettés tous les jours à l'entrée d'Arzew, le grand port méthanier à côté d'Oran. Nous sommes arrivés au croisement à bord d'une Renault 21 volée. C'est moi qui conduisais Benbouali, Mohamed Zahana et Naji, le mari de Djihade. C'était l'hiver, et, fait rarissime, il neigeait sur le littoral. Je me suis arrêté sur le bas-côté, moteur en marche. Benbouali est descendu et s'est dirigé vers le motard le plus proche, un morceau de papier à la main, pour soi-disant demander un renseignement. Le gendarme portait sur son épaule un PM Beretta flambant neuf. Naji et Mohamed, eux, faisaient semblant d'attendre, appuyés sur le coffre, face aux deux autres motards qui surveillaient la circulation. Pendant que le gendarme lisait le papier, Benbouali a sorti son Scorpio dissimulé sous le manteau. Il a fait feu dans la foulée. Quasiment au même moment, les deux autres vidaient leurs chargeurs sur les gendarmes qui restaient. Ils ont pris les armes et j'ai démarré comme une fusée. Les voitures qui arrivaient n'ont pas compris ce qui se passait. Elles ont freiné net. L'une a carrément fait demi-tour. Le chauffeur avait dû voir toute la scène. Nous sommes restés cachés deux jours dans une maison de la région en attendant que ça se « tasse ». Benbouali était très fier de son Beretta 9 mm parabellum. Il remplaçait désormais le Scorpio au fond de son attaché-case.

Ancien petit port de pêche situé à moins d'une dizaine de kilomètres d'Oran, Arzew est aujourd'hui entouré d'une immense zone industrielle très protégée. Il était quasiment impossible de commettre un attentat dans les unités de liquéfaction de gaz, les réservoirs frigorifiques, la raffinerie ou les unités de production de méthanol et de résines synthétiques.

Le gazoduc construit depuis Hassi Messaoud, via Hassi R'Mel débouche à Arzew en longeant Relizane, Tiaret, Laghouat, avant de s'enfoncer dans le Sahara. Ce pipeline, première source de revenu pour l'Etat, était étroitement surveillé. Mais sur les centaines de kilomètres de son parcours, les « failles » demeuraient nombreuses. Il était enterré mais le ravinement provoqué par les pluies, les éboulements ou le vent le mettaient à nu par endroits. Un ouvrier qui travaillait sur le site avait proposé de nous accompagner sur une section du pipe qui restait accessible. Plus que l'arrêt momentané de l'acheminement du gaz, une bonne charge aurait eu des répercussions médiatiques internationales. La préparation de l'attentat était presque terminée lorsque Mekki annula l'opération. On n'a jamais su pourquoi. La bombe, composée de cinq kilos de TNT était prête. Un mois après, un attentat ravageait l'aéroport d'Alger. Elle avait été préparée dans la région d'Oran avant d'être transportée dans la capitale. C'est peut-être la raison pour laquelle l'attaque contre le gazoduc n'a pas eu lieu.

Cependant, les «marches arrière» demeuraient très rares. Revenir sur ce qui avait été annoncé n'était pas dans notre état d'esprit. Nous évitions de commettre des erreurs. Mais à partir du moment où la vie d'un homme ne comptait guère, surtout s'il était un mécréant, nous étions toujours prêts à frapper avec le sabre guidé par Dieu.

Lorsque je reçus l'ordre d'exécuter un DEC, un délégué exécutif communal que l'Etat avait installé à la place du maire FIS de Mohammadia, l'ex-Perrégaux, à 80 kilomètres d'Oran, je ne me posai pas de question. Un taxi me conduisit chez un contact, Ahmed, qui m'attendait. Il m'accompagna dans une autre maison où l'un des nôtres me fournit un étui à violon contenant une Kalachnikov. Dans notre véhicule, une Golf blanche, je m'assis à côté du conducteur. A l'arrière, ils étaient deux, armés de pistolets. On n'a pas eu longtemps à attendre.

Mes frères avaient repéré les habitudes du maire depuis plusieurs jours. A 10 heures, comme prévu, il sortit de chez lui dans une Honda

Civic grise conduite par un chauffeur. On suivit sans difficulté car elle roulait lentement. J'armai la culasse pour monter une balle dans le canon. « Après la deuxième rue à droite, tu peux frapper quand tu veux », me souffla le conducteur. «Là. Je suis prêt. » Il mit le clignotant et nous doublâmes tranquillement. J'avais ouvert ma vitre et passé la sangle de mon arme autour du bras. A peine avait-on dépassé la Honda que mon chauffeur braqua à droite et se mit en travers de la route. La voiture du premier magistrat, en voulant nous éviter, alla s'encastrer dans un mur.

Le maire était surpris. Il ne comprenait pas ce qui se passait. Il était face à moi, la bouche grande ouverte. Je visai le cœur. La première balle fit voler en éclats le pare-brise. Les autres allèrent droit au but. Le chauffeur était blessé. Mais le maire était déchiqueté. J'avais vidé un chargeur entier car j'en possédais un second de réserve, au cas où. En trente secondes, l'affaire était réglée.

Nous abandonnâmes notre voiture un kilomètre plus loin, où nous attendait une Renault 4. Puis nous nous rendîmes dans la cité HLM des Italiens. Je déposai la Kalach dans un appartement. Mais je ne pus repartir tout de suite car la police était sur les dents. Elle avait dressé des barrages partout. Il fallait attendre. Alors, on a fêté la mort du taghout, du satan. Le groupe de Perrégaux était tellement heureux de cette victoire qu'il me donna l'équivalent de deux cents francs. « Tu boiras des cafés à Oran avec tes amis », me disaient-ils en riant.

Le lendemain, Mekki me félicita : « Tu as fait du bon travail. Mais ce n'est pas fini. Trois objectifs sont programmés. On commence demain soir. »

La mission était plus délicate : il fallait kidnapper un flic dans la cité des Amandiers. Elle abritait beaucoup de familles de policiers. Ce n'était pas la première fois qu'ils étaient pris pour cible dans ce quartier. Plusieurs y avaient déjà été assassinés. Il fallait donc agir en finesse. Nos tenues de ninja étaient parfaites pour cette opération. Elles étaient réglementaires. Notre fourgon J5 aussi. C'était un Peugeot du même modèle que celui utilisé par ces policiers d'élite.

En arrivant, on se gara carrément devant l'immeuble du flic. Les jeunes qui traînaient dans la rue s'éloignèrent rapidement. Les ninjas ont en effet la réputation de ne pas faire de quartier. On a appelé le policier d'en bas :

« El Hadj ! El Hadj ! » Il est descendu. On savait tout sur lui. Sa fonction comme le reste. « Le commissaire a besoin de la clé de l'armurerie.

– D'accord, je viens. » Il nous a suivis en toute confiance. On lui proposa de monter à l'arrière pour éviter que tout le quartier ne sache qu'il fréquentait des ninjas. Cette marque d'attention le mit encore plus à l'aise. On roula un moment, puis il remarqua que le fourgon ne prenait pas le chemin de sa caserne. «Par là, c'est dangereux ! C'est plein de terroristes, dit-il.

– Tais-toi. Les terroristes, c'est nous ! » Il resta bouche bée. Je le bloquai avec ma Kalach. « Si tu bouges, tu es un homme mort. » Il était cuit. Mais il pensait encore qu'il pourrait négocier. Mais nous, on ne négocie pas. Hadj, celui qui a fait le pèlerinage à La Mecque, ou pas, il travaillait avec le gouvernement. Il devait mourir. On roula encore pendant 4 ou 5 kilomètres avant de pénétrer dans un petit bois. Le policier comprit. Il serra sa tête entre ses mains en signe de désespoir. Il ne se débattit même pas quand on lui ligota les pieds et les mains derrière le dos.

Abdelkader Mekki nous attendait. Devant lui, le prisonnier reprit espoir quand il vit que l'émir n'était pas un jeune excité. Il tenta de parlementer. « Pourquoi moi? Je n'ai rien fait. Je ne suis qu'un secrétaire de la caserne. » Mekki répondit sèchement. « Je n'y suis pour rien. Tes voisins nous ont dit que tu travaillais à Dar Beïda, la caserne des ninjas. Pour moi, ça suffit ! » Le policier était à genoux. L'égorgeur se tenait derrière lui. Mekki ne désirait pas discuter davantage. « Tu peux passer », souffla-t-il au bourreau.

L'égorgeur se pencha sur le flic. Il lui souleva le menton avec un geste sec. La lame alla si vite que j'eus à peine le temps de voir le mouvement. Durant trois secondes, la tête du policier resta immobile. Puis elle s'effondra dans un gargouillis brunâtre. Avant de laisser tomber le corps, l'égorgeur arracha brutalement la glotte du supplicié qu'il emmena dans le fourgon, pour le plaisir. Il était couvert de sang mais semblait content de lui.

Sur le retour, on se félicitait d'avoir accompli notre mission jusqu'au bout. « Si, grâce à Dieu, elles pouvaient réussir à chaque fois de la même manière, ce serait extraordinaire. » On avait agi en professionnels, au vu et au su de tout le monde. L'égorgeur acquiesçait. Benchiha, le grand

émir de l'Ouest, l'avait dépêché du maquis à Oran pour nous assister. C'était un « Afghan ». Il s'était battu contre les Soviétiques avant de revenir en Algérie. Il était taciturne et agissait froidement, sans laisser paraître la moindre émotion.

Le soir suivant, il était de nouveau avec nous, pour châtier, cette fois-ci, un révolutionnaire du FLN. On gara la voiture devant sa villa à Ain Beïda. Je jetai deux pierres de l'autre côté du mur d'enceinte, au cas où il y aurait eu un chien. En aboyant, il aurait prévenu son maître et annulé notre effet de surprise. Je savais que le taghout, le satan, n'était pas armé. Mais je préférais prendre mes précautions.

Le chemin était libre. On sauta dans la cour et on entra dans la maison, arme au poing. Ils poussèrent tous le même cri d'effroi. « Taisez-vous ! » gueulai-je en les menaçant. Il était avec son épouse et ses deux enfants, qui devaient être âgés de vingt ans. Lui avait la soixantaine. Sa femme s'était serrée contre son épaule. On ne pouvait pas se tromper: il était gros et gras comme Mekki nous l'avait décrit. Pendant que je le braquais avec mon Uzi, les autres fouillaient partout. Il protesta en énonçant la rengaine habituelle : « Je ne comprends pas. Je n'y suis pour rien!

– On a des preuves contre toi. Tu es un indic. » En réalité, on n'en savait rien. C'est Benchiha et Mekki qui possédaient les renseignements.

« Sors! Suis-nous! » lui intimai-je en le poussant. A l'intérieur, la famille commençait à s'agiter. « Ne bougez pas, sinon je vous descends tous. Ne vous inquiétez pas, il va revenir », a lancé un frère. On emmena le type de l'autre côté de la rue, dans un terrain vague. « Qu'est-ce que vous voulez?» demandait-il à l'égorgeur qui lui attachait les mains derrière le dos. « Mets-toi à genoux ! » Le condamné obéit. Le bourreau tira sa tête vers l'arrière et trancha sa gorge épaisse.

Il se produisit alors un phénomène que je n'avais jamais vu. Les plis gras de son cou sont remontés jusqu'aux joues comme un col roulé. L'égorgeur avait du mal. Il était gêné par la corpulence de sa victime. Il prit une hache, une sorte d'herminette, pour achever le travail. Je n'osais plus regarder. C'était une véritable boucherie. J'entendais les petits coups sourds de l'acier dans la chair. Ordre avait été donné de couper la tête. Sachant le poids de son client, l'égorgeur avait tout prévu. Il avait même apporté une scie à métaux. Je comptai une bonne dizaine de va-et-vient

avant que la tête ne se sépare du corps. La langue pendait sur le côté de sa bouche grimaçante. J'avais envie de vomir.

« Ça y est ! » L'égorgeur était soulagé. Il saisit la tête du cadavre par les cheveux. Il la tenait à bout de bras pour éviter le sang qui dégoulinait. Je n'en voyais pas l'utilité car son pantalon et sa chemise étaient déjà trempés d'hémoglobine. Il jeta la tête grimaçante dans un fourré, cent mètres plus loin.

Au lever du jour, la population allait voir ce qu'il advenait des indics et des collabos. La police chercherait la tête mais c'était des voisins qui risquaient de tomber dessus. Tout le quartier serait au courant. Il ne fallait pas s'attendre à trouver la nouvelle dans les journaux, mais le bouche à oreille allait fonctionner. C'était sûr.

L'égorgeur se lava les mains et changea de vêtements. Puis, nous partîmes, comme si rien ne s'était passé.

Le troisième soir, l'objectif était une « sorcière » connue. En Islam, c'est péché de tirer les cartes et d'abuser de la crédulité des ignorants. Seul Dieu connaît le destin des hommes et peut lire dans les cœurs. L'Afghan et moi avons frappé à la porte. Avant de quitter le maquis, il s'était rasé pour passer inaperçu. Moi, de toute façon, je n'avais jamais porté la barbe en ville. On ressemblait plutôt à deux Oranais paumés qu'à des moudjahidine.

La sorcière a ouvert. « J'ai des problèmes avec ma femme. Je voudrais savoir ce qui se passe dans sa tête, et comprendre ce qui arrive », a demandé mon compagnon. On est entrés. « Asseyez-vous là. » Elle a étalé ses cartes sur la table. Lorsqu'elle eut fini, il sortit la hache dissimulée sous son manteau. « Je te donne de l'or et de l'argent, mais laisse-moi vivre ! » cria-t-elle. Elle pensait que nous étions des voleurs !

J'entendis tout à coup du bruit dans le couloir. Un inconnu arrivait d'une pièce voisine. «Bouge plus, sinon je te tue », lui dis-je en braquant mon 9 mm sur sa tempe. Les deux autres frères, qui attendaient dehors, rentrèrent à leur tour. Ils fouillèrent la chambre. Cinq minutes après, ils revenaient le sourire aux lèvres, en brandissant une carte de policier.

Le flic était l'amant de la sorcière. Elle était plus âgée que lui mais il couchait avec elle, sans doute parce qu'elle avait de l'argent. Son compte était bon.

Mais avant de le tuer, on voulait qu'il regarde l'exécution de sa « femme ». Je lui dis : « Tu vas assister à quelque chose que tu n'as encore jamais vu, sauf peut-être au cinéma. Mais là, la scène va se dérouler sous tes yeux. Tu seras aux premières loges. » On a attaché les mains de la sorcière derrière son dos. Elle suppliait : « Je vous en prie ! Je ne recommencerai plus! Les cartes, pour moi, c'est fini! suppliait-elle.

– C'est trop tard. » L'Afghan l'égorgea d'un coup. En même temps qu'elle poussait un râle, un jet rougeâtre gicla sur la table et sur le policier qui était en face, ligoté lui aussi. Son visage était aspergé par le sang de la cartomancienne. Il suffoquait et bougeait la tête de gauche à droite, comme pour dire: « Non, pas ça! »

L'égorgeur pencha le buste de la femme sur la table comme sur un billot. En trois coups de hache, sa tête fut tranchée. Il la posa sur les cartes, collées sur le bois par l'épais liquide, et en fourra une dans sa bouche. Le flic avait les yeux exorbités. Il était terrorisé au point qu'il en était devenu aphone.

L'Afghan fit le tour de la table et lui trancha la gorge avec le même couteau. On l'abandonna en train de se vider. La mission était terminée. On se changea dans une planque avant de se séparer. « Si tu as besoin de moi, je reste quelques jours à Oran. Je suis à ta disposition », me dit l'égorgeur en partant.

Abattre un homme avec un revolver ne m'impressionnait pas. J'avais même la réputation de ne jamais rater ma cible. Mais le couteau n'était pas mon truc. Je n'aimais pas ça. Egorger le satan était pourtant légitime pour le GIA. Les émirs se fondaient sur des versets du Coran.

La sourate 18, celle de la caverne, était une référence. On y lit que Moïse accompagne un inconnu, qui lui dit: « Tu n'auras jamais assez de patience pour rester avec moi. Et comment pourrais-tu supporter certaines choses dont tu ne comprendras pas le sens?

–S'il plaît à DIEU, dit Moïse, tu me trouveras persévérant, et je ne désobéirai pas à tes ordres. » Une fois en route, ils montèrent dans un bateau.

... L'inconnu endommagea l'embarcation. « L'as-tu brisée, demanda Moïse, pour noyer ceux qui sont dedans? Tu viens de commettre là une action étrange. » Ensuite tous deux rencontrèrent un jeune homme.

... L'inconnu le tua. « Eh, quoi, tu viens de tuer un homme innocent qui n'a tué personne! Tu as commis là une action détestable! » s'insurgea Moïse.

Ils marchèrent encore jusqu'aux portes d'une ville.

... Ils demandèrent l'hospitalité des habitants; ceux-ci refusèrent de les recevoir. Les deux voyageurs s'aperçurent que le mur de la ville menaçait de tomber en ruines. L'inconnu le releva. « Si tu avais voulu, lui dit Moïse, tu aurais pu te faire donner une récompense. »

L'inconnu expliqua alors à Moïse pourquoi il avait agi ainsi.

Le bateau appartenait à des pauvres gens. Il l'avait endommagé parce qu'un roi s'emparait de tous les navires. Le mur était l'héritage de deux orphelins. Il cachait un trésor qui leur appartenait. Le seigneur avait voulu qu'ils attendent l'âge de la puberté pour leur rendre leur trésor. Quant au jeune homme innocent, il l'avait tué de crainte qu'il « n'infectât de sa perversité et de son incroyance » ses parents, qui étaient très croyants.

Les individus que nous assassinions « contaminaient » de la même manière les musulmans algériens. N'est-il pas écrit dans la même sourate, qu'il faut châtier tout homme impie avant de le livrer à Dieu, qui lui fera subir un supplice affreux.

J'étais toujours le premier à me porter volontaire à condition que la mission qui m'était confiée soit justifiée. Comme croyant, j'estimais avoir mon propre jugement concernant ce qui était péché ou pas. Ce qui m'attirait parfois des critiques, non pas de Mekki, mais des moudjahidine de base qui voulaient en découdre à tout prix. Je redoutais en particulier d'avoir à commettre un attentat à proximité d'un lieu de prière.

Je commandais pourtant le petit groupe chargé d'éliminer l'officier qui surveillait chaque vendredi une mosquée de la ville. Nous étions prêts à agir. Mais au moment où l'imam lança : Allah Akbar, l'officier posté devant l'entrée demanda à ses hommes de baisser leurs armes. « Nous sommes des croyants et pas des sauvages », ajouta-t-il. En entendant ces paroles, j'annulai l'opération. Ce militaire n'était visiblement pas un ennemi de Dieu. J'eus beau expliquer qu'il était musulman avant d'être un soldat, les moudjahidine ne comprirent pas ma décision.

Un cas similaire se reproduisit quelque temps après. Alors que je suivais un policier d'une cinquantaine d'années pour l'abattre, il entra subitement dans une mosquée pour prier. Il ne savait pas évidemment que j'étais derrière lui à attendre le moment favorable pour lui tirer dessus. Le flic était visiblement très croyant. Je ne pouvais pas tuer un bon musulman. J'ai, là encore, annulé la mission, au grand dam des plus excités du groupe. Ils s'opposaient à ma décision mais je leur ai tenu tête. Il y avait suffisamment de flics à Oran qui étaient des mécréants pour éviter de s'en prendre à celui-là.

Pour le GIA, personne ne devait échapper à la justice divine : les musulmans, comme les étrangers.

Malgré l'ultimatum des Groupes Islamiques Armés, sommant les étrangers de quitter le pays au plus tard le 30 novembre 1993, nous avions décidé, à Oran, de ne pas les toucher. Les « Algérois » n'allaient pas commander, chez nous, à notre place.

Seul Abou Djiyada, le coordinateur de Benchiha, avait voulu lancer une grenade dans un bar-restaurant fréquenté par le personnel du consulat espagnol. Je l'en dissuadai : « On a besoin des étrangers. Sans eux, plus de visa ni de trafic d'armes. »

La Baignoire, c'était le nom de l'établissement, l'avait échappé belle. C'était très facile d'y jeter une bombe. La sécurité n'existait pas, mis à part une porte en bois doublée d'une autre en fer forgé. Beaucoup des nôtres, cependant, étaient favorables à l'assassinat des étrangers, surtout des Français.

La France, pour le GIA, est mêlée à l'affaire algérienne. On était tous d'accord pour dire que c'est grâce au soutien de la France que l'Etat algérien se maintient en place. « Si le GIA perd la guerre, l'Hexagone sera la cible d'attentats », estimait-on. Ce n'était pas les volontaires qui manquaient. D'autant que rentrer en France n'est pas difficile. Certains étaient prêts à cacher une bombe sous leur veste et à exploser avec, dans un supermarché, pour rejoindre le Paradis.

Au maquis, des moudjahidine étaient volontaires pour ces missions suicides. J'avais entendu dire que Saïd Mekhloufi, l'ancien officier de la SM, devenu le principal chef de l'AIS, pouvait compter sur deux cents kamikazes.

Moi, j'étais de ceux qui estimaient qu'il ne fallait pas toucher les Français. Nous avions trop besoin de leur territoire car on peut facilement trouver aide et assistance parmi les centaines de milliers d'Algériens qui y vivent. Je soutenais qu'il fallait, au contraire, épargner ce pays en le considérant comme un sanctuaire où nous pouvions évoluer à notre guise. Tous ne partageaient pas la même analyse.

Ils étaient d'autant plus tentés de passer à l'action qu'il nous était facile de pénétrer en Europe en suivant la filière que nous avions mise au point, via l'Espagne. Grâce à une complicité au sein du consulat espagnol d'Oran, nous obtenions des visas de complaisance, avec de fausses attestations de pêcheurs professionnels ou de commerçants. Une quarantaine d'entre nous a bénéficié de cet arrangement qui nous rendait bien service.

Cette haine de la France avait provoqué, avant l'expiration de l'ultimatum, le kidnapping de deux géomètres français. Le 20 septembre 1993, François Bertelet, trente-deux ans, et Emmanuel Didion, vingt-cinq ans, qui travaillaient pour une entreprise française chargé de la réalisation d'une ligne à haute tension, furent enlevés à Tlilat, un village carrefour, près d'Oran, où sévissait le groupe de l'émir El Aqal, qui y installait souvent des faux barrages. Il m'a avoué que c'était lui qui avait fait le coup.

El Aqal est originaire de Bou-Hanifia El Hamamat, une station thermale très connue dans l'Oranais, qui se situe à une soixantaine de kilomètres de Sidi-Bel-Abbès, l'ancien centre de la Légion étrangère, où les corps des deux Français ont été retrouvés égorgés, avec un message posé sur leur poitrine.

El Aqal est apparenté à Benchiha. Je ne peux pas croire qu'il ait pris seul la responsabilité d'enlever deux Français sans que Benchiha en ait donné l'ordre, ou, tout du moins, ait été mis au courant. El Aqal a-t-il livré ses prisonniers au grand émir de l'Ouest? Si c'est le cas, c'est Benchiha qui leur a tranché le cou.

On affirme aujourd'hui qu'il est mort, mais on dit la même chose de Mekhloufi, l'un des fondateurs de l'AIS, qui est pourtant toujours vivant. Benchiha a pu prendre une autre identité pour brouiller les pistes. Son nom de guerre était Abderrahman. Mais cet homme cruel en changeait souvent. Naji, le « fou », qui sévissait sur Oran, était à son image.

Né à Alger, dans le quartier « chaud » d'El Harrach, Naji avait commis tellement d'attentats dans la capitale que le GIA l'avait expédié à Oran où il n'était pas connu. Il avait vingt-six ans, affichait une taille normale, mais était maigrelet. Son défaut était son extrême nervosité. Je me méfiais de cet ancien voyou et évitais de lui adresser la parole, même si je le rencontrais chez Mekki, pour programmer de futures opérations.

Les premiers temps, Naji était bien. Il a commencé à déraper avec l'assassinat de l'Anglais. Il m'a raconté qu'en rentrant, près d'une station-service, dans un restaurant d'Arzew, il avait vu un étranger attablé soi-disant devant une bouteille de vin. Il a mangé lui aussi, et, avant de partir, il lui a tiré dessus !

Il n'avait aucun ordre pour exécuter ce type. Ce 7 décembre 1993, une semaine après l'expiration de l'ultimatum, Naji a cru qu'il était dans son droit. C'était par hasard qu'il avait croisé Malcolm David Vincent, un informaticien de la société Pullman-Kellogg, qui travaillait pour la Sonatrach, la compagnie pétrolière nationale, fortement implantée à Arzew. Mais Naji était un psychopathe.

Après l'Anglais, il a tué, toujours sans ordre, un brigadier. Alors qu'il ouvrait la porte de sa maison, à la tombée de la nuit, il remarqua un policier qui passait par hasard sur le trottoir. Naji abattit le flic, puis retourna chez lui.

Il disait vouloir tuer le maximum de gens avant de mourir. A partir de ce moment, on comprit que Naji n'était pas normal. Ses imprudences pouvaient nous coûter cher. Je conseillai à Mekki de l'éliminer. Personne ne voulait plus « travailler » avec lui, sauf Kadi, un nouveau, qui n'avait pas le choix car il venait d'arriver. Son engagement fut de courte durée. Naji avait prévu d'abattre un commissaire. Lorsqu'ils se sont pointés, il n'y avait pas de commissaire, mais des agents de la SM qui leur avaient tendu un piège. Kadi fut criblé de balles mais Naji s'en sortit indemne.

Il voulut ensuite que je lui donne des grenades. Un autre moudjahidine, un type que je connaissais bien puisqu'il était un de mes amis d'enfance, les lui avait demandées. Je refusai car Naji était capable de commettre un massacre en les jetant n'importe où. Depuis que sa femme Djihade était en prison, il était de plus en plus excité. Il en voulait à la terre entière. Quand il fit part de mon refus à mon ami, celui-ci lui demanda de

m'abattre d'une balle dans le dos ! Naji rapporta, heureusement, l'histoire à Mekki qui m'informa de la menace qui pesait sur moi.

Entre nous régnait la suspicion. Pour un mot de travers, on pouvait être éliminé. Mais je n'ai pas cherché à me venger de celui que je croyais être mon ami. Il avait réagi sous l'emprise de la jalousie. J'occupais un poste important parce que j'avais la confiance de Mekki et de Benchiha. Quelques mois après, cet ami fut condamné par le GIA pour le détournement de 120 000 francs. Naji se porta volontaire pour le tuer. C'est moi qui arrêtai ce contrat.

Je m'apercevais, une fois de plus, que dans cette guerre, les amis n'existaient pas. On pouvait être trahi par ceux en qui on avait placé toute sa confiance.

CHAPITRE V

Le jour où Abdelkader Mekki programma l'exécution d'Alloula, il ne se doutait pas que sa mort allait provoquer autant de réactions, en Algérie comme en France. L'émir d'Oran savait tout au plus qu'Abdelkadder Alloula était le directeur du théâtre régional d'Oran. Peu lui importait qu'il fût dramaturge et qu'il ait monté Les *Bas-Fonds* de Gorki et *Arlequin, valet de deux maîtres* de Goldoni.

Son adaptation des œuvres de Gogol, Tchekhov ou Dostoïevski restait pour la majorité des moudjahidine quelque chose d'abstrait. Ses succès comme El Aleg (les Sangsues), *El Khobza* (le Pain), et sa trilogie sur la vie quotidienne des Algériens ne nous intéressaient pas. Aucun de nous n'avait assisté à la représentation de *Ladjouad* qui fut joué au moins quatre cents fois dans le pays. Même son travail sur les conteurs populaires qui déclament sur scène comme parlent les villageois du djebel, tout comme la halga, le cercle d'auditeurs, et le goual, le griot, pourtant apprécié du public, nous laissaient de marbre.

Tout ça, pour nous, c'étaient des « conneries ». Mekki, paysan croyant mais illettré, avait appris qu'Alloula avait monté au début des années quatre-vingt *Mohamed, prends ta valise.* Il avait insulté le Prophète en programmant à Oran cette pièce écrite par Kateb Yacine, un autre intellectuel qui se moquait de la religion.

Si un musulman critiquait l'Islam, nous considérions qu'il signait son arrêt de mort. C'était une règle que personne ne pouvait transgresser. Tant pis si cette pièce avait pour thème, paraît-il, le départ des immigrés venus travailler en France. Pour nous, *Mohamed, prends ta* valise signifiait : « Mohamed, c'est-à-dire le Prophète, remballe ton Islam et pars. » Nous avions jugé qu'Alloula était un blasphémateur et un apostat, doublé d'un communiste athée. Il était un militant du PAGS, le Parti d'Avant-Garde Socialiste, interdit jusqu'en 1989, qui était en fait le Parti Communiste Algérien. Son copain Yacine, comme beaucoup de ses amis du théâtre populaire, appartenait à la même mouvance.

Alloula était un homme politique qui rencontrait des ministres et gardait le contact avec le Parti Communiste Français. Même s'il avait été relevé de ses fonctions au bout d'un an, il avait été nommé en 1975 directeur du Théâtre national algérien. C'est dire s'il connaissait les apparatchiks du taghout contre qui nous étions en guerre. Alloula nous haïssait tellement qu'il s'était prononcé pour l'arrêt du processus électoral après notre victoire aux législatives de 1992. L'homme de théâtre était un ennemi, un vrai, qui, à lui seul, valait plusieurs régiments. On ne l'a jamais oublié. Il fallait abattre ce communiste qui, dans son appartement de la rue Mostaganem, affichait un portrait de Mao. Si son ami Yacine n'était pas décédé, il aurait subi le même sort. D'ailleurs, lorsqu'il est mort on a pleuré. Non pas de peine, mais parce qu'on n'avait pas pu le tuer de nos propres mains. Le mécréant avait critiqué dans sa pièce le Prophète, mais jamais il n'avait souligné la déportation de milliers de musulmans par Lénine et Staline.

Mohamed Saint-Pierre, émir d'un groupe d'Oran, était chargé de l'élimination d'Alloula. Il portait, comme nous tous, un pseudonyme. Lui se faisait appeler Saint-Pierre car il était né dans le quartier du même nom. Je ne connaissais pas sa véritable identité et nous n'avions jamais participé à une action commune. Je ne devais pas, de toute façon, être de celle-là car j'habitais non loin de l'immeuble de la future victime. Même le surveiller m'était impossible car je risquais d'être repéré.

L'attentat était prévu quelques jours avant la fin du ramadan. Je vis Alloula l'avant-veille, arrêté devant la vitrine d'une bijouterie. Je le croisais souvent, mais je ne disais jamais bonjour à cet ennemi de Dieu. En l'observant, vêtu de son costume marron, en train de regarder des bagues et des colliers, je me dis que c'était le dernier cadeau qu'il allait offrir à sa femme ou à ses trois filles. Il était déjà un homme mort, en sursis pour quelques heures.

Il était surveillé depuis une semaine par des jeunes qui se mettaient dans un café près de chez lui, de l'autre côté du boulevard. A partir de cette planque, ils remarquèrent qu'il sortait en général vers 10 heures du matin et partait à pied en ville.

Le jeudi 10 mars 1994 dans l'après-midi, je vis les deux tueurs qui déambulaient dans la rue Mostaganem en attentant l'heure propice. J'étais en voiture et en passant, je leur fis un appel de phares auquel ils

répondirent par un sourire. Il y avait celui qui se faisait appeler Sid Ahmed, un jeune âgé d'à peine seize ans, que je ne connaissais pas bien. Quant à l'autre, il m'était totalement inconnu.

Le groupe de tueurs rompit le jeûne dans un appartement du centre avant de se mettre en place. Deux restaient en couverture, armés d'un 9 mm et d'un 7.65. Sid Ahmed et Mohamed Saint-Pierre avaient caché un micro-Uzi sous leurs manteaux. Leur chargeur était rempli jusqu'à la gueule de 32 balles de 9 mm parabellum. Ce PM de poche est capable de tirer huit cents coups par minute. Mais là, ils avaient ôté la position rafale pour mettre une cadence au coup par coup afin d'obtenir une meilleure stabilité de tir.

Peu avant 21 heures, Alloula sortit pour se rendre au Palais de la culture où il devait donner une conférence sur le théâtre algérien. Le ftour, l'heure de la rupture du jeûne, n'avait aucune importance pour lui car il ne suivait pas le ramadan. Il n'avait rien changé à ses habitudes alors que nous, nous restions toute la journée sans boire ni manger. Cinquante-cinq ans, grand, cheveux frisés avec une épaisse moustache qui lui barrait son visage rond, il était facilement reconnaissable. Sid Ahmed le suivit quelques mètres en marchant à peine plus vite que lui. Lorsqu'il arriva dans son dos, il sortit son Uzi et appuya sur la détente, deux fois.

Alloula s'écroula mais le jeune remarqua qu'il vivait encore. Il voulut placer une troisième balle, comme le veut la sunna, mais Mohamed Saint-Pierre l'en empêcha. Les détonations avaient ameuté la foule qui entourait déjà les deux tueurs. Pour se dégager, ils furent obligés de tirer plusieurs fois en l'air. Ils prirent la direction de la gare où ils remirent leurs armes à un complice, avant de s'égailler dans la nature.

Je passai quelques minutes après pour constater les dégâts. Je vis du sang partout et beaucoup de monde autour du corps. La fille d'Alloula pleurait mais je compris qu'il n'était pas mort.

Dans un premier temps, Mekki crut, lui, que ce mécréant avait quitté ce monde. Il dit : « Hamdou li Allah, gloire à Dieu, il est mort. » Mais le lendemain on apprit qu'il devait quitter l'hôpital d'Oran pour celui de la Salpêtrière à Paris. S'il était resté à Oran, on avait décidé de l'achever en se déguisant en agents des PTT.

Quatre jours après, la radio annonçait son décès au Val-de-Grâce. S'il s'en était sorti, il aurait fini par rentrer un jour ou l'autre en Algérie, et cette fois-ci, on ne l'aurait pas raté.

En France, sa mort provoqua une grande indignation. Jacques Toubon, ministre de la Culture, témoigna sa profonde tristesse après la mort du dramaturge des suites du « lâche » attentat dont il avait été victime. Il avait payé de sa vie pour que soit respecté le droit au savoir, à la culture et à la liberté de pensée. Valeurs qui étaient en fait dirigées contre nous. Mais c'est surtout le PCF qui condamnait cet assassinat. Il avait perdu l'un de ses militants les plus actifs. A la limite, on acceptait la position des communistes français. Ils ne sont pas du genre de Ben Bella qui brûla le voile des femmes en 1962 sous prétexte que c'était une pratique du Moyen Age. Le communisme français ne ressemblait pas à celui des pays arabes et de l'ex-bloc soviétique qui engendrait des Etats policiers.

Le jour où le cercueil fut rapatrié de Paris, des milliers de personnes l'attendaient à l'aéroport d'Oran. Ils furent encore plusieurs centaines à écouter l'oraison funèbre sur les marches du théâtre, place du 1er-Novembre, ex-place d'Armes, et à accompagner le corps au cimetière d'Aïn-el-Beida. Même le chef du gouvernement et le ministre de l'Intérieur s'étaient déplacés pour la circonstance. La foule criait : « Où est l'Etat? Algérie libre et démocratique! » Beaucoup étaient des femmes. Elles brandissaient des portraits du défunt en lui promettant de sacrifier leur vie pour le venger.

Ces témoignages de tristesse et de colère ne nous gênaient pas. Ils renforçaient au contraire notre détermination. Nous, on était prêts à se sacrifier pour Dieu mais pas pour un type qui ne croyait pas en lui. On observait ce brouhaha à distance, sauf Sid Ahmed qui s'est mis à pleurer lorsqu'il vit sa photo dans les journaux.

Il ne se croyait pas recherché, même s'il avait participé quelques mois auparavant au guet-apens nocturne que nous avions tendu à une patrouille de police en se faisant passer pour des marchands de cigarettes. Il s'était bien comporté mais devant le raffut médiatique qu'avait provoqué la mort d'Alloula, il restait désemparé.

Il n'avait pas pensé une minute à l'importance qu'allait revêtir cet assassinat. Pour Sid Ahmed, Alloula était une cible comme une autre, un

point c'est tout. Le jour de l'opération, il était loin de se douter qu'il allait abattre le premier homme de théâtre algérien.

Bientôt, ce furent les portraits de Mohamed Saint-Pierre et d'Hachemi, un autre membre du commando, qui apparurent à la télévision. En les voyant, Sid Ahmed perdit la tête. Il se sauva d'Oran pour rejoindre un maquis implanté dans la zone de l'oued Fergoug. Un barrage de 450 mètres de long y retient 30 millions de mètres cubes d'eau qui alimentent les usines d'Oran et d'Arzew. C'est dans les bois environnants que se trouvaient des moudjahidine qui, à partir des monts des Beni Chougran, montaient des opérations dans le triangle Sig, Mascara et Mohammadia, l'ancienne Perrégaux.

Je ne sus pas exactement ce qui s'était passé là-haut mais le comportement de Sid Ahmed provoqua des tensions. Il était accusé d'être un chiite, pro-iranien, ce qui était faux. Se sentant menacé, Sid Ahmed, avec un autre, retourna à Oran après avoir volé un fusil à canon scié et un pistolet 9 mm. Deux jours après, le GIA les désarmait. Une semaine plus tard, ils étaient arrêtés par les flics dans le quartier populaire des Planteurs où nous agissions très souvent.

Le 27 juin 1994, la radio annonçait, sans donner de détails, que la police avait abattu les assassins d'Alloula en donnant deux noms: Ahmed Hadjal et Omar Ameur, les véritables identités, peut-être, des membres du commando. Ce jour-là nous avions décrété entre nous un cessez-le-feu. Il ne devait pas se produire d'attaques contre les forces de l'ordre afin de préserver la tranquillité du « madjlis-elchouri », le conseil secret, qui se déroulait à la Glacière. Il fallait que la ville reste calme, sans barrage ni contrôle. Mekki avait invité Mohamed Saint-Pierre et d'autres émirs à venir discuter du partage d'Oran et de la gestion de l'argent du racket. Dépendant directement de Mekki et de Benchiha, je n'avais pas à y participer. En traversant l'avenue à pied, Mohamed Saint-Pierre et Hachemi remarquèrent un camion de police qui arrivait à leur rencontre, apparemment par hasard. Ils ne pouvaient rien faire. S'enfuir, c'était donner l'alerte. Rester, c'était prendre un risque, mais ils n'avaient pas le choix.

Le camion passa devant eux à faible allure. Soudain, il fit brusquement demi-tour. Le chauffeur les avait probablement reconnus. Les flics commencèrent à tirer de l'arrière. Mohamed Saint-Pierre voulut riposter

mais son Uzi resta bloqué dans sa ceinture. Il mourut sur le coup. Hachemi, lui, put sauter dans le jardin d'une maison gardée par un berger allemand. Miraculeusement, le chien ne l'attaqua pas et il put échapper aux recherches. Le bruit de la fusillade avait alerté Mekki et les autres émirs qui s'égaillèrent dans toutes les directions, persuadés que le fourgon n'était pas passé là par hasard. Il y avait eu une fuite, c'était sûr. Les policiers qui avaient ouvert le feu ne s'étaient pas comportés comme de simples gardiens de la paix. Ils avaient promptement réagi.

Malgré les conséquences que ce type d'attentat allait provoquer, nous avons décidé de poursuivre les attaques contre les intellectuels, à l'image de nos frères d'Alger qui avaient commencé avant nous. Nous considérions que les écrivains étaient en majorité des communistes. Ils critiquaient l'Islam, tout comme les metteurs en scène et les artistes en général. Les militants du PAGS restaient en tête de liste. Il fallait tous les liquider. Si nous prenions le pouvoir, ils auraient le choix des pieds-noirs à l'indépendance: la valise ou le cercueil. Le professeur d'économie à la faculté d'Oran Abderrahmane Fardheb n'eut même pas droit à cette alternative. Parce qu'il avait critiqué une élève qui portait le voile, un groupe l'exécuta froidement. C'était normal.

Les fatwas venaient à quatre-vingt-dix pour cent d'Alger. L'une d'elles concernait les francs-maçons, ennemis de la religion. L'avocat Mohamed Ferhat se voulait apolitique mais il soutenait en fait le parti El Bahia, constitué de personnalités indépendantes qui étaient des socialistes, des communistes ou des francs-maçons. L'avocat Gouadmi, militant dans la Ligue des droits de l'homme, était le président d'El Bahia. Leur mort avait été programmée. Comme il s'agissait de personnalités importantes, j'étais le maître d'oeuvre pour ces opérations.

Nous avions attendu l'avocat Ferhat devant son étude de la rue Cavaignac. Le jour de l'attentat, il se rendait justement chez Gouadmi. Naji lui tira dessus pendant qu'il cherchait une place pour garer sa 205 Junior. On le croyait mort. En fait, il ne fut que blessé. A sa sortie d'hôpital, il se retira dans sa villa, sous la protection de trois gardes du corps. L'affaire se compliquait mais on était décidé à terminer le travail. Alors que nous avions trouvé le moyen de le liquider définitivement, Mekki me dit de tout arrêter. Ferhat s'était, paraît-il, bien comporté dans les années quatre-vingt lorsque les islamistes de Bouyali furent arrêtés.

Restait Maître Gouadmi, le second avocat. Le plan prévu au départ était tombé à l'eau. Le projet de le descendre dans son étude ne tenait plus car il prenait de plus en plus de précautions. On décida de frapper chez lui, carrément à son domicile. Déguisé en employé de la Sonelgaz, je frappai à la porte de son appartement, situé dans un immeuble en face du consulat américain. Des employés du consulat français y habitaient aussi. La bonne, une Noire, m'ouvrit la porte. « Je ne laisse entrer personne. Mon patron n'est pas là », me dit-elle. Décidément, les avocats avaient beaucoup de chance.

Après ce double avertissement, la tentative d'assassinat de son collègue et la venue d'un soi-disant agent de la Compagnie du gaz, Gouadmi devait rester vigilant. Il fallait attendre qu'il baisse sa garde pour agir à nouveau. Mais l'affaire s'arrêta là. Mekki annula une nouvelle fois l'opération sous prétexte qu'il avait défendu des islamistes en 1982. Les cibles, de toute manière, ne manquaient pas.

Le professeur Djaoui était une vieille connaissance. Ce docteur en lettres arabes était un progressiste, militant du Baas, un parti laïque favorable au panarabisme dont l'Irakien Saddam Hussein et Afez el-Assad le Syrien se disputent la paternité. A la fin des années soixante-dix, Djaoui avait installé une statue de Lénine dans l'université. Dans l'émission de télévision Aqwas (les arcades), il avait défendu un interprète de Mostaganem qui chantait des paroles vulgaires. Sous prétexte qu'un artiste peut tout dire, ce type décrivait les seins des femmes et leur anatomie. On l'avait déjà condamné en 1992. Il était temps de passer à l'action.

Il habitait Maison Blanche, près du domicile de Fardheb, le prof d'économie que nous avions assassiné. Pour Djaoui, on s'y prit autrement. Une charge fut placée sous sa voiture. Lorsqu'il démarra pour amener sa fille d'une dizaine d'années à l'école, la bombe pulvérisa seulement le moteur, qui amortit le choc. La puissance de la bombe était insuffisante. Seul le conducteur fut blessé. La gamine en sortit indemne. Après ce premier attentat, Djaoui déménagea pour se fixer rue Khemisti afin de brouiller les pistes. Nous ne tardâmes pas à retrouver sa trace. Cette fois-ci, nous employâmes une méthode moins sophistiquée.

El Manquour le tueur était d'ordinaire adroit au tir. Mais là, il manqua sa cible. Gêné par les passants qui l'empêchaient de sortir son arme au

bon moment, il rata l'enseignant.

Ce type avait une chance extraordinaire. Le descendre s'apparentait à un exploit car il prenait de multiples précautions dans sa vie quotidienne. Même les fenêtres de son appartement étaient protégées. Il avait scellé des barreaux pour empêcher qu'on y pénétrât. Pour atteindre le cinquième étage où il habitait, j'avais pensé descendre du toit en rappel, et entrer chez lui par la fenêtre, arme au poing. Les barres de fer devant les fenêtres avaient fait capoter le projet. Vu les échecs précédents, j'avais décidé que je mènerais moi-même la troisième tentative.

Armé d'un pistolet muni d'un silencieux, je l'attendis avec un complice, non pas en face de chez lui, mais un peu plus loin pour ne pas attirer l'attention. Dès qu'il pénétra dans son immeuble, je le suivis. Il avait de l'avance. Je montai les escaliers quatre à quatre pour le rattraper. L'idée était d'arriver sur le palier au moment où il ouvrait sa porte.

Alors que j'atteignais le troisième étage, mon complice me siffla d'en bas. C'était le signal d'un danger. Djaoui était déjà au cinquième. En entendant le sifflement, il se pencha au-dessus de la rampe et me vit. Je braquai mon arme dans sa direction et tirai au jugé. Il tomba à plat ventre. Je n'avais plus le temps de monter lui donner le coup de grâce. Il fallait filer au plus vite.

En traversant le hall à grandes enjambées, je tombai sur le concierge qui se demandait ce qui se passait. « Il a prévenu la police », me souffla mon complice. On détala en laissant en vie le gardien. Il n'avait fait que son boulot et ce n'était pas lui que j'étais venu tuer.

Le lendemain, j'appris que le professeur Djaoui n'était pas mort ! En apercevant le pistolet, il s'était jeté à terre au moment où j'appuyais sur la détente. Après cette troisième tentative, il déclara forfait. Son envie de vivre était plus forte que celle de mourir. En s'obstinant à rester à Oran, il se doutait que la chance allait l'abandonner un jour ou l'autre.

Une semaine après, il quittait la ville pour s'installer, je crois, en Syrie. De toute façon, il est, lui aussi, un homme mort en sursis. Tôt ou tard, il se fera tuer.

Nombreux étaient ceux inscrits à cette époque sur cette fameuse liste noire. En premier lieu, figuraient les journalistes d'Alger que nos frères de la capitale assassinaient sans relâche. Nous sommes favorables aux

journalistes à condition qu'ils disent la vérité. Mais ceux d'Alger sont «madhou ». Ils ont chanté les louanges du FLN, de Boumediene et de Chadli. Ils ont continué avec Boudiaf et maintenant ils encensent Zeroual.

On nous accuse d'avoir tué l'espoir en Algérie. L'espoir serait donc ce régime et les présidents qui se sont succédé depuis l'indépendance? Ce sont les ténèbres qu'on a tuées depuis 1992 et non pas l'espoir! De la même manière, on n'assassine pas les journalistes mais le diable qui se cache en eux.

Lorsque nous apprîmes qu'une journaliste de la RTA, la Radio-télévision d'Alger, était en reportage à Oran, nous décidâmes de passer à l'action. Je ne connaissais pas son nom mais ce n'était pas un handicap. Elle était très grosse et ne passait pas inaperçue. Elle fumait en public et dénigrait les islamistes à haute voix. En fait, elle parlait trop. C'est ce qui a failli la perdre car nous avons su qu'elle devait se rendre à la plage avec un copain. Une aubaine.

Mon plan était très simple. Nous devions poser nos serviettes sur la plage à quelques mètres de la sienne et attendre qu'elle aille se baigner, seule.

Pendant que mon complice surveillerait, avec une arme dans son sac, le type qui l'accompagnait, je l'aurais suivie avec un couteau dissimulé dans mon bermuda pour la poignarder dans les reins, sous l'eau. Les baigneurs auraient d'abord pensé à un malaise avant de voir sa plaie. Avant que la foule réalise que c'était un meurtre, je serais retourné sur la plage. En cinq minutes, on pouvait embarquer dans la voiture qui nous attendait avec l'un des nôtres au volant.

Malheureusement, le véhicule volé nous a fait défaut ce jour-là. On n'a pas pu le récupérer à temps. Le lendemain, la journaliste regagnait Alger sans se douter qu'elle avait échappé de peu à la mort. Nous espérions qu'un autre groupe de la capitale se chargerait d'elle. Cette femme était toutefois du menu fretin. On avait eu Alloula mais il restait à Oran un symbole auquel nous n'avions pas touché: le raï, et son idole, Cheb Hasni.

Je n'étais pas d'accord pour l'assassiner. Je le considérais comme un artiste un peu dingue qui continuait à chanter malgré nos avertissements. A chaque fois, il s'arrêtait un mois, puis il recommençait.

Un soir, alors qu'il était assis devant sa porte, un jeune lui a plaqué le canon de son arme sur la tempe et l'a menacé de le tuer s'il continuait à enregistrer des cassettes de raï. Hasni déposa plainte mais le commissaire Rabah lui avoua son impuissance à le protéger. Il lui conseilla simplement de partir quelque temps à l'étranger. Hasni ne nous prenait pas au sérieux. Il pensait que sa popularité le protégeait sous prétexte que les jeunes aimaient sa musique. Il se trompait.

Depuis sept ou huit mois, la décision de l'assassiner était prise. Elle remontait en fait au 5 juillet 1993, lorsqu'il avait chanté pour la Fête de l'indépendance à Alger. En y embrassant une fille devant cent cinquante mille personnes, il avait provoqué le GIA. Il avait voulu imiter les idoles françaises pour chauffer son public. Mais c'est lui qui s'était brûlé.

J'étais contre son élimination car elle risquait d'être mal comprise. Il fallait seulement le blesser. Il aurait eu peur et se serait enfin décidé à arrêter de chanter l'éloge du sexe et de l'alcool. Hasni ne se mêlait pas de politique. Il ne nous avait jamais franchement condamnés mais ses chansons impies avaient valeur de discours.

Hasni marchait sur un fil. En décembre 1993, déjà, l'AIS avait menacé de mort « les commerçants qui participent à la propagation de la fornication au sein de la société des musulmans, par la vente de cassettes de chansons profanes qui excitent les instincts des jeunes en leur faisant oublier Dieu ». En même temps qu'Hasni, d'autres chanteurs de raï avaient reçu des avertissements. Nassikh, l'émir du quartier populaire El Hamri, avait envoyé à Chaba Zahouaria une lettre de menaces accompagnée d'un morceau de linceul, d'un bout de savon et d'un flacon de parfum, nécessaires à la toilette des morts. Cheb Sahraoui avait reçu le même courrier. Il était l'une des premières vedettes de raï marié à Chaba Fadela qui s'était fait connaître en chantant «Moi je n'apprécie plus le sommeil» où il était question de coucheries et d'alcool. Ce couple figurait aussi sur notre liste. L'émir Nassikh et son frère employaient cette méthode pour signifier le dernier avertissement avant l'assassinat. Il imitait les pratiques des Algérois qui terrorisaient les policiers avec ce genre de lettres. L'émir agissait par vengeance depuis qu'un autre de ses frères avait été abattu par la police. Un flic était venu le voir un matin en disant: «Vois-tu, ton frère, je l'ai écrasé comme une mouche. Il ne reste

plus rien sauf ses palladiums. Tiens, les voici. » A partir de ce jour-là, Nassikh était devenu fou. Il a filé au maquis quelque temps. Lorsqu'il est revenu à Oran, il s'est mis à tuer ceux qu'il considérait comme des ennemis de Dieu.

Tous les chanteurs de raï se connaissaient. Hasni ne pouvait pas ne pas être au courant des menaces qui pesaient sur ses collègues. Il était trop sûr de lui. Il savourait son succès qui lui avait permis de sortir de sa condition et de se faire aimer des femmes. Ce fils de soudeur sans le sou était devenu une imitation de Julio Iglesias qui tombait les filles sur des airs de raï love. Il produisait sans cesse de nouvelles cassettes, à tel point qu'à Oran on le surnommait «Hasni-jetable », comme les briquets. Ses chansons parlaient d'amour, de baise, de cuite, d'alcool, sur des musiques qui donnaient envie de danser. Il aimait l'argent et vivait dans la luxure, en perpétuel péché par rapport aux fondements de l'Islam qui interdit la fornication et la consommation de boissons alcoolisées.

Il est impossible d'écouter du raï en famille tant les paroles sont des insultes au Prophète. Si j'en avais deux ou trois dans ma voiture c'est qu'elles me servaient de couverture en cas de contrôle. Un policier ne pouvait pas imaginer que j'étais un moudjahidine alors que j'écoutais du raï. Parce qu'en conduisant, je mettais de la musique à tue-tête, j'avais pu traverser plusieurs barrages sans encombre, alors que j'avais une arme dissimulée sous mon siège.

Pour tuer Hasni, ils étaient trois au volant d'une Renault. Il y avait Nassikh et son frère plus celui qu'on appelait «weld erroumia », le fils de la Française, une femme qui s'était mariée à un Algérien et qui habitait toujours Oran. Un voisin avait indiqué que l'artiste avait ses habitudes dans un café voisin du domicile familial de Gambetta. Entre les deux endroits, il était impossible de le rater. Le fils de la Française a sorti son PM de dessous sa veste et a tiré deux fois en criant: «Allah Akbar. » La première balle a atteint la tête, la seconde, la poitrine alors qu'il essayait de viser la gorge pour détruire à jamais les cordes vocales du chanteur. En s'enfuyant, le commando est tombé sur un inspecteur de police en civil. Il y a eu échange de coups de feu mais le fils de la Française et les deux frères, qui étaient restés en protection, ont pu s'enfuir.

Le premier n'a pas survécu longtemps après cet assassinat. Il est mort dans le maquis quelques semaines après. Il avait les yeux clairs et devait

être âgé d'à peine vingt-cinq ans.

Mais avant de mourir, il eut le temps de voir les conséquences de son acte. La nouvelle de l'assassinat de Cheb Hasni se propagea comme une onde de choc dans toute la ville. Des centaines de jeunes se massèrent devant le domicile du défunt. Beaucoup étaient des filles et des femmes qui pleuraient leur idole disparue. Hasni était le premier chanteur à être exécuté dans le pays depuis que la guerre civile avait éclaté. La réalité donnait cette fois-ci raison aux rumeurs qui alimentaient la paranoïa dans laquelle vivaient les artistes. Les fausses alertes étaient nombreuses. Un jour, c'était untel qui avait été égorgé. Le lendemain, c'était un autre. Mais si on ne les voyait plus dans les rues d'Oran, c'est qu'en fait ils avaient fui en France. Hasni lui-même avait été donné plusieurs fois pour mort. Il avait même écrit une chanson sur le sujet. «Vous m'avez tué alors que je suis vivant... Ce ne sont que paroles, rumeurs malveillantes... Quelle foule d'admirateurs et surtout quelles nanas. Et mes ennemis ne dissimulaient pas leur joie. Allant jusqu'à fêter ma mort. »

Cheb Hasni ne pouvait plus se moquer de nous. On n'entendrait plus sa musique de débauche qui détournait les jeunes du chemin de Dieu. S'il avait suivi l'exemple de Cat Stevens qui avait arrêté de chanter après sa conversion à l'Islam sous le nom de Youssouf Islam, il serait resté en vie. Hasni ne pouvait pas prétendre qu'il ne faisait pas de politique. Le mot « raï» ne signifie-t-il pas « opinion» en français?

Ses admirateurs étaient des milliers à l'accompagner au cimetière d'Aïn el Beïda en brandissant des pochettes de disques. Alors que la religion ne permet pas la présence de femmes à un enterrement, des centaines de filles marchaient derrière le cortège en tenant à bout de bras des posters d'Hasni. « Algérie libre et démocratique », criaient les manifestants. Mais les moments qui nous mettaient en joie, c'est quand ils conspuaient la police en la traitant d'incapable.

Après chaque attentat de cette envergure, les flics étaient sur les dents. Comme les barrages et les contrôles, plus nombreux, rendaient nos déplacements plus dangereux, nous nous tenions tranquilles en attendant que l'orage passe. Quelques jours plus tard, la vie reprenait son cours et nous nous remettions au « travail ». Nos activités clandestines imposaient que nous restions toujours sur nos gardes. La mort de mécréants comme

Alloula et Hasni poussait les enquêteurs à obtenir des résultats. Parfois, l'alerte était chaude.

Tous les coups sont permis dans cette guerre de l'ombre, même les plus tordus. Entre l'Etat et nous existait un jeu du chat et de la souris avec une seule punition pour celui qui se faisait attraper: la mort. Tout pouvait arriver et le moindre détail avait son importance. Même dans nos planques, il fallait rester vigilant car nous n'étions pas à l'abri d'un voisin trop curieux, d'une « balance» ou d'un indic infiltré parmi nous.

Alors que nous étions quatre dans un appartement relais, le téléphone se mit à sonner en début d'après-midi. Je décrochai, attendant que parle en premier mon interlocuteur. L'inconnu demanda après une personne que je ne connaissais pas. « Vous avez dû vous tromper de numéro », répondis-je poliment. Mais avant de raccrocher, j'entendis un bruit de fond qui m'était familier : celui d'un crachement de talkie-walkie.

Je compris tout de suite. La SM avait repéré notre appartement. Les flics vérifiaient si nous nous trouvions bien à l'intérieur. « Vite ! Sauvons-nous, ils arrivent! » criai-je à mes compagnons. Notre vie était suspendue à une course contre la montre qui s'engageait entre eux et nous. La seule chance qui nous restait, c'était que leur dispositif ne soit pas encore en place. Chacun dissimula son arme sous sa veste et nous partîmes en claquant la porte, dévalant les escaliers quatre à quatre pour gagner du temps.

Nous sortîmes un à un, prêts à dégainer pour défendre notre peau. Mais rien ne se produisit. La souricière n'était pas encore tendue ou bien ils ne nous avaient pas vus. Aucun de nous n'était recherché. En toute logique, la Sécurité militaire ne possédait pas de photographie de nos visages, et par conséquent ne savait pas à quoi nous ressemblions.

Le doute nous envahissait. Peut-être avais-je rêvé au téléphone? Après tout, le bruit que j'avais entendu dans le combiné pouvait provenir de la mauvaise qualité de la ligne. On regrettait presque d'avoir fui aussi rapidement.

On avait en effet abandonné 200 000 francs dans l'appartement et un ordinateur. Omar Abou Djiyada voulait absolument les récupérer. «C'est de la folie », lui dis-je. J'étais sûr que la SM surveillait le lieux, attendant que l'on revienne. Seif Allah n'était pas du même avis. Ce docteur de Tlemcen, maigre et blafard, méprisait les flics. Il les traitait de « lapins ».

Le quatrième membre du groupe était aussi une femme médecin. Elle était plutôt d'accord avec moi mais elle hésitait à se prononcer. Elle n'avait pas assez l'expérience de ce genre de situation. La semaine précédente, je lui avais déconseillé de continuer le combat, avant qu'il ne soit trop tard. Elle jouait un jeu trop dangereux pour elle.

Seif Allah s'entêtait. On n'allait pas « s'asseoir» sur tout ce fric, alors que le danger était écarté. Omar le laissa faire. Je n'étais pas d'accord. Seif Allah insista, nous traitant presque de lâches. Il retourna dans l'immeuble et monta à l'appartement. Dès qu'il ouvrit la porte, une rafale le coupa en deux. A trois cents mètres de là, nous entendîmes les détonations. C'était fini. Seif Allah s'était cru plus intelligent que les autres. Trop de confiance en lui l'avait perdu. Lorsque je racontai ce qui s'était passé à Mekki, il ne prononça qu'une seule phrase: «Seif est monté au Paradis. Allah l'a voulu ainsi.» Mais je le sentais intrigué. Quelqu'un avait parlé, sinon comment la SM aurait-elle pu connaître l'adresse de cette planque?

CHAPITRE VI

Abdelkader Mekki était tout pour moi. Si j'avais dû choisir entre mon père et lui, j'aurais sacrifié mon père. Il représentait le guide, celui qui me montrait le chemin, celui enfin en qui j'avais placé toute ma confiance. Après la prière du Asir, celle de la fin d'après-midi, j'avais fait acte de soumission devant l'homme que j'admirais pour sa droiture et son courage. Il avait choisi de consacrer sa vie au djihad pour l'avènement de la future République islamique. Mekki était juste et ne faisait jamais de concessions. Il était prêt au sacrifice pour terrasser le satan. Mais ce qui me liait à lui n'était pas seulement ses convictions religieuses. Nous étions des frères d'armes et respirions la même odeur. Celle des combats difficiles où la plus petite erreur coûte la vie.

Lorsque je marchais à ses côtés, je me sentais cent fois plus fort, cent fois plus puissant. On partageait la même aqliya, la même façon de penser, et on réagissait sur les événements d'une manière identique. Grâce à cette symbiose où se mêlaient la foi en Dieu et le courage physique, nous étions persuadés que nous pouvions renverser le cours de l'Histoire. Nous nous retrouvions pratiquement tous les jours même si aucune opération n'était en cours. Il m'arrivait de dormir dans l'appartement qu'il occupait dans le quartier des Planteurs. Nous nous sentions en sécurité car les habitants étaient, dans leur majorité, acquis à notre cause.

Mekki était le seul avec qui je pouvais parler d'autres sujets que des préoccupations quotidiennes de la vie clandestine. A force de le fréquenter, je ne faisais plus qu'un avec lui. Nous étions persuadés l'un comme l'autre que si les islamistes perdaient la guerre, ils effectueraient des missions-suicides en Algérie et en France.

Moi, j'avais prévu qu'à 12 h 10, au moment de la pause de la mi-journée, je me lancerais au volant d'une bétonnière chargée d'explosifs contre un commissariat afin de provoquer un carnage. Sinon, j'aurais rejoint les deux cents kamikazes de Mekhloufi.

On s'était juré que, si la police retrouvait notre trace, nous vendrions chèrement notre peau. Il était hors de question qu'on se rende. Lui comme moi tirerions sur les policiers jusqu'à la dernière balle afin d'en tuer le plus possible. Nous commettrions un tel massacre qu'il figurerait dans les annales de la police. Nous avions été élus, c'était certain, par le Tout-Puissant.

Les moudjahidine estiment parfois avoir été créés par Dieu. Mais ils ne savent pas qu'un musulman pieux depuis vingt ans ne deviendra pas pour autant un combattant de la foi. Il peut se réveiller en revanche soldat de Dieu un beau matin. Car Dieu n'accepte pas comme moudjahidine n'importe qui. C'est lui seul qui choisit celui qui portera haut le drapeau de l'Islam.

Aussi Mekki et moi-même étions-nous sûrs que notre destin était dans les mains d'Allah. Lui seul guidait notre bras pour frapper le tyran.

Nous en avions discuté un soir jusqu'à 23 heures. Nous nous étions isolés dans une pièce, à l'écart d'autres moudjahidine du GIA. Je ne les connaissais pas et il n'était pas prudent qu'ils apprennent mon existence. Le cloisonnement entre les groupes devait être respecté. Deux blessés gisaient dans une chambre. Ils avaient été emmenés là à la suite d'un attentat qui avait mal tourné. Mekki avait probablement prévu de les transporter à la clinique que nous contrôlions à la sortie d'Oran.

C'était un établissement financé par des sympathisants fortunés qui accueillaient nos blessés par balle en les inscrivant sur les registres comme accidentés de la route. A la suite d'un bombardement dans un maquis, nous en avions recueilli vingt-cinq. Les plus gravement atteints furent emmenés à la clinique. On cacha les autres dans plusieurs appartements. Ils étaient soignés tant bien que mal par des médecins acquis à notre cause. Une trentaine de généralistes et de chirurgiens travaillaient avec nous. Certains étaient totalement de notre côté. Les autres devaient considérer que leur devoir, comme le stipule le serment d'Hippocrate, était de se pencher sur tous les blessés, amis ou ennemis.

Je n'avais pas à connaître l'identité des deux hommes qui gémissaient dans une chambre de l'appartement de Mekki. La souffrance, comme la peur, faisait partie de notre vie de tous les jours. Si j'étais touché par une balle, je savais que les chances de m'en sortir étaient infimes. Sur une

blessure grave, un chirurgien, aussi talentueux soit-il, ne peut pas accomplir de miracle sans un bloc opératoire bien équipé.

Lorsque je pris congé de Mekki, plusieurs moudjahidine avaient déjà quitté l'appartement. Je ne savais pas que c'était la dernière fois que je voyais vivant mon émir et ami.

Naji, le psychopathe qui avait abattu l'Anglais sur un coup de tête, avait eu une triste fin. Il accumulait les échecs au sein du groupe qu'il essayait de monter et prenait de moins en moins de précautions. Les agents de la Sécurité militaire étaient sur lui, mais il semblait s'en moquer. Jusqu'au jour ils l'ont suivi depuis le quartier des Planteurs jusqu'à l'avenue d'Oujda. Au moment où Naji voulut traverser la chaussée, une Golf Volkswagen des flics fit une brusque marche arrière pour l'écraser. Les agents ne voulaient pas tenter de le surprendre de face, car ils savaient à quel point il était dangereux. Il aurait tiré le premier s'il avait remarqué quelque chose d'anormal.

Naji tomba par terre sous la violence du choc. A moitié sonné, il ramassa son arme et courut se réfugier dans un café. La fusillade dura une trentaine de minutes mais, pour notre malheur, il fut capturé vivant. Il mourut sous la torture en prononçant le nom d'Abdelkader Mekki.

Grâce à ses aveux, la Sécurité militaire pouvait remonter une partie du réseau. Avec le nom d'Abdelkader Mekki, les flics trouvèrent l'adresse de la planque des Planteurs. A 6 heures du matin, les ninjas investissaient l'appartement. Mekki se défendit comme un vrai moudjahidine. Même les deux blessés tentèrent d'opposer une résistance. Le combat était trop disproportionné et les trois hommes furent criblés de balles au cours de l'assaut final.

Je m'effondrai lorsque j'appris la mort de Mekki. Je venais de perdre ce que j'avais de plus cher au monde. Cet homme m'avait offert sa fille, l'enfant de son propre sang. Il avait placé en moi tous ses espoirs et me considérait comme son fils. Face à sa disparition, je ressentais à la fois une peine, une douleur immenses qui me faisaient mal, et un désir de vengeance si profond qu'il me poussait à relever la tête afin d'assouvir ma haine contre le satan.

Omar Abou Djiyada, le coordinateur, ancien étudiant en troisième année d'ingéniorat, prit le relais sur Oran puisqu'il était en liaison avec l'émir Benchiha qui commandait toute la zone. Depuis la mort de Mekki,

je ne voyais plus Nadia. C'était plus prudent. De toute manière, je n'avais pas la tête à penser aux femmes. Une seule idée m'obsédait: abattre «les soldats du pharaon ». J'étais volontaire pour toutes les opérations.

Nous avions appris grâce à un message en « morse » provenant de la prison de Gdyel, qu'un gardien avait tué un des nôtres avec un manche à balai parce qu'il avait proféré des insultes contre l'Etat. Ce crime ne pouvait pas rester impuni. Il fallait toutefois s'armer de patience car ce gardien rendait visite à sa famille seulement tous les trois mois. Se sentant menacé, il ne quittait pratiquement jamais la prison. Le jour de son congé trimestriel, nous fûmes prévenus.

Nous nous postâmes devant le café que possédait son père à Petit Lac, un quartier chaud, où nous avions nos indics. Il arriva en taxi à 15 h 30. Il salua son père puis il monta embrasser sa mère dans l'appartement voisin. Lorsqu'il redescendit, l'un de nous l'interpella en lui présentant une carte de police: «On vous demande de nous suivre au commissariat afin d'éclaircir une affaire vous concernant indirectement. »

Il monta dans la Golf noire que nous avions volée, la veille, à l'université. Le gardien était en confiance. « Ne vous inquiétez pas. Ce n'est pas grave. Il s'agit juste d'une formalité », l'avait-on rassuré. Il nous expliqua son travail, critiqua les terroristes qui encombraient les cellules. Il commença à avoir des doutes à partir du moment où nous prîmes le direction d'El Sebkra, un grand lac salé qui s'étend derrière la ville. C'était trop tard.

Je garai la Volkswagen dans un endroit désert. Le prisonnier ne comprenait toujours pas. Il posait des questions que nous laissions sans réponse. Djiyada ouvrit le coffre et sortit un gourdin aussi long qu'une batte de base-ball.

« Les terroristes, tu les as en face de toi. Tu vas mourir de la même manière que le moudjahidine que tu as tué en prison. »

En découvrant notre identité, il fut comme paralysé par la peur. Au premier coup de bâton, il ne chercha même pas à se défendre. Il était jeune, grand et portait une moustache virile. Mais devant nous, il était devenu un agneau.

Il avait perdu l'arrogance et la cruauté qui l'animaient dans les couloirs de la prison où il se prenait pour un petit chef. Djiyada tapait de toutes

ses forces en l'insultant. Il saignait du nez et des arcades sourcilières. Son cuir chevelu n'était plus qu'un magma noirâtre. Il ne criait plus mais Djiyada continuait à frapper. La tête du gardien devint sans forme, réduite à une flaque de sang, de cheveux et de morceaux de chair écrasée par les coups. Essoufflé, Djiyada finit par s'arrêter. Il jeta le gourdin et donna un coup de grâce dans la tête du gardien qui était déjà mort.

Ce maton ne fut pas le seul à être assassiné par nos soins. On en abattit un second pour les mêmes raisons que le premier. Apparemment, il n'avait pas compris ce qu'il risquait en s'attaquant à nos frères emprisonnés. On l'attendit de la même manière, devant chez lui. J'étais au volant. Abou Hamza était posté un peu plus loin, en couverture. Ahmed déchiqueta le gardien de deux coups de mehchoucha, un fusil à canon scié.

Les problèmes à Gdyel ne cessèrent pas pour autant. C'était de la prison des femmes que nous parvinrent des messages de détresse. Djihade, la femme de Naji qui avait posé une bombe à Air Algérie, se plaignait d'une gardienne qui insultait les musulmans. Agée d'une quarantaine d'années, mère de famille, elle ne semblait pas se méfier. En la surveillant, nous nous apperçûmes qu'elle ne changeait pas ses habitudes. La mission était facile.

Le jour J, on se pointa à trois, armés d'un 9 mm, d'un 7.65 et d'un Uzi. Elle rentrait chez elle en portant un sac de provisions. On la suivit à une dizaine de mètres mais elle ne s'aperçut de rien. Soudain, elle entra dans une cabine téléphonique à côté du lycée Lotfi. Ahmed me demanda si je voulais y aller. « Honneur à toi », répondis-je en souriant. Lorsqu'une opération se présentait bien, il arrivait qu'on se fasse des politesses pour savoir qui passerait à l'action le premier.

Ahmed s'approcha de la cabine. La gardienne ne prêta pas attention à ce quidam qui attendait son tour pour téléphoner. Elle ne remarqua même pas qu'il sortait un pistolet de sa ceinture. Elle continuait à parler, le dos tourné vers l'extérieur. Ahmed tira une seule balle, dans la nuque. Quelques gouttes de sang tachèrent la glace et la femme s'effondra sans un cri, en laissant pendre le combiné. Ahmed rangea aussitôt son arme et tourna les talons.

La détonation avait été étouffée par les vitres. Ceux qui avaient entendu se retournaient pour savoir d'où venait ce bruit suspect qui

ressemblait à celui d'un moteur mal réglé. Personne ne remarqua le cadavre à moitié dissimulé par le bas de la cabine. Comme aucun passant ne criait, ni ne s'enfuyait en courant, la foule resta calme, à peine intriguée par ce coup sec qui ne s'était pas reproduit.

Après cet assassinat, la pression qu'exerçaient les gardiennes sur nos sœurs emprisonnées cessa.

Si nous avions pu agir sur les matons, c'est que nous entretenions des complicités au sein même de la prison. Il en était de même pour la plupart des corps de l'Etat. Même la police était infiltrée.

Des codes simples permettaient de reconnaître les fonctionnaires qui étaient de notre bord. Un policier qui travaillait avec nous devait, par exemple, porter un journal plié sous son bras droit afin d'être épargné. Mon propre beau-frère, inspecteur dans un gros commissariat était ainsi acquis à notre cause. C'était un homme qui avait les nerfs à fleur de peau. Peut-être parce qu'il ne supportait pas la corruption et les abus de pouvoir. Cet ancien moudjahidine de la Guerre de libération, âgé de cinquante-deux ans, était bel homme. On lui en faisait souvent la remarque mais il s'en moquait. Il continuait à contester les méthodes de commandement en s'opposant aux autres officiers qui le « chambraient)> en permanence. Il avait même frappé un commissaire qui lui avait manqué de respect. Comme il approchait de la retraite, sa hiérarchie l'avait muté dans un poste semi-administratif : il était, en même temps, magasinier et armurier du commissariat. Une aubaine.

Pendant des mois, il approvisionna le GIA en munitions. Il n'avait pas accès aux enquêtes en cours mais sa position lui permettait, grâce à une fausse comptabilité, de sortir des cartouches sans que ses supérieurs s'en aperçoivent. Jamais il n'a pu dérober d'armes mais il arrivait qu'il détourne plusieurs centaines de balles à la fois. Je me chargeais ensuite de les acheminer dans les maquis de Benchiha.

Les munitions de mon beau-frère étaient gratuites. Ce n'était pas toujours le cas. Un adjudant chef, lui, vendait 50 francs chaque balle de Kalachnikov qu'il volait dans sa caserne. Mon beau-frère et moi, on les offrait pour détruire le FLN, et non pas pour gagner de l'argent. Les balles valaient pourtant de l'or. Il était en effet plus facile de tuer un policier que de trouver des munitions. Nous en consommions peu à Oran par rapport

aux moudjahidine des maquis qui menaient des attaques beaucoup plus lourdes.

Pour les sortir des stocks du commissariat, mon beau-frère prenait de gros risques. Il était non seulement mal noté par sa hiérarchie mais ses remarques envers le pouvoir faisaient peser des soupçons sur sa personne.

Aussi était-il persuadé d'avoir échappé à un attentat depuis qu'il avait repéré deux hommes qui l'attendaient, un matin, en bas de chez lui. Ces inconnus étaient d'autant plus suspects qu'ils portaient de longues vestes susceptibles de dissimuler un pistolet-mitrailleur.

Mon beau-frère téléphona à la police pour prévenir qu'un danger le guettait. « On arrive tout de suite », répondit le flic de permanence. Alors que la distance entre son domicile et le commissariat était très courte, la voiture se pointa une demi-heure après, gyrophare allumé ! Si la patrouille avait voulu prévenir qu'elle arrivait, elle ne s'y serait pas prise autrement. En entendant la sirène, les deux types prirent la fuite et mon beau-frère en déduisit qu'ils appartenaient à la Sécurité militaire.

En tant que policier, il n'était pas non plus à l'abri d'un assassinat fomenté par le GIA. « J'ai appris qu'un contrat est en préparation sur un inspecteur de la région de Sig qui, paraît-il, est plutôt bel homme. Ne serait-ce pas ton beau-frère par hasard ? » m'avait confié un jour Mekki avant que le mari de ma sœur ne s'implique en détournant des cartouches. Je pus heureusement contacter le groupe qui cherchait à l'éliminer. « Si jamais on touche à mon beau-frère, je préviens Benchiha et on vient égorger tout le monde. »

L'émir qui avait ordonné cet assassinat fit marche arrière, grâce en fait à l'intervention de Benchiha, à qui j'avais fait passer le message.

Benchiha n'eut pas à le regretter. Quelques mois plus tard, mon beau-frère me prévint qu'il avait réussi à sortir d'un coup 500 balles de Kalachnikov. Elles m'attendaient à Sig. Transporter des munitions était toujours une opération délicate : si on tombait sur un barrage, nous étions bons, au mieux, pour le peloton d'exécution et, au pire, pour une séance de torture qui menait de toute manière au cimetière.

Omar Abou Djiyada m'accompagnait dans la Mazda deux-portes d'un bijoutier, membre du réseau, qui conduisait sa propre voiture munie de fausses plaques d'immatriculation pour la circonstance.

Arrivés à Sig, mon beau-frère attendait comme convenu au point de rendez-vous. Nous restâmes à peine quelques minutes, le temps d'embarquer un grand sac de jute rempli de balles qui pesait un poids considérable. Il ne fallait pas traîner. Un chargement pareil, c'était de la « dynamite » ! Inutile également de dissimuler le sac dans le véhicule. Il était trop volumineux. En cas de fouille, on était « foutu », de toute manière.

Le bijoutier était au volant, Omar à ses côtés. Moi, je me trouvais derrière, une Kalach à la main. Au bout de 7 kilomètres, en plein virage, nous tombâmes sur ce qu'on redoutait le plus : un contrôle de l'armée. Un char à chenilles empiétait sur la chaussée, barrée à moitié par des croisillons en acier. Nous n'avions pas le choix: foncer à travers le barrage était la seule solution. Le bijoutier ralentit comme s'il allait obtempérer au militaire qui levait la main. Au moment où il accéléra, j'ouvris le feu. Omar m'imita en vidant un chargeur complet par la vitre baissée. Les soldats ne s'attendaient pas à un tel vacarme. Deux tombèrent sous nos balles. Je n'eus pas le temps de voir si d'autres étaient touchés. La surprise et la panique étaient telles qu'ils perdirent du temps avant de riposter.

Omar allait si vite qu'il faillit nous jeter dans le fossé au moment où une détonation grasse retentit derrière nous. Le canon du char venait de tirer un obus, heureusement trop court, qui explosa derrière nous. Seule la malle prit quelques éclats. Il nous avait ratés mais, en l'espace de quelques secondes, nous nous étions vus morts. D'autres soldats, prévenus par radio, devaient nous attendre de pied ferme un peu plus loin. Au lieu de rester sur la nationale qui mène à Oued Tlilat, probablement coupée par de nouveaux barrages érigés à la hâte, le bijoutier tourna sur la gauche pour emprunter un chemin de terre qui menait à une ferme, où nous attendait un groupe de moudjahidine des monts des Beni Chougran. Une fois la voiture dissimulée sous des bottes de foin, nous passâmes la nuit dans une pièce humide à essayer de dormir à même le sol. Le manque de confort n'était rien à côté de ce qui nous serait arrivé si nous étions tombés dans les griffes de la SM.

Quelque temps après, Benchiha me fit part de son contentement par l'intermédiaire d'Omar. Il souhaitait me connaître. Je dus attendre encore un mois avant que le rendez-vous ne soit fixé.

L'émir était en perpétuel mouvement. Il se méfiait de tout le monde car il savait que la police était en permanence sur ses traces. Elle avait déjà failli l'avoir une fois à Oran, au moment où il rendait visite à sa femme dans une planque de Petit Lac. L'émir était un véritable loup qui semblait pourvu d'un sixième sens. Au moment où il arrivait devant la maison, il sentit le piège et intima au chauffeur de se garer plus loin. A l'instant où le moudjahidine ouvrait la portière, les premiers coups de feu éclatèrent. Les flics n'avaient pas eu la patience d'attendre que l'émir arrive jusqu'à la maison. Benchiha riposta pendant que le conducteur démarrait en trombe. L'émir avait sans doute été donné par un indic qui avait su qu'il venait à Oran. Depuis, cet inconnu ne doit pas dormir tranquille, car si Benchiha lui met la main dessus, il passera un sale quart d'heure.

Benchiha ne faisait pas de cadeaux. A personne. Même pas à sa propre famille. Son cousin était connu pour avoir détourné de l'argent. Cet ancien moudjahidine s'était rendu, et, bizarrement, avait pu acheter une belle villa. Repenti, il était rentré dans la police qui l'avait accueilli, évidemment, à bras ouverts. Un camouflet pour Benchiha qui préparait une vengeance à la hauteur de l'affront. Six mois après cette trahison, l'émir entreprenait une descente surprise dans le village de son cousin qui résidait depuis la veille chez ses parents. Le « jugement » dura à peine quelques minutes. Pendant que ses hommes tenaient en respect la population, Benchiha procéda lui-même à l'exécution, sur la place publique. Les mains liées derrière le dos, le policier se doutait de sa mort imminente. Aucune circonstance atténuante ne pouvait lui sauver la mise. Mais il n'imaginait pas que sa fin serait aussi horrible.

L'émir s'approcha avec une scie à métaux, son outil favori. Le cousin suppliait, se débattait. Les chevilles attachées par une corde, il n'arrivait même pas à se relever. Il restait à genoux et bougeait seulement la tête pour dire non. Benchiha saisit ses cheveux et effectua un va-et-vient rapide sur le cou du supplicié qui hurlait de douleur. En appuyant de toutes ses forces sur la lame dentelée, il parvint à séparer la tête du corps, devant le regard horrifié de ses parents. Voilà le sort que réservait l'émir de la zone 5 à ceux qui s'écartaient du droit chemin.

Jusque dans les douars les plus reculés, on connaissait cette histoire. Mon beau-frère aussi. Il n'était pas très rassuré à l'idée de m'accompagner au rendez-vous fixé par l'émir. Mais se placer sous sa protection était la garantie que des moudjahidine ne chercheraient plus à attenter à sa vie.

La rencontre devait se dérouler dans une forêt près de Sig. Nous partîmes ensemble au milieu de l'après-midi, aucune heure précise n'ayant été déterminée. Mon beau-frère était armé. Il m'avait apporté un pistolet. Il tenait à cette précaution. Avant de prendre Omar Abou Djiyada avec nous, on monta une balle au canon et nous ôtâmes le cran de sûreté de nos automatiques. Je savais par expérience que dans ce milieu on ne pouvait être sûr de rien, ni de personne. Mais je restais plus confiant que mon beau-frère.

On attendit au pied d'un arbre jusqu'à la tombée de la nuit de cette froide journée d'hiver. On entendit soudain un bruit de moteur avant de voir arriver, lentement, une 305 marron, éclairée simplement par les veilleuses. Elle transportait cinq personnes.

Je sentais mon beau-frère devenir nerveux. Moi, je gardais mon sang-froid. Abattre un homme était devenu mon métier. Benchiha ou pas, j'étais prêt à défendre chèrement ma peau s'il le fallait.

Son bras droit, Zahar, est descendu le premier. L'Afghan tenait entre ses mains son arme fétiche, un fusil-mitrailleur, bande engagée dans la culasse, avec lequel ce spécialiste des attaques de casernes avait commis beaucoup de dégâts. Zahar avait des yeux de fauve, cruels, en perpétuel mouvement. Il scruta autour de la Peugeot et donna le feu vert à Benchiha qui descendit à son tour.

L'homme était de taille moyenne. Il portait une barbe fournie et la tenue ample des moudjahidine afghans. On échangea le salut habituel: « Essalam a'laikoum ! Wa a'laikoum essalam! » et on se retira à l'écart, pour discuter. L'émir était détendu, heureux de connaître mon beau-frère qui reprenait confiance. Il nous félicita pour les munitions que nous lui procurions. « Mon groupe possède en stock neuf Kalachs, quatre anciens MAT 49 français et des cartouches. Elles sont pour toi », dis-je en cadeau de bienvenue. Nous abordâmes ensuite l'éventualité d'une attaque de caserne pour récupérer d'autres armes. Lui ne s'engageait jamais dans ce

genre d'opération avec moins de cinquante combattants. En revanche, il était, bien entendu, toujours intéressé par des munitions. Je lui donnai les deux cent cinquante balles que j'avais apportées et je lui en promis cinq cents pour la semaine suivante.

Il voulait savoir pourquoi je m'étais engagé dans le djihad. « Il faut combattre sans relâche ce gouvernement de taghout. Surtout n'acceptez jamais aucun dialogue avec l'Etat. Jamais! » répétait-il. Benchiha était sans nul doute très pieux mais il n'aborda pas le thème de la religion. Notre conversion était plutôt « technique ». L'émir souhaitait qu'on travaillât davantage ensemble. Etant donné que je n'étais pas recherché, il pensait que je devais me consacrer à la collecte de renseignements à Oran et laisser les assassinats « ordinaires » à d'autres. En tant qu'émir d'un groupe, il fallait que je sois moins exposé car il estimait que mon « travail» en ville devait absolument se poursuivre.

Benchiha n'avait pas tort de me demander d'être moins impliqué dans les actions. Mais c'est dans ces moments-là que j'avais l'impression d'être le plus utile. Il existait, il est vrai, des tas de types qui pouvaient commettre des attentats. Il suffisait de contacter un jeune qu'on avait remarqué et de le payer pour tuer un policier. A partir du moment où il se chargeait du crime, il était piégé et devenait pour nous un homme sûr. J'allais tenir compte des remarques de l'émir mais je voulais à tout prix être présent lors des missions délicates.

Mon beau-frère acquiesçait en hochant la tête. Il était soulagé. Il ne parlait pas beaucoup mais sa présence parmi nous signifiait que désormais il était membre du GIA. Benchiha pouvait compter sur lui. Il en avait donné les preuves en nous approvisionnant en munitions. S'il s'était infiltré parmi nous, il nous aurait livré des renseignements plus ou moins importants mais jamais des balles destinées à tuer ses collègues.

Avant de se séparer, on se promit de se revoir bientôt. En se relevant, l'émir nous confia les mots de passe qu'il fallait prononcer au cas où on se ferait arrêter par le GIA sur un faux barrage. En disant « Omar » et « Abou Bakr », les noms des deux califes qui ont succédé au Prophète Mohamed, nos vies n'étaient plus en danger. Ces noms étaient valables sur tout le territoire national. Les mots de passe changeaient cependant tous les deux ou trois mois. Ils n'étaient connus que des hauts

responsables du GIA, mais Benchiha m'assura qu'il me communiquerait les prochains.

« A bientôt ! Inch Allah ! Si Dieu le veut ! » Nous nous dirigeâmes vers notre véhicule, plein d'espoir. Maintenant que je pouvais compter sur Benchiha, je voyais l'avenir avec confiance. Benchiha était un grand émir du GIA et régnait en maître sur la région. Il avait sous ses ordres un groupe de Katibat el Ahwal constitué des Afghans les plus féroces.

Katibat el Ahwal était présent dans toute l'Algérie. Ce sont des tueurs professionnels, capables des pires massacres. L'un d'eux m'avait annoncé qu'à la fin de la guerre sainte en Algérie, il irait au Maroc ou en Tunisie. «Que vas-tu faire là-bas? » lui avais-je demandé. « Je vais tuer », avait-il répondu. Il n'avait pas l'intention de s'établir quelque part, ni de fonder un foyer. « Dans chaque pays où je passe, je prends une femme et cela me suffit. » Travailler? Cette idée ne lui était jamais venue à l'esprit. Il ne pensait qu'à la guerre. « Dans une attaque, si l'émir ne donne pas l'ordre de reculer, il faut rester, quitte à t'attacher une jambe à un arbre pour ne pas être tenté de fuir. Si on désobéit et qu'on est tué, on meurt en kafir, en infidèle. »

Le groupe secret « El Mourtaziqoun Bi Allah », les mercenaires de Dieu, s'était spécialisé quant à lui dans l'assassinat de personnalités, de francs-maçons, de médecins et de journalistes. Ils considéraient que le mot « mercenaire » n'était pas incompatible avec la religion. C'est un commerce qu'on effectue avec Dieu. Allah nous offre le Paradis. Nous lui donnons notre vie en échange. J'étais d'accord avec cette définition.

CHAPITRE VII

Un matin d'hiver, je portais à Aïn-el-Turk, l'ancienne Clairefontaine, un fax de marque Telefunken à Omar Abou Djiyada, le coordinateur de Benchiha, qui avait succédé à Mekki. En quelques mois, plusieurs groupes avaient été décimés. Mekki, Naji, beaucoup d'autres étaient morts. Même Requin Blanc avait été abattu dans le train d'Alger. J'étais devenu méfiant, nerveux, paranoïaque.

« Il y a quelque chose de louche, j'ai l'impression que je suis filé », dis-je à Omar. Trois ou quatre jours avant, il me semblait avoir été suivi par une Renault. Une autre fois, c'était une Fiat Ritmo qui m'avait intrigué. Omar me rassura. « Tu as rêvé. Il n'y a aucun problème. » En retournant à Oran, j'étais préoccupé. J'avais raison de me méfier.

A 16 heures, le lendemain, la Sécurité militaire arrêtait Houari, un moudjahidine, un ancien lieutenant déserteur de la gendarmerie et Omar Abou Djiyada. Sous la torture, ils donnaient Abdelkader, l'un de mes frères, mon beau-frère inspecteur de police, et moi.

Dans la nuit ils étaient arrêtés. Dès que j'ai appris la nouvelle, je pris la fuite sans rien, mis à part deux pistolets : un « silencieux » 8 mm belge, un 7.65 français et quatre chargeurs, volés à la police, que je glissai dans ma ceinture et les poches de ma veste. De chez Khaled, à Saint-Antoine, je contactai un autre ami, Wahid, qui me proposa de passer la nuit chez lui. Je n'arrivais pas à dormir. J'avais de mauvais pressentiments. La SM était sur mes traces. J'en étais sûr.

Dès 8 heures, je décidai de partir et conseillai à Wahid de m'imiter. Il refusa. Des membres du réseau avaient été arrêtés mais il ne croyait pas que la Sécurité militaire puisse remonter jusqu'à lui. « Comme tu veux », ai-je lancé. Dans la rue, je hélai un taxi qui me conduisit chez un militant de Hassi Bou Nif. Il occupait un de nos multiples appartements-relais. Je n'en sortis qu'au boutade trois jours. J'attendais que ça se tasse. Je savais que j'avais une longueur d'avance sur les flics. Combien? Je ne pouvais pas l'estimer. Aussi fallait-il que je gagne la montagne au plus vite.

Je connaissais quelqu'un d'autre dans le quartier. J'y allai, mais je trouvai porte close. De retour, je tombai sur les flics qui avaient repéré l'endroit où je dormais. Devant l'immeuble étaient garées des voitures suspectes. A l'intérieur, des types parlaient dans des talkies-walkies. Je fis demi-tour et précipitai chez un autre membre du réseau qui habitait une belle villa.

Au bout de quatre jours, je pus enfin contacter Djaada, un technicien en électronique, qui était passé au GIA. « Il faut que je quitte Oran. Je suis grillé ! » Il me donna rendez-vous dans une maison de transit. Dès le lendemain, on prit un taxi jusqu'à Sig, ex-Saint-Denis du temps des Français, à une cinquantaine de kilomètres d'Oran. Avant d'entrer dans la ville, je sortis mon arme. « Amène-nous jusqu'au barrage des Cheurfas », intimai-je au chauffeur.

Le « taxieur » tremblait de peur mais il accepta. De toute façon, il n'avait pas le choix. « Conduis, et il ne t'arrivera rien. » Il ne me répondait pas. La peur l'empêchait de parler. Sur le chemin, je recommençais à respirer. A chaque kilomètre, le danger s'éloignait un peu plus. A l'arrivée, le chauffeur refusa que je paye la course. J'insistai. Il demanda 500 dinars (50 francs). Je lui en donnai 1 000. Il les méritait. Cheurfas est une zone chaude. Les hélicoptères de l'armée tirent sur les véhicules sans prévenir. Ils patrouillent parfois de 9 heures à 17 heures sans interruption, à surveiller les monts des Beni Chougran.

La voiture partie, on marcha un kilomètre. Soudain, dans un tournant, on tomba sur un contrôle. Des hommes portaient des tenues militaires. Je sortis mon arme. Mon compagnon m'arrêta au moment où j'allais appuyer sur la détente. « Non, ce sont les nôtres. » C'était en fait un faux barrage dressé par des moudjahidine déguisés en soldats. Djaada les connaissait. « Salamalekum. Voilà Kakar. Il a des problèmes à Oran. Il va rester avec nous quelque temps. » De derrière les buissons sortirent d'autres combattants. Ils étaient barbus, portaient le turban et serraient dans leurs mains une Kalachnikov ou un fusil de chasse. Au bout de vingt minutes, on se mit en route, en colonne par deux, sur un chemin qui pénétrait dans la forêt.

En moins d'une heure, on arriva devant une grotte. Ali Chérif, l'émir du coin, était là. Je le connaissais. Il avait été président du bureau du FIS de Sig. Je lui racontai tout : l'arrestation d'Omar Abou Djiyada, ma fuite, la

traque de la SM. « Ici tu es en sécurité. Installe-toi. » Dans la grotte, il y avait heureusement des couvertures. On ne pouvait pas allumer de feu avec du bois à cause de la fumée qui aurait pu alerter les hélicoptères. On se chauffait au gaz. Lorsque la réserve était épuisée, les moudjahidine m'expliquaient qu'ils volaient un camion chargé de bouteilles. Avec les vides, ils fabriquaient des bombes artisanales.

Dans la grotte, on était une douzaine, sans compter ceux qui maintenaient le faux barrage. On mangea du pain avec de la confiture et but du café. Puis on fit la prière de 17 heures. L'âge des frères allait de quatorze à soixante ans. Ils étaient tous de la région d'Oran. Se trouvait parmi eux un ancien émigré sexagénaire qui avait quitté la France pour revenir au pays. On dormait par terre. En guise de matelas, on étalait trois couvertures sur le sol et on se couvrait avec les autres. Tous étaient barbus et portaient le pendjab afghan, une sorte de longue chemise, sur un jean ou un pantalon de combat. Ils avaient la tête serrée par une « a'araguiya », une sorte de bonnet, ou une amama, un chèche. Ils racontaient à tour de rôle leurs exploits. Un jeune expliquait que, lors d'une embuscade contre une voiture de police, son arme s'était enrayée. Un autre lisait le Coran. A côté, un grand costaud somnolait.

J'étais épuisé. Depuis une semaine, je subissais trop de stress et d'émotions. Je dormis à poings fermés jusqu'à midi. En me réveillant, je croisai trois Afghans d'Oran : Abou Adderrahmane, Khaled et Djamel El Afghani.

Khaled et Djamel étaient des émirs. Ils étaient restés quatre ans en Afghanistan et portaient, comme là-bas, des pantalons bouffants et des pendjabs. Physiquement, ils étaient marqués. Ils avaient la trentaine, mais à cause de leur barbe et de leurs traits burinés, ils en paraissaient le double. C'était des hommes de terrain. Même lorsqu'il neigeait, ils dormaient dehors. Ils étaient là pour participer à de grosses attaques et entraîner les nouvelles recrues.

Khaled était un spécialiste des explosifs. Il était fils de policier, né à Saint-Eugène. Il y avait commis plusieurs attentats avant de monter au maquis. Les Afghans n'avaient qu'un sujet de discussion : leur guerre contre les Russes. En dehors de ça, ils ne connaissaient rien de la vie. Khaled ne se séparait jamais de son FMDP, un fusil-mitrailleur soviétique de gros calibre. A son retour d'Afghanistan, il s'était arrêté cinq mois au

Soudan. Il n'aimait pas Tourabi, l'homme fort du régime. « C'est un peureux et le Soudan n'est pas un Etat islamique », estimait-il. Les Afghans vivaient en groupe et parlaient en pachtoun. Mais j'avais plus confiance en eux que dans les Algériens. L'Afghan ne trahit pas. On peut lui tourner le dos et marcher devant lui sans crainte. Il ne tue jamais par-derrière. Mais ce sont des gens compliqués, qui suivent des règles et un code de conduite particuliers. Ils n'avaient que le mot guerre à la bouche. La vie ne les intéressait pas mais je préférais les avoir à mes côtés en cas de coup dur. A Oran, j'en avais fait l'expérience.

Ammi Slimane, l'égorgeur, s'entendait bien lui aussi avec eux. Je le connaissais avant que le FIS ne soit interdit. Lorsqu'on l'avait vu, même une fois, on ne pouvait pas l'oublier. Physiquement, c'était un monstre âgé d'une quarantaine d'années. Il mesurait un mètre quatre-vingt-quinze et chaussait du 48. Il était peintre en bâtiment, originaire de Mostaganem mais habitait Zahana, autrefois Saint-Lucien, où sa femme et ses enfants vivaient toujours. Je suis sûr qu'il était un bon père.

Ammi Slimane portait sur le côté un poignard de chasse taché de sang coagulé qu'il aiguisait régulièrement sur une pierre ponce. Il avait beau le nettoyer après chaque exécution, il restait toujours des traces brunes sur la lame. Alors que je voulais couper un morceau de pain, il m'avait tendu son coutelas. Son geste était sans arrière-pensée. « Merci. Mais ton poignard est destiné à un autre usage », lui avais-je répondu avec un sourire en coin. Son couteau ne le quittait jamais. Sans lui, il avait l'impression d'être nu. C'était aussi une règle d'or. Même quand on faisait nos besoins, notre arme restait toujours à portée de main, balle au canon, car relâcher sa vigilance en pleine guerre sainte, c'est pécher.

Ammi Slimane portait aussi un fusil de chasse à cinq coups. En combat rapproché, c'est mieux qu'une Kalach. On fabriquait nous-mêmes les cartouches qu'on bourrait de poudre noire au maximum. Ammi Slimane me raconta qu'il avait fait feu sur un soldat avec une munition qu'il avait dosée lui-même. « Je lui ai fait sauter la tête avec un seul coup de feu », disait-il. Il n'avait même pas eu à sortir son couteau pour achever le travail.

Au début, on ne m'a pas donné d'arme puisque j'avais mon silencieux. Le 7.65, je l'avais caché. J'avais trop l'habitude de la clandestinité pour savoir qu'il fallait se méfier de tout le monde. Les autres avaient des

fusils de chasse, deux Uzi grand modèle et des Kalachs. Je ne devais pas être affecté à ce maquis. J'attendais de rejoindre les hommes de Benchiha. Personne ne savait qu'à Oran, j'avais été, à la fois, le bras droit de Mekki, et l'émir d'un groupe affilié à Katibat el Ahwal, les « commandos de la mort » du grand émir de l'Ouest.

Les journées s'écoulaient lentement. Nous possédions presque tous un Coran, mais aucun imam n'était présent pour nous guider dans notre lecture. Dès le matin, des hélicoptères surveillaient la zone. Lorsqu'ils passaient au-dessus de nos têtes, on restait immobiles. Ils volaient à bonne hauteur et ne pouvaient pas nous voir sous le couvert des arbres.

Les tours de garde ne dépassaient pas une heure. Chacun était équipé d'un talkie-walkie. Ils avaient été récupérés dans l'entreprise japonaise Kasuma qui construisait des barrages en Algérie. A l'époque, l'Armée Islamique du Salut, l'AIS, existait encore dans l'Ouest. Un de ses groupes avait menacé le directeur de Kasuma. Les Japonais avaient déguerpi en abandonnant des stocks d'émetteurs-récepteurs, de vêtements, de rangers, de gants blancs, un équipement complet. Aussi tout le monde ou presque possédait son talkie-walkie. C'était commode en cas d'alerte, mais l'armée n'avait pas le culot de monter jusqu'à nous. Dans le cas contraire, il nous restait la possibilité de se replier et d'appeler du renfort.

Trois jours après mon arrivée, des soldats ont investi un village voisin, à trente minutes de marche à peine de la grotte. Ils ont arrêté un jeune. « Tu travailles avec les terroristes », lui ont-ils dit après avoir trouvé un tracteur volé qu'on avait offert aux paysans pour qu'ils le revendent en pièces détachées. Ils ont tiré sur les maisons avant de partir sans se douter qu'on était un peu plus haut dans la forêt. Personne n'a parlé. Par peur, mais aussi par conviction, car à l'époque nos relations étaient plutôt bonnes avec les villageois. On leur achetait de la nourriture et des bonbons pour les enfants. L'armée venait une fois par semaine dans ces douars pour interroger les gens, mais ils ne nous ont jamais dénoncés.

Une attaque surprise nous paraissait impossible. On possédait de grosses jumelles qui nous permettaient d'observer les déplacements des soldats et des véhicules militaires. En fait, c'est nous qui contrôlions la route. Nous étions dans une région libérée qui était seulement perturbée le jour par des vols d'hélicoptères. Il fallait rouler vingt kilomètres pour rencontrer le danger. De temps en temps, l'armée montait une opération

importante. Une fois, j'ai compté soixante-dix Toyotas occupées par trois gendarmes chacune, et quarante camions, en plus des hélicoptères. On scrutait le moindre de leurs va-et-vient. Mais on ne craignait rien car la montagne n'est pas facile d'accès : ils n'osaient pas s'y aventurer. Ils arrivaient en général vers 10 heures, se cantonnaient sur la route et repartaient à 15 heures, bien avant la nuit, pour ne pas se laisser surprendre. Ils stationnaient à peine à vingt minutes de marche parfois de l'endroit où nous nous trouvions sans s'en rendre compte.

Notre bivouac n'était, en effet, jamais très loin de la route. Si j'avais été l'officier en charge de ce type d'opération, j'aurais repéré facilement les zones occupées par les « terroristes ». Elles n'étaient jamais très éloignées des voies d'accès car nous en avions besoin pour aller en opération, échanger des informations et recevoir du ravitaillement. En règle générale, les terroristes, comme ils nous appellent, vivaient, au maquis, plus près des axes routiers qu'en haut des montagnes. L'armée connaissait cette situation mais n'avait pas envie de se frotter à nous. S'ils avaient progressé jusqu'à nos repaires, ils auraient eu des morts à déplorer. Un moudjahidine ne se rend pas. Il n'a pas peur de la mort et se bat jusqu'à la dernière balle. Tous les soldats le savaient.

Au début, nous faisions deux repas par jour, à midi et à 19 heures. Le matin, on prenait du café, du pain, de la confiture et du beurre. Les gens pensaient qu'on crevait de faim. En réalité, le confort mis à part, on ne manquait pas de grand-chose. Une fois on a volé dix tonnes de boîtes de lait en poudre Lahda. A Oran, la boîte coûtait 60 dinars pièce (6 francs). Au camp, on jouait au football avec des boîtes pleines. Il y en avait un si grand nombre qu'on avait dû creuser de grands trous pour les stocker. Sinon, on remplissait les coffres de nos voitures volées qui étaient dissimulées dans des clairières et sur des chemins forestiers. Recouvertes de branchages, personne ne pouvait les voir. Lorsque le ravitaillement manquait, on descendait braquer des camions sur les routes. On avait même conclu un marché avec le directeur d'une minoterie.

Pour éviter qu'on détruise son entreprise, il nous avait promis de nous laisser prendre autant de farine et de semoule qu'on voulait. Après avoir étudié sa proposition, nous l'avons acceptée. Au départ, on voulait vider son stock et mettre le feu aux bâtiments. L'arrangement qu'il nous proposait était plus profitable. Tous les vingt jours, on téléphonait pour

passer commande. Ses ouvriers chargeaient un camion. On le récupérait et on le lui rendait, vide bien sûr. Il n'avait pas le choix. S'il ne s'exécutait pas, il était mort.

La vie au maquis était dure mais je la préférais au djihad à Oran. Dans la montagne, je me refaisais une santé. Au début, j'ai même pris quelques kilos alors qu'en ville je n'en pesais plus que soixante. Je n'avais pas dormi pendant trois ans. A la montagne, on pouvait voir l'ennemi arriver de loin. A Oran, l'ennemi était partout.

Je vivais dans l'angoisse perpétuelle. La plupart de mes amis, dans le réseau, étaient morts. Personne n'a dépassé deux ans de clandestinité. Certains n'ont pas duré un mois. J'ai pu résister longtemps parce que je ne fréquentais personne d'autre en dehors de mon groupe et que je ne parlais jamais de la guerre sainte en public. Mais je vivais en permanence sur le qui-vive et n'avais aucun moment de répit. Baisser sa garde, relâcher sa vigilance, c'était risquer la mort.

Au maquis, les plaisanteries étaient rares et les « noukettes », les blagues, interdites. La vie était monotone. Il n'y avait pas de télévision et la radio n'était autorisée que pour écouter les informations. On ne ratait d'ailleurs aucun bulletin.

L'émir du groupe s'appelait Abou Bakr. C'était un paysan qui cherchait à imposer sa propre loi sur son modeste royaume. Il était de Bouhani, un petit village distant de 60 kilomètres d'Oran. Quand je suis arrivé, Abou Bakr n'était que demi-émir. Le chef se nommait Djaafar. Mais trois jours après ma venue, il est parti pour aller étudier l'Islam à Tiaret. Il n'y est jamais parvenu car il est mort en chemin, dans une embuscade. A partir de ce moment-là, Abou Bakr a commencé à étendre son influence. Avec quelques autres, nous nous opposions à son autorité car il créait beaucoup de problèmes.

Nous étions cinq à assurer le ravitaillement en pain. Le boulanger d'un village voisin était de mèche avec nous, mais il ne voulait plus que l'on mette les pieds dans sa boulangerie. Il avait peur de la gendarmerie et nous avait demandé de nous montrer discrets. Le rendez-vous était fixé trois kilomètres avant le douar. Il nous y attendait, comme convenu, avec sa camionnette chargée de baguettes. De retour, Abou Bakr a voulu qu'on y retourne pour l'égorger! Il le considérait comme un traître parce qu'il craignait les autorités. Je me suis dressé contre lui : « C'est normal qu'il

ait peur. Ce type n'est pas Dieu. En plus il nous rend de grands services. » Au bout d'une heure de palabres, Abou Bakr a fini par revenir sur sa décision.

Une autre fois il a voulu obliger un berger à lui donner gratuitement un de ses moutons. Le berger a refusé. Il l'a insulté. Lorsqu'on m'a rapporté cet incident, je suis allé le voir mais il a nié. Bien entendu, je n'ai pas cherché confirmation auprès du berger car sa parole n'avait aucune valeur par rapport à celle d'un émir. Pourtant les bergers nous rendaient des services inestimables. Ils faisaient paître leurs troupeaux aux alentours des maquis, ce qui nous protégeait de l'armée. Ils nous fournissaient en vivres et nous informaient des moindres mouvements de troupes.

Abou Bakr ne savait rien de l'Islam. La seule fois où on lui a demandé de diriger la prière, il n'a même pas été capable de réciter un verset très court. Il faisait constamment des fautes et ne connaissait visiblement pas l'arabe littéraire. Comme on le dit en Algérie, c'était un « illettré trilingue ».

Couvreur de métier, il n'avait probablement jamais fréquenté l'école. Malgré son âge, cinquante ans, il n'a pas protesté lorsqu'on s'est moqués de son ignorance. A l'origine, il était membre du FIS. Les gendarmes le surveillaient de près. Il avait eu peur et rejoint le maquis. Il était marié et père de famille mais il ne pouvait pas retourner dans son village. Pour lui, seuls comptaient Ali Benhadj et Abassi Madani, les dirigeants du FIS emprisonnés. Les émirs du GIA se méfiaient de lui bien qu'ils lui aient confié la direction du groupe. Mais le GIA n'avait pas le choix. Abou Bakr était un homme du coin, il connaissait la région et tous les douars des environs. C'était quelqu'un de précieux. Il acceptait de collaborer avec le GIA alors qu'il en connaissait le vrai visage. Selon lui, les membres de l'AIS et du GIA étaient des frères, parce qu'il voulait ignorer la guerre qui existait entre les deux organisations rivales. C'était un lâche et un froussard, qui voyait néanmoins à long terme. Il avait de l'ambition.

Les Afghans lui adressaient à peine la parole. De toute manière, ils préféraient discuter entre eux. En leur présence, il valait mieux éviter de prononcer les noms de Madani et Benhadj. Pas plus qu'il ne fallait évoquer le futur Etat islamique. Eux se battaient pour l'instauration d'un califat comme à l'époque qui suivit la mort du Prophète. Abou Bakr abondait dans leur sens, mais il n'y connaissait rien.

Pour ma part, je n'étais pas en faveur du califat mais je restais opposé à Ali Benhadj et Abassi Madani. J'étais d'accord avec le GIA quand il prônait l'assassinat de ces deux traîtres. Ils finiront d'ailleurs par les tuer un jour ou l'autre.

Abou Bakr était un drôle de personnage. Il dormait rarement avec nous. Il descendait chaque soir dans un village proche. J'avais remarqué qu'il se maquillait avec des produits pour femmes. Il se mettait du mascara, de la poudre et du khôl sur les paupières. Le khôl est toléré par l'Islam à condition qu'il soit utilisé comme médicament. Le Prophète en usait le soir avant de dormir. Le lendemain, il se lavait soigneusement les yeux. Pour Abou Bakr, ce n'était pas le cas. En plus, il s'enduisait la barbe d'huile d'olive sous prétexte de rester présentable quand il descendait au village chercher des provisions et des médicaments. En fait, c'était tout simplement pour être beau et plaire aux femmes. Une fois, je l'ai surpris en train de se maquiller dans le miroir d'un rétroviseur. Dormir dans un douar était dangereux. Mais Abou Bakr était un inconscient : il prenait des risques uniquement pour les femmes. Il avait une maîtresse alors qu'il était marié et père de quatre enfants. Il oubliait que l'Islam permet quatre épouses mais aucune maîtresse. Un soir, il n'a pas pris sa canadienne. En fouillant ses poches, j'ai trouvé des produits de beauté.

Il quittait le douar le matin à 8 heures alors que les hélicoptères commençaient à tourner vers 8 h 30, 9 heures. Lui remontait tranquillement au maquis avec deux mules chargées de provisions. Lorsqu'on lui faisait remarquer son imprudence, il rétorquait qu'il était sous la protection de Dieu. Si Dieu le protégeait lui, qui pouvait veiller sur nous? Satan? C'était de la folie! Le comble était que, dès qu'il s'absentait, personne ne dormait dans son lit. Il avait interdit à quiconque de s'y allonger. Il avait ramené un vrai matelas, de très bonne qualité, posé à même le sol, un sac de couchage et des couvertures épaisses. Il occupait à lui seul une tente, et personne n'avait le droit de dormir dans sa couche pendant qu'il se prélassait dans une belle maison.

Pour acheminer l'eau jusqu'au camp, il fallait rester très prudent. On la transportait dans des bidons de lait en aluminium. Mais jamais plus de deux à la fois car leurs reflets métalliques pouvaient nous faire repérer par les hélicoptères.

Mais Abou Bakr ne voulait pas nous céder l'une de ses mules alors qu'aucun véhicule ne pouvait accéder au camp. Il avait l'habitude de charger la marchandise sur l'une, et monter l'autre, pour éviter de se fatiguer. Je me mis en colère et je réquisitionnai une des bêtes. Le problème de la corvée d'eau fut réglé à partir de ce moment-là.

Abou Bakr n'était pas le seul à chapeauter les opérations. Comme il n'était pas un homme d'action, il faisait souvent appel à d'autres moudjahidine pour monter ses coups de main.

Ma première mission au maquis devait être l'assassinat d'un sous-officier à la retraite de l'Armée Nationale de Libération, l'ANL, de Boumediene. Il avait couché avec des femmes d'anciens combattants du FLN. Il leur disait : « Si tu fais l'amour avec moi, tu auras de l'aide, un logement, une licence de taxi pour ton fils. » En tant que membre du FLN, il se targuait d'avoir le bras long. Il était aussi l'indic de son ami intime, l'adjudant-chef de la brigade de gendarmerie de Bouhani. Ce salaud avait « donné » des militants du GIA et de l'AIS. On l'avait appris parce que dans un village tout se sait. Il avait dressé la liste des membres de l'ancien bureau du FIS, qu'il avait balancée aux autorités. Abou Bakr avait ordonné son exécution en accord avec l'ex-lieutenant Yacine, un autre déserteur, le Syrien et moi.

Le Syrien était venu de Damas par l'intermédiaire d'un réseau international. Il était grand, un mètre quatre-vingt-dix, était âgé de vingt-six ans et ressemblait à un Européen. Il avait conservé les idées socialisantes du parti Baas. « Sans les Arabes, il n'y aurait pas de civilisation », répétait-il souvent. Je ne savais rien de plus sur son passé.

Nous nous étions rasé la barbe, sauf le Syrien. Armés d'un fusil à pompe, d'une Kalach et d'un Uzi, nous portions une veste de treillis que nous devions ôter une fois arrivés à destination. Grâce à nos palladiums, on pouvait se déplacer vite et en souplesse. Nous devions rejoindre Bouhani à bord d'une R19 gris métallisé, réquisitionnée la veille sur un faux barrage pour cet attentat.

Il était fréquent de dresser de faux barrages pour récupérer des véhicules. Pour ce type de mission nous endossions des treillis de l'armée et portions la Kalach à l'épaule. Au bout d'une heure, nous avions trouvé cette fois-ci notre bonheur sans avoir eu besoin de tirer. On n'arrêta ni flic, ni fonctionnaire. Le conducteur de la R19 était un simple citoyen.

Pour nous en assurer, on avait soigneusement fouillé sa malle. Nous lui avons donné 200 dinars (20 francs) pour prendre un taxi en lui assurant qu'il retrouverait sa voiture trois ou quatre jours plus tard. Il retournait chez lui aux frais du GIA ! S'il avait été maire ou fonctionnaire, il ne s'en serait pas tiré. Nous l'aurions remis entre les mains d'Ammi Slimane, qui se serait chargé de lui.

Nous n'avons pas précisé au conducteur le jour et le lieu où il retrouverait sa voiture pour éviter de tomber sur un comité d'accueil. Mais nous avions poussé le propriétaire à déposer plainte en déclarant l'heure exacte du vol. Il pouvait en effet être accusé de complicité dans le coup que l'on projetait. Le véhicule lui appartenait. C'était une preuve à charge contre lui.

Le lendemain, vers 16 heures, nous prîmes le départ. J'étais armé d'un Uzi et de trois chargeurs. La voiture était conduite par le sergent-chef déserteur. Abou Bakr était derrière. A côté de lui, le lieutenant, un écouteur dans l'oreille, était chargé du scanner, un talkie-walkie muni d'un écran avec recherche automatique qui nous permettait d'écouter les communications de la police et de la gendarmerie. Arrivés à Bouhani, nous fîmes plusieurs fois le tour du village. Les habitants nous repérèrent très vite. Ils avaient compris que nous allions commettre un attentat. Même s'ils nous avaient dénoncés, la quinzaine de gendarmes, cloîtrés dans leur poste, ne se seraient pas risqués à mettre le nez dehors.

Ce poste a d'ailleurs été fermé par la suite. Pour les pandores, ce qui importait, c'était de sauver leur peau. Ils ne se préoccupaient pas de la sécurité des citoyens. Ils pensaient d'abord à eux. Le reste n'était pas leur problème.

Le chauffeur resta au volant et nous rentrâmes à trois dans un café où on savait que notre indic avait ses habitudes. Les clients firent comme si de rien n'était. Nos armes étaient pourtant à peine dissimulées sous nos canadiennes. Le sous-officier du FLN n'était pas là. En sortant nous l'aperçûmes, habillé d'une djellaba. Il était visiblement intrigué par notre présence. Comprit-il qui nous étions ? Il se dirigea en tout cas vers son épicerie. Son fils, âgé d'une quinzaine d'années, était derrière le comptoir. Ils échangèrent quelques mots puis le fils fila dans le fond du magasin. On pensa qu'il allait chercher une arme. Comme on se trouvait à une trentaine de mètres, nous courûmes vers la boutique en tirant une

quinzaine de coups de feu sur le père, qui s'écroula, touché de plein fouet. En retournant vers la Renault 19, on regardait de tous les côtés, prêts à tirer de nouveau si une menace se présentait. Nous ne voulions pas toucher a priori les autres villageois, sauf s'ils essayaient d'intervenir. A ce moment-là, ils devenaient des ennemis. Mais le centre du village s'était vidé au premier coup de feu et nous pûmes regagner tranquillement le maquis.

Vingt-quatre heures après l'attentat, l'un de nous gara la R19 devant la gare de Sig. Il glissa les clés et 400 dinars, 40 francs, sous le tapis de sol. C'était la règle.

Personne ne se serait risqué à dérober ce véhicule. Le plus coriace des voleurs n'aurait osé le toucher car les conséquences auraient pu être très graves pour lui. Il y avait des indics partout. Ils auraient remarqué quelle personne s'emparait d'un véhicule stationné au même endroit depuis plusieurs jours.

On mena une opération, la fois suivante, à bord d'un taxi volé dans la wilaya de Mascara. Nous le restituâmes à son propriétaire, qu'on connaissait, avec un réfrigérateur, une machine à laver et 200 francs, en cadeau de remerciement. Nous n'étions pas des voleurs de voiture, mais des soldats de Dieu. Il fallait marquer la différence.

CHAPITRE VIII

Lorsque nous n'avions pas de mission particulière à accomplir, nous établissions de faux barrages sur les routes pour capturer des taghout, les satans qui travaillent pour l'Etat. Le plus long a duré treize heures. Treize heures durant lesquelles on n'a vu ni gendarme, ni soldat, ni hélicoptère. C'était pourtant à la sortie de Sig, grand centre commercial bâti au milieu d'une vaste plaine agricole. Nous n'avons arrêté personne. Des gendarmes ont bien pointé leur nez au loin, alertés par des automobilistes. Mais lorsqu'ils nous ont aperçus, ils sont repartis dare-dare. Ils ont certainement appelé des renforts qui ne sont jamais arrivés. Ils avaient eu peur d'intervenir parce qu'ils étaient moins nombreux que nous.

Parfois on stoppait un bus. On faisait descendre tous les occupants. S'il n'y avait ni policier, ni jeune de dix-huit ans en âge d'effectuer son service militaire, on les laissait repartir. Certains nous souhaitaient même la victoire. Une fois, on est tombés sur deux flics en civil. Ils avaient leur carte de police sur eux. Ils sont sortis manu militari sous la menace de nos armes. On les a obligés à se déshabiller et Ammi Slimane les a égorgés au bord de la route, devant les passagers ahuris.

Une autre fois, on a contrôlé un fourgon des PTT. Une aubaine. On a récupéré 65 000 francs à l'intérieur et tout le courrier. En ouvrant les lettres qui étaient destinées aux administrations, on est tombés sur celle d'un jeune qui postulait pour rentrer à El-Harras-El-Djamhouri, la Garde nationale. Le pli avait attiré notre attention car il était adressé au ministère de la Défense. A l'intérieur, il y avait une photo du candidat et son diplôme du baccalauréat scientifique. Il habitait un petit douar de la région de Mascara. On décida d'y aller.

Abou Ahmed, l'émir d'une grotte voisine, menait l'opération. On s'habilla avec une tenue de ville, sans turban ni barbe. Deux des nôtres frappèrent à la porte de la maison du candidat. Son père sortit. « On veut parler à votre fils. » Le paysan alla le chercher sans comprendre ce qui se passait. Le jeune avait la peau presque noire. Il était grand et maigre. Je

me rappelle encore aujourd'hui son visage fin. On lui demanda de nous suivre jusqu'à l'oued qui était à sec, en bas de chez lui. Là, on se mit à l'interroger.

Qu'est-ce que tu fais de tes journées? As-tu du travail? Il était étonné qu'on lui posât ce genre de questions. Il avait peur. Il disait une chose puis son contraire. Il affirmait être au chômage depuis deux ans. « Je cherche un emploi, mais je n'en trouve pas », pleurnichait-il. Il niait avoir adressé sa candidature au ministère de la Défense. « Non, non, ce n'est pas vrai », répétait-il. Quand on lui mit sa lettre sous le nez, il faillit tourner de l'œil. « Ma famille est pauvre, il faut bien que je travaille. » Paniqué, il lâcha même qu'il avait choisi la Garde nationale parce que c'était un corps d'élite ! « Tu n'as pas honte de vouloir t'engager dans l'armée alors que nous autres on mène la guerre sainte? » L'interrogatoire était terminé.

On l'attacha avec un fil de fer puis on le confia à Ammi Slimane qui lui trancha le cou avec son couteau. En partant, on rassura son père qui s'inquiétait. Il a dû retrouver son fils quelques minutes après notre départ, baignant dans une mare de sang.

Le lendemain après-midi, alors que j'étais resté dans la grotte, je vis arriver des moudjahidine poussant un prisonnier, un homme de quarante-cinq ans environ, très maigre sous sa gandoura, qui avançait en trébuchant parce qu'il avait les yeux bandés.

C'était un DEC, une sorte de maire, nommé par le gouvernement à la place d'un élu du FIS, après l'interruption du processus électoral en 1992. Notre groupe était tombé sur une noce. Ils avaient pénétré dans la ferme, arme au poing. Les tambours s'étaient arrêtés net. Heureusement pour les époux, il n'y avait pas de musique ni d'orchestre de raï. Sinon, les moudjahidine auraient tout cassé et peut-être abattu les musiciens et les mariés. Devant la dizaine de barbus hirsutes armés de fusils et de couteaux, les invités baissaient la tête. « Toi, je te connais, tu es un DEC, un délégué communal », avait lancé l'un des nôtres. Le type avait balbutié quelques mots incompréhensibles. Il n'avait pas osé nier. C'était inutile. Il était suspect, il devait être interrogé.

C'était l'émir Ali Chérif, le trésorier de la zone qui s'en chargeait. Le prisonnier resta soixante-douze heures avec nous. Dans la journée, il était à l'extérieur de la grotte et le soir il dormait à côté de moi. Il restait

attaché, les mains liées dans le dos, et ne quittait jamais son bandeau. On enlevait ses liens seulement à l'heure du repas et de la prière. La décision de l'abattre était claire. Elle coulait de source. En tant que représentant du gouvernement, il devait être éliminé. C'était un taghout, un satan. Durant son interrogatoire, il donna plusieurs noms d'indicateurs. Il n'était pas nécessaire de le bousculer. Il tremblait tellement de peur qu'il s'urina dessus. Les moudjahidine l'insultaient, se moquaient en le traitant de peureux. Pour sauver sa peau, il alla jusqu'à vendre sa sœur, lieutenant dans l'armée. Il balançait tout ce qu'il savait. Pour le supprimer, on attendait Ammi Slimane qui était allé œuvrer dans un autre maquis.

Dès que l'égorgeur arriva, il comprit ce qu'on attendait de lui. C'était un matin. Il demanda qu'on enlève le bandeau du prisonnier. Il salua le maire et le détacha. Le condamné à mort ne se doutait de rien. Il croyait que sa situation s'améliorait, que ce colosse qui lui était inconnu allait lui sauver la vie. Il n'avait pas compris qu'à partir du moment où il ne portait plus de bandeau, aucune issue n'était possible. Même s'il était resté une toute petite chance qu'il puisse vivre, elle avait disparu dès l'instant où il avait vu nos visages.

Ammi Slimane, lui, prenait un air débonnaire. Du moins il essayait, car sa carrure et son visage terrifiants n'engageaient pas à se lier avec lui. Il fallait être sourd et aveugle, ou avoir atteint un profond désespoir, pour ne pas comprendre qu'il jouait la comédie en prononçant des paroles apaisantes qui sonnaient faux dans sa voix puissante et grave. « Ne t'inquiète plus. Tu es libre. On va t'accompagner jusqu'à ton village », lui soufflait Ammi Slimane en posant sa grosse main sur son épaule. En entendant ces phrases, on avait du mal à se retenir de rire.

Le maire suivit Driss, Khaled, son bourreau et un chauffeur. Ils descendirent tranquillement à pied de la montagne. En bas, ils sont montés à l'arrière d'un fourgon Peugeot J9. Le prisonnier ne se rendit pas compte que nous possédions un véritable parc automobile, composé de vingt-cinq voitures dissimulées dans les bois. Outre le J9, nous avions récupéré un semi-remorque frigorifique, des 4x4, des Daewoos, des Golf de la police avec gyrophare, des Toyotas vertes de la gendarmerie qu'on utilisait pour les faux barrages.

Avant l'entrée du village, Driss et Khaled ligotèrent le maire. Il n'essaya même pas de se débattre tellement il était persuadé qu'il allait

être libéré. De toute manière, que pouvait-il faire face à trois hommes qui le braquaient ? Ammi Slimane sortit son couteau et l'égorgea d'un coup. Puis Khaled lui tira deux balles dans la tête avant de le jeter comme un sac de pommes de terre, en plein centre-ville.

A leur retour, ils dirent simplement : « Ça y est, on a abattu le taghout, le satan. Il méritait ça, le chien ! » Ammi Slimane était plein de sang. Il se lava et changea de pantalon. Ce n'était pas un problème. Nous avions des vêtements de rechange en grande quantité. On ne lavait jamais le linge souillé, on le jetait.

Ammi Slimane égorgeait, mais cela ne l'empêchait pas de dormir. Je ne l'ai jamais entendu dire qu'il avait fait des cauchemars. Il assassinait au nom de Dieu, sous couvert d'une fatwa, un décret religieux. Il avait donc la conscience tranquille. Pour les agents de l'Etat, il n'était pas nécessaire de demander une fatwa spécifique à un imam. Elle était générale et concernait tous les fonctionnaires et tous les hommes qui portaient un uniforme. Aussi Ammi Slimane n'avait-il pas d'états d'âme. Il exécutait les ordres, et les hommes. Il était toujours disponible.

Il me raconta que, le mois précédent, sur un faux barrage, un vieux avait salué un émir déguisé en gendarme et lui avait lancé : « Bonjour mon capitaine, les chiens ne sont pas là aujourd'hui !

– C'est qui, les chiens ? demanda l'émir.

– Ce sont les terroristes !

–Les terroristes, c'est nous. Ils sont devant tes yeux ! » Le faux capitaine appela Ammi Slimane qui était caché un peu plus loin. Le géant comprit que c'était à lui de jouer. En moins de deux, le vieux eut la gorge tranchée, malgré son âge.

Le bourreau n'avait pas posé de questions. Il égorgeait pour terroriser la population et économiser les munitions. Une balle coûtait 500 dinars (50 francs). On ne devait pas les gaspiller.

Avant le djihad, Ammi Slimane exerçait le métier de peintre en bâtiment. Il avait trois enfants et une jolie femme. Il travaillait à son compte car les islamistes refusent de se soumettre à l'Etat, parce qu'il transforme les hommes en esclaves. Il avait décidé lui-même de devenir égorgeur. Il en avait le physique. Ensuite, peut-être y avait-il pris goût? Il aimait plaisanter avec les condamnés. Il les rassurait en leur disant : « Tu

vas voir, ton problème va être réglé. Tu vas rentrer chez toi. » Ses victimes le prenaient pour un type doux et sympathique. Pourtant, elles auraient dû avoir peur de lui. Avec sa grande barbe, il ressemblait à un homme préhistorique. Il semblait ne rien craindre, mis à part la justice de Dieu. Il pouvait dormir à l'extérieur de la grotte malgré le froid. Il ne participait pas directement aux opérations. Mais il passait toujours après nous, pour achever les blessés.

Ammi Slimane était à l'origine de l'AIS. Il était en faveur d'un Etat islamique mais n'avait aucune ambition. Il aspirait seulement à mourir pour aller au Paradis. « Dieu s'occupera de mes enfants », disait-il. Mais avec les taghout, il était sans pitié.

Un après-midi, de retour d'expédition, on était tombés par hasard sur un policier et une prostituée qui faisaient l'amour dans un bois, croyant être à l'abri des regards indiscrets. Ammi Slimane liquida le flic au couteau. Puis il attacha la putain à un arbre et fouetta son dos quarante fois avec une branche. Elle criait sous les coups avec retenue. Elle n'osait pas hurler mais pleurait en gémissant. Ammi Slimane lui donna ensuite 5 000 dinars, 500 francs, pour ses deux enfants, et accompagna la femme près d'un commissariat de police. « Va leur dire que leur copain est déjà loin, va ! » lui ordonna Ammi Slimane. La prostituée ne demanda pas son reste. Elle n'oubliera jamais ce qu'elle a vécu ce soir-là. Il faut avoir vu un homme se faire égorger pour pouvoir décrire ce que l'on ressent à ce moment précis. A chaque fois, j'avais la nausée. Le sang jaillissait d'un coup, deux mètres plus loin. La victime se vidait dans un gargouillis brunâtre. Ammi Slimane évitait de se coller à ses victimes pour ne pas être éclaboussé. Il les tenait à bout de bras.

Notre égorgeur était cependant susceptible de mourir dans une embuscade. Parce qu'il avait la main sûre, il était très demandé. Il ne pouvait pas être partout à la fois. Alors, il se décida à former des jeunes, pour assurer la relève. Une demi-douzaine se portèrent candidats. Ammi Slimane commença par la théorie. Même si le reste du groupe n'y participait pas, on suivait de loin les cours du professeur Slimane qui parlait haut avec des gestes démonstratifs. Un des élèves servait de cobaye. Les autres écoutaient en cercle autour du géant. « Quand vous voulez égorger un prisonnier, il faut le mettre à genoux pour neutraliser la puissance de ses jambes, expliquait le maître bourreau. Votre main

gauche appuie sur son front pour bien lui dégager le cou. Avec la main droite, armée du couteau, vous faites un mouvement circulaire au niveau de la carotide. Si le geste est juste et la lame bien aiguisée, le type " part " rapidement. »

Ammi Slimane donnait ses cours comme si les apprentis égorgeurs étaient de vrais étudiants. Le prof était consciencieux. Il saisit d'autres «outils de travail » : la scie à métaux et la hache. Pour couper les têtes, il utilisait de préférence la scie. La difficulté était de trouver le bon interstice entre deux vertèbres. L'idéal, selon lui, était de trancher d'abord le cou avec un couteau et d'attendre une heure.

La victime ne mourait pas tout de suite. Elle était agitée de soubresauts. On entendait ses râles mêlés à des spasmes pendant un long moment. «Ensuite, vous l'achevez à la scie à métaux. C'est plus propre et plus facile », précisait l'homme de l'art. Ammi Slimane était si fort qu'il parvenait, à lui seul, à égorger un homme debout avec une scie de fabrication japonaise à large lame. Nul besoin d'en changer, ni de l'aiguiser. Nous en possédions une grande quantité, volée sur le chantier de l'entreprise nippone.

Le plus important, toujours selon Ammi Slimane, était de mettre le prisonnier à genoux, et de lier fortement ses mains derrière le dos, si possible avec du fil de fer. J'avais déjà vu un homme qui avait rompu la corde qui le retenait, dès qu'il avait senti la lame sur sa gorge. Sa rage d'échapper au bourreau était si forte qu'il se mit à courir sur plusieurs dizaines de mètres alors qu'il venait d'être égorgé.

Les élèves d'Ammi Slimane n'eurent pas à patienter longtemps avant de mettre la théorie en pratique. Deux jours après, nous ramenions trois prisonniers de choix : un imam qui avait critiqué le GIA, un paysan soupçonné d'être un indic et, fait rarissime, un Afghan accusé de désertion. Il fut décidé qu'ils seraient jugés quarante-huit heures plus tard devant une assemblée de grands émirs.

Après la prière du « assr », la troisième de la journée, l'émir Hocine, chef de la zone 4, le Lion de Tiaret, Ali Chérif plus deux autres émirs afghans se retrouvaient devant la tente entourés par quarante moudjahidine. Le procès était public. Il dura deux bonnes heures.

L'imam était accusé d'avoir affirmé que nous n'étions pas de bons musulmans. Il crevait de peur. Depuis la veille, il avait perdu plusieurs kilos car il savait ce qu'il risquait. Ammi Slimane, lui, attendait ses futurs « clients ».

Le sba, le Lion de Tiaret, était un vrai lion. Il était aussi fort, aussi puissant que le roi de la forêt. C'est lui qui parlait le plus fort. Il avait perdu un œil et une main en Afghanistan, en combattant les Soviétiques. Il s'était fait opérer en Arabie Saoudite. Il semblait mesurer deux mètres de haut. C'était un chaoui originaire de Betna, dans l'Est. Orphelin, il avait été élevé par un oncle, diplomate à Londres, qui l'avait ensuite abandonné. Le Lion portait toujours une galmouna, une capuche, qu'il n'enlevait jamais, même pour dormir. Il était armé d'une Kalachnikov pourvue de quatre chargeurs, et d'un long couteau qui battait sa cuisse. Son second avait la même mine patibulaire. Il n'ouvrait jamais la bouche.

Seul le Lion s'exprimait. Il parlait toujours de sang, de batailles, de la fureur des combats. « Il faut tuer tous les ennemis de Dieu et les couper en morceaux », répétait-il. Des éclats de roquettes tirées par des avions soviétiques lui avaient fait perdre l'usage de son bras droit. « Ce n'est pas le Mig, c'est Dieu qui tue », disait-il avec sa voix de stentor. Sa haine pour le taghout l'avait aidé à se servir plus vite de sa main gauche. Il racontait en riant qu'il avait massacré sept soldats à lui seul en vidant un chargeur complet de la main gauche sur deux véhicules de l'armée. Au moment où il avait ouvert une portière pour fouiller les corps, un moribond lui avait mordu le doigt. « J'ai tiré une balle dans la tête de cette vermine à bout portant. » Lorsqu'on avait le Lion de Tiaret devant soi, on voyait la mort en face. Il était terrifiant !

L'accusé afghan était, lui aussi, un seigneur, dans son genre. Il ne payait pourtant pas de mine. Il était petit et malingre. Mais dans les montagnes qui ceinturent Kaboul, il avait réalisé des exploits pendant quatre ans. Il était instructeur et connaissait le maniement des armes et celui du couteau comme personne. Son passé plaidait en sa faveur. Le Lion, qui l'avait connu là-bas, n'était pas tendre avec lui. Il voulait sa mort. Pour l'exemple. On n'abandonne pas impunément le djihad. Sinon tué par l'ennemi, pour rejoindre le Paradis.

L'Afghan n'était pas comme l'imam. Il n'avait pas peur. Il regardait ses juges droit dans les yeux. Sa « faute », c'était de s'être marié et d'avoir eu

une petite fille. Il était resté deux mois dans les maquis algériens avant de dire : « Stop, j'arrête. » Neuf mois après, les émirs décidèrent d'aller le chercher. Ils y allèrent à quatre : le Syrien et trois Algériens. Le Syrien avait combattu en Afghanistan avant de venir en Algérie. Il était d'ailleurs arrivé au maquis avec deux Afghans.

L'accusé les suivit sans opposer de résistance. Il dit à son père qu'il s'absentait trois ou quatre jours pour affaire. Je montais la garde quand ils sont arrivés. L'Afghan avait les yeux bandés, mais il marchait droit. C'est le Lion de Tiaret qui avait décidé de le ramener au maquis. En le voyant, il lui lança : « Ça y est, l'ennemi, tu es là ! » L'autre ne répondit pas.

Le lendemain matin, le prisonnier me demanda de l'accompagner pour aller aux toilettes. Je lui conseillai de ne pas faire de conneries car j'avais en main une Kalach, avec trente balles dans le chargeur. « Je m'en servirai si tu cherches à t'échapper. » Il me promit de rester tranquille. Par prudence, je nouai un de ses poignets à un tronc d'arbre avant de m'éloigner, à une distance raisonnable pour intervenir au cas où. Il n'essaya pas de s'enfuir. « J'ai vu beaucoup de choses, mais je ne peux pas en parler. Elles restent entre Dieu et moi », me disait-il.

Il était grand. Il mesurait au moins un mètre quatre-vingts. Il était habillé tout en noir, comme les chiites. De loin, on voyait que c'était un Afghan. Les grands émirs le condamnèrent à mort, mais Hocine s'y opposa. Il fut décidé de lui infliger quarante coups de fouet. Ils le ligotèrent face contre un arbre. Puis un moudjahidine, de la même taille, le fouetta avec une baguette souple. Dans l'Islam, le bourreau qui tient le fouet doit être de même force que sa victime. Même Ammi Slimane n'était pas d'accord pour tuer l'Afghan. C'est dire. Quarante-huit heures après, on le ramena dans son douar.

L'imam, lui, assurait que jamais de la vie il n'avait critiqué le GIA dans ses prêches. A l'entendre, nous possédions des informations erronées à son sujet. En fin de compte, il retourna la situation à son avantage. Ce qui convainquit les « juges », c'était sa volonté de rallier notre cause. Il allait collaborer avec nous et propager la bonne parole du GIA auprès des fidèles. Malin, il se présentait déjà comme étant membre à part entière de l'organisation. Il n'avait, de toute manière, guère le choix. S'il commettait une nouvelle faute, c'était la mort assurée. Le Lion y veillerait personnellement.

Lorsque les émirs prononcèrent leur verdict de clémence, Ali Chérif se tourna vers Ammi Slimane en lui murmurant : « Aujourd'hui, tu n'as pas de chance. On va le relâcher. »

Restait le paysan accusé d'être un indic. Le jugement n'en était pas vraiment un puisque l'affaire était entendue d'avance. Le « tribunal » possédait, semblait-il, des « preuves » de sa culpabilité. Le type était prostré, amorphe. Dans sa tête, il était déjà mort. Ammi Slimane se leva, déployant lentement son immense carcasse. Ses élèves égorgeurs l'entouraient déjà. Ils prirent le paysan par un bras et l'emmenèrent un peu plus bas.

Une heure après, ils étaient revenus, tout excités. Ils riaient et criaient. « Ça y est. On en a fini avec le taghout ! » L'élève qui avait effectué la besogne était fier de lui. Ammi Slimane l'avait félicité en public. Sa main n'avait pas tremblé.

Dès le lendemain, Abou Bakr nous annonçait le prochain objectif : un sorcier qui, malgré plusieurs avertissements, continuait à pratiquer son activité contraire à l'Islam. Vers 19 heures, on s'engouffrait à l'arrière du J9 où le maire avait été égorgé. Il avait été nettoyé avec de l'eau et des balais-brosses, mais des traces brunâtres étaient encore visibles dans la lumière de nos lampes torches. Une heure après, on rentrait dans le douar, sans crainte. Il n'y avait pas de gendarmes cantonnés sur place. Le chauffeur resta près du fourgon, tandis qu'à pas de loup, nous encerclions un corps de ferme bâti autour d'une cour. Des paysans nous virent mais aucun n'osa se montrer. Abou Bakr frappa à la porte de la maison du sorcier. C'est sa femme qui sortit. « On veut parler à ton mari », ordonna l'émir. Il arriva, tout penaud. On voulait lui donner un dernier avertissement : « Tu as offert la semaine dernière un petit talisman à une femme afin qu' elle retrouve l'amour de son mari. Sais-tu que c'est péché?

– Ce n'est pas vrai ! Qui vous a raconté ça? J'ai tout arrêté!

– Tu mens ! » lui dit Abou Bakr qui perdait patience.

Je ne sais pas ce qui prit le sorcier, mais il tira un couteau de sa ceinture et se jeta sur l'un de nous. Mais on fut plus rapides que lui. Le moudjahidine qui se trouvait à côté de moi lui tira une balle en plein visage. Le sorcier était gros avec une petite barbe. En une fraction de seconde, la moitié de sa tête avait disparu. Sa femme s'est mise à hurler : « Mon mari ! Mon Mari !

– Tais-toi, ton mari était un satan, un véritable satan ! » Puis on rentra dans la maison pour prendre l'or. On fouilla partout, vidant les meubles et jetant le linge par terre. Les bijoux étaient dans une boîte. A l'intérieur on trouva des bagues, des bracelets et des boucles d'oreilles. Leurs trois enfants, qui devaient avoir moins de dix ans, nous observaient bouche bée. Ils étaient terrorisés et ne disaient rien.

De retour, les moudjahidine se partagèrent les bijoux pour les offrir à leurs femmes. Moi, je n'en voulais pas. A qui pouvais-je les donner? Je ne pouvais plus retourner à Oran.

Pour tuer le sorcier, on avait agi à visage découvert car on était tous recherchés. Personne n'était venu malgré le coup de feu. Les habitants étaient restés terrés chez eux.

La police et la gendarmerie n'intervenaient presque plus. C'est ce qui nous poussait à aller toujours plus loin.

On avait réclamé au propriétaire d'une conserverie de l'argent, mais il refusait de nous payer. Il croyait être protégé parce que son usine possédait un mur mitoyen avec une gendarmerie. Une nuit, on débarqua à une quarantaine, à bord de quatre camions. Alors qu'on chargeait des caisses de boîtes de sardines et de corned-beef, les militaires tirèrent deux ou trois rafales dans notre direction, par-dessus le mur. On riposta très fort. Ils étaient au moins aussi nombreux que nous mais ils s'arrêtèrent très vite de jouer les héros. On leur criait : « Taghout ! Taghout ! On va revenir demain ! Vous allez avoir de nos nouvelles. Vous serez tous égorgés ! » Ils crevaient de peur et on ne les a plus entendus. Ils redoutaient que l'on prenne leur bâtiment d'assaut. Il nous a fallu plus de deux heures pour effectuer le chargement. Mais, on a mangé de la sardine en boîte pendant un mois, après qu'on en eut distribué dans plusieurs villages.

CHAPITRE IX

L'Etat attaquait rarement par surprise. Nos guetteurs nous signalaient, de toute manière, le moindre mouvement de troupe sur la route. Mais si l'armée commençait à installer un campement, c'est qu'elle préparait une opération d'envergure. C'est ce qui se produisit.

Des soldats avaient passé la nuit dans un douar voisin, ce qui ne laissait rien présager de bon. A 16 heures, un détachement progressa vers une grotte proche de la nôtre. Nous ne l'utilisions pas car elle était trop facile d'accès. Eux croyaient avoir découvert notre repaire. Ils attendaient du renfort pour passer à l'attaque. On décida de prendre l'initiative. Trois groupes furent réunis, une cinquantaine d'hommes en tout. On se mit en marche à la tombée du jour pour entreprendre un large mouvement tournant. Quatre heures plus tard, nous étions embusqués sur leurs arrières.

Ce jour-là, on n'avait pas pu prier Dieu normalement. A chacune des cinq prières, on s'était contentés de faire une seule « rak' ah », une prosternation.

Je ne me suis jamais drogué avant de mener une opération. Ce n'était pas la peine. La foi était mon moteur. Je n'avais pas peur de mourir car j'aurais rejoint le Paradis, comme tous les moudjahidine qui mènent le djihad. De toute façon, je me considérais comme un homme déjà mort, un homme en sursis. Aujourd'hui je suis encore dans le même état d'esprit.

Au maquis, nous étions heureux de passer à l'action. Rester inactif n'est jamais bon. A chaque fois qu'une grosse opération se présentait, les moudjahidine se disputaient pour y participer. Certains étaient, évidemment, angoissés, mais la plupart étaient excités à l'idée de tuer des ennemis de Dieu.

On fit la prière des morts, par une nuit plutôt claire. Les soldats étaient en contrebas, ignorant que beaucoup allaient mourir. C'est l'émir Khaled qui ouvrit le feu en hurlant « Allah Akbar ! » On enchaîna en vidant nos chargeurs. Les balles traçantes nous permettaient d'ajuster le tir. Les

rafales crépitaient, résonnaient dans la forêt. Les militaires, encerclés dans une cuvette, n'avaient pas d'échappatoire. Ils hurlaient de terreur. On criait sans cesse : « Dieu est grand ! » On entendait en contrebas : « Maman ! Papa ! Oh mon Dieu, ils nous ont eus ! »

C'était ma première grosse opération au maquis mais je n'avais aucune appréhension. J'y étais préparé depuis des années. On avait récité des « dou'a », des invocations à Dieu, avant l'embuscade. Même pendant les combats on implorait encore Dieu en notre for intérieur afin que chaque balle atteigne l'ennemi en plein cœur.

Leur commandant, je crois, a été tué en premier. On a su son grade plus tard. Les militaires avaient pour habitude d'enlever leurs galons quand ils étaient en opération. Les soldats, eux, étaient complètement paniqués. Ils criaient et couraient dans tous les sens. C'était des appelés qui n'étaient pas préparés à la guerre. L'accrochage durait depuis une dizaine de minutes lorsqu'ils ont commencé à se sauver en abandonnant leurs armes. Allongé, je vidai encore un chargeur, mon bras calé sur un rocher. En face, les tirs s'étaient faits sporadiques. On commença à progresser en rampant sur le ventre. Je changeai pour la troisième fois de chargeur, appuyant sur la détente au coup par coup. On descendit plus bas dans la cuvette pour couvrir ceux qui récupéraient les armes avec des torches.

De notre côté, on n'avait à déplorer ni blessé, ni mort. Chez eux, on compta en revanche trente-sept cadavres. Ammi Slimane était devant, le couteau à la main. Un moudjahidine signalait les survivants qui gémissaient en appelant au secours. Ammi Slimane les achevait en les égorgeant. Il fallait faire vite mais on eut le temps de prendre leurs rangers, leurs vestes, tout ce qu'ils portaient sur eux et qui pouvait nous servir.

Côté armes, on repartit chargé d'un lance-grenade de 88 mm, de fusils, de Kalachnikovs et de pistolets-mitrailleurs fabriqués en Afrique du Sud. Il fallait quitter la zone sur-le-champ car les renforts allaient certainement rappliquer aux premières heures de l'aube.

En fait, on sut après que ce n'est qu'à 8 heures du matin que l'armée vint récupérer ses morts. Nous, on était déjà partis. Notre grotte n'était

pas repérée a priori, mais c'était prendre un grand risque que d'y rester. Cette nuit-là, on a marché pendant 40 kilomètres dans la montagne, divisé en plusieurs groupes de huit à neuf personnes. Tous étaient lourdement chargés. Je portais un sac à dos avec un pistolet-mitrailleur, un jerrican d'eau de 5 litres et un sac de « rouina », de la semoule fine revenue dans du miel et du beurre. Cette nourriture très énergétique avait été préparée par les femmes d'un village voisin. Des bergers nous l'avaient apportée. Lors d'une embuscade précédente, j'avais pu tenir grâce à de la « rouina » pendant trois jours, sans manger autre chose.

Avant l'aube, on croisa un groupe commandé par un Afghan armé d'un FMDP de 250 balles. « On part sur une " amaliya ", une opération », lâcha le rustre. A 6 heures du matin, on arriva enfin à Stambul, le nom du grand maquis qui allait être le mien. On avait crapahuté toute la nuit.

Ali Chérif était décomposé. A chaque fois qu'il effectuait une longue marche, il tombait malade et dormait pendant quarante-huit heures. C'était une homme de faible constitution. Il était petit de taille et malingre. Ancien professeur, polyglotte, il affirmait savoir parler l'anglais, l'italien et l'espagnol. Il ne participait pas aux opérations mais c'était lui qui donnait les ordres pour commettre des attentats. Il avait la réputation de connaître la politique car il était instruit. De par sa famille qui tenait une bijouterie à Sig, c'était également un homme d'argent. Chez nous, il était trésorier et concoctait des magouilles financières dont lui seul avait la recette. Il allait « en ville », en général chaque mercredi.

Si Ali Chérif apparaissait intelligent, il n'était pas très vaillant. En arrivant dans la grotte de la chaleur, il s'écroula. La caverne était située au milieu d'une forêt d'arbres noircis par les flammes après un bombardement au napalm. Elle était surnommée grotte de la chaleur car tout autour, la température avait approché celle de l'enfer au moment où explosaient les bombes incendiaires. Heureusement, elle était profonde. Une fois à l'intérieur, on ne risquait rien.

On attendit là pendant treize jours. La grotte, comme la plupart des caches de la montagne, était pourvue d'une réserve de deux jerricans d'eau de 60 litres. Avec la rouina et les couvertures qu'on avait emportées, on pouvait tenir le coup. L'armée ratissait plus bas, dans la zone où on avait monté l'embuscade. On entendait au loin le bruit sourd des bombardements, mais les avions tiraient leurs roquettes au hasard.

Les bergers nous apportaient de quoi manger. Ils nous déposaient des marmites à deux kilomètres de notre cache. Ils n'y étaient pas obligés. Ils connaissaient la forêt mieux que nous, et c'est eux, souvent, qui nous guidaient. Ils nous soutenaient car ils étaient, comme la plupart des Algériens, contre l'Etat.

Au bout de deux semaines, des moudjahidine sont arrivés. L'armée avait, semble-t-il, desserré son étau. On pouvait sortir de notre trou et descendre jusqu'à la route.

Ils étaient venus avec plusieurs véhicules. Je suivis Abou Ahmed et l'adjudant déserteur Abou Hdjar dans une Daewoo banalisée de la police pour retrouver dans un village l'émir Khaled, le chef de la zone 4. Il était 18 heures. L'armée était partie depuis une heure.

Je demandai à Khaled de contacter Benchiha pour l'avertir que j'étais là. Abou Hdjar, lui, repartit dans une autre voiture chercher des extincteurs avec un jeune de quatorze ans.

Quand on en récupérait un, on vidait la poudre qui était à l'intérieur pour les bourrer d'un kilo de TNT, de boulons et de clous. Le TNT rouge est le plus dangereux. On plaçait ensuite un détonateur dans la pâte qu'on pétrissait à la main. Le détonateur comporte deux fils, un rouge et un bleu. On met le rouge dans le « plus » et le bleu dans le « moins ». Ce fil était relié à une batterie quand il s'agissait de placer une bombe dans la forêt. Il suffisait d'une pile lorsque l'objectif était un bar. La bombe pouvait être connectée à un fil de 150 mètres. Sinon, un réveil ou une télécommande déclenchait la mise à feu. Afin d'augmenter sa puissance, on la couplait à une bouteille de gaz, ou d'oxygène, utilisée pour les chalumeaux. Ces bombes-là étaient programmées pour piéger les sentiers afin de nous protéger d'une attaque surprise.

Récupérer des extincteurs était donc une priorité. Aussi, Abou Hdjar n'avait-il pas protesté lorsque l'émir Khaled l'avait dépêché, avec le jeune moudjahidine, dans le village voisin pour chercher ceux qui étaient stockés. A peine étaient-ils sortis du douar qu'on entendit une forte déflagration, suivie de plusieurs rafales. Des soldats, embusqués à la sortie d'un virage, avaient tiré sur la voiture mais le jeune réussit à s'enfuir. Un miracle. Il regagna la grotte quarante-huit heures plus tard avec une légère blessure. Abou Hdjar, lui, avait riposté avec sa Kalach, puis il s'était enfui en abandonnant son arme. On le chercha plusieurs

heures avec l'aide des bergers, sans résultat. On était persuadés qu'il était mort. Ce n'est que quelques jours plus tard qu'on le découvrit, terré chez un paysan. Il avait une main complètement arrachée. Elle n'était plus attachée à son poignet que par un bout de chair. On le transporta malgré tout à la grotte. Il souffrait le martyre. Il avait pu se sortir de ce guet-apens parce qu'il avait choisi de s'enfuir par la route, et non par la forêt. Les militaires avaient pensé qu'il ne pouvait, en toute logique, s'échapper que par là. Ils avaient allumé d'immenses projecteurs et s'étaient avancés profondément dans les bois une partie de la nuit. En vain.

Abou Hdjar ne pouvait pas rester avec nous dans cet état. Heureusement, un médecin arriva. Plusieurs s'étaient ralliés à notre cause. Ils étaient en général armés d'un Uzi et n'hésitaient pas à faire le coup de feu quand il le fallait. Celui-ci emmena le blessé vers notre hôpital de campagne. Peu d'entre nous connaissaient son emplacement. Même nos malades avaient droit à un bandeau sur les yeux avant d'y pénétrer. L'hôpital était souterrain. Il était doté d'un petit bloc opératoire et possédait une réserve de médicaments fournis par des amis pharmaciens. En cas de blessures très graves, le patient pouvait être conduit, si la voie était libre, vers la clinique privée d'Oran que nous contrôlions en sous-main.

Trois jours après l'embuscade contre la voiture d'Abou Hdjar, l'armée s'était totalement retirée. Nous pouvions quitter la grotte de la chaleur pour rejoindre un campement plus hospitalier.

Stambul était un maquis qui comprenait plusieurs groupes éparpillés sur une vaste zone montagneuse. Certains occupaient des cavernes. Nous, nous eûmes droit à une grande tente kaki longue d'une quinzaine de mètres. Elle était enfoncée dans la terre. Son toit était recouvert de feuillages et les rigoles que nous avions creusées autour garantissaient son étanchéité en cas de pluie. Une deuxième, plus petite, servait de cuisine. En revanche, le froid était un problème. Mis à part Abou Bakr, notre émir qui descendait comme à son habitude au village très souvent, nous étions sales. On se lavait peu à cause de la température. Pour pratiquer nos ablutions avant les prières, on touchait la terre avec nos mains comme tous les moudjahidine en djihad.

La viande était rare mais nous avions repéré un gros taureau à moitié sauvage. Après avoir négocié avec son propriétaire le prix à 1 000 francs,

nous avons abattu la bête avec des fusils de chasse. C'est le « Kurde » qui l'égorgea et la découpa.

Le « Kurde » était un nom de guerre. Le frère d'Ali Chérif était algérien comme nous. Il gardait une certaine aura pour avoir posé une bombe qui causa la mort de plusieurs militaires et de quatre gosses, le 1er novembre 1993, dans le cimetière de Mascara. « Tant pis pour les enfants. Ils sont montés au Paradis. L'essentiel, c'est d'avoir tué des taghout ! » disait-il sans fausse honte.

Parce qu'il vendait autrefois des beignets à Sig, il était notre cuisinier. Dans un premier temps, il essaya de cuire les morceaux du taureau dans une marmite. Au bout de trois heures, la viande était toujours aussi dure. Alors, nous la mîmes dans de grands bidons de lait que nous avions volés les jours précédents. Nous les fermâmes hermétiquement avant de les placer sur le feu. Deux heures plus tard, la viande était bouillie, mais plus tendre.

Comme à leur habitude, les Afghans étaient installés à part. Leur tente était d'une saleté repoussante. Ils se préoccupaient encore moins de l'hygiène que nous. Ils jetaient leurs détritus à côté de leurs couvertures sans se préoccuper des odeurs qui pouvaient s'en dégager.

Ils avaient adopté un malade mental sous prétexte qu'il les avait informés sur la présence d'un indic à Sig. Ce fou était leur bouffon. Les Afghans se moquaient de lui mais le simplet les amusait parce qu'il était affublé d'une tenue de gendarme qu'il ne quittait jamais. Moi, je m'en méfiais. Avec les armes qui traînaient, il était capable, dans un accès de folie meurtrière, de massacrer tout le monde.

Une nuit que j'étais de garde, il s'était approché en hurlant : « Je suis le diable ! » Un régiment aurait pu l'entendre à trois kilomètres. « Tire-toi, sinon je te bute ! » Il avait vu, dans mes yeux, que ce n'était pas l'envie qui m'en manquait.

Les Afghans, eux, se mirent en tête de le guérir. Ils firent appel à un taleb, un exorciste nommé Bilal, un Noir qui mesurait un bon mètre quatre-vingt-dix. Il avait quitté le quartier Saint-Antoine, à Oran, pour rejoindre le GIA. Bilal était connu pour son courage, et ses connaissances pour chasser le démon. Aux yeux des Afghans, le simplet n'était pas fou mais habité par les forces du mal. Ne répétait-il pas au moins une fois par jour : « Je suis le diable ! » Sinon, il affirmait qu'il venait de Palestine, et

que la voix qui sortait de sa bouche n'était pas la sienne ! J'avais beau dire qu'il lui fallait un psychiatre, et non pas un taleb, personne ne m'écoutait. La plupart de mes compagnons étaient des paysans illettrés. Ils croyaient davantage à la médecine divine qu'à la science des hommes.

Bilal commença par placer un verre rempli d'eau entre lui et le fou. Le simplet devait rester immobile en fixant le récipient censé hypnotiser le malin qui s'était immiscé dans son cerveau. Rien, évidemment, ne se produisit.

« Je suis un génie. J'ai quatre-vingts ans », affirmait-il, alors qu'il en avait à peine vingt-deux. Il se prenait pour un djinn, un esprit incarné en homme, qui traverse les siècles sans vieillir. Les Afghans écoutaient, les yeux écarquillés, ce personnage qu'ils imaginaient avoir côtoyé jadis les califes.

Après l'épreuve du verre d'eau, Bilal demanda qu'on lui attache les mains derrière le dos. Il fit allonger le malade mental sur le ventre, face contre terre. Penché sur lui, l'exorciste récita des dizaines de versets coraniques sans obtenir plus de résultat. Le fou était toujours aussi fou. Au bout de deux jours, Bilal prit congé en avouant son impuissance.

Les Afghans se souvinrent alors que le demeuré avait travaillé dans une petite épicerie de Sig. Elle appartenait à une femme d'une cinquantaine d'années. Ce ne pouvait être qu'elle qui avait ensorcelé ce garçon. Ils décidèrent qu'il fallait la tuer dès que l'occasion s'en présenterait ! Une fois morte, le mauvais sort qu'elle avait jeté sur leur protégé serait levé. Ils en étaient convaincus. Abou Bakr ne disait rien. Il ne voulait pas se mêler de cette histoire. L'important pour lui était de ne pas se mettre les Afghans à dos.

Notre tente était le lieu de transit des émirs et des groupes de la zone. Nous contrôlions la région à quelque 250 kilomètres à la ronde, de Saida à Oran, en passant par Mascara. Lorsqu'un groupe avait besoin de camions, il venait chez nous. Après un délai d'un ou deux jours, les véhicules étaient amenés à destination. On a même coupé pendant plusieurs semaines l'eau qui alimentait Sig, pour montrer qui étaient les maîtres. « Dites à la police du satan que c'est la police islamique qui a coupé l'eau. Si ce sont des hommes, qu'ils montent la rétablir ! » a-t-on dit aux paysans. La police, ni l'armée, n'est jamais venue. Il aurait fallu qu'un détachement campe jour et nuit autour de la station de pompage et

du bassin de décantation pour garder les lieux. C'est justement ce qu'on attendait. Avec plusieurs groupes réunis, on les aurait tous massacrés.

Pour bien montrer que c'était nous qui contrôlions la région, nous établissions tous les jours de faux barrages sur des axes différents. Il n'existait aucune pitié pour les agents de l'Etat. Celui qui tombait entre nos mains était condamné.

Un matin, les Afghans ramenèrent un jeune prisonnier. Il avait les yeux bandés et titubait sous la violence des coups et des quolibets. C'était un appelé qu'ils avaient capturé dans un taxi. Il était en civil. Par mesure de sécurité, les militaires s'interdisaient de sortir en tenue quand ils n'étaient pas de service. Sous l'effet de la panique, le jeune avait avoué qu'il était sous les drapeaux. Djamel El Afghani le bousculait en l'insultant. Ils lui répétaient tous : « Alors el kafir, le mécréant, tu es maintenant entre nos mains ! Ce n'est pas Zeroual, ton président, qui va venir te sauver. Tu vas mourir, minable !

– Non, non! Je vous en prie ! Si vous me relâchez, je vous apporterai des Kalachs!

– On t'emmerde, toi et tes Kalachs ! »

A chaque fois que quelqu'un passait à côté, il lui criait, sur un ton sarcastique : « Bientôt, tu vas passer à l'abattoir! » Pendant toute la journée, ils le firent travailler comme un esclave. Il transportait l'eau, le matériel lourd, des sacs de pommes de terre. Il était devenu un zombie. Peut-être pensait-il qu'il allait s'en tirer. Mais Djamel avait son idée. Il avait décidé de l'enterrer vivant.

Dans l'après-midi, on lui donna une pioche. Il creusa un trou d'un mètre cinquante de profondeur. Il était épuisé. « Saute dedans! » Il n'avait pas le choix. On était quatre autour à le braquer avec nos armes. Il criait, il pleurait, il suppliait. On lui disait : « Tu peux hurler tant que tu veux, personne ne viendra à ton secours » Il essaya d'enlever la terre qui lui tombait dessus. Mais il était de plus en plus faible. Il avait travaillé toute la journée sans manger ni boire. A chaque fois qu'il se levait, on le frappait avec la crosse de nos Kalachnikovs. A force, il était à moitié assommé.

On continuait à le recouvrir de terre. Il toussait, il crachait, il s'essuyait le visage. Peu à peu, la force l'abandonna et son corps disparut sous nos

pelletées. On entendit encore quelques cris étouffés remonter de sa tombe. Puis, au bout d'un moment, le silence s'installa. On attendit dix minutes. Il était bien mort.

On tassa la terre avec nos pieds et on partit.

CHAPITRE X

Au sein du GIA, on n'écoute jamais les suppliques des prisonniers. Dans la guerre, la pitié n'a pas sa place. Le grand imam Ibn Taymiyya affirmait qu'il fallait tuer tous les ennemis capturés sur un champ de bataille. On suivait ces préceptes en effaçant tout sentiment personnel. J'ai vu des prisonniers pleurer, supplier, implorer notre grâce. A chaque fois, nous restions sourds. Ils étaient condamnés, ils devaient mourir. Si des moudjahidine exprimaient de la pitié, les autres se méfiaient d'eux. Ils disaient qu'ils étaient lâches.

Au maquis, j'étais devenu un autre homme. A Oran, j'avais abattu des tyrans, des ennemis de Dieu. Dans la montagne, je découvrais la face cachée du GIA. L'horreur m'apparaissait plus cruelle qu'en ville où pourtant j'avais tué sans me poser de questions. Lorsqu'il m'arrivait de me regarder dans une glace, je me trouvais monstrueux. Je me disais parfois au fond de moi-même : « J'ai perdu le Kakar que je connaissais. » J'étais devenu capable de tout, même du pire.

J'avais été informé qu'un de mes amis allait être assassiné. Je l'avais déjà prévenu plusieurs fois qu'il fallait qu'il arrête la « hogra », le dénigrement envers les « barbus ». Il n'avait pas voulu. J'estimai que c'était tant pis pour lui. Je ne l'ai pas averti qu'il allait être abattu. Même pour mon frère je ne serais pas intervenu s'il était devenu l'ennemi de Dieu.

Un verset du Coran stipule : « Méfiez-vous de vos enfants, ils peuvent être pour vous source de discorde. » Pour les Groupes Islamiques Armés, cette sourate est primordiale. Protéger un frère, un ami ou un fils, c'est mourir en kafir, en infidèle, et louper le Paradis.

A Alger, on m'avait raconté l'histoire d'un homme qui avait reçu une lettre anonyme affirmant qu'il allait être tué un jour précis. Rien ne manquait. Ni la date, ni l'heure. Le jour maudit, il resta chez lui. Afin de se protéger davantage, il décida de ne recevoir personne, mis à part un cousin très proche. Ils déjeunèrent normalement. Puis il raconta à son cousin qu'il avait reçu une menace. L'autre le laissa finir sa phrase, puis il

tira son arme. Il lui dit : « Je suis désolé, mais c'est moi le tueur », et il l'abattit d'une balle. La famille, l'amitié, plus rien ne compte dans le GIA.

Les combattants de la foi ne connaissent pas les sentiments. Ils ont remplacé leur cœur par une pile qui marche à la haine contre toute personne qui ne veut pas d'un Etat islamique.

A chaque fois, notre vengeance était impitoyable. Un jeune gendarme qui était tombé entre nos mains en fit la cruelle expérience. Nous étions une quinzaine sur un faux barrage à la sortie de Bou Harifia El Hamamat, une ville thermale qui date des Romains. Les sources d'eaux chaudes chargées de chlorobicarbonates attirent depuis des lustres des générations de touristes qui viennent s'y baigner en famille. Depuis le début de la guerre, ils hésitent à dormir dans les hôtels et le centre de vacances. Peu de véhicules circulent sur les routes dans le coin.

Au bout d'une heure, on arrêta cependant une Peugeot avec personne à bord, mis à part le conducteur, un homme âgé de moins de trente ans. Comme il tremblait de tous ses membres et balbutiait des explications vaseuses à chacune de nos questions, El Aqal se méfia. «Fouillez partout! » intima-t-il à ses hommes. Au bout d'un quart d'heure, Ahmed tomba sur une carte de gendarme dissimulée sous de vieux chiffons au fond du coffre. C'était la fête. Je regardai mes compagnons exploser de joie lorsqu'ils réalisèrent qu'ils venaient de capturer un taghout. L'inconnu devait déjà regretter d'avoir emprunté cette route ce jour-là. Il avait joué de malchance car on était sur le point de lever le barrage lorsqu'il est arrivé. Il avoua qu'il revenait de son douar, près de Sidi-Bel-Abbès, où il avait rendu visite à sa famille avant de retourner prendre son service à Oran.

«Je ne suis qu'un simple soldat. Je n'ai aucun pouvoir. Je n'y suis pour rien dans ce qui se passe », pleurnichait-il.

Personne ne lui répondit. On ne discutait pas avec un gendarme. On lui attacha les mains derrière le dos avec du fil du fer et on lui banda les yeux pour le monter au maquis.

La nuit, il eut droit à six sentinelles pour lui tout seul. El Aqal craignait qu'il ne s'échappât. Le matin, la garde fut ramenée à trois. Au bout d'un moment, ils partirent boire une tasse de café. Le prisonnier était bien ligoté. Il n'avait aucune chance de s'enfuir, d'autant plus que des guetteurs étaient postés sur les sentiers qui menaient au camp. Sans compter les

allées et venues des moudjahidine qui vaquaient à leurs occupations et qui auraient vu, à coup sûr, le fugitif détaler dans les bois.

Lorsque les gardiens revinrent, ils trouvèrent le type mort. Il s'était étouffé volontairement en mangeant le sable mélangé à de la terre qui s'étendait autour du pin où il était attaché. En se penchant, il avait réussi à avaler cette mixture comme un porc qui avale n'importe quoi. Fallait-il vraiment qu'il ait peur du couteau pour se suicider de cette manière ! Nous sommes tous venus voir le cadavre car c'était la première fois qu'on constatait une chose pareille. El Aqal était déçu car il voulait le faire parler sous la torture.

Tous se sont mis alors à dépouiller le corps. En Islam, cette pratique s'appelle « El Ghalima » (les impôts). Il n'y a que le Prophète Mohamed qui ne se livrait pas à ce genre de pratique. Tous les musulmans en djihad ont le droit de récupérer ce qui les intéresse sur leurs ennemis. Quand tu tues un homme, tu prends tout ce qui lui appartient. C'est la loi. Même ses chaussures, si tu as la même pointure que lui. Moi, je n'ai rien pris car il était plus grand que moi. Mais d'autres ont trouvé leur bonheur. L'un a retiré du cadavre son pantalon en disant qu'il allait le laver avant de le mettre. Un second s'est approprié sa veste en cuir. Un troisième a récupéré la bague en or qui ornait le doigt du corps sans vie. Ce n'était pas pour la garder mais pour la vendre.

Je sentais que cet homme, sachant qu'il allait mourir, avait vu un autre monde en ouvrant grands ses yeux. Il paraît qu'avant de quitter cette terre, un condamné devient médium. Il voit déjà l'au-delà car il a parcouru la moitié du chemin sans qu'il s'en rende compte.

Au maquis, je réalisais le décalage qui existait entre le discours et la réalité. Les injustices, en particulier, me mettaient hors de moi. Un après-midi où je tournais en rond dans la tente, je m'étais rendu dans le campement du groupe de l'émir Abou Ahmed, distant d'une heure de marche. Ce paysan d'une trentaine d'années se faisait appeler « le rebelle ». Personne ne trouvait grâce à ses yeux, ni les civils, ni, à plus forte raison, les taghout.

En arrivant devant la grotte, je trouvai un jeune ligoté à un arbre. Il était vêtu d'un jean et d'un cardigan. Les moudjahidine attendaient la venue d'Abou Ahmed, absent, pour interroger le prisonnier. « Ce doit être un appelé », me suis-je dit. Et je suis reparti. Personne ne pouvait sauver

un militaire de la mort. On estimait qu'il avait choisi l'armée du tyran au lieu de rejoindre les soldats de Dieu.

Le lendemain, je trouvais Rodouane, le chef de groupe d'Abou Ahmed, devant ma tente. Je voyais qu'il n'était pas dans son état normal. On était une dizaine à plaisanter en prenant un café. Il manquait du sucre. J'allai en chercher dans notre stock, caché à l'écart. Rodouane insista pour m'accompagner. Je le trouvais bizarre. A tel point qu'en plus de mon pistolet, je pris mon Uzi, car j'avais peur qu'il ne prépare un sale coup contre moi. Deux cents mètres plus loin, il m'arrêta : « Ecoute, Kakar, je sais que tu connais l'Islam. Aide-moi à résoudre mon problème. Le gosse que tu as vu, ils l'ont tué. Ils l'ont torturé pendant des heures avec une paire de tenailles. Il n'a rien dit. Il est mort comme un homme. » J'étais honoré qu'il s'adressât à moi. C'était une preuve de confiance. Le fait qu'il me voyait différent des autres me rassurait. Il m'a tout raconté.

La victime était âgée de dix-huit ans. Il faisait le « taxieur » clandestin avec une Fiat Ritmo blanche. Il habitait Ali Chérif, un village sous notre contrôle à cent pour cent. Il venait d'obtenir son permis de conduire. Et parce qu'il était au chômage, son père lui avait acheté cette voiture pour effectuer le trajet entre Sig et Ali Chérif afin de gagner quelques dinars. Son « délit », c'était d'avoir transporté gratuitement des policiers.

Les moudjahidine l'attendirent devant chez lui. Rodouane était présent, plus trois autres. Au moment où le jeune descendit de son véhicule, ils lui dirent : « On a un problème, tu vas nous accompagner. » Avant d'arriver au maquis, ils lui attachèrent les mains avec du fil de fer avant de lui bander les yeux pour l'emmener devant Abou Ahmed, leur émir.

Rodouane ne pensait pas que leur chef voulait torturer ce gosse. Il n'avait jamais blasphémé, ni fourni la moindre information sur les moudjahidine qu'il croisait parfois sur la route. Tout au plus méritait-il une réprimande. Mais pas la mort.

L'émir avait demandé qu'on mette le prisonnier torse nu. Puis il avait tendu une paire de tenailles à un gendarme déserteur qui se vantait d'être un spécialiste de cet outil. Il avait appris cette technique, affirmait-il, à l'armée.

Il commença par la poitrine. Puis il arracha des morceaux de chair sur le côté, le ventre et le thorax. Un bandeau noué sur la bouche du jeune étouffait ses hurlements de douleur. Le supplicié portait sur le corps des

trous béants, des plaies sanguinolentes qui ressemblaient à des morsures de fauve. A chaque arrachement de peau, son corps se tendait si fort qu'il semblait qu'il allait rompre les cordes qui le retenaient au tronc. L'émir et ses sbires étaient persuadés que le chauffeur était un indic. « Si tu veux parler, tu n'as qu'à bouger la tête », lui ordonna Abou Ahmed. Le gosse ne répondit pas. Et pour cause ! Il n'avait rien à dire puisqu'il était innocent. A chaque fois que sa tête bougeait, c'était pour tomber sur son épaule comme un poids mort. Il perdait connaissance, mais dès que la tenaille arrachait ses chairs, il reprenait conscience et replongeait dans l'enfer.

Devant tant d'injustice, je retournai au campement d'Abou Ahmed. Le cadavre du jeune était encore là. Il était devenu bleu en se vidant de son sang par les orifices ouverts par l'acier. Rodouane et moi étions dégoûtés. Les autres rigolaient devant la posture grotesque du corps sans vie. Je leur dis qu'ils étaient tous complices de ce crime devant Dieu.

«Moi aussi, j'ai été " taxieur ". Les flics ne voulaient jamais payer, c'est pas pour ça que j'étais un indic », ai-je ajouté. Mais pour eux la mort ne comptait pas.

J'avais beau m'insurger contre cet assassinat, personne ne m'écoutait. Deux jours après, le père de la victime, fou de douleur, annonçait partout qu'il allait mettre le feu à la montagne qui abritait les assassins de son fils. Le groupe d'Abou Ahmed décida alors de tuer le père car il avait insulté les moudjahidine !

Ils avaient supprimé le rêve que représentait son fils de dix-huit ans. Il était juste que cet homme appelle à la vengeance et perde la raison. Ils avaient commis non seulement une première erreur en tuant le fils, mais ils allaient en réaliser une deuxième en tuant le père! Mon sang ne fit qu'un tour. Je saisis ma Kalach en leur criant : « Vous êtes des malades ! » Rodouane et Abbès se rangèrent de mon côté. On était prêts à tirer. En face, ils se sont regardés, puis ils ont lâché du bout des lèvres : « D'accord, on a fait une erreur. »

Les moudjahidine vivent dans un univers mystique. Ils estiment représenter le bras armé de Dieu et, à ce titre, se permettent de tuer en se référant au livre saint que la plupart connaissent à peine. Ils en appliquent les grandes lignes sans s'embarrasser de nuances. Les massacres, sans mobile apparent, de villageois, d'hommes, de femmes, d'enfants qui

apparaissent incompréhensibles pour la majorité des Algériens, ont un sens dans l'esprit des combattants de la foi.

Ils estiment que leurs victimes ne sont pas innocentes mais coupables d'un péché qui serait quasiment originel : celui de ne pas croire en Dieu. Leurs preuves ? Les Algériens ne respectent pas la charia, la loi islamique, et ne vivent pas comme de bons musulmans. Ils regardent des programmes de télévision impies, permettent tout à leurs femmes. Pire : ils soutiennent, ou tout du moins collaborent en ne s'engageant pas dans le djihad, la guerre sainte contre le pouvoir qui, à leurs yeux, n'appliquent pas le dogme dans le pays.

Tous les Algériens, ou presque, sont coupables de transgresser les révélations que Dieu fit à Mohammad et qui restent retranscrites dans le Coran. Massacrer ces traîtres à la parole divine est donc licite.

« Si un peuple se détourne de Dieu, il donnera naissance à des païens », dit-on au maquis. Alors, il faut les frapper tous. Tant pis si des innocents sont parmi eux.

Moïse n'a-t-il pas posé cette question à Dieu: « Pourquoi, quand une ville commet une erreur, frappes-tu les habitants, les bons comme les méchants? » Dieu ne lui répondit pas tout de suite et Moïse s'endormit sous un arbre.

Dans son sommeil, des fourmis montèrent sur son pied et l'une d'elles le piqua. Moïse se réveilla en sursaut et les écrasa toutes de sa main. Dieu lui demanda alors : « Pourquoi as-tu tué toutes les fourmis alors qu'une seule t'a piqué? » Moïse répondit : « Comme je ne sais pas laquelle m'a attaqué, je les ai toutes tuées. »

Dieu lui répondit qu'il agissait de la même manière : « Si un homme est coupable, je frappe toute sa famille, à l'image d'un tremblement de terre qui décime une population sans distinguer qui est bon ou mauvais. »

« Lorsque Dieu frappe un peuple, c'est qu'il le mérite. » Sa colère n'épargnait personne. Au maquis, nous suivions le même principe, à notre façon. Les bons payaient pour les mauvais.

Dans le doute, il fallait punir de toute façon. Il était aussi nécessaire d'anticiper sur le devenir des mécréants. Les membres du GIA affirmaient qu'il fallait même, pour cette raison, tuer les bébés.

S'ils frappaient des enfants, c'était pour les empêcher de devenir flics, miliciens ou gendarmes. Nous devions être sans pitié car, en atteignant l'âge adulte, ils apprendront que leurs parents ont été tués par le GIA. C'est pour empêcher qu'ils ne se vengent plus tard, qu'il fallait les éliminer. Le GIA pense à long terme. Il cherche à désamorcer les vendettas. Il estime que la guerre sainte n'est pas près de prendre fin et que ce type de réaction est commune aux deux camps adverses. Si l'un de nous venait à mourir en martyr, il était sûr que son fils allait devenir moudjahidine à son tour.

Nous tuions au nom de Dieu les ennemis de l'Islam et ceux, souvent les mêmes, qui ont plongé l'Algérie dans la misère en volant depuis des décennies les richesses nationales. Les militants du FLN qui, à une époque, se targuaient d'être des révolutionnaires, restaient pour nous des satans qu'il fallait systématiquement éliminer parce qu'ils étaient contre la religion. Nous nous attaquions en premier lieu aux individus de l'ancien parti unique qui insultaient le GIA.

Même dans des villes importantes, obtenir des renseignements n'était pas un problème. Les sympathisants ne manquaient pas. Nombreux étaient ceux dans nos rangs qui comptaient un père, un cousin, un oncle dans la cité. C'était autant d'yeux et d'oreilles du GIA.

On avait appris ainsi qu'une grande gueule du FLN qui habitait à la sortie de Sig, nous traitait de tous les noms. L'endroit n'était pas totalement isolé mais sa maison était bâtie dans un quartier excentré, limitrophe des terres agricoles. A11 heures du soir, il n'y avait pas âme qui vive dans les rues. Nous évitâmes soigneusement le centre en contournant l'agglomération à travers champs par des chemins de terre.

Sa femme nous ouvrit la porte. Elle était méfiante. « Mon mari n'est pas là. Il est invité à un mariage », répondit-elle en gardant son sang-froid. Elle devait être paniquée devant nos gueules hirsutes mais n'en laissait rien paraître. Dépité, l'émir la poussa d'une main et nous entrâmes vérifier.

A l'intérieur, deux enfants d'une douzaine d'années nous regardaient avec de grands yeux écarquillés. Soudain, le moudjahidine qui était posté en bas de l'escalier désigna du menton une armoire. « J'ai vu la porte bouger », souffla-t-il à l'émir. «Sors! ordonna-t-il au mari qui se cachait à l'intérieur.

–Non. N'approchez pas sinon je vous tue tous, disait-il en brandissant un couteau que l'on pouvait apercevoir dans la lumière blafarde à travers la porte entrebâillée.

–Pourquoi ne veux-tu pas sortir? On va parler tranquillement. Ne sois pas inquiet. On ne te veut pas de mal », affirmait notre chef pour tenter de l'amadouer. On avait programmé en fait de l'emmener au maquis pour l'interroger avant de le confier à Ammi Slimane.

« Je sais que vous allez me tuer! Je ne bougerai pas ! » L'émir remua la tête de gauche à droite en pensant : « Pauvre imbécile. Si tu crois pouvoir t'en sortir, tu te trompes. » Il tendit sa Kalachnikov au moudjahidine qui était à côté de lui en échange de sa mehchoucha, un fusil de chasse à canon scié. L'émir ne voulait pas gaspiller une balle pour ce satan. Une cartouche suffirait. Elles ne coûtaient pas cher parce que c'est nous qui les fabriquions.

Le type dans l'armoire s'était tu. On regardait tous son trou à rat où il se croyait à l'abri. L'émir ne prit même pas la peine d'épauler. Il plaqua la crosse contre sa hanche et appuya sur la détente. Il ne pouvait pas rater sa cible. Il était à deux mètres à peine de l'armoire. La détonation grasse fit voler en éclats la porte dans un bruit effroyable. Pas un mot ne sortit de la bouche du révolutionnaire. A travers un panneau fracassé, je vis sur le mur une grande tache rouge. Le type s'était affaissé, la poitrine et le bas du visage à moitié arrachés. Il était mort sur le coup, son couteau dérisoire à la main.

Sa femme cria en levant les bras au ciel. Elle passa entre l'émir et moi en nous bousculant pour se jeter sur le corps de son mari. « Ta gueule, sinon on te descend! » dit le moudjahidine à la mehchoucha. On descendit au milieu des hurlements des gosses qui s'étaient mis de la partie. Dehors, le guetteur nous fit signe que tout allait bien et nous partîmes en laissant la porte ouverte.

Je ne connaissais pas la victime. Je n'avais découvert son visage que lorsqu'il était déjà mort. Je ne savais pas si l'un de nous avait appris même son nom. Il avait été désigné, on l'avait programmé. Ali Chérif avait simplement choisi le jour de l'exécution. C'était parfois le hasard qui déterminait la vie ou la mort d'un individu. Un hasard où nous étions toujours présents.

Sur un faux barrage que je tenais avec un gendarme et un sergent déserteurs, nous avions réquisitionné une Peugeot 205. C'était à la sortie de Perrégaux, la ville dont j'avais abattu le maire quelques mois auparavant. Cette fois-ci je n'avais plus besoin de me cacher. Recherché, je pensais ne plus rien avoir à perdre. Le chauffeur de la Peugeot, évidemment, n'avait opposé aucune résistance. On avait regardé dans le vide-poches et sous les sièges. Il n'y avait rien. On le laissa repartir sain et sauf. N'était-il pas de notre bord? « Cette voiture vous servira à éliminer le taghout. Grâce à Dieu. J'espère que vous réussirez », nous avait-il lancé, au moment où il embarquait dans un camion qui rentrait en ville. Avant de démarrer, j'ouvris tout de même le coffre, par acquit de conscience. Le propriétaire du véhicule apparaissait tellement de notre côté que je n'y avais pas pensé avant. Près d'un cageot vide, je soulevai des chiffons crasseux. Dessous, je trouvai un porte-cartes en plastique avec à l'intérieur une carte de gendarme. On s'était fait avoir !

L'inconnu était un bon comédien. Il avait dépassé sa peur et gardé ses nerfs. Les militaires ne se déplaçaient jamais avec leurs papiers sur eux. S'ils tombaient sur un faux barrage, ils connaissaient le sort que nous leur réservions. La peur de mourir l'avait aidé à tenir le coup, à ne pas s'effondrer en suppliant qu'on ne lui coupe pas la gorge. « Je suis commerçant », nous avait-il dit lorsque nous lui avions demandé sa profession. On était fous de rage.

Le sergent démarra sur les chapeaux de roue. Je serrais la crosse de ma Kalachnikov plus fort que d'habitude. On était tous les trois dans le même état d'énervement, mêlé à un sentiment de dépit et de vengeance. En sortant d'un douar misérable qui s'étirait le long de la chaussée, je vis la voiture de police le premier.

En temps normal, on aurait hésité. Cette proie qui apparaissait facile pouvait cacher un piège. Il pouvait y avoir d'autres véhicules de l'armée plus loin. Peut-être les policiers étaient-ils sur leurs gardes, prêts à tirer sur un suspect qu'on leur avait signalé dans le douar. Mais nous étions tellement dépités, et furieux, d'avoir été bernés que ces questions ne nous effleuraient pas l'esprit. On voulait simplement se venger. Le chauffeur de la 205 ne nous avait rien fait de particulier, mais l'idée que le satan nous ait échappé nous était insupportable.

Ils étaient trois dans la voiture qui roulait lentement. Notre avantage, c'était l'effet de surprise, à condition qu'elle existât. J'armai ma Kalachnikov. A l'arrière, le gendarme déserteur fit de même. Lui, plus que nous, avait un compte à régler avec ses anciens camarades qui portaient un uniforme. Il les détestait. Il savait que, s'il tombait entre leurs mains, il serait considéré comme traître et passerait devant la cour martiale, une pure formalité, avant d'être exécuté.

Chacun de nous descendit sa vitre. Le sergent doubla la voiture des flics. Lorsque le chauffeur fut à ma hauteur, j'épaulai et appuyai sur la détente. Je vidai la moitié de mon chargeur car j'avais réglé mon arme en position rafale. A bout portant, je ne pouvais pas rater ma cible.

A l'arrière, le gendarme fit feu en même temps que moi. Nos deux véhicules s'arrêtèrent côte à côte. Je tirai trois coups de feu, par sûreté, mais c'était inutile car l'intérieur de la voiture ressemblait à une boucherie. Il y avait du sang partout. Les policiers gisaient à moitié recroquevillés sur les sièges. On récupéra leurs armes et nous prîmes la fuite.

Dès que l'alerte serait donnée, des barrages allaient être établis un peu partout. Si les hélicoptères se mettaient de la partie, on pouvait rencontrer des difficultés pour rejoindre le maquis. Nous n'étions pas inquiets mais plutôt soulagés, après que notre vengeance eut été accomplie.

Cette attaque n'avait pas été programmée. Nous remerciâmes Dieu de nous avoir donné la possibilité de croiser le chemin de cette voiture de police. Si l'attaque avait mal tourné, et que l'un de nous ait parlé après sa capture, il aurait pu mettre en péril nos contacts à Sig ou à Mascara, sinon l'organisation du maquis, qui laissait, de toute manière, à désirer.

CHAPITRE XI

La discipline était inconnue au sein des différents groupes de moudjahidine. Tout du moins comme on l'imagine dans une structure militaire. Chacun de nous se sentait fort d'avoir abattu au minimum une demi-douzaine d'hommes. Aussi les combattants remettaient-ils leur destin entre les mains de Dieu et non pas dans celles d'un quelconque émir, aussi puissant fût-il. A Oran, des hommes me faisaient confiance et moi je restais fidèle à Benchiha comme je l'étais à Mekki. Affinités et passé en commun définissaient davantage une obéissance de fait qu'un règlement qui de toute façon n'existait pas. Mais dans le maquis, une méfiance insidieuse s'était immiscée au fil des mois dans nos rapports.

Des querelles éclataient constamment. On avait peur, en fait, les uns des autres. Pour parer à toute éventualité, des groupes informels s'étaient même constitués. J'en avais formé un d'une demi-douzaine de personnes parmi celles que je considérais comme les meilleures. Toutes voulaient quitter le maquis et descendre opérer à Oran, parce qu'ils en avaient assez d'Abou Bakr. Une dispute pour un simple verre d'eau pouvait se terminer dans le sang. Les émirs eux-mêmes étaient jaloux des moudjahidine qui connaissaient autre chose que la montagne, et pouvaient leur faire de l'ombre. Ils craignaient de perdre leur autorité et, en fin de compte, leur place. Aussi, le moindre prétexte était bon pour liquider un gêneur. Abou Bakr, bien sûr, avait aussi ses hommes. Un en particulier le suivait comme son ombre. Son père était mort et il avait présenté sa mère à Abou Bakr, qui couchait avec elle. C'est à cause de ce jeune que la situation a failli pour la première fois dégénérer.

Ce soir-là, un groupe de neuf moudjahidine était de passage sous notre tente. On leur avait préparé des couvertures pour qu'ils récupèrent quelques heures, sachant qu'ils devaient repartir à 23 heures en opération. A peine étais-je couché qu'une ombre entra sous la tente et tira la couverture que j'avais sur moi. C'était le petit protégé d'Abou Bakr qui faisait du zèle. «Elle est pour les invités », me lança-t-il. Je me levai d'un bond et lui arrachai. J'étais hors de moi.

Je le frappai d'un coup sec et sortis mon pistolet. Il avait peur. Je n'étais pas surpris. Il m'avait avoué que la nuit, il craignait de tomber sur des chacals ou des fantômes! D'une main, je serrai sa gorge, et de l'autre, je fourrai le canon de mon arme dans sa bouche.

Un de ses copains voulut s'en mêler. Je pris ma Kalach et braquai tout le monde. J'étais fou de rage.

« Si vous voulez la guerre, vous allez l'avoir. Je suis prêt à aller jusqu'au bout », gueulai-je. L'ambiance était tendue mais personne ne répliqua. Je pris ma couverture en proférant des insultes et allai dormir dehors, à côté des Afghans.

Le jeune qui m'avait provoqué croyait imposer sa loi sous prétexte qu'il était au mieux avec Abou Bakr. J'étais monté au maquis par conviction. J'estimais avoir fait mes preuves comme combattant, en commettant des actes terribles, et non pas en présentant des femmes aux émirs.

Le lendemain, Abou Bakr proposa de mener une enquête pour déterminer les responsabilités. Je refusai car je savais, que vis-à-vis du jeune, je n'avais aucune chance à partir du moment où Abou Bakr était juge et partie. Je demandai qu'on réunisse un madjlis-elchouri, un conseil consultatif, pour pouvoir juger cette affaire au grand jour. Abou Bakr craignit que sa vie privée soit étalée devant tous. Il suggéra que je m'isole sous une autre tente, puis il recommanda à mon agresseur de ne plus m'ennuyer. Quelques jours après, ce dernier venait me voir pour s'excuser.

Je commençais à en avoir assez de cette ambiance. Il y avait trop d'abus. On ne mangeait pas tous de la même manière. Les bonnes chaussures et les meilleures parkas étaient distribuées à la tête du client. Quant aux couvertures chaudes, elles étaient allouées en fonction du degré d'autorité. Les émirs se permettaient tout. Je ne pouvais pas accepter une situation pareille. On menait la guerre contre une dictature, on voulait établir un Etat islamique et on était incapable d'appliquer la justice et le partage entre nous. Au-delà de la guerre sainte, mes compagnons étaient incapables d'instaurer un Etat islamique, de gérer les richesses du pays et de gouverner de manière équitable. Aucun n'avait une idée sur un quelconque programme économique. « C'est Dieu qui fera la pluie pour les récoltes. Et puis, il restera toujours le pétrole. »

Voilà tout ce que ces ignares savaient dire à propos de la viabilité du futur Etat islamique.

Je partageais mes réflexions avec d'autres. Ils n'étaient pas tous d'accord avec mes critiques. Le doute, parfois, m'envahissait. Je ne savais pas quelle attitude adopter. Quitter le groupe d'Abou Bakr n'était pas une solution car la situation était plus ou moins identique un peu partout dans le maquis.

Abou Bakr était un homme malhonnête qui tirait les ficelles dans l'ombre. Pendant que j'étais là, il n'a jamais versé un centime aux veuves de nos martyrs, alors qu'elles avaient droit à une pension. Enormément d'argent circulait pourtant dans le maquis. Des sommes qui se chiffraient en millions de dinars. Elles provenaient des rackets que le GIA extorquait aux riches et aux gros affairistes. Je sus que plusieurs émirs avaient exigé 350 millions de centimes d'une grande famille de Mascara. Elle fut obligée de payer. Ali Chérif tenait les comptes avec Abou Bakr. Ils s'en mettaient plein les poches et ordonnaient des missions qui m'apparaissaient n'avoir aucun sens, ou, ce qui était pire, ne servaient pas notre cause, comme abattre un homme dans une mosquée.

Je refusai car je n'accepte pas de tuer un croyant en prière, qu'il soit dans une mosquée ou dans une église. La mission fut confiée à Abbas qui exécuta le type, le jour de l'Aïd-el-kébir, la fête du mouton, avec un fusil à canon scié. Ce fut la panique générale. La victime, un indic paraît-il, éclaboussa de son sang les tapis de prière. Un autre jour, Abou Bakr ordonna aux moudjahidine de brûler des établissements scolaires.

Les écoles sont le bien du peuple. Celles que l'on détruisait n'étaient pas fréquentées par les enfants de Zeroual et de ses sbires. Mais Abou Bakr s'en moquait éperdument. On n'y enseignait pas le Coran. Elles avaient été bâties par le satan qui y dispensait des valeurs qui n'étaient pas islamiques. A ce titre, elles devaient disparaître.

L'argent en revanche présentait un grand intérêt pour plusieurs émirs. La sœur d'Ali Chérif faisait du business entre l'Algérie et la France. Avec quel fond? Sans doute avec celui du racket. Son frère était toujours bien habillé. Il portait des vestes en cuir, des palladiums, des Nike dernier modèle. Sa sœur, qui habite en France, venait tous les mois au village, malgré la situation. Au début, je pensais qu'Ali Chérif était un type bien. Mais en constatant qu'il ne donnait pas un sou aux veuves de

moudjahidine, j'étais écœuré. Ces femmes devaient-elles faire le trottoir pour nourrir leurs enfants? Pour moi, ce n'est pas ça l'Islam.

A Oran, je soupçonnais plusieurs groupes d'être infiltrés par la Sécurité militaire. Sous la torture, les gens parlaient, ou bien ils étaient relâchés à condition de collaborer avec les autorités. Je me disais qu'au maquis la situation devait être identique. Je me méfiais en particulier d'Ahmed, le frère d'Ali Chérif. Je trouvais suspect qu'il me propose à plusieurs reprises d'aller voir ma sœur. J'étais recherché à Oran. Ma tête était mise à prix. Pourquoi m'entraînait-il à y retourner si ce n'était pour que je tombe dans un piège? Je trouvais bizarre que chaque mercredi il quitte la montagne pour rejoindre sa femme. J'avais l'impression qu'il était un indic, qui rendait compte chaque semaine de nos activités. J'en étais persuadé depuis que nous nous étions réfugiés dans la grotte de la chaleur.

Je l'avais surpris à 2 heures du matin en train de monter en haut d'un arbre brûlé par le napalm. Il coupait des morceaux d'écorces calcinées avec son couteau pour mettre à nu le bois blanc qui était dessous. Ce n'était pas la première fois que je remarquais son manège en face de la grotte. Peu à peu, il avait constitué un alignement de marques blanches, une sorte de fléchage en direction de notre repaire. A quoi cela pouvait-il bien servir sinon à signaler notre emplacement aux hélicoptères? Vu du ciel, ces points clairs sur les troncs noirs devaient être facilement repérables par les pilotes. Il savait que j'avais des doutes sur lui. Pour montrer sa bonne foi, ou bien par sadisme, il avait égorgé un appelé de vingt ans. «Je voulais apprendre à être aussi bon que toi. Alors je me suis exercé sur ce chien! » avait-il dit à Ammi Slimane, plutôt flatté, qui avait cru en la bonne foi d'Ahmed. Personne n'avait remarqué son petit jeu. Les moudjahidine étaient naïfs en ce domaine même si la paranoïa régnait parmi eux. Ces paysans étaient plus forts à manier la Kalachnikov qu'à réfléchir sur les bizarreries de certaines de nos actions. Les Afghans surtout. Ils semblaient détachés de ce bas-monde et évoluaient dans un univers qui n'était déjà plus celui de la planète terre. Une seule chose les intéressait : tuer le maximum d'ennemis de Dieu et rejoindre le Paradis au plus vite.

Le gros Abou Oumayr était de ceux-là. Il ne défiait même pas la mort puisqu'il l'appelait de tous ses vœux. Costaud, avec de l'embonpoint, il

paraissait plus vieux que son âge. Il n'avait pas trente ans mais le nombre de ses faits d'armes était impressionnant. En Afghanistan, mais aussi en Algérie, il avait trompé la mort à plusieurs reprises. Il n'avait pas cherché à lui échapper. C'était elle qui ne l'avait pas trouvé. On me raconta ce dont il était capable. Ceux qui l'avaient suivi n'étaient pas près d'oublier une fameuse embuscade. Postés le long d'une route avec Abou Oumayr, ils attendaient le passage de deux Toyotas de la gendarmerie qui empruntaient le même itinéraire chaque matin. Ils les virent arriver au loin. Mais elles n'étaient pas seules. Deux camions chargés de soldats fermaient le convoi.

On s'est dit : « On abandonne ! Ce n'était pas prévu. Ils sont trop nombreux. »

Mais Abou Oumayr n'était pas de cet avis. « On est venus pour tuer le satan. Personne ne va reculer. Dieu guidera notre bras, avait-il dit.

–On n'avait pas le choix. C'était lui l'émir du groupe », se souvenait un moudjahidine.

Abou Oumayr saisit son fusil-mitrailleur et attendit. C'est un spécialiste de cette arme. Sa réputation n'est pas usurpée. Je peux en témoigner. D'un coup, il sortit du bas-côté et tira des rafales courtes dans la cabine des Toyotas, puis sur les deux camions. Un vrai carnage. On l'appuyait mais c'est lui qui exécuta le gros du travail en hurlant : Allah Akbar. A lui seul, il a dû abattre une trentaine de militaires.

Depuis, Abou Oumayr était craint. Comme les autres Afghans, il avait un caractère difficile à cerner. Ils étaient des seigneurs de la guerre et ils entendaient bien qu'on les considère comme tels.

Ils étaient tous descendus avec nous jusqu'à Sig car la mission était importante. Depuis quelques jours, les flics patrouillaient la nuit à quatre voitures, peut-être pour se sentir plus forts. En une seule embuscade, on pouvait décapiter la moitié du commissariat. Le renfort des Afghans était nécessaire car le coup pouvait être « chaud ».

Nous étions postés dans un terrain vague traversé par la route qui mène au poste de police. Nos informations mentionnaient qu'à chaque ronde, les Golf passaient par là. Allongés dans l'herbe, chacun attendait dans le noir, les yeux rivés sur la chaussée. On avait récité la prière des morts et demandé à Dieu son concours pour viser juste. Ammi Slimane n'était pas

parmi nous. Il était trop lourd et pas assez rapide. En cas de repli précipité, il n'aurait pas pu suivre.

Chacun, de toute manière, avait un couteau sur lui. Je n'aime pas égorger un homme à froid. Dans l'action, c'est différent. Dès que les tirs commencent, les nerfs sont à fleur de peau. On est habités par une seule envie : tuer l'ennemi. Il n'existe dans ce type de situation aucune alternative : c'est lui qui est tué, ou c'est moi. A chaque embuscade la haine envahissait mon cœur et finir le travail au couteau ne me posait plus de problèmes. Chez nous, le coup de grâce n'était pas systématique. Les munitions coûtaient trop cher. Achever un homme qui agonise est plus facile que couper le cou à un prisonnier. Le premier est déjà à moitié mort. Il reste immobile et ne se débat pas. La lame tranche facilement la gorge. Le geste dure une fraction de seconde.

Postés derrière un talus, les Afghans, eux, ne se posaient pas ce genre de questions. Ils étaient à tel point décontractés que plusieurs semblaient s'être assoupis. Soudain, on vit des phares arriver sur nous. C'était bien une Volkswagen de la police. Mais il n'y en avait qu'une au lieu des quatre prévues. « Pour une seule, on n'y va pas. Ce n'est pas la peine. On reviendra pour un convoi complet », dirent les Afghans. « On est là, il faut frapper, répondit l'émir.

– Non, nous on ne se déplace pas pour une Golf », rétorqua Abou Oumayr. La discussion s'arrêta net. La voiture des flics passa sans que ses passagers ne se doutent qu'ils venaient d'échapper à la mort grâce à la fierté de quelques Afghans obstinés.

C'est Abou Amina qui commandait cette opération. Contrairement aux autres, c'était un bon émir qui était apprécié de ses hommes.

Issu d'une grande famille de Sig, il était, à l'âge de trente-trois ans, à la tête d'une quarantaine d'hommes. Beaucoup auraient aimé rejoindre son groupe. Ses moudjahidine y étaient bien traités car l'argent qu'il recevait, 2 à 3 000 francs par semaine, il le dépensait pour sa troupe. Abou Amina mangeait et était sale comme nous, contrairement aux autres émirs. Il opérait essentiellement autour de Sig et dans la zone 4. Il était prévenant, calme, doux parfois, profondément religieux et fin connaisseur du Coran. Malheureusement, il y avait derrière lui le grand satan Ali Chérif qui intriguait dans son dos. Abou Amina était courageux mais les autres émirs le condamnèrent parce qu'il avait perdu deux moudjahidine dans

une embuscade. Le jugement fut prononcé à l'écart, sans témoin. Sa peine était de garder le silence pendant une semaine. Il ne devait parler sous aucun prétexte et personne ne devait lui adresser la parole. Il n'existait plus. Il était devenu transparent. Lorsqu'on le croisait, on devait l'ignorer. Après consultation avec d'autres émirs, Abou Ahmed l'autorisa à rompre le silence pour vingt-quatre heures. Abou Amina refusa : « Je tiens à subir mon châtiment jusqu'à son terme parce que des musulmans sont morts. »

Le fouet était l'autre punition la plus courante. Si un moudjahidine était surpris en train de fumer, une peine de dix coups était appliquée. Les manquements au code de bonne conduite n'étaient cependant pas toujours sanctionnés avec la même rigueur.

Habitué à vivre sous la menace à Oran, j'étais en permanence sur la défensive au maquis. Je restais sur le qui-vive, l'œil aux aguets, prêt à parer au danger qui pouvait se présenter. Cet état d'esprit me permettait de comprendre des situations auxquelles les autres ne prêtaient pas attention. Je découvris ainsi des comportements que je n'imaginais pas.

Notre groupe comprenait un moudjahidine surnommé Weld, le fils du pharmacien, car son père vendait des médicaments. C'est lui d'ailleurs qui jouait l'infirmier lorsque l'un de nous était malade, sous prétexte qu'il savait reconnaître un anti-inflammatoire d'un antibiotique. Le fils du pharmacien avait la même tête que le footballeur Maradona. Mais il portait des lunettes de myope et affichait une taille large, comme celle d'une femme. J'avais raison me méfier de son air sournois. Il n'avait pas l'allure d'un moudjahidine. Le Prophète n'a-t-il pas dit que, si vous voyez un homme qui présente un physique enrobé et flasque, c'est qu'il est devenu hypocrite. Le vrai combattant doit être sec. Les pommettes saillantes et la maigreur sont les signes du tueur parce qu'il vit dans la peur quotidienne. Ce n'était pas ce à quoi ressemblait le fils du pharmacien.

Sa vraie personnalité est apparue au grand jour quarante-huit heures après qu'il eut effectué une mission à Sig. Son objectif était un officier. Il devait l'abattre en pleine rue. Un deuxième moudjahidine était prévu en couverture. Le fil du pharmacien était revenu seul, et sans arme. Selon lui, l'opération ne s'était pas déroulée comme prévu. Au moment où il vidait son chargeur sur l'officier, des gendarmes avaient surgi au coin

d'une rue. Dans sa fuite, il avait perdu sa Kalachnikov et son compagnon avait trouvé la mort.

Deux jours après, celui-ci apparaissait au campement, blessé, mais bien vivant ! Dès qu'il le vit, le fils du pharmacien changea de tête. Il devint livide, ne sachant plus quoi dire. L'autre était furieux; il l'accusait d'être un lâche et un peureux. Il raconta ce qui s'était réellement passé. Devant l'officier, le fils du pharmacien tremblait si fort qu'il avait hésité trop longtemps. Les gendarmes qui déboulaient à ce moment-là, avaient vu la scène et s'étaient mis à leur tirer dessus. Il n'avait même pas appuyé sur la détente. Il avait pris ses jambes à son cou en laissant tomber sa Kalachnikov. Pire, il avait abandonné son compagnon.

Abou Bakr aurait dû convoquer un madjlis, une assemblée, pour juger le fils du pharmacien. Il avait commis une faute grave. Il devait être puni. Mais Abou Bakr le protégeait. C'était son homme de confiance. Pendant qu'il passait ses nuits avec la veuve, le fils du pharmacien surveillait le groupe et récitait son rapport le lendemain. Pour faire diversion, Abou Bakr annonça que, plusieurs grosses opérations étant en préparation, le fils du pharmacien serait jugé ultérieurement. L'affaire en resta là.

J'étais stupéfait. Mais je ne me doutais pas encore de ce que j'allais découvrir. En pénétrant dans notre tente à la tombée de la nuit, je tombai sur le fils du pharmacien en train d'embrasser le jeune Abbas! Il était assis à côté de lui et avait une main posée sur sa cuisse. Je n'en revenais pas. Interloqué, je marquai un temps d'arrêt, puis je ressortis sans prononcer un mot. C'était la prémière fois que j'étais témoin de pratiques homosexuelles dans nos rangs.

J'aimais trop les femmes pour ne pas être choqué. Mais je ne me voyais pas quitter le maquis pour aller coucher avec une femme, comme je ne concevais pas qu'on puisse forniquer dans notre campement, qui plus est entre hommes! Notre engagement à Dieu était total et c'est dans le djihad que nous devions décharger toute notre énergie.

Après cet épisode, je ne dis rien, ni changeai de comportement envers les deux moudjahidine pris en faute. Je faisais comme si je n'avais rien vu. Mais je me méfiais. J'en savais trop. A quatorze ans, Abbas était déjà un dur, une tête brûlée capable de tout. Il était petit, menu. Il ressemblait à un gamin mais n'en était pas un. Il avait versé le sang et côtoyé la mort. Au maquis, les années comptaient triple. Il avait rejoint la montagne

avant moi après avoir fréquenté assidûment une mosquée de Sig. Il connaissait d'ailleurs un peu plus le Coran que les autres. Ses parents avaient essayé de le récupérer, sans succès. Il avait glissé peu à peu de l'enseignement du Coran au militantisme haineux. Son rêve, c'était de rejoindre les moudjahidine. Lorsqu'il monta au maquis, son père le renia. En ville, il était désormais grillé. Mais il n'avait peur de rien et gardait un aplomb étonnant en toutes circonstances.

Je l'avais constaté lors d'une opération, montée comme d'habitude par Ali Chérif, car la majorité des attentats perpétrés dans la région de Sig étaient organisés par lui. La cible, cette fois-ci, était un commissaire FLN. Il avait été filé. Ses habitudes étaient connues. Le guetteur qui nous attendait au rendez-vous devait donner l'alerte en cas de danger. Abbas fut choisi à cause de son jeune âge. Les aînés avaient confiance en lui car il avait déjà tué plusieurs fois.

Les assassins étaient souvent très jeunes Ils n'avaient jamais guère plus de vingt-cinq ans. Après, les hommes deviennent lâches et connaissent la peur. Un autre jeune, âgé d'à peine treize ans, nous avait rejoints. Après que son frère, Nouh, avait été tué au cours d'un ratissage, il était monté au maquis pour le venger. J'avais tenté de le raisonner en lui expliquant que la vengeance était péché en Islam, qu'il avait besoin de grandir encore car le maquis n'était pas un jeu. Même l'émir Hocine avait tenté de le renvoyer chez lui. Il refusa et finit par rester. Après son premier attentat, il était définitivement adopté. Il était jeune, il avait tué ; on pouvait compter sur lui car on le tenait. Revenir en arrière lui était devenu impossible. En abattant un homme, il avait franchi le cap fatidique qui l'excluait de la société des impies car le taghout, le satan, ne lui pardonnerait jamais ses actes. Quelques jours après sa première opération, il suivit un autre groupe qui avait besoin d'un gamin de son gabarit pour des missions particulières.

Abbas était utilisé de la même façon. Il avait déjà abattu un brigadier et un officier de l'armée. Pour le commissaire FLN, son nouvel objectif, il devait utiliser le même procédé : un fusil de chasse à canon scié dissimulé dans un cartable. Un côté était décousu afin qu'il puisse mettre sa main à l'intérieur.

Dans la Mazda volée qui nous emmenait à Sig, il ne disait rien mais ne semblait pas particulièrement nerveux. Nous nous garâmes sur un

boulevard. Le chauffeur resta au volant. Moi et un autre, nous nous postâmes sur le trottoir, à côté d'un arrêt d'autobus. A 15 heures, le commissaire se pointa comme prévu pour attendre le transport en commun. Le guetteur nous le désigna d'un signe de la main avant de disparaître.

Abbas s'approcha lentement. Il était décontracté, comme un élève qui sort du collège. A deux mètres de la cible, il glissa sa main droite dans le cuir, jusqu'à la gâchette. Le cartable, tenu par la rigidité du canon, reposait sur son autre main. Personne ne remarqua son geste. Qui pouvait se douter que ce gosse au visage d'ange allait semer la mort? Il n'appuya sur la détente qu'une seule fois. A bout portant. La détonation pulvérisa la moitié du cartable et déchiqueta le visage du responsable du FLN. S'ensuivit une panique générale. Des passants se couchaient à terre, croyant à l'explosion d'une bombe. D'autres s'enfuyaient en courant. Abbas repartit en pressant le pas jusqu'à la voiture que nous avions déjà rejointe. Nous retournâmes au maquis sans encombre. « Je ne l'ai pas raté », répétait Abbas. Cet épisode s'était produit avant que je ne découvre son flirt avec le fils du pharmacien. A l'époque, nous étions proches.

Il était devenu mon ami à la suite d'une attaque de l'armée. Ce jour-là, on n'était que trois sous la tente. Les autres étaient partis rejoindre un autre groupe. Soudain, un hélicoptère qui tournait dans le ciel depuis un moment se mit à tirer des roquettes, sur l'un des parkings où l'on dissimulait nos véhicules volés. Le bombardement commençait à se rapprocher de notre tente. Abbas avait très peur mais le troisième s'effondra carrément, pleurant et gémissant comme une femme.

J'essayai de ne pas perdre mon sang-froid. Avec ma paire de jumelles, j'observai la plaine pour savoir si des forces ne s'étaient pas déployées pour une opération d'envergure. Je ne voyais rien de tel. On se sauva quand même à travers la forêt jusqu'aux rives d'un lac difficilement accessible. Les militaires ne s'y aventuraient jamais car ils avaient peur de tomber dans une embuscade. Trois jours après, on apprit que les autorités annonçaient avoir abattu huit terroristes alors qu'on n'avait pas un seul blessé à déplorer. L'hélicoptère avait même raté une de nos voitures qui s'enfuyait sur la route.

Ce genre d'aventure m'était déjà arrivé à deux reprises. Les hélicoptères tiraient sur les véhicules qui empruntaient les petites routes qui traversent le massif. L'armée devait estimer que seuls des moudjahidine pouvaient circuler dans ces zones isolées, peuplées de douars où les automobiles sont très rares. Une première fois, notre 505 avait fait un tonneau. La roquette avait explosé devant nous, provoquant une embardée de la voiture. On s'en tira avec plus de peur que de mal car le pilote n'était pas revenu vers nous, à croire qu'il s'amusait à faire des cartons sur les routes.

La seconde attaque aurait pu être plus grave. Une opération était en cours dans un massif voisin. On entendait distinctement le bruit assourdi des explosions. Surpris, je me dépêchai de retourner à notre campement, au volant d'une Toyota Landcruiser toute option, avec sièges en cuir, vitres électriques et altimètre, que nous avions « réquisitionnée » quelques semaines auparavant. Il était hors de question de l'abandonner. C'est pourtant ce que nous aurions dû faire, quitte à essayer de revenir la chercher plus tard.

Soudain, une déflagration éclata derrière nous, si forte que la terre se mit à trembler. Je vis en une fraction de seconde le Mig qui remontait dans le ciel après avoir tiré son missile. Je donnai un coup de volant si brutal que la voiture dérapa avant qu'elle ne verse sur le côté et n'effectue deux tonneaux. Le toit heureusement ne s'affaissa pas totalement car il était tenu par un arceau de sécurité.

Abbas était avec nous. Il souffrait d'une épaule mais ne se plaignait pas. Il marcha aussi vite que nous pour rejoindre la tente. C'était avant que je ne le surprenne en train d'être caressé par le fils du pharmacien. A cette époque, il avait parfois, non pas des états d'âme, mais une sorte de spleen qui le rendait triste. Peut-être était-ce à cause de son homosexualité cachée ? Comme je lui faisais confiance, je lui avais confié que parfois j'en avais assez du maquis.

Il m'avait proposé de monter un groupe à Oran dont j'aurais été l'émir. Son projet était de former une bande autonome et de braquer une banque car, lui aussi, ne voulait plus rester dans la montagne.

Mais nous n'avons jamais parlé entre nous de sa relation homosexuelle avec le fils du pharmacien. Je ne voulais pas m'attirer des ennuis. Non que j'avais peur de lui, mais j'avais déjà pas mal d'ennemis et je ne tenais

pas à ce qu'il s'ajoute à la liste. Abbas était dangereux, je n'avais aucun intérêt à l'avoir contre moi. Depuis que j'avais découvert sa relation avec le fils du pharmacien, je ne lui parlais plus. On se croisait vingt fois par jour mais on ne s'adressait pas la parole. On s'ignorait. Je le sentais très gêné. Le fils du pharmacien, lui, avait un culot monstre. Il n'avait pas changé de comportement. Au contraire, il était avec moi plus arrogant qu'avant.

Je savais que ce n'était qu'une attitude de façade. Dès que l'occasion allait se présenter, il m'abattrait. Je devais le devancer. Si ce n'était pas moi qui l'éliminais en premier, c'était lui qui allait m'avoir. J'en étais persuadé. Mais ce n'était pas facile car il fallait que le crime apparaisse, sinon comme un accident, tout au moins comme une rixe sans témoin où j'aurais pu ensuite expliquer ma version des faits. J'ai essayé à plusieurs reprises de le tuer mais il devait être écrit qu'il ne devait pas finir comme cela.

Une première fois, je le suivis pour le poignarder. Mais il rencontra sur le chemin un moudjahidine qui venait chez nous et mon plan tomba à l'eau. Un autre jour, je lui emboîtai à nouveau le pas à distance alors qu'il se rendait dans son douar proche. Manque de chance, un groupe arriva au moment où je commençais à me rapprocher de lui. Ils me virent et m'adressèrent la parole. On discuta quelques minutes ensemble et je repartis dans une autre direction pour donner le change. Je craignais que le fils du pharmacien ne se doute de quelque chose et que je perde, lors d'une prochaine tentative, l'effet de surprise. Mais l'occasion ne se représenta plus jamais.

CHAPITRE XII

Au maquis, la sexualité était un sujet tabou. Si les moudjahidine avaient su que le fils du pharmacien était un homosexuel, ils l'auraient probablement exécuté. Dans le cas contraire, ils lui auraient mené une vie impossible. L'homosexualité est illicite en Islam. Plusieurs sourates le stipulent. Abbas était imberbe. Il était comme une femme. C'était doublement péché d'embrasser un jeune garçon. Je découvrais dans le maquis des hommes qui se disaient moudjahidine et qui vivaient en cachette dans la luxure. J'avais également entendu parler de viols de femmes. Le cas s'était produit dans un groupe voisin. Ahmed aimait une fille d'un village près de Tlemcen. Mais le père ne voulait pas en entendre parler, et la fille, je crois, non plus. Il s'opposait à cette union car il considérait qu'Ahmed n'avait pas d'avenir. Il n'était pas un bon parti. Surtout depuis qu'il nous avait rejoints. L'année suivante, le père donna sa fille en mariage à un autre homme. Quand il a appris la nouvelle, Ahmed est devenu comme fou. Il enrageait de perdre sa belle. Son honneur était bafoué. Le jour des noces, il fit irruption dans la maison en fête. Il braqua les invités avec sa Kalachnikov et enleva la mariée. Il resta deux semaines avec elle dans la montagne, la violant chaque jour. Je pense que la fille ne l'aimait pas. Elle était terrorisée. Elle ne reconnaissait plus, de toute manière, le jeune homme qu'elle avait connu. Ahmed était devenu un loup, sale, barbu, qui avait du sang sur les mains. Elle savait quel sort les moudjahidine réservaient aux femmes qu'ils enlevaient. Elle avait entendu les récits d'horreur qui circulaient dans son village sur les cadavres sans tête, les femmes enceintes éventrées et les bébés jetés contre les murs par les compagnons d'Ahmed. Peut-être que l'homme qui avait voulu l'épouser avait lui-même commis les pires atrocités. Cette idée devait lui être insupportable. Heureusement pour elle, l'émir d'Ahmed ne toléra pas longtemps cette situation. Il lui intima l'ordre de relâcher la fille.

Il ne pouvait pas de toute façon la retenir davantage. Garder une femme prisonnière au maquis était impossible. Aucune fille ne pouvait supporter nos conditions de vie. Les autres moudjahidine auraient fini par

la violer à leur tour et Ahmed l'aurait exécutée. Quel sort lui réserva sa famille lorsqu'elle retourna dans son village? Je n'en sais rien. Mais sa vie doit être finie. Non seulement elle reste traumatisée par les sévices qu'elle a subis, mais le regard des autres doit lui être insupportable.

L'amour n'a rien à voir dans cette histoire, car chez les combattants de la foi, l'amour n'existe pas. Je n'aimais pas plus la fille avec laquelle je sortais à Oran. Lorsqu'il s'engage dans le djihad, le moudjahidine écarte tout sentiment parce qu'il sait que la mort le guette. Tomber amoureux c'est se détourner du but initial. J'avais risqué ma vie à maintes reprises pour pouvoir monter au Paradis. Je n'étais pas prêt à l'échanger, même contre mille femmes.

Rien ne pouvait me faire changer d'avis. La plupart étaient comme moi. Lorsqu'on se levait le matin pour faire la prière du « sobh », chacun de nous racontait ses rêves au Paradis. Tous étaient prêts à mourir pour y accéder car ils savaient ce qui les attendait. S'ils souhaitaient se sacrifier pour l'Islam, c'est qu'ils étaient impatients de rejoindre l'univers délicieux réservé aux soldats de Dieu. Même ceux qui connaissaient mal le Coran, même les moins pieux qui n'avaient pas fréquenté la mosquée, connaissaient au moins une chose : que le Paradis est rempli de femmes fabuleuses. Tous les musulmans sont au courant de ce principe automatique. Celui qui meurt au nom d'Allah sera récompensé. Et quelle récompense ! Les femmes y étaient belles, nombreuses et expertes en amour. Le martyr n'avait qu'à choisir celle qui lui plaisait et changer à sa guise. Là-haut, on mangeait et faisait l'amour à volonté avec une jouissance décuplée.

On décrivait ce que nous avions vécu dans nos songes. Les « houris », les filles du Paradis, donnaient à l'homme ce qu'aucune femme sur terre ne pouvait apporter. Personne évidemment n'y avait goûté, mais on imaginait tous à quoi pouvait ressembler le savoir-faire amoureux des houris. Parce qu'on y croyait, parce qu'on nous l'avait appris, on savait que les vierges du Paradis procuraient des plaisirs pendant quatre-vingt-dix-neuf ans et une érection qui ne faillissait jamais. Chacun usait de paraphrases pour décrire ce qu'il avait ressenti pendant la nuit. Le vocabulaire était libertin. Mais je savais que derrière ces mots maladroits, ces regards encore embués de sommeil, restaient la volupté et le plaisir.

Nous nous étions engagés dans le djihad pour servir Dieu. C'était notre raison de vivre. Aussi, la mort ne nous faisait pas peur, surtout lorsqu'elle s'accompagnait de récompenses aussi voluptueuses. Je me considérais comme un condamné en sursis mais je ne sollicitais pas la mort. D'autres, en revanche, l'appelaient de leurs vœux après avoir tué, bien entendu, le maximum de mécréants. Seuls Abou Bakr et Ali Chérif ne pensaient pas à la mort. Eux voulaient sauver leur peau. J'en étais persuadé. Ils avaient les pieds sur terre et voyaient la réalité.

Dans la journée, les disputes étaient fréquentes. Elles pouvaient dégénérer en affrontements et laisser des rancœurs qui se développaient au fil des semaines. Une phrase, un comportement, un avis entraînaient chez les autres des discussions, sinon des différends qui pouvaient déboucher, à leur paroxysme, sur une bataille à coups de fusil.

Il arrivait parfois qu'une bagarre éclate entre moudjahidine à propos d'un désaccord. Un jour, Djaada, l'ancien technicien en électronique qui m'avait conduit au maquis, se disputa, dans un groupe voisin, avec l'émir El Aqar, à propos de couvertures volées dans un hôpital de Bouhanifia. Djaada était contre. Il n'admettait pas qu'on puisse dépouiller des malades. «Nous sommes des moudjahidine et non des pirates », disait-il. El Aqar soutenait, lui, que ces couvertures étaient le bien de l'Etat. « Il faut éliminer tout ce qui appartient au satan », répétait-il. Depuis le début, Djaada n'était pas d'accord pour attaquer cet hôpital. « On y soigne le peuple, le choix de cet objectif était mauvais. En dévastant les salles de soins, en volant le matériel, on punit la population et non pas le pouvoir », argumentait-il.

L'émir s'entêtait et devenait méchant. Alors, Djaada prit son sac à dos bourré de matériel électronique et nous rejoignit en plein milieu de la nuit sous des trombes d'eau. S'il n'était pas parti, El Aqar, connu pour sa cruauté, l'aurait probablement tué. Ingénieur de formation, Djaada fabriquait les systèmes de mise à feu à retardement de nos engins explosifs. C'était un homme intelligent, sensible même. Ali Chérif était son cousin. Ils s'isolèrent sous la tente qui servait de cuisine. Djaada était à bout de nerfs. Je l'entendis pleurer. Les rapports de force qui existaient entre nous pesaient lourd sur le moral. Djaada était monté au maquis par idéal. Il se voyait entraîné à commettre des actions qui lui répugnaient en compagnie de types qu'il n'aimait pas.

Le GIA était devenu une poubelle, qui attirait des rebuts de la société. Chacun avait une raison personnelle de s'engager. Des sadiques côtoyaient des petits voyous, ou des paumés, qui n'affichaient aucun passé de militant. Ils ne possédaient pas les bases de la religion. Je soupçonnais certains d'avoir mis les pieds dans une mosquée à peine deux ou trois fois dans leur vie, et encore parce que leurs pères les y avaient entraînés.

Driss devait appartenir à cette catégorie. Au départ, il vendait des pâtisseries orientales dans les rues d'Oran. Il mesurait un mètre quatre-vingts mais c'était un grand mou. Son heure de gloire était d'avoir été incarcéré à Reggane pour sa sympathie envers le FIS. Il n'était pas le seul. « Le pays de la soif », l'un des points les plus chauds du globe, avec des températures qui atteignent 55° à l'ombre, avait abrité des milliers de militants arrêtés après que le Front Islamique du Salut fut interdit, début 1992. Cette région est tellement isolée et inhospitalière que personne ne pouvait s'évader de cette prison naturelle. Impossible de trouver une aide dans ce désert immense. C'est pour cette raison que les Français y avaient installé leur centre d'expérimentation atomique et testé leur première bombe en 1960.

Ce séjour forcé au Sahara était à peu près le seul fait d'armes de Driss. C'était, en fait, un amateur. Dès qu'il tentait quelque chose, il échouait. Il avait déposé une bombe dans le cimetière de Sig au moment des obsèques d'un militaire, mais elle n'avait pas explosé. A Oran, il avait voulu égorger une vieille Française mariée à un Algérien. On la soupçonnait d'être une avorteuse, doublée d'une sorcière. Driss l'avait suivie dans la rue. Au moment propice, il saisit ses cheveux pour tirer sa tête en arrière. De l'autre main, il tenait son couteau, prêt à lui trancher la gorge tendue. Stupéfait, Driss se retrouva alors avec la chevelure de la Française au bout des doigts : elle portait une perruque ! Elle se mit à hurler en détalant, les bras levés vers le ciel. Le lendemain, le consul français d'Oran venait la chercher avec des gardes du corps pour la rapatrier vers Paris.

Driss se vantait d'être un bon égorgeur. Il avait coupé le cou à un appelé en plein jour dans la rue d'un douar. C'est lui qui avait repéré, par hasard, le maire d'un village de la région qui était invité à un mariage. Les moudjahidine avaient investi la maison de la noce pour savoir si on

n'y écoutait pas de la musique impie. A une époque, on veillait à ce que les bonnes mœurs islamiques soient scrupuleusement respectées partout, et en toutes circonstances. Le maire avait été ramené au camp et Driss s'était fait un plaisir de l'égorger de ses propres mains trois jours après.

Driss n'était pas religieux. Loin de là. Il n'avait pas rejoint le maquis par conviction islamique. C'était même tout le contraire. Après son séjour à Reggane, il s'était mis à vendre du vin au noir! Pour nous, c'était péché, et il risquait de graves ennuis, sinon la mort. Mais ce n'était pas pour cette raison qu'il s'était engagé au GIA. C'était tout simplement parce que la police lui avait fait fermer son commerce illicite. Il en avait gardé un profond ressentiment, une haine contre l'autorité, c'est-à-dire l'Etat, qu'il trouvait injuste. Se sentant protégé par un cousin qui combattait à nos côtés, il se pointa un beau matin dans notre zone. Il était complètement saoul et tenait à peine debout. Mais les émirs l'ont gardé. Ils lui ont demandé de se purifier en procédant aux grandes ablutions. Il s'est ensuite engagé devant Dieu à ne plus toucher à une goutte d'alcool. « Je suis prêt à mourir en combattant le taghout, le diable », a-t-il juré. Il a été accepté. Le GIA a trop besoin de bras pour se permettre de faire la fine bouche. En fait, l'ivrogne se révéla être aussi un peureux. Comme il avait été pâtissier, il fut relégué à la cuisine. Là, il y était meilleur que vingt femmes.

Il n'était malheureusement pas le seul couard du groupe. Une semaine après son arrivée, il fut question de tendre une embuscade à des gendarmes. L'opération était risquée. Il fallait des volontaires. Driss évidemment se défila. Sur quarante personnes, sept acceptèrent d'y aller : les Afghans, moi et Abou Bakr qui se sentit obligé en tant qu'émir. On resta planqué toute une journée dans les fourrés. Sans résultat. Les militaires ne vinrent pas. Lorsqu'on retourna au camp et que je vis ces têtes de lâches, je me dis qu'ils auraient mieux fait de rester chez eux. La nourriture qu'ils mangeaient aurait pu nourrir d'autres combattants.

Chacun avait sa propre raison de se trouver au maquis. En général, la motivation première était la rancœur, le sentiment de subir l'injustice permanente du régime. Sinon, c'était les cas les plus fréquents, le passage à la lutte armée était dû à la perte d'un frère, d'un cousin, d'un ami, abattu par les forces de l'ordre. Ancien flic, Abou Zohra, lui, n'avait pas commis d'acte délictueux mis à part la distribution de tracts, à l'époque du FIS.

Son frère, en revanche, était parti au maquis dès que les premiers groupes commencèrent à s'organiser. Suspect, Abou Zohra fut muté d'Oran à Saïda. Il était policier dans une CNS, une Compagnie nationale de sécurité. Son commandant ne l'aimait pas. Il n'avait pas confiance en lui. L'officier connaissait ses sympathies pour la cause islamiste. Il n'avait rien à lui reprocher mais il le renvoya chez lui. Au bout de dix jours, le commandant le convoqua pour lui annoncer qu'il était exclu des CNS. Abou Zohra était effondré. En même temps, il sentit monter en lui une colère sourde, aggravée par une soif de vengeance qui provoquait des pulsations si fortes qu'elles lui faisaient mal à la poitrine.

En sortant de la caserne, il croisa un ami, comme lui policier, qui n'était pas au courant de sa radiation. Abou Zohra discuta avec lui comme si de rien n'était. Il plaisantait pour mettre son ami en confiance. Puis, il lui proposa de le suivre, dans un endroit discret, car il tenait à lui montrer un magazine d'un genre particulier. Il n'allait pas le regretter. Jamais il n'avait vu de femmes nues aussi belles.

Une fois à l'écart, Abou Zohra sortit un couteau et égorgea son ami. Sans état d'âme, simplement pour lui voler sa Kalachnikov. Il sauta ensuite le mur d'enceinte et rejoignit directement le maquis avec son arme, preuve de sa bonne foi.

C'est à ce moment-là qu'il prit le nom d'Abou Zohra, le « père » de Zohra, en souvenir de sa fille. C'était un type très dangereux. Il s'entraînait tous les jours. Il avait participé à plusieurs attentats et changeait souvent de groupe. Tous voulaient l'avoir avec eux car il était connu comme étant un combattant exceptionnel. Il n'avait peur de rien. Il tenait à participer à tous les attentats. « Je souhaite mourir au combat », répétait-il. C'était un musulman « propre », mais il ne connaissait rien à l'Islam. Au camp, il apparaissait normal. Au combat, il devenait cruel, sanguinaire même.

Les tueurs sont souvent plus agréables à fréquenter que les gens normaux. Une fois qu'ils ont déversé leur agressivité dans l'action, ils redeviennent comme n'importe qui. La plupart de mes amis étaient des assassins. Je n'ai pas beaucoup fréquenté de personnes qui vivent comme tout le monde mais je sais, par expérience, que ces tueurs sont des types bien, à condition qu'ils châtient suivant les principes du Coran.

En Islam, on n'a pas le droit de se tromper. C'est la raison pour laquelle il faut connaître la religion avant de s'engager dans la guerre sainte.

J'avais remarqué qu'il existait trois catégories d'individus au sein des GIA. Ceux qui voient la vérité et qui n'en tiennent pas compte. Par rapport à l'enseignement du Prophète, ce sont des incarnations du diable; ceux qui sont sûrs d'eux-mêmes et des actions qu'ils mènent. Restent les ignorants qui n'ont pas appris les principes islamiques et qui obéissent aveuglément, sans réfléchir sur le bien-fondé de leurs actes.

Ces trois comportements sont condamnés par l'Islam. En Islam, il faut toujours dire la vérité. « Dis la vérité. Celui qui veut embrasser la foi est libre comme celui qui veut la rejeter », lit-on dans le Livre.

Dans les Groupes Islamiques Armés, ce verset n'est pas accepté. J'en citais souvent un second, qui irritait Abou Bakr, Ali Chérif et les autres émirs car c'est un verset qui dénonce les hypocrites. « Dieu, montre-nous la vérité et guide-nous pour y arriver. Dieu, montre-nous le mal, et guide-nous pour l'éviter. »

Ces mots les mettaient mal à l'aise. Les émirs rejetaient ces versets coraniques. De toute manière, personne ne lisait les textes. On comptait, selon les périodes, un Coran pour quarante moudjahidine.

CHAPITRE XIII

Ce matin-là, Abou Ahmed affichait la mine des mauvais jours. Il paraissait nerveux. Je compris pourquoi lorsqu'il annonça la mission qui nous attendait. Il fallait tendre une embuscade sur une route empruntée par un convoi qui protégeait deux ou trois Français. Nos informateurs n'étaient pas sûrs du nombre exact. Mais ils avaient bien repéré les lieux. C'étaient des ingénieurs, ou des techniciens, venus de France pour remettre en marche la cimenterie de Zahana, qui avait été endommagée lors d'un précédent attentat. L'Etat avait fait appel à ces spécialistes pour réparer les dégâts. Les Français étaient donc complices du taghout. Selon Abou Ahmed, ils devaient être punis.

J'étais contre l'assassinat d'étrangers. Je l'avais déjà dit publiquement. Surtout lorsqu'il s'agissait de Français. Car à Paris, à Lyon ou à Marseille, on pouvait trouver de l'aide. C'était une base arrière peuplée d'Algériens parmi lesquels il était facile de se glisser. Tuer des Français, c'était porter la suspicion, amener la police à enquêter davantage dans la communauté maghrébine pour démanteler nos réseaux. Abou Ahmed et les autres ne voyaient pas si loin.

Selon eux, seul l'exemple comptait. La cimenterie avait été à moitié détruite par nous. Si on laissait faire, d'autres étrangers viendraient pour remettre d'autres usines en état de marche. J'avais été désigné parce que j'étais un homme sûr. Je ne pouvais pas me dérober aux yeux des Afghans Khaled et Djamel, d'Abou Oumayr et d'Ammi Slimane qui constituaient le reste du groupe. On était une dizaine en tout. En plus d'un Uzi, je pris un fusil de chasse à cinq coups. En combat rapproché, c'était plus efficace qu'un pistolet-mitrailleur.

A 21 heures, on quitta le maquis à bord d'une camionnette Mazda. On roulait en veilleuse, doucement, au cas où on tomberait sur un barrage de l'armée à la sortie d'un virage. Notre chauffeur avait la réputation de voir la nuit mieux que les autres. C'est pour cela qu'il avait pris le volant. Il conduisait bien, à la bonne vitesse. Je crois qu'il avait été chauffeur de taxi avant de rejoindre le maquis. Il n'était pas comme les paysans du groupe qui faisaient hurler la boîte à chaque changement de vitesse. Ou

bien qui ne trouvaient pas la marche arrière. En cas de pépin, un mauvais conducteur pouvait nous coûter la vie.

Nous arrivâmes à Zahana à 2 heures du matin. On cacha la camionnette dans un sous-bois et on se reposa, pendant qu'une sentinelle montait la garde. En fait, personne ne ferma l'œil, mis à part Ammi Slimane qui dormait du sommeil du juste.

A 4 heures, on était tous debout. Une demi-heure après, le groupe était réparti le long de la route, à 600 mètres environ des grilles de la cimenterie.

C'est moi qui étais posté le plus loin, sur une hauteur, un talkie-walkie dans une main. Abou Ahmed avait le second à moins d'une centaine de mètres de distance. Ma mission était de prévenir le groupe de l'arrivée du convoi.

Peu avant 6 heures, je vis arriver la première voiture, une Fiat blanche conduite par un chauffeur. Elle transportait les Français. Derrière suivait avec peine un camion avec des policiers. Je laissai passer la Fiat sans rien dire. C'étaient des pauvres types qui venaient gagner un peu d'argent chez nous. Ils n'étaient pour rien dans la guerre qui nous opposait au pouvoir.

Quelques secondes après, je donnai le signal de l'attaque. C'était trop tard pour la voiture, qui les avait surpris, mais ils eurent le temps de mettre en joug le camion. Les rafales retentirent pendant plus de cinq minutes. Je me précipitai et vidai un chargeur. C'était un véritable carnage. Deux ou trois policiers réussirent à s'enfuir en courant et en abandonnant leurs armes. Le chauffeur et le chef de bord baignaient dans leur sang, affalés dans la cabine où tous les tirs avaient été concentrés. A l'arrière, deux hommes agonisaient en gémissant. Ammi Slimane n'eut pas le loisir de sortir son couteau. L'endroit était « chaud ». Il fallait se replier dare-dare. La Fiat avait disparu dans la cimenterie et le chauffeur avait dû donner l'alerte. On récupéra en vitesse quatre ou cinq Kalachnikovs avant de décamper. Soudain, un bruit assourdissant nous fit lever la tête. Un avion fonçait sur nous.

C'était un Mig en vol d'entraînement. Le pilote avait dû voir la scène d'en haut et piquait sur nous en rase-mottes. On n'eut même pas le temps d'épauler nos fusils. Il passa au-dessus de la route à la vitesse du son sans ouvrir le feu. Heureusement, il n'était pas armé d'obus et de roquettes. Une demi-heure après, deux hélicoptères survolaient la zone. Trop tard.

On s'était éloignés du lieu de l'attaque. La Mazda fut abandonnée dans un bois et on termina à pied jusqu'à Stambul par des sentiers détournés grâce à un vieux berger qui avait attendu près de la camionnette durant l'assaut.

Sur le chemin du retour, Abou Ahmed explosa : « Pourquoi ne nous as-tu pas avertis à temps pour les Français ? A cause de toi, on les a ratés !

– Si on avait tiré sur la Fiat, les flics auraient riposté. Ils étaient nombreux. Il fallait choisir ! »

On n'était pas en mesure, en effet, de stopper les deux véhicules en même temps. Mes arguments étaient valables. Les autres acquiescèrent. Abou Ahmed, déstabilisé, n'ajouta pas d'autres remarques. L'affaire était close. Si cela n'avait pas été le cas, je serais passé en jugement devant plusieurs émirs. On m'aurait soupçonné d'être à la solde de la Sécurité militaire. Le fils du pharmacien, Abou Bakr et tous ceux qui ne m'aimaient pas auraient pris un malin plaisir à m'enfoncer davantage pour que je sois exécuté. Mon nom aurait été couché sur le registre des morts tenu par Ali Chérif. Il se serait appliqué plus que d'habitude pour écrire mon âge et la date de mon décès.

Ces cahiers comportaient des listes impressionnantes. Sur l'un, figuraient les noms des martyrs disparus au combat. On pouvait lire, sur l'autre, les identités de ceux que nous avions exécutés et dans chaque colonne, la durée de captivité, le jour et l'heure précis où ils avaient été égorgés. C'était une loi du GIA valable pour tous les maquis du territoire. Nous enregistrions également leurs aveux avec un magnétophone ou une caméra vidéo. Les cassettes représentaient pour nous les « preuves » de leur culpabilité.

Elles avaient aussi un rôle « pédagogique » car ces confessions confortaient l'idée que nous devions être sans pitié avec le taghout. Les moudjahidine s'esclaffaient lorsqu'ils entendaient ces malheureux se contredire ou demander pardon en pleurant. Ils se moquaient des victimes en entendant leur voix qui tremblait de peur.

Même l'Afghan déserteur avait été enregistré sur deux cassettes. Hocine les détruisit par la suite parce que l'Afghan n'était pas dans la ligne des GIA : il leur avait dit leurs quatre vérités. Mis à part les émirs, j'étais le seul à avoir entendu son témoignage car c'est moi qui étais de garde ce soir-là. L'Afghan répétait sans broncher : « Je ne me suis pas

rendu à l'Etat, mais je ne veux plus rester avec vous à cause des problèmes internes qui règnent au sein des groupes. » C'était un type correct et courageux. Il a d'ailleurs, fait rarissime, été épargné, sinon son nom aurait été rajouté à la liste du cahier des morts. Lorsqu'on commettait un massacre dans un village, on n'écrivait rien. Idem lorsqu'on décimait une patrouille de gendarmes dans une embuscade. On ne connaissait pas, de toute façon, leurs noms, ni le nombre exact de personnes abattues. Sous la « rubrique » : « personnes arrêtées par le GIA » figuraient en revanche tous ceux que nous avions kidnappés ou faits prisonniers. Noms, prénoms, dates et lieux de naissance, adresses et même le numéro des cartes d'identité ou d'autres papiers officiels étaient soigneusement écrits en arabe. Manquait seulement le nom de l'exécuteur. Celui-là n'était écrit nulle part.

Le GIA estime mener une guerre où il faudra un jour rendre des comptes. Lorsque la victoire arrivera, les Groupes Islamiques Armés pourront annoncer qui, quand et pourquoi telle personne a été enlevée et abattue, afin qu'il n'y ait pas de contestation. Le GIA projette de se servir de ces listes macabres pour d'éventuelles négociations à venir. Mais surtout, les moudjahidine s'imaginent que registres et cassettes constituent les « preuves irréfutables » qu'ils étaient en droit de torturer et de tuer. Aucune protestation ne pourrait survenir puisque, juges et bourreaux de la société islamique, ils agissaient, selon eux, au nom de Dieu pour le bien commun.

L'écoute de ces cassettes était aussi une distraction, un « jeu interactif » qui permettait aux moudjahidine de se défouler. En entendant les confessions, ils proféraient des insultes, traitaient les prisonniers de chiens, de porcs, ou de fils de putain. Sinon, il y avait la radio. Les postes étaient nombreux dans chaque groupe. On ne ratait aucun bulletin. On jonglait en permanence entre les journaux de la radio algérienne, RFI, RMC Moyen-Orient et Medi 1, une radio marocaine qui diffusait parfois des communiqués du GIA.

Les nouvelles sur l'Algérie provoquaient chez nous des commentaires acerbes. Les grandes opérations militaires annoncées par Alger nous faisaient sourire. Même si nous n'étions pas au courant de la situation dans les autres régions, les bilans affichés par les autorités nous paraissaient exagérés. En fait, nous n'y croyions pas. Vu les pertes

modestes dans nos rangs, on ne pouvait pas imaginer qu'ailleurs des maquis entiers soient décimés. Mais l'information qui nous fit sauter de joie fut la prise par un commando islamiste de l'Airbus d'Air France sur l'aéroport d'Alger à Noël 1994.

Noël n'était pas une fête pour nous. C'était un jour comme les autres. Lorsqu'on apprit la nouvelle, on s'embrassa tous en se tapant sur les épaules. Même les plus grincheux affichaient des mines réjouies. J'étais contre le fait de s'attaquer à la France, mais là, je participais à l'allégresse générale. Pour nous, cette opération était une grande victoire : on avait frappé la France sur son propre territoire, sur un objectif hautement symbolique, en plein cœur d'Alger. Le régime était discrédité et le monde entier savait maintenant ce dont le GIA était capable. Rien ne pouvait arrêter les soldats de Dieu.

Durant cette période, aucune mission ne fut à l'ordre du jour. Même les faux barrages n'étaient plus tenus. On restait groupés autour des récepteurs à écouter les nouvelles. Les moudjahidine qui habitaient dans les grottes étaient venus dans notre campement pour participer à la joie générale. C'était la fête. Je traduisais en arabe les informations en français à ceux qui ne le comprenaient pas. « En 1962, on a battu la France. On vient de lui donner encore une bonne leçon. La France est notre ennemie. Il faut la détruire. On tuera des milliers de Français... » entendis-je autour de moi. On suivait le « feuilleton » de l'aéroport minute par minute. Lorsque mes camarades tiraient des rafales d'AK47 du cockpit de l'Airbus sur la tour de contrôle, on criait « bravo ». A chaque fois que le speaker nous apprenait qu'un otage était exécuté, les mêmes mots sortaient de nos poitrines : « Allah Akbar ! »

Après le policier algérien et le Vietnamien, ce fut le tour du Français d'être jeté, mort, sur le tarmac. Nous ne croyions pas qu'il était simple cuisinier à l'ambassade de France. « C'est un espion, un mécréant. Il mérite son sort », disaient les moudjahidine. On était tous fiers que le commando ait mis sa menace à exécution. Zeroual ne voulait pas laisser l'avion décoller, et il en payait le prix. Quand, finalement, il accepta, tous ont dit : « C'est le chien des Français. » On jubilait lorsque l'avion décolla. Les moudjahidine pensaient que le commando allait obliger les pilotes à s'écraser sur Paris. Moi, j'aurais préféré qu'il tombe sur Versailles !

Une fois posé sur l'aéroport de Marseille-Marignane, on était persuadés que le GIGN ne pourrait rien tenter, sinon nos frères feraient sauter l'avion. « Les Français n'oseront pas attaquer. Ils vont négocier. Zeroual va relâcher les nôtres qui sont emprisonnés. C'est une grande victoire du GIA », exultait-on.

Les postes restaient allumés en permanence. Le camp vivait au rythme des informations diffusées en continu. « Qu'est-ce qu'ils disent?» n'arrêtaient pas de me demander ceux qui ne comprenaient pas le français. Ils essayaient de suivre mais ils traduisaient par bribes, sans connaître les détails.

Lorsque l'assaut fut donné, on fut surpris, de la même manière, je suppose, que le commando à l'intérieur de l'Airbus. Réunis en cercle autour du poste, on gardait le silence. On s'attendait à l'apocalypse. Grande fut notre déception quand la voix du journaliste annonça que les otages étaient sains et saufs et que tous les pirates avaient été abattus. Pire, aucun gendarme du GIGN n'avait été tué pendant l'opération. C'était pour nous impossible. On ne le croyait pas. « Ces chiens mentent », répétait-on. Mais on dut se rendre à l'évidence. C'était vrai. Les gendarmes ne déploraient que des blessés. Nous nous doutions que nos frères du GIA allaient mourir. Mais pas de cette manière, sans porter un gros coup contre la France. Nous nous sentions humiliés. Jamais je n'ai vu les moudjahidine aussi haineux contre les Français. Si l'un d'eux était tombé entre leurs mains à ce moment-là, ils l'auraient écorché vif.

Les moudjahidine étaient cruels mais pas toujours efficaces. Une garde permanente, par exemple, était en principe assurée. En réalité, elle ne l'était qu'à moitié. Chacun était censé la monter une heure. Je considérais que cette corvée préparait au djihad sur le plan psychologique. Mais ce « travail » n'enthousiasmait personne et la relève tardait souvent à arriver, ou, carrément, ne venait pas. De toute manière, je ne faisais pas confiance aux sentinelles en faction sur les sentiers qui menaient à notre campement. Aussi préférais-je dormir de 22 heures à 5 heures et prendre mon tour après la prière du Sobh, aux aurores. La nuit, le risque d'embuscade était quasiment nul. L'armée n'osait pas s'aventurer dans les bois en pleine obscurité. Les premières lueurs de l'aube, en revanche, représentaient toujours un danger potentiel. C'est l'heure où les gens se réveillent à peine et où les sentinelles, fatiguées, relâchent leur attention.

Je préférais donc être de faction au lever du soleil, quitte à y rester trois ou quatre heures d'affilée. S'ils voyaient arriver l'ennemi, certains des moudjahidine de garde étaient capables de s'enfuir sans prévenir les autres ! J'en subis bientôt la cruelle expérience.

J'étais invité ce soir-là chez un groupe voisin qui occupait une grotte au-dessus de Zahana, à une heure de marche de notre campement. C'était souvent l'usage. Au cours de ces rencontres, on s'échangeait des informations. Chacun racontait à la veillée ses exploits et les opérations auxquelles il avait participé.

La grotte était profonde et possédait à l'intérieur un aplomb qui formait une sorte de mezzanine naturelle. Pour se protéger de l'humidité, les moudjahidine avaient dressé des tentes dans la cavité. Moi, je dormais à part, sous une toile inoccupée. Nous étions en décembre. Parce qu'il faisait très froid, je n'étais pas mécontent qu'on m'affectât une couche à « l'étage », loin de l'entrée de la grotte et de son vent glacial. La garde était assurée par des sentinelles qui, en cas d'alerte, devaient actionner une ficelle qui filait jusqu'à la grotte. A l'autre bout étaient attachées des boîtes de conserve vides censées nous prévenir du danger. Un système rustique, qui restait, sur le principe, efficace.

A 1 heure du matin, nous dormions tous à poings fermés. Soudain, un vacarme indescriptible me fit sauter de mon lit de fortune. Une lumière crue et vacillante éclairait la grotte qui était prise sous le feu d'armes automatiques. Les impacts des balles et les rafales tirées par les moudjahidine réveillés en sursaut résonnaient sous la voûte rocheuse dans un bruit assourdissant. Un hélicoptère muni d'un gros projecteur volait lentement au-dessus des arbres devant la grotte. La sentinelle chargée de tirer sur la ficelle avait dû être abattue avec un silencieux par des commandos de l'armée, qui, de toute évidence, n'avaient pas peur d'agir la nuit, alors que nous étions persuadés du contraire.

Quant aux autres gardes, ils avaient fui. Avions-nous été donnés? Je ne l'ai jamais su. Plusieurs compagnies avaient en tout cas progressé dans la soirée sur un objectif clairement défini. Ce n'était pas le fait du hasard. Il avait fallu que les militaires disposent d'informations fiables pour venir jusqu'à nous, car les grottes étaient nombreuses dans le secteur.

En bas, la plupart des moudjahidine baignaient dans leur sang. Ceux qui dormaient près de l'entrée avaient été abattus les premiers. D'autres

gémissaient, grièvement blessés. Ma chance avait été de dormir sur l'aplomb rocheux. Nous étions davantage protégés des tirs provenant de l'extérieur. Le hasard nous avait sauvé la vie mais la situation n'était pas tenable. Dehors, les soldats avançaient. Nous étions pris comme des rats. En bas, il n'y avait plus que deux ou trois moudjahidine qui ripostaient, et encore, avec des tirs sporadiques. Les militaires essayaient maintenant d'investir la grotte. De notre côté, on n'entendait plus rien. Les nôtres devaient être morts. Nous sommes alors descendus en silence, prenant mille précautions pour éviter de signaler notre présence. Si nous voulions garder un espoir de vivre, il ne restait qu'une solution : tenter une sortie. On était tous d'accord. Il fallait attendre le moment le plus propice. L'ennemi pensait que nous étions tous anéantis. On entendit un commandant qui ordonnait à un sergent de pénétrer à l'intérieur. Le sous-officier ne voulait pas. « Tu vas obéir ! Vas-y, c'est un ordre ! » Le sous-off suppliait mais, sous la pression de son supérieur, il finit par entrer. Deux moudjahidine le lardèrent de coups de couteau. On lui a pris son talkie-walkie, mais on ne put pas lui enlever sa Kalachnikov. Elle était attachée à son poignet par une sangle en cuir pour éviter qu'on ne lui volât son arme.

En mourant, le sergent n'avait pas poussé de cri tant les lames avaient pénétré profondément dans son cou et sa poitrine. C'était le signal. On sortit tous ensemble en hurlant : « Allah Akbar ! » Je courais à perdre haleine en tirant dans tous les sens. Suivaient les autres, ceux qui possédaient des fusils de chasse. Le chargeur de mon Uzi n'était qu'à moitié plein. Le temps de le vider j'étais déjà arrivé à l'oued profond de trois mètres, qui coulait devant la grotte. Je sautai dedans sans réfléchir, étonné d'être encore vivant. L'hélicoptère s'éloigna, de crainte, certainement, d'être touché. Je remontai dans l'obscurité le cours d'eau glacé au milieu d'une fusillade nourrie. Les soldats tiraient des grenades. Je reçus deux éclats qui me touchèrent, heureusement sans gravité. Je marchai toute la nuit sans m'arrêter. C'était un miracle que je sois encore en vie. Je ne savais pas ce qu'étaient devenus mes frères mais ce n'était pas ma préoccupation première. Dans ces cas-là, c'est chacun pour soi.

A l'aube, j'arrivai, après un long détour, à Stambul. Les moudjahidine étaient sur les dents. L'attaque surprise de Zahana avait provoqué le

branle-bas de combat. Personne ne savait s'il s'agissait d'une opération d'envergure ou bien d'un coup de commando sur un seul objectif. En fin de journée, la tension retomba. Notre secteur était toujours calme et les guetteurs rapportaient que la troupe s'était retirée de Zahana.

Cette embuscade nous avait coûté cher. Une dizaine de moudjahidine étaient morts, d'autres avaient disparu. J'en avais assez! J'avais failli être abattu comme un chien dans mon sommeil à cause de la défaillance de notre dispositif. Les sentinelles ne s'étaient pas montrées à la hauteur. J'étais entouré de dangereux amateurs qui m'apparaissaient de plus en plus fous et sanguinaires. Mais surtout, preuve était donnée qu'existaient parmi nous des indicateurs. Nous avions été dénoncés. J'avais même l'impression que, parfois, nous étions manipulés.

Mis à part les Afghans, le soupçon pesait sur chacun de nous. Une sourde rivalité et les rapports de force alourdissaient le climat déjà tendu qui régnait dans le groupe. Je me méfiais de plus en plus d'Abou Bakr qui cherchait à préserver son autorité en couvrant les agissements du fils du pharmacien et de ses fidèles.

Je le soupçonnais d'avoir voulu m'assassiner. Il m'avait suivi avec un fusil de chasse au moment où je m'éloignais pour aller faire mes besoins. Heureusement, je restais toujours sur mes gardes. « Tu cherches quelque chose? » lui avais-je lancé en sortant de derrière un rocher. J'avais le doigt sur la détente de mon Uzi braqué dans sa direction. « Non, non. Je vais aux toilettes, je ne savais pas que tu étais là. »

Je sentais que, si je restais davantage au maquis, j'allais y passer. Je ne rentrais pas dans le moule. Je contestais le bien-fondé de certaines opérations. Mais surtout, j'affichais des divergences de fond à propos du futur Etat islamique et des moyens d'y parvenir. Cette différence en gênait plus d'un. Je le lisais dans leurs regards. Mis à part Ammi Slimane et, deux ou trois autres, qui se rendaient compte que cela ne tournait pas rond, les émirs avaient changé de comportement avec moi. Je n'adhérais pas à cent pour cent à leurs discours. Et de moins en moins à leurs initiatives. Il fallait que je parte. Comment? Je ne savais pas. Pour aller où ? Je n'avais pas de réponse. J'étais grillé chez moi, à Oran. Je sentais pourtant que c'est dans ma ville natale que j'aurais le plus de chance de m'en sortir. J'y connaissais beaucoup de monde. C'était un inconvénient mais aussi un avantage. Je pouvais encore compter sur ma famille et des

amis sûrs. Dès que l'occasion se présenterait, je ne devrais pas la laisser filer. Je ne me doutais pas qu'elle allait se produire aussi vite.

CHAPITRE XIV

C'est Khaled et Djamel El Afghani qui nous ont annoncé la nouvelle. L'objectif était une thakana, une caserne. Ils voulaient savoir si nous nous porterions volontaires. Ils ne pouvaient pas nous en dire plus. Le nom du lieu et la date de l'intervention devaient rester secrets. A part eux, personne ne connaissait les détails de l'opération. C'était la règle pour les coups importants.

En cas d'arrestation, quelqu'un aurait pu avouer, raconter le plan qui était prévu. Forts de ces précieux renseignements, les militaires nous auraient tendu un piège. C'était la raison officielle du mutisme des deux Afghans. Il y en avait une autre, non dite, mais que nous comprenions tous. Un indic était peut-être parmi nous. Que Khaled et Djamel soient au courant laissait supposer que l'objectif était important. Les ordres devaient venir «d'en haut ». Seuls dans la confidence, les Afghans s'étaient chargés de recruter des hommes sportifs, rapides et bien entraînés. Attaquer une caserne n'était pas une mince affaire. C'était assez rare pour imaginer que nous devrions être nombreux. Dans ces cas-là, une jonction de plusieurs groupes était nécessaire pour mener à bien une action qui dépassait largement le simple cadre d'une embuscade. Le but était de récupérer des lance-roquettes, des armes et des munitions. On pouvait aussi espérer récupérer des mortiers et leurs caisses d'obus qui nous faisaient défaut.

Je répondis d'abord non à la proposition des Afghans en prétextant que j'étais malade. C'était crédible car, jusqu'à présent, je m'étais porté volontaire pour tous les coups dangereux. Personne ne pouvait me reprocher de m'être dégonflé ou d'être un tire-au-flanc. Les Afghans avaient constaté de quoi j'étais capable. Ils avaient apprécié mon sang-froid. C'est pour ces raisons que j'entretenais de bonnes relations avec eux. Aussi insistaient-ils pour que je change d'avis car ils savaient qu'au combat ils pouvaient compter sur moi.

Abou Zahra, le flic déserteur des CNS, avait accepté immédiatement. Il disait toujours qu'il voulait mourir en tuant le maximum de salauds. Dans la caserne, il allait être servi. Sa haine pour l'uniforme l'aveuglait à

tel point qu'elle le rendait dangereux. Lui aussi tentait de me convaincre de changer d'avis. J'hésitai de plus en plus car je ne voulais pas non plus passer pour un lâche. D'un autre côté, j'estimais que j'étais déjà un homme mort, en sursis. Je ne voyais plus où était mon avenir. Mon chemin était jonché de trop de cadavres pour que je puisse un jour espérer retrouver une vie normale. Au bout de tant d'années de risques, de sang et de clandestinité, je m'étais accoutumé à l'idée de devenir un martyr. Si je devais mourir en prenant d'assaut cette caserne, c'est que c'était mon destin. Seul Dieu savait. Il déciderait pour moi. Inch Allah !

J'acceptai. Le visage barbu des deux Afghans s'éclaira d'un large sourire. Khaled me tapa sur l'épaule, heureux que je sois partant pour cette mission. Abou Zahra fit de même en ajoutant : « Tu es un vrai moudjahidine ! » Le Syrien avait lui aussi accepté. Mais le lendemain, j'apprenais que le fils du pharmacien et Abbas, son giton qu'il ne quittait jamais des yeux, étaient également de la partie. Pire. Le fils du pharmacien était nommé numéro deux du groupe commandé par Djamel el Afghani. Je contestai ce choix. En vain. Abou Bakr et Ali Chérif devaient être derrière cette décision pour des raisons que j'ignorais.

Les Afghans partirent en tête vers une destination inconnue. Seul Djamel était resté. Nous suivîmes quarante-huit heures plus tard.

Nous arrivâmes de nuit près de Mascara, une ville que je connaissais bien. Notre objectif était donc une caserne de chef-lieu de Wilaya, situé à une centaine de kilomètres d'Oran. Nous nous enfonçâmes dans le massif d'un pas rapide pour nous éloigner le plus vite possible des zones habitées. C'est dans ces monts des Beni Chougran que l'émir Abd el-Kader vit le jour avant de s'opposer aux Français au XIXᵉ siècle. Mascara fut même un temps sa capitale avant que le général Bugeaud ne l'emporte définitivement. Après l'indépendance, la place Gambetta porta le nom de l'émir mais Mascara resta un gros centre agricole construit au milieu d'une vaste plaine fertile plantée d'oliviers, de tabac et de vignes.

Attaquer de front une caserne était une opération risquée. Même en comptant sur l'effet de surprise, les militaires, probablement nombreux à l'intérieur, devaient rester sur leurs gardes. Je fus à moitié rassuré lorsque nous arrivâmes au point de rencontre. Soixante-dix moudjahidine étaient dispersés sous une demi-douzaine de tentes plantées sous les arbres. Pour ce coup, le Lion de Tiaret avait fait le déplacement. Il avait emmené ses

hommes les plus vaillants qui s'étaient installés à l'écart. Ordre était de rester sur cette zone avec interdiction absolue de s'en éloigner. A peine pouvait-on aller uriner quelques mètres plus loin. On devait attendre des renforts supplémentaires, mais surtout, le moment propice pour passer à l'action.

Les jours s'égrenaient dans l'ennui le plus total. Je reçus une nouvelle arme : un M15 américain, la version du pistolet-mitrailleur M16 qui provenait des stocks de l'Armée Islamique du Salut que les moudjahidine quittaient avec armes et bagages pour passer au GIA. Je me familiarisai avec ce nouveau PM en le démontant à plusieurs reprises pour le nettoyer. Dans le maquis, j'avais déjà tiré avec ce type d'arme. Je la connaissais bien. Elle avait une puissance d'arrêt supérieure à l'Uzi.

Les journées s'écoulaient lentement sans que nous en sachions davantage. Quand et comment allait-on pénétrer dans la caserne? Personne ne le savait sauf les grands émirs de la région. Ils s'étaient unis d'autant plus facilement pour cette opération commune qu'ils en espéraient un butin important. Ils salivaient à la pensée qu'ils allaient pouvoir repartir les bras pleins de Kalachnikovs, de pistolets automatiques, de boîtes de balles, de talkies-walkies et même de treillis de combat. Tout était bon pour améliorer l'équipement des moudjahidine qui ne possédaient parfois qu'un vieux fusil de chasse.

Je fis la connaissance d'Ammi Habib, considéré, apparemment à juste titre, comme le grand égorgeur de tout l'Ouest. L'homme était moins imposant qu'Ammi Slimane mais il semblait plus fort. Il avait les épaules aussi larges qu'un poids lourd et de grosses mains épaisses et noueuses. Coiffé d'un chèche noué à l'afghane qui tombait le long de sa barbe noire, il était même terrifiant.

Avant de monter au maquis, cette brute conduisait un car de ramassage scolaire ! Les enfants auraient certainement poussé des cris d'horreur s'ils l'avaient vu dans sa tenue de bourreau. Je ne sais pas s'il avait rejoint les moudjahidine par conviction profonde ou à la suite d'un déboire personnel. Mais j'avais remarqué que ses paroles, lorsqu'il ouvrait la bouche, c'est-à-dire rarement, étaient chargées de haine. Personne ne trouvait grâce à ses yeux. A tel point qu'il semblait avoir déclaré la guerre à la planète entière.

Ammi Habib se déplaçait toujours avec un grand sac rempli de fil de fer pour attacher les poignets de ses victimes derrière le dos avant de les égorger. Comme les sapeurs de la Légion qui défilent en tête de leur unité le 14 Juillet sur les Champs-Elysées, il portait un tablier de cuir sous sa canadienne crasseuse. Elle était censée le protéger des geysers de sang qui jaillissaient des gorges qu'il avait la réputation de trancher d'un coup unique.

Une semaine s'était écoulée sans que le signal de l'attaque ne fût donné. J'avais réussi à savoir que l'on passerait à l'action à l'aube, ce qui n'était pas surprenant. Quand et comment ? Mystère. Nos journées étaient animées par les récits des expériences vécues par les uns et les autres. Le Syrien racontait qu'il avait failli mourir à cause de la mehchoucha, le fusil à canon scié qu'il avait emprunté. Il s'était enrayé. Le commissaire qu'il devait abattre avait vu son arme et s'apprêtait à sortir la sienne. Heureusement, le moudjahidine qui restait en couverture sur le côté comprit la situation : il tira une rafale sur le flic. Les récits de chacun étaient ponctués de combats et de massacres. Sur le plan psychologique, ils concouraient à nous maintenir sous pression. L'inaction aidant, on était chauffés à blanc, impatients de faire couler le sang. Ammi Habib brandissait dans ses moments d'excitation un grand couteau et jurait de tuer tous les mécréants qui s'opposeraient à lui. Abou Zahra le policier paraissait comme plus calme, mais sa détermination n'en souffrait pas. Au contraire.

Il avait déjà été à un « ars », à une fête, dans une caserne. C'est ainsi qu'il qualifiait un précédent massacre perpétré sur des soldats surpris dans leur sommeil. Chaque matin, depuis plusieurs jours, Abou Zahra se réveillait plein de bonheur. Il retrouvait dans ses rêves la même houri qui l'attendait les bras ouverts au Paradis. Une femme comme jamais il n'en avait vu. Il l'avait surnommée Hour el Aïn. C'était un signe qu'il allait mourir. Il s'en moquait. Il le souhaitait si fort que devenir un martyr était pour lui une délivrance. Seul comptait son rendez-vous avec Hour el Aïn.

Moi, je ne parlais pas beaucoup. J'étais déjà ailleurs. Je ne supportais plus d'entendre leurs balivernes qui étaient à mille lieues de la réalité. Je me rendais compte que le GIA était prêt à exercer une dictature pire que celle du FLN. La seule chose dont ces hommes étaient capables, c'était de perpétrer des massacres pour éliminer les ennemis de Dieu. Ils n'étaient

pas préparés et ne sauraient de toute façon jamais diriger un pays. Il fallait que l'Etat reste en place et que nous ouvrions un dialogue avec lui.

J'étais aussi irrité par les manigances du fils du pharmacien qui poursuivait son manège répugnant avec le jeune Abbas. Ce dernier ne s'en plaignait pas. Au contraire. Il était consentant. Alors que nous nous nourrissions de pâtes à l'eau, ces deux-là se goinfraient à part, sous leur tente. Abou Bakr avait dû les prévenir avant de quitter le maquis que l'attente serait longue. Le fils du pharmacien avait emporté un sac de provisions. Le couple homosexuel ouvrait des boîtes de sardines ou faisait bouillir des œufs entre deux baisers, pendant que nous mangions toujours la même chose. Personne n'osait rien dire car il était le numéro deux du groupe et restait le protégé d'Abou Bakr.

Ma décision était prise. Après l'attaque, j'allais tenter de disparaître. Je ne retournerais pas à Stambul. C'était sûr.

Le dix-septième jour d'attente allait se terminer quand Djamel el Afghani nous annonça la nouvelle. L'opération était programmée pour le lendemain matin à 6 heures. Le plan était le suivant : nous avions un complice à l'intérieur : un adjudant, parent de l'émir Hocine. Il était chef du poste de garde cette nuit-là et devait nous ouvrir les portes aux premières lueurs de l'aube.

Chacun de nous reçut des munitions supplémentaires. Je remplis les deux chargeurs que j'avais perçus et je mis une poignée de balles dans les poches de ma veste de treillis.

La nuit fut courte, mais je dormis bien. A 4 heures, on était tous debout, fin prêts. On descendit en file indienne la montagne d'un pas rapide. En bas, un fourgon Peugeot J9 nous attendait. On s'y entassa à une bonne douzaine. Un silence pesant régnait dans le véhicule. Les autres moudjahidine nous suivaient dans des fourgonnettes. Le derniers étaient serrés à cinq ou six dans plusieurs berlines. Deux voitures conduites par les émirs de la zone 4 nous précédaient sur la route déserte. A 6 heures précises, nous arrivâmes devant la caserne. Nous étions au mois de février et le jour tardait à se lever. Les portes étaient déjà grandes ouvertes.

En passant, j'entr'aperçus l'adjudant qui nous saluait d'un petit signe de la main. En deux minutes nous étions tous dans la place. Mais au moment où je descendis du fourgon, je vis le sous-officier qui refermait

précipitamment les deux panneaux du portail et s'enfuyait en courant vers un bâtiment au fond de la cour. Je compris que c'était un piège.

Les premières rafales crépitèrent à ce moment-là. On devinait à peine d'où elles venaient. Probablement des immeubles qui étaient en face de nous. Ammi Habib l'égorgeur tomba le premier. Une balle lui pulvérisa la tête. C'était la panique. Les hurlements étaient presque aussi forts que le bruit des détonations. « Fils de chien ! Allah Akbar ! » entendait-on. Les moudjahidine couraient dans tous les sens pour trouver une sortie. C'était chacun pour soi. Deux furent hachés par la mitraille devant moi.

Je me réfugiai derrière le fourgon, au niveau du capot car le bloc moteur pouvait arrêter les projectiles. Abou Oumayr était avec moi, avec un autre, armé d'une Kalachnikov. On tirait des rafales sur les fenêtres. Un soldat qui avait voulu quitter le muret qui le protégeait fut fauché au bout de trois mètres. Quatre autres cadavres gisaient sur le sol.

Il y avait aussi des pertes chez les nôtres. En voulant rouvrir les portes, deux étaient déjà tombés. Finalement, un troisième y parvint. Deux voitures démarrèrent sur les chapeaux de roue sous une pluie de balles. Des moudjahidine s'enfuyaient en courant vers la sortie. Nous, on était coincés. L'espace à découvert qui nous séparait de la porte était trop grand. Restait une solution : le mur d'enceinte, juste derrière nous.

Il était haut, mais au deuxième coup, je réussis à m'agripper au sommet du bout des doigts. J'avais pratiqué la boxe. Je courais beaucoup. Cette forme physique, je ne l'avais pas perdue au maquis. Au contraire, et je ne le regrettai pas. A peine m'étais-je rétabli sur l'arrête qu'Abou Oumayr me tendit mon M15, puis son fusil-mitrailleur dont, d'habitude, il ne voulait pas se séparer. Les tirs se poursuivaient avec un peu moins d'intensité. Notre chance était que nous nous trouvions dans un angle mort, abrités par une espèce de remise plus haute que le mur, et adossée à l'enceinte. Je tirai l'Afghan avec les mains. A deux nous en aidâmes quatre autres à franchir l'obstacle.

A peine de l'autre côté, on détala vers les bois voisins. Jamais, je crois, je n'ai tenu un sprint aussi longtemps. C'était comme pour le mur. En temps normal, je pense que je n'y serais pas arrivé. Mais la peur, mêlée à l'envie furieuse de vivre, m'avait donné des ailes. Les autres étaient

comme moi. Ils grimpaient les escarpements à une vitesse record et ne sentaient même plus les buissons et les branches érafler leur visage. L'alerte générale avait dû entraîner l'arrivée de renforts. Il fallait s'éloigner le plus vite possible avant que ne commencent les opérations de ratissage.

On traversa un premier douar sans encombre. Dès qu'ils nous voyaient, les paysans s'enfuyaient ou s'enfermaient chez eux. La fusillade avait dû s'entendre de loin. Des moudjahidine qui couraient à perdre haleine ne laissaient présager rien de bon. Les femmes et les enfants se réfugiaient dans les cours des masures. Soudain, en arrivant dans un deuxième douar par un chemin dégagé, on entendit le bruit caractéristique des pales d'un hélicoptère. Un missile explosa devant nous, à une cinquantaine de mètres. Alors, Abou Oumayr mit son FMDP en batterie et tira de longues rafales sur l'hélico qui virait serré pour nous ajuster à nouveau. Chacun vida quasiment son chargeur sur l'engin de mort. Mais c'est le fusil-mitrailleur qui fit mouche à deux ou trois reprises.

Ce type d'arme est la bête noire des aviateurs car sa puissance de feu provoque un mur d'acier qui peut entraîner le crash, surtout si une turbine est touchée. Le pilote n'insista pas. Il vira à nouveau de bord et disparut derrière une colline. On marcha encore toute la matinée. Vers 13 heures, on décida de s'arrêter. Le danger immédiat semblait écarté.

On ne comprenait pas comment ceux qui avaient préparé cette opération avaient pu se laisser berner. Plus tard, j'appris que l'adjudant avait joué double jeu contre la promesse d'un avancement, et d'une prime, par la Sécurité militaire. Mais si on était tombés dans ce piège, qui avait coûté la vie à beaucoup d'entre nous, c'était la faute du GIA qui n'avait pas pris assez de précautions. Une fois de plus les émirs s'étaient montrés légers. Abou Oumayr disait que certains allaient devoir rendre des comptes. Moi, j'en avais ras-le-bol. Il fallait que je fausse compagnie à ces types.

Vers 15 heures, on décida de se remettre en route. Je passai le premier. « Continuez, je vais pisser », dis-je au bout d'un moment. Je descendis au bas d'un talus. Au moment où j'allais m'enfuir, un hélicoptère arriva de nouveau à basse altitude en tirant sur les moudjahidine qui marchaient sur une hauteur dégagée. C'était le moment. Je pris mes jambes à mon cou en direction des bois qui longeaient un champ. Je cavalai pendant

plus d'une heure. Puis, j'abandonnai mon arme et ma veste de treillis. Je m'étais rasé la veille et ne portais pas la barbe des moudjahidine. Pas plus que je ne me couvrais la tête avec un turban. Mon choix ne choquait personne. Tous savaient que je n'avais pas l'habitude de cet accoutrement parce que j'étais un gars de la ville. Pour « travailler » à Oran, il fallait que je reste comme tout le monde.

C'est à quoi j'ai essayé de ressembler pour y retourner. Je jetai les balles contenues dans mes poches et ne gardai que la veste grise, que je mettais par-dessous mon treillis, pour avoir plus chaud. Avant la tombée de la nuit, j'arrivai dans un bourg qui s'étendait près d'un croisement. Grâce à la poignée de dinars que je conservais toujours sur moi, je pris un taxi collectif comme si de rien n'était. La voiture franchit sans encombre plusieurs barrages tenus par des gendarmes qui demandaient au chauffeur d'ouvrir le coffre à chaque fois. Je changeai trois fois de véhicule. Le soir même, j'étais à Oran, où, depuis plusieurs mois, je n'avais pas remis les pieds. Avec le temps, on avait dû m'oublier. Les attentats se poursuivaient et la police devait avoir d'autres chats à fouetter que de rechercher Kakar.

Je frappai à la porte de l'appartement familial. C'est ma mère qui m'ouvrit. J'étais sauvé.

CHAPITRE XV

Ma mère ne me posa pas de questions mais elle comprit d'où je venais. Rester chez elle était impossible. Il existait trop de danger pour ma famille. J'étais devenu un paria, un homme traqué à la fois par ses anciens amis et par ceux que je combattais. Lesquels m'en voulaient le plus ? Je ne le savais pas mais si le GIA me capturait, Ammi Slimane, malgré l'amitié qu'il me portait, m'égorgerait. C'était certain.

Pendant neuf jours, je me cachai chez l'un de mes frères, dans la banlieue d'Oran. Je déménageai ensuite chez sa belle-mère, pendant un mois. La maison était vide depuis plusieurs années. Nous y installâmes une télévision et un magnétoscope. Heureusement que nous formions une famille très soudée. Pour m'approvisionner, ma belle-sœur trouva un moyen discret. Deux bergers allemands gardaient la maison, avant même que j'y habite clandestinement. Elle venait leur donner à manger trois fois par semaine. Une habitude connue des voisins. En même temps que celle des chiens, elle me laissait de la nourriture et des journaux. Je ne sortais jamais. Ma seule distraction était la télévision et les cassettes vidéo. Je tournais comme un lion en cage, prisonnier de ma liberté retrouvée et mon moral n'était pas toujours au beau fixe.

A tel point que je pensais remonter au maquis pour tenter d'arranger les choses. Mais l'idée de retrouver cette vie de chien me poussa à abandonner ce projet. Je voulais même rejoindre l'AIS, ou du moins, ce qu'il en restait. Là aussi c'était impossible. GIA comme AIS, ils auraient pu me tendre un piège et me liquider.

Les groupes clandestins étaient toujours aussi actifs dans la ville. J'appris que Rachid Baba-Ahmed, l'un des plus importants producteurs de raï du pays, venait d'être assassiné après la rupture du jeûne devant la boutique de disques qu'il tenait dans le quartier du pont Saint-Charles à Oran. C'était le fils de riches bijoutiers de Tlemcen qui, déjà, dès 1962, avait fondé avec ses camarades de lycée le groupe Les Vautours. Dans les années soixante-dix, il chanta à la télévision, et avec son frère Fethi, il monta Rallye, une maison de production de disques à Tlemcen. Rachid était très connu. C'était lui l'auteur de *N'sel fik,* l'une des chansons les

plus célèbres du raï oranais et à la télévision, il produisait Top Raï. J'avais appris dans le maquis qu'il avait déjà reçu des menaces dans sa ville natale. Ses casquettes et ses treillis militaires à la Che Guevara énervaient les moudjahidine. Il se baladait en jeep ou en moto, barbe au vent, comme un guérillero d'Amérique latine. Benchiha demanda à l'émir Khaled de frapper Rachid. Et Khaled avait confié la mission au groupe d'El Hamri. L'un d'eux attendait Rachid avec un fusil à canon scié. Il ne fut pas tué sur le coup mais mourut quelques heures plus tard à l'hôpital.

Je me rendais compte que les mécréants qui avaient été programmés pendant que j'étais à la montagne y passaient les uns après les autres. Après Baba-Ahmed, ce fut le tour d'un journaliste originaire de Gniyel. Abou Ahmed avait promis de le descendre. Je ne sais pas pourquoi. Peut-être était-il communiste. L'émir se déplaça en personne à la tête d'un petit groupe. Le coup était facile car le journaliste avait l'habitude de se recueillir tous les vendredis sur la tombe de sa mère. Abou Ahmed l'attendit avec un canon scié et lui tira dessus à bout portant. J'avais réussi à revoir un ami sûr qui me tenait au courant de l'activité souterraine dans les secteurs d'Oran où nous étions traditionnellement implantés. Je sus que l'assassinat de Bakhti Benaouda, un professeur, écrivain et journaliste à *El Joumhouria,* un quotidien du satan, avait été tué par des jeunes du quartier Les Planteurs. L'un des assassins était un ancien judoka, qui, apparemment, avait pris de l'assurance.

M'enfuir avant que ce ne soit mon tour m'était impossible. Les ports et les aéroports étaient bien surveillés, et j'étais recherché par toutes les polices d'Algérie. Ma photo était affichée dans les commissariats. On avait même vu mon portrait sur les murs, avec la mention « dangereux ». Mon frère me raconta que plusieurs de mes amis, écœurés de savoir que j'étais devenu un terroriste, avaient demandé aux flics de m'abattre s'ils tombaient sur moi.

Il ne me restait qu'une solution : me rendre.

Au maquis, j'avais entendu, à la radio, l'appel que l'Etat avait lancé aux terroristes qui voulaient se repentir. Le régime annonçait qu'il pardonnerait à tous les repentis les actes qu'ils avaient commis. J'en parlai à mon cousin, membre fondateur du FIS, qui était désormais écarté de la direction du Parti. « Tu es monté seul au maquis. Aujourd'hui, c'est à toi de prendre la décision », me répondit-il.

Je voulais bien me rendre, mais pas à n'importe quelles conditions. Il me fallait des garanties. L'idéal était de passer par un intermédiaire, un homme de loi si possible. Je fis contacter un avocat, ami de la famille. Il accepta de m'aider. Si la SM décidait de me supprimer, c'était la réputation de la justice algérienne qui serait mise en cause. Une loi sur les repentis avait été votée. Mon avocat demanderait qu'elle soit respectée sinon l'Etat de droit n'était plus crédible. On aurait su que le gouvernement ne tenait pas parole et son idée de vider les maquis grâce à ce texte aurait capoté à jamais. Je ne voulais pas non plus me livrer directement à la police. Le contentieux entre nous était élevé. J'avais descendu trop de flics pour qu'elle ne m'en tienne pas rigueur.

Rendez-vous fut pris avec le procureur, à 9 heures, en présence de mon avocat. C'était un type bien. Il avait la quarantaine, parlait sans élever la voix et essayait de comprendre. Il me dit, en préambule, que ce n'était pas bien ce que j'avais fait, qu'il fallait prier Dieu, car cette guerre n'était pas près de se terminer. Il me posa beaucoup de questions. Il voulait connaître la date de mon entrée dans le groupe, celle de mon départ au maquis et quand je l'avais quitté. Je ne m'étendis pas sur ma période oranaise parce que Omar Abou Djiyada, le coordinateur qui m'avait vendu, avait tout balancé. Il avait parlé sous la torture et donc ses révélations étaient, a priori, plus crédibles que les miennes. Le procureur ne me demanda pas combien de personnes j'avais tuées. Je n'aurais, de toute façon, pas répondu la vérité. A 14 heures, ma déposition était terminée. Il voulut appeler les ninjas car je devais être à nouveau interrogé. Je refusai. Je préférais les militaires. C'est finalement entre deux gendarmes que je quittai le palais de justice pour une caserne à Magenta. Je connaissais le commandant, sa femme et ses enfants, qui fréquentaient un coiffeur dans ma rue. Il me demanda si j'avais pensé à commettre un attentat contre sa famille. Je lui répondis que je ne tuais pas les enfants. Je rencontrai ensuite le colonel qui ne me posa pas de question. Mais l'épreuve à venir était la Sécurité militaire.

On m'amena dans un grand bâtiment fermé par un portail gardé par trois soldats. Un deuxième ouvrait sur un terre-plein fleuri où flottait le drapeau algérien. Une troisième porte menait au mess des officiers et au bureau du colonel. On m'installa dans la chambre du sergent-chef de permanence. « Si tu es appelé à rester ici plus de cinq jours, on t'apportera un réfrigérateur », me dit le sous-officier. Des barreaux étaient

scellés devant les fenêtres. La porte ne fermait pas à clé, mais ne possédait pas de poignée à l'intérieur. De toute façon, je ne pouvais pas m'enfuir car des gardes étaient postés partout.

C'est un colonel qui m'interrogea en premier. Lui non plus ne me demanda pas combien de victimes je comptais à mon actif. « C'est entre Dieu et toi, me dit-il. On sait que tu es un tueur. Inutile de me raconter des histoires. On pourrait te faire avouer par la torture mais nous respecterons les engagements pris. C'est devant Dieu que tu auras à répondre de tes actes. »

J'avais l'impression qu'on se comprenait à demi-mot. On déplorait des victimes dans les deux camps. On avait tous perdu un frère ou un ami. Il me posa des questions sur Benchiha, sur les membres du groupe. Je répondais des généralités ou alors sur des faits qui n'avaient plus d'importance. C'est moi qui lui appris le rôle de Mekki à Oran. Il ne se doutait pas que ses services avaient abattu un grand émir. Le colonel pensait que Mekki était un simple terroriste. Quand je lui ai dit qu'il était derrière la plupart des attentats à Oran, il n'en revenait pas!

« Mekki est mort en moudjahidine, dis-je.

– Arrête ton char. C'est pas un moudjahidine, c'est un terroriste », me répondit-il.

Je m'apercevais que la SM ne savait rien en fait de celui que je considérais comme mon père. Mekki avait la confiance totale de Mekhloufi. Il effectuait constamment la navette entre Oran et Alger. Il s'absentait parfois une semaine entière. Alors que j'avais vu ses pieds plein d'ampoules et de sang, Mekki m'avait expliqué qu'il avait marché 140 kilomètres dans les maquis pour retrouver Mekhloufi, qui était venu dans l'Ouest.

L'interrogatoire restait courtois. L'officier ne voulait apparemment pas me brusquer. « Pourquoi as-tu pris les armes?

– Je suis contre l'Etat qui n'a rien fait pour le peuple depuis 1962. Le FLN m'a attaqué, je me suis défendu », répondis-je franchement, sans qu'il paraisse offusqué.

Le lendemain, je fus transféré, sans cagoule, dans une caserne à Essania, à bord d'une voiture banalisée. J'y passai ma première nuit, sur un matelas pourri qui sentait l'urine. Un capitaine vint me demander le

matin si j'avais bien dormi. Je répondis par la négative. Il insulta le soldat qui m'avait accueilli. Il lui reprochait de ne pas avoir pris soin de moi alors qu'il était prévenu que je n'étais pas un prisonnier ordinaire. Pour s'excuser de ce malentendu, il m'emmena dans une Audi déjeuner dans un restaurant près de la plage. L'interrogatoire commença l'après-midi.

Ils étaient trois à prendre des notes manuscrites pendant que je parlais. Personne ne tapait à la machine. Peut-être étais-je enregistré, mais je ne l'ai pas remarqué. Ils me posaient des questions sur les grottes, comment elles étaient aménagées, l'armement des moudjahidine. Ils voulaient savoir qui était Mohamed de Bouyali. Je savais simplement qu'il était originaire de Sétif et qu'il habitait Zahana. C'était un ex-membre du groupe de Bouyali, d'où son nom. Mais je ne connaissais pas sa véritable identité. En fait, ils n'insistaient pas beaucoup sur les sujets intéressants. Peut-être qu'Omar, et ceux qui avaient été arrêtés avec lui, avaient déjà tout balancé, et qu'ils recoupaient seulement avec moi quelques renseignements. Trois jours après, la SM me ramenait chez les gendarmes, à 19 heures. C'était terminé. Le commandant me dit que je repassais le lendemain devant le procureur et que je serais libéré dans la matinée. Mon avocat était présent. Il m'avait assisté gratuitement. Deux heures plus tard, je repartais avec un certificat dûment cacheté par le procureur général du palais de justice d'Oran.

Y figurent mon numéro de dossier, mon nom, ma date de naissance et mon adresse. Suivant la loi de la rahma, la loi de la clémence, votée le 25 février 1995, cette attestation m'autorise à me déplacer et reste valable pour qui de droit si je me fais arrêter. Heureusement que j'étais passé par le procureur. Si je m'étais rendu directement à la SM, je n'aurais probablement pas obtenu ce document, ou je ne serais peut-être plus en vie.

Même avec ce sauf-conduit, je n'étais pas sorti d'affaire pour autant. Le GIA, lui, ne tenait pas compte de la clémence gouvernementale. Au contraire. Ma tête était toujours mise à prix, côté islamiste, plutôt deux fois qu'une. J'habitai chez ma mère pendant trois mois, évitant de sortir par peur de tomber sur des membres d'un réseau. Je fus contacté à plusieurs reprises par l'intermédiaire d'un ami qui était proche des intégristes. Je connaissais la tactique du GIA. Ils me faisaient passer des

messages, une, deux, trois fois, pour me mettre en confiance. A la quatrième, ils me fixeraient un rendez-vous et m'auraient abattu.

Je quittai le centre pour loger chez ma sœur à Medina Jdida, la ville nouvelle. J'avais emmené avec moi les chiens qui étaient dans ma première planque. Avec eux, je me sentais protégé, au moins, quand je dormais. La gendarmerie me trouva un boulot à la Sonatrach d'Arzew. Je devais faire un rapport sur le transport du personnel. Mais le bus qui passait me chercher marquait beaucoup trop d'arrêts. Sur le trajet, je sentais partout la présence du GIA. J'arrêtai au bout de quelques jours. J'avais eu du nez. Quarante-huit heures après ma démission, deux gendarmes étaient abattus à 5 heures du matin sur la même route à un faux barrage. C'était le groupe d'Abou Ahmed qui avait fait le coup. S'il était tombé sur moi, il n'aurait pas écouté mes explications sur les causes de mon départ du maquis. Abou Ahmed, comme Abou Bakr, savait que j'étais contre leurs méthodes.

Je travaillai ensuite dans une usine mais je n'y restai pas plus de trois jours. Je n'y supportais pas l'ambiance. Il fallait que je vive. Alors, j'achetai une camionnette dans laquelle je transportais des marchandises pour gagner une poignée de dinars. Mais ce travail était aussi risqué. Un ami « taxieur » me fit m'arrêter par des appels de phares, à une trentaine de kilomètres d'Oran. Un faux barrage était dressé un peu plus loin. En le questionnant, je m'aperçus que c'étaient des moudjahidine de mon ancien groupe ! J'appris qu'un jeune s'était vanté qu'il allait m'abattre parce que j'étais un repenti. Hmida, c'était son nom, habitait à cent mètres de chez moi. Ce type était un voyou, un trafiquant de drogue qui fumait du hasch toute la journée, probablement en cachette de son émir. Le GIA me contacta une autre fois, pour, soi-disant, négocier. Mais, par expérience, je sais qu'on ne négocie pas avec lui.

Il y avait de plus en plus de voyous dans les GIA. Je les surnommait « GVA », les groupes de voyous armés. Depuis la fatwa de l'émir Khaled concernant les repentis, je pouvais être abattu à n'importe quel moment. Ils avaient déjà commencé en en tuant deux à Tlemcen. Beaucoup devenaient policiers. « Tu n'es pas à l'abri d'un règlement de compte, même avec ta Kalach », avais-je fait remarquer à un repenti de fraîche date. J'ai toujours refusé ce genre de proposition. Devenir flic, ce n'était

pas mon truc. J'ai toujours été contre le FLN, et je n'accepterai jamais de devenir son serviteur.

Dans ma vie d'homme aux abois, la seule bonne nouvelle fut que Hmida, le type qui voulait me descendre, mourut quelque temps après. Son petit groupe de minables avait tué deux policiers et tiré sur une école. Par rapport à mon ancien groupe, deux policiers, c'était rien ! Hmida et son groupe d'amateurs ont duré à peine un été. Ils avaient commencé à opérer en mai, et ils sont morts en septembre. Mais dès qu'un groupe tombait, un autre se constituait. J'avais repéré un terroriste novice qui habitait lui aussi dans mon quartier. Il avait tué un policier et opéré avec l'arme qu'il avait volée aux flics. Il circulait normalement car il n'était pas recherché. Celui-là, je l'avais à l'œil !

J'avais remarqué, dans mon propre quartier, un autre type qui m'apparaissait suspect. Je prévins le commandant de la SM. J'avais flairé en cet inconnu un terroriste. Je les reconnaissais à leur attitude. Même leur regard était différent. Celui-ci portait toujours sa chemise par-dessus son pantalon, ce qui signifiait qu'il était armé. Je suis un homme de terrain et je sais, je sens dans la rue d'où vient le danger. Quand la SM termina son enquête, elle se rendit compte que le type en question était l'émir d'un groupe important. Elle ne réussit toutefois qu'à arrêter le sbire qui l'accompagnait. L'émir, lui, put prendre la fuite.

J'échappais aux Groupes Islamiques Armés depuis plusieurs mois parce que je connaissais leurs méthodes. Je me retrouvais à la place de ceux que j'avais traqués pendant des années. Je ressentais la même angoisse, les mêmes sueurs froides que les proies du GIA avaient en se réveillant le matin. Je ne disais jamais où j'allais, ou bien je donnais une autre direction. Si quelqu'un frappait à ma porte, je n'ouvrais pas sans m'assurer qui c'était. Si on m'appelait de l'extérieur, je ne répondais pas tant que je n'avais pas vérifié par la fenêtre si ce n'était pas un piège. Je ne garais jamais ma voiture loin de l'endroit où j'allais. Lorsque je rentrais tard, et que je trouvais mon garage fermé, je laissais un chien dans le véhicule. Le lendemain, je fouillais soigneusement la malle, inspectais le moteur et regardais sous la caisse au cas où une charge y aurait été placée pendant la nuit. Si, le soir, je ne trouvais pas la lumière allumée dans le couloir de mon immeuble, j'attendais dehors que quelqu'un arrive. Sinon, j'appelais un membre de ma famille pour qu'il

descende. A force d'être obligé de faire attention à tout, je devenais réellement paranoïaque, plus en fait que lorsque j'étais de l'autre côté de la barrière.

Alors que j'attendais à un feu rouge, un piéton qui faisait de l'auto-stop s'approcha de ma voiture en pensant que je voulais le prendre. Je crus qu'il avait l'intention de me tuer. J'allais saisir l'arme qui était dans la boîte à gants. Il s'en est fallu de peu que je l'abatte. Dans les environs d'Oran, j'évitais les régions montagneuses comme Sig, et Sidi-Bel-Abbès. Les faux barrages y étaient fréquents parce que les moudjahidine peuvent facilement se replier dans les montagnes toutes proches. Je restais sur la côte et changeais constamment d'itinéraire. Je ne donnais plus de rendez-vous dans les cafés de la périphérie. J'avais heureusement un ami qui me donnait des informations sur les groupes dans la banlieue.

« Pars à l'étranger. J'ai appris que plusieurs types sont à tes trousses », me dit-il un jour. Mon calvaire ne finirait donc jamais? Quelque temps plus tard, j'étais suivi sur une voie express par une Renault 19 conduite par des types habillés de vestes en cuir. Ils tentèrent de plaquer ma voiture contre un semi-remorque. Je réussis à leur échapper de justesse. Ce devait être de nouvelles recrues qui se faisaient les dents sur moi.

Le fait que j'entretienne toujours des contacts pour ma propre sécurité sauvait parfois des vies humaines. Lorsque j'appris qu'un groupe était prêt à tuer sous quarante-huit heures le fils d'un général, employé dans une société du quartier des Castors, je téléphonai au commandant de la gendarmerie pour le prévenir. Lors de ma reddition, j'avais croisé cet officier supérieur qui était resté correct avec moi et je lui renvoyais l'ascenseur. Le plus souvent, je demeurais impuissant. Je ne pouvais rien faire. Un membre de ma famille, ancien moudjahidine de la Guerre de libération, marié à une Française, vint me voir à propos de menaces que sa femme avait reçues du GIA. Je ne connaissais même pas ce groupe qui s'activait dans la ville nouvelle de Bouznina. J'apprenais parfois après coup, qui était derrière un attentat. Lorsqu'en septembre, Angelo Gavezzoli, un Italien de cinquante-trois ans, fut tué par balles près d'Oran, je sus que c'était le groupe de Canastel, la station estivale qui domine la baie de Mers el-Kébir, qui l'avait abattu.

Les mois passaient sans que je puisse relâcher mon attention une seule minute. C'était une question de vie ou de mort. Je naviguais, en fait, entre

deux eaux car je restais dans le « circuit » sans y être vraiment. Ma position était de plus en plus inconfortable car je ne savais pas si la Sécurité militaire avait relâché sa surveillance. Tout comme je ne connaissais pas exactement les intentions réelles des GIA à mon égard. Certains m'en voulaient, d'autres non.

Après l'attaque, ratée, de la caserne de Zahana, des règlements de compte s'étaient produits dans le maquis. Les émirs se déchiraient entre eux. Ali Chérif avait attiré Abou Bakr dans une embuscade et l'émir Hocine avait été déchu de ses fonctions. Même entre Benchiha et El Aqal, ça n'allait plus. Le premier semblait faire bande à part et menait la guerre de son côté. El Aqal, lui, continuait à sévir dans la périphérie de la ville. Je fus stupéfait d'apprendre l'assassinat de Monseigneur Claverie et de son chauffeur. J'étais bien placé pour savoir qu'à Oran on ne touchait pas aux prêtres. On les considérait comme de véritables religieux, des hommes dévoués à Dieu. Il n'est d'ailleurs pas interdit à un musulman de prier dans une église à condition qu'à l'intérieur il se place dans un endroit éclairé par la lumière du soleil.

Avant de monter au maquis, j'avais moi-même enquêté sur un curé qui dispensait des cours de couture à des jeunes filles. Il était sur le point d'être « programmé ». Mais pour en avoir le coeur net, je menai mes propres investigations sur l'activité de cet atelier. Sous prétexte de me renseigner pour une cousine, je me présentai au centre. Je constatai que cet homme blond, qui paraissait bien connaître l'arabe et les musulmans, apprenait véritablement aux adolescentes la couture. Il les aidait à trouver un métier et à gagner un peu d'argent. La rumeur qui voulait que ce prêtre abusât d'elles se révélait fausse, et il ne fut jamais inquiété.

Lorsque les sept moines du monastère de Tibehirine ont été tués, je voulus comprendre pourquoi. Les amis que j'avais gardés dans le GIA me répondirent qu'ils pratiquaient le prosélytisme. Ils cherchaient, paraît-il, à convertir les musulmans. Je n'en croyais pas un mot. Mais cette affaire s'était déroulée loin d'Oran, dans une zone sous influence des Algérois et de Djamel Zitouni, leur émir. Chez nous, on ne fonctionnait pas de la même manière. La bombe qui avait tué l'évêque français était trop sophistiquée pour qu'un groupe de la région ait pu la mettre au point. Dans cet attentat, tout me paraissait louche. L'équipe qui venait de Tlemcen n'avait pas suivi les circuits normaux pour ce type d'opération.

Ils ont été - trop - rapidement abattus par la police et seuls les seconds couteaux, ceux qui s'occupaient de la logistique, furent arrêtés. Aqal, l'émir qui m'avait confié avoir tué les géomètres français, aurait été, selon les autorités, derrière l'attentat de Claverie. A-t-il été manipulé? Sa tête est en tout cas mise à prix quatre millions cinq cent mille dinars, soit près de quatre cent cinquante mille francs.

En restant à Oran, je n'arrivais pas à sortir de cette spirale infernale où j'étais entraîné depuis des années. Même Nadia me rejetait. Je l'avais revue mais elle fuyait. Elle avait peur de moi. J'eus beau lui mentir, lui promettre que je n'étais pas un terroriste, elle ne me crut pas. Il fallait que je quitte l'Algérie.

Épilogue

Je ne regrette rien. L'Etat algérien a fait ce qu'il a voulu de nous pendant trente ans. Avec moi, il a souffert seulement trois ou quatre petites années. Dix fois moins. J'estime qu'on est quittes. Mais si c'était à refaire, je ne déclarerais pas la guerre. C'était une erreur.

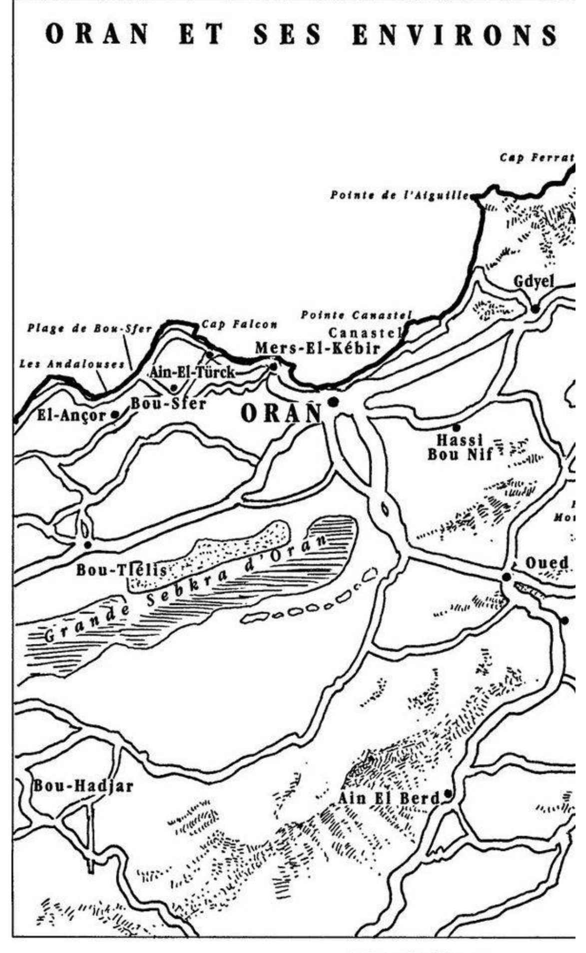
Le GIA a fabriqué des monstres qui tuent, qui détruisent, qui volent avec une prétendue légitimité. Sous couvert de guerre sainte, tous les abus sont permis s'ils sont censés servir l'édification de l'Etat islamique. Pour un jeune de vingt ans qui n'a ni travail, ni avenir, et qui voit sa vie en noir, lui donner l'autorisation de tuer, c'est le transformer en bête sauvage. Ces jeunes ont d'autant moins de remords qu'ils considèrent les gens qui justifient leurs crimes comme de bons religieux. Dans les villes, les GIA sont constitués de voyous. A tel point que je préfère l'Etat algérien et sa dictature à celle des Groupes Islamiques Armés, composés de personnes uniquement intéressées par l'argent et le pouvoir. Même si le Prophète Mahomet revenait aujourd'hui, et leur disait qu'ils ont tort, ils le traiteraient d'hypocrite.

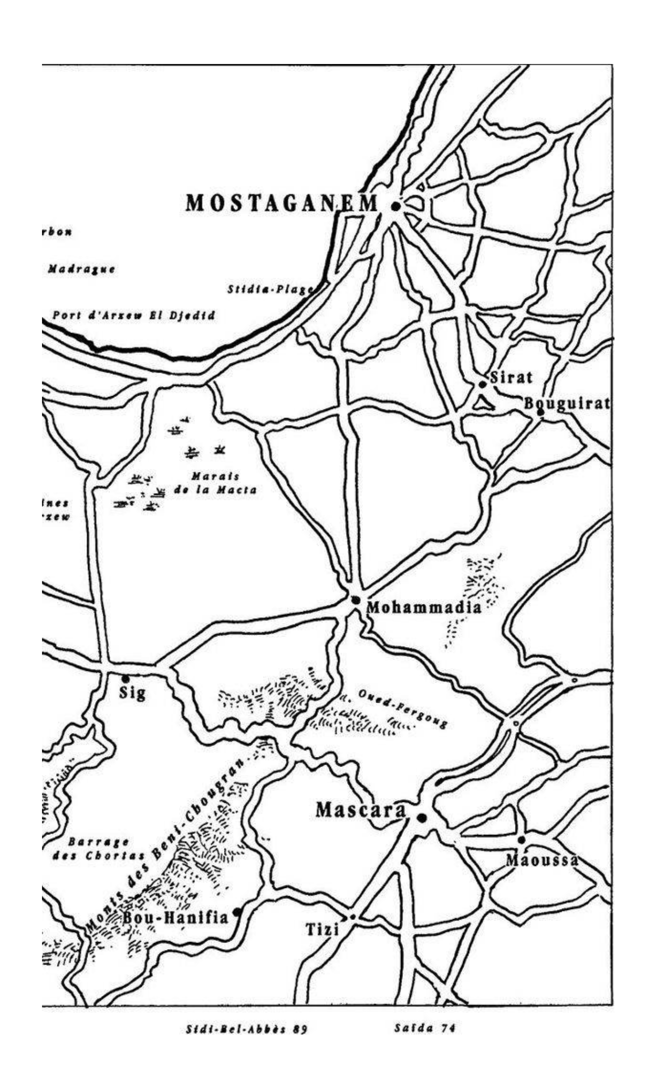
Le GIA est aussi, à sa manière, une dictature. Les illettrés y deviennent émirs alors que celui qui possède des connaissances, en religion et en politique, est éliminé. A l'image des khmers rouges au Cambodge et des Talibans en Afghanistan, le pouvoir est confisqué par des ignares capables de tout pour imposer leurs lois. Les émirs comme Abou Bakr sont des criminels de guerre. S'ils l'emportaient, ils deviendraient des dictateurs féroces et cruels. Abou Bakr était incontrôlable. Il voulait tuer tout le monde. Il était dangereux car il entraînait avec lui des naïfs et des incultes. Le plus redoutable en Islam, c'est l'ignorance car lorsqu'un ignorant prend le pouvoir, il engendre de grandes souffrances pour son peuple.

Les émirs du GIA s'en moquent. Ils veulent propager la guerre dans tout le Maghreb, en premier lieu au Maroc. Durant des mois, je les ai entendus répéter que, lorsque le califat sera établi en Algérie, ils « commenceront la guerre sainte chez Hassan » avec l'aide des Chleuhs, les berbères marocains du côté d'Oujda. Ils estiment que le Roi est un

ennemi de Dieu. Pour le GIA, les frontières n'existent pas car en Islam il n'y a pas de patrie. Là où est l'Islam, un musulman est chez lui, et ses frères ont le devoir de l'aider. Dans le GIA, on estime que si demain les musulmans de France prenaient le maquis, il faudrait les soutenir, sinon combattre à leurs côtés.

C'est pour toutes ces raisons que j'ai préféré me repentir plutôt que d'apporter ma caution à une future dictature, à l'image de celle du FLN. Je reconnais que les Algériens ne sont pas prêts pour l'avènement d'un Etat islamique. Dans trois ou quatre siècles, peut-être, ce sera le cas, mais pas aujourd'hui. Après l'expérience que j'ai vécue, je n'y tiens plus. Avec le recul, j'ai compris que pour composer un beau bouquet, il fallait des fleurs de toutes les couleurs. Pour moi, la guerre sainte est finie. C'était un rêve et il s'est terminé en cauchemar.


ORAN ET SES ENVIRONS
Cap Ferrat
Pointe de l'Aiguille
Gdyel
Pointe Canastel
Canastel
Plage de Bou-Sfer
Cap Falcon
Les Andalouses
Aïn-El-Türck
Mers-El-Kébir
El-Ançor
Bou-Sfer
ORAN
Hassi
Bou Nif
Bou-Tlélis
Grande Sebkra d'Oran
Oued
Bou-Hadjar
Aïn El Berd
Sidi-Bel-Abbès 54


MOSTAGANEM
Madrague
Stidia-Plage
Port d'Arzew El Djedid
Sirat
Bouguirat
Marais
de la Macta
Mohammadia
Sig
Oued-Fergoug
Monts des Beni-Chougran
Mascara
Barrage
des Chorfas
Maoussa
Bou-Hanifia
Tizi
Sidi-Bel-Abbès 89
Saïda 74